

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°427

OCTOBRE 2020

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **DÉCÈS DU DR NAJMADDINE KARIM**
- **TURQUIE: MONTEE DU RACISME ANTI-KURDE ET POURSUITE DE LA RÉPRESSION CONTRE LE HDP**
- **ROJAVA: NOUVELLES MENACES DE M. ERDOĞAN, SES MERCENAIRES BRANDISSENT LE DRAPEAU DE DAECH À SERÊ KANIYÊ SOUS OCCUPATION TURQUE**
- **IRAK: TIRS DE ROQUETTES SUR ERBIL, FRAPPES TURQUES, ALORS QUE LA PANDÉMIE PLOMBE L'ÉCONOMIE**
- **IRAN: UNE ENQUÊTE BELGE CONFIRME LA CULPABILITÉ DE TÉHÉRAN DANS L'ATTENTAT DÉJOUÉ DE VILLEPINTE EN 2018**

DÉCÈS DU DR NAJMADDINE KARIM

Dr Najmaddine Karim, vice-président de notre Institut, fondateur de l'Institut kurde de Washington et ex-gouverneur élu de Kirkouk est décédé dans la nuit du vendredi 30 au samedi 31 octobre à Washington à l'âge de 71 ans des suites d'une longue maladie.

Neurochirurgien réputé, militant depuis ses années d'uni-

versité de la cause kurde, patriote solidaire des mouvements kurdes de résistance dans toutes les parties du Kurdistan, diplomate talentueux, gouverneur élu de l'émblématique ville kurde de Kirkouk de 2011 à 2017, il était connu et aimé dans l'ensemble du Kurdistan ainsi que dans la diaspora kurde.

Son décès prématuré est une grande perte pour sa famille,

pour l'Institut kurde et ses amis et pour la cause kurde dans son ensemble.

Né en 1949 à Kirkouk où il a fait ses études primaires et secondaires, il avait été admis à la Faculté de médecine de l'université de Mossoul. Pendant ses années universitaires il a milité au sein de l'Union des étudiants du Kurdistan dont il est devenu l'un des leaders. Dès l'obtention de son diplôme de médecin en

1972 il a rejoint les rangs de la résistance kurde du général Mustafa Barzani. Après l'effondrement de celle-ci à la suite de l'Accord d'Alger du 5 mars 1975 signé entre le Chah d'Iran et Saddam Hussein sur le dos des Kurdes, il s'est exilé aux États-Unis. Il y a parachevé ses études à l'Université de Georgetown de Washington en neurochirurgie. Parallèlement à son activité professionnelle à l'hôpital de la prestigieuse Faculté de médecine Johns Hopkins et en cabinet, il a continué à militer pour la cause kurde en co-fondant le Congrès national kurde de l'Amérique du Nord et il a adhéré en 1989 à l'Institut kurde de Paris dont il est devenu vice-président. Il a joué un rôle important dans la préparation de la Conférence internationale sur le sort des Kurdes après la guerre du Golfe, co-organisée par l'Institut kurde de Paris et le *Foreign Relations Committee* du Sénat américain le 27 février 1991 au Sénat avec la participation de plusieurs sénateurs américains, dont Edward Kennedy, John Kerry, Nancy Pelosi, des leaders kurdes irakiens et de Madame Mitterrand. Cette conférence a joué un rôle majeur dans l'information et la sensibilisation du Congrès américain sur la question kurde; ses participants se sont mobilisés lors de l'exode kurde du printemps 1991 pour obtenir l'engagement de l'administration américaine en faveur de la création d'un *Safe Haven*, une zone de protection proposée par la France, une *no-fly zone* décidée en juin 1991 par le Conseil de sécurité de l'ONU qui a permis l'émergence et la reconnaissance de l'actuelle Région autonome du Kurdistan. En 1994, Dr Karim a été, avec Kendal Nezan

et Fuad Hussein, actuel ministre des Affaires étrangères de l'Irak, membre de la délégation de l'Institut kurde dépêchée au Kurdistan pour convaincre les leaders des deux partis kurdes irakiens en conflit (PDK ET UPK) à venir participer aux pourparlers de paix organisés en France, au Château de Rambouillet, sous le haut patronage du président Mitterrand, afin de régler leurs différends d'une manière négociée et pacifique. En 1996, Dr Karim a fondé l'Institut kurde de Washington spécialisé dans l'information et la sensibilisation du Congrès et des médias américains.

Médecin personnel du général Barzani jusqu'à sa mort en exil à Washington en mars 1979, puis du leader kurde Jalal Talabani, devenu plus tard premier président élu de l'Irak, le Dr. Karim prodiguait ses soins et ses conseils aux résistants kurdes de toutes les parties du Kurdistan de passage à Washington. Il favorisait aussi leurs contacts avec le Congrès, les ONGs et les médias américains. Il était de fait l'ambassadeur bénévole du Kurdistan à Washington.

Après la chute de Saddam Hussein en 2003, à la demande de son ami Jalal Talabani, il s'est engagé dans la vie politique kurde et irakienne. Élu d'abord député au Parlement irakien en 2010, il a ensuite constitué et dirigé une liste nommée «Alliance du Kurdistan» qui a très largement gagné en 2011 les élections provinciales de Kirkouk. Élu gouverneur de sa ville natale il a, dans un contexte politique et sécuritaire difficile, organisé des services de base

pour tous les habitants de cette ville à majorité kurde avec d'importantes communautés turkmène, arabe et chrétienne, sans discrimination. Très apprécié de ses administrés, il est resté gouverneur de Kirkouk jusqu'en octobre 2017, date à laquelle les troupes et milices irakiennes ont occupé cette ville. Destitué illégalement par le gouvernement de Bagdad pour avoir organisé le référendum sur l'autodétermination du Kurdistan au cours duquel les habitants de cette province se sont très majoritairement prononcés en faveur de l'indépendance, il s'était replié sur Erbil où son équipe continuait de suivre de près l'évolution de la situation de Kirkouk.

Il y un an il était parti à Washington pour se faire soigner. Opéré en septembre dans son hôpital de John Hopkins par ses collègues, il s'est éteint paisiblement, entouré de sa femme Zozan et de ses quatre enfants vendredi 30 octobre vers 23h, heure de Washington.

Conformément à ses dernières volontés, son corps a été rapatrié au Kurdistan où après une cérémonie d'hommage national en présence du président Nechirvan Barzani, des ministres, du Dr Fuad Hussein, ministre des Affaires étrangères de l'Irak, du président de l'Institut kurde de Paris, des représentants de tous les partis politiques kurdes et de nombreuses personnalités, sa dépouille couverte du drapeau du Kurdistan, a été inhumée dans le cimetière de Pirmam (Massif Salahaddine) près d'Erbil en attendant d'être un jour enterré dans sa ville natale de Kirkouk libérée.

TURQUIE: MONTEE DU RACISME ANTI-KURDE ET POURSUITE DE LA RÉPRESSION CONTRE LE HDP

Les cas de crimes racistes contre des Kurdes, et en particulier de graves exactions menées par des militaires, se multiplient en Turquie. Le 30 septembre, le parti «pro-kurde» HDP a diffusé un communiqué sur les tortures subies par deux villageois de Van qui avaient été jetés d'un hélicoptère militaire, suite au décès à l'hôpital le même jour de l'un d'entre eux, Servet Turgut, 55 ans, père de 7 enfants.

Turgut et un autre villageois, Osman iban, 50 ans, père de 8 enfants, étaient en bonne santé le 11 septembre quand ils ont été arrêtés par les militaires, après que des combats tout proches entre soldats et PKK ont causé la mort de trois soldats et d'un membre de la guérilla. Le rapport d'hospitalisation de iban mentionne qu'il a été «amené au service d'urgence après être tombé d'un hélicoptère» deux heures après son arrestation. Leurs familles n'ont pourtant été informées que le 13 septembre qu'ils étaient en soins intensifs, sans autres explications. Lorsqu'une délégation du HDP est arrivée pour enquêter sur l'affaire, iban, qui était sorti, a été remmené à l'hôpital militaire. Des centaines de policiers ont encerclé la délégation qui venait de le visiter, empêchant toute déclaration à la presse... Dans son communiqué, le HDP pointe la survenue régulière de ces exactions, cinq depuis juin dernier. Loin de refléter une indiscipline individuelle, ces incidents participent d'une politique délibérément raciste de l'État turc à l'égard des Kurdes; ils visent aussi à faire passer le message que les

forces de sécurité peuvent les tuer où et quand elles veulent et en toute impunité. Le HDP note également l'absence de réaction de la Commission d'enquête sur les droits humains du Parlement turc. Le 2 octobre, l'ONG de défense des droits de l'homme *Human Rights Watch* (HRW) a appelé les autorités turques à ouvrir une enquête.

Les autorités se sont montrées particulièrement vindicatives à l'égard de toutes les personnes ayant participé à la dénonciation de cette exaction inacceptable. Le 21 septembre, le bureau du gouverneur de Van avait affirmé que Turgut avait chuté dans la montagne en résistant à son arrestation, sans mentionner iban, et accusé les deux hommes d'avoir aidé le PKK... Les familles des victimes ont indiqué avoir été menacées de mort si elles parlaient, et un tribunal a interdit la diffusion de toute information sur l'incident. La police a attaqué la veillée mortuaire de Turgut à Van, empêchant habitants, journalistes et membres du HDP (dont la députée Hüda Kaya) d'y participer. Le 6 octobre, quatre journalistes des agences *Mezopotamya* (Adnan Bilen et Cemil Uur) et *Jin News* (ehriban Abi et Nazan Sala) ont été incarcérés dans des raids nocturnes et les policiers leur ont confisqué appareils photos et cartes mémoire. Le site web de *Mezopotamya* et plusieurs autres mentionnant l'affaire ont été censurés (*Ahval*). Si, le 7, le député AKP Cengiz Aydo du a tout de même admis en répondant aux journalistes au parlement que «quelque chose s'était passé» et a indiqué que le procureur avait ouvert une enquête (*Duvar*), deux jours

plus tard, les quatre journalistes incarcérés ont été inculpés de terrorisme pour avoir «rendu compte d'événements sociaux contre les intérêts de l'État» et couvert l'incident «en faveur de l'organisation terroriste armée PKK/KCK» (*Ahval*).

Mais cette affaire est loin d'être la seule exaction commise récemment par les militaires turcs. Le 16, plusieurs associations ont demandé dans une conférence de presse commune à Istanbul la restitution aux familles de 282 corps retirés par l'armée du cimetière de Garzan, à Bitlis, lors du couvre-feu imposé à cette ville en décembre 2017. Le cimetière avait été détruit au bulldozer. Les corps issus des tombes profanées ont été amenés à Istanbul pour être entassés dans des fosses communes sous les trottoirs du cimetière de Kilyos. Il s'agit majoritairement de victimes des affrontements des années 90, mais il y a aussi des combattants du Rojava tombés à partir de 2014 dans la lutte contre Daech. Les familles n'avaient même pas été informées de ces déplacements, et c'est grâce aux recherches de l'association de défense des droits de l'homme HD qu'ils ont pu être localisés. Puis le 31, un homme de 63 ans, Ali Dereli, a été tué par balles par l'armée turque au cours d'une opération à Awyan, un village près de Yüksekova (Hakkari). Les proches de la victime, qui n'ont pu accéder au corps qu'après six heures d'attente, ont déclaré avoir été gazés par les forces de sécurité, et ont indiqué que le frère d'Ali, Abdulhalit, avait également été tué par l'armée turque en 1983.

Autre exemple démontrant l'obsession anti-kurde de l'État turc, l'interdiction le 15 de la représentation de la pièce *Beru*, une traduction kurde de *Klaxon*, trompettes... et pétarades du célèbre écrivain italien Dario Fo. Pour la première fois dans l'histoire moderne de la Turquie, une pièce en kurde devait être donnée par le théâtre municipal d'Istanbul, mais elle a été interdite au tout dernier moment: «Nous étions sur scène [...] en train d'attendre les spectateurs lorsque l'interdiction [...] nous a été notifiée», a indiqué à l'AFP l'actrice Ruges Kirici. Ismail Catakli, porte parole du ministère de l'Intérieur, a démenti une interdiction en raison de la langue kurde, parlant d'empêcher «une propagande du PKK». Il semble dans ce cas que ce soit davantage la troupe théâtrale que la pièce de Dario Fo, déjà jouée dans de nombreuses langues, qui a été visée, mais toute mention des Kurdes provoque toujours les accusations du pouvoir, y compris dans les manuels scolaires! Ainsi le ministère de l'Éducation turc a-t-il déclenché la polémique en supprimant de l'édition 2020 d'un manuel d'histoire du primaire de nombreuses références aux Kurdes, notamment dans la partie traitant du début de l'islam. L'édition 2019 (<https://drive.google.com/file/d/1srrbDSHRCVvYQMBEbHRBwUo6Lk0JvMx0/view>) mentionnait explicitement (p. 183) le premier compagnon kurde du Prophète, Jaban al-Kurdi, alors que la nouvelle édition (<https://drive.google.com/file/d/1srrbDSHRCVvYQMBEbHRBwUo6Lk0JvMx0/view>) évacue les «tribus kurdes» en deux lignes... En 2019, le secrétaire général du MHP (Parti d'action nationaliste d'extrême-droite, au pouvoir avec l'AKP), Ismet

Buyukataman, avait écrit au ministre de l'éducation pour dénoncer la «propagande» selon laquelle les Kurdes auraient embrassé l'Islam avant les Turcs... Serait-ce la raison? (*Rûdaw*) La Turquie a également protesté contre la «propagande PKK» du nouveau manuel d'histoire-géographie... des classes de terminale des lycées français, qui consacre une double page aux Kurdes sous le titre: «Un peuple sans État»!

Les détenus font eux aussi les frais, littéralement, de cette haine anti-kurde: tous ceux qui écrivent à leurs proches des lettres en cette langue se voient facturer par l'administration pénitentiaire des frais de traduction allant jusqu'à 50 US\$ par page! Certaines prisons ne délivrent pas les lettres, des familles comme des détenus, si elles contiennent ne serait-ce qu'une phrase en kurde (*Ahval*). Le 25, le site turc *Ahval* relevait aussi les mauvaises conditions sanitaires subies par de nombreux détenus dans le cadre de la pandémie de COVID-19, notamment l'absence d'équipement de protection personnel et parfois le refus de l'administration de tester ou d'isoler les cas suspects...

Par ailleurs, la politique extérieure militariste de plus en plus agressive de la Turquie a des conséquences inquiétantes à l'intérieur pour d'autres minorités aussi. Concernant le conflit du Haut-Karabakh, si le HDP, seul parti politique turc à ne pas avoir soutenu l'engagement auprès de l'Azerbaïdjan, est accusé de trahison, la communauté arménienne de Turquie, 60.000 personnes, se sent particulièrement menacée: des manifestations nationalistes viennent brandir le drapeau azerbaïdjanais à proximité de ses quartiers et églises. Les

Grecs sont en butte aux mêmes provocations. Garo Paylan, député HDP d'origine arménienne, a indiqué avoir reçu des menaces de mort après ses discours pacifistes. Dans une interview donnée le 15 au *New York Times*, il analyse que le choix régulier de nouveaux «ennemis extérieurs» par le pouvoir, Chypre, la Grèce, l'Arménie... lui permet de fermer de plus en plus l'espace démocratique à l'intérieur.

Le pays peine aussi à trouver la voie de la justice pour les affaires passées, comme l'assassinat le 28 novembre 2015 du bâtonnier de Diyarbakir, Tahir Elçi, dont le procès a commencé le 21. L'an dernier, le barreau de Diyarbakir avait mis en cause les policiers chargés de la protection de l'avocat, tué par balle en pleine rue, en s'appuyant sur les conclusions d'un cabinet britannique d'analyse technique: *Forensic Architecture* avait conclu que la balle mortelle (qui n'a pas été retrouvée...) ne pouvait avoir été tirée que par un membre des forces de l'ordre. Pourtant, les trois policiers impliqués, qui n'ont même pas été suspendus, sont seulement accusés d'avoir «causé la mort par négligence». Ils n'étaient pas non plus physiquement présents à l'audience, le tribunal les ayant autorisés à comparaître par vidéoconférence. La vidéo de la fusillade précédant la mort d'Elçi a également «disparu», et le procureur chargé de l'affaire a été remplacé à plusieurs reprises... Lorsque la veuve de Tahir Elçi, Türkan Elçi, a commencé à critiquer le tribunal, le président a menacé de la faire expulser. «J'ai attendu pendant cinq ans, vous prendrez bien deux minutes pour m'écouter», a-t-elle répondu. L'un des avocats de la partie civile, Baris Yavuz, a déclaré que les magistrats voulaient

visiblement «se débarrasser de l'affaire au plus vite». Les avocats ont réclamé la récusation des juges actuels, une demande qui sera étudiée par un autre tribunal. Le procès a en conséquence été renvoyé au 3 mars. *Human Rights Watch* a indiqué vouloir le suivre de près, «pour savoir s'il vise à faire toute la lumière sur les circonstances du meurtre [...] ou à tenter de disculper à tout prix les policiers» (*AFP*)...

Parallèlement, la répression ordinaire s'est poursuivie avec son cortège d'arrestations, de condamnations pour motifs frauduleux et de dénis de justice... Le 1^{er} octobre, la chanteuse germano-kurde Hozan Canê, détenue depuis juin 2018, a été libérée, mais avec une interdiction de quitter le territoire turc. Résidant à Cologne, Canê avait été arrêtée alors qu'elle était venue en Turquie pour soutenir le HDP par ses chansons durant la campagne pour les élections présidentielle et législatives. Elle avait été condamnée en novembre 2018 à six ans et trois mois de prison pour «appartenance à une organisation terroriste» sur la base de photos la montrant avec des combattants des YPG de Syrie, provenant d'un documentaire tourné par Canê sur la persécution des Yézidis par Daech. Cette condamnation a été invalidée par une cour d'appel, d'où la libération en attente du nouveau procès (*AFP*). Le juge n'étant pas venu à l'audience prévue le 4 octobre et ayant renvoyé celle-ci au 21 janvier, la chanteuse se trouve de fait empêchée de regagner l'Allemagne. La fille de Canê, Gönül Örs, aussi arrêtée pour terrorisme en septembre 2019 alors qu'elle visitait sa mère, n'est, elle non plus, pas autorisée à quitter le pays (*Kurdistan 24*).

Après avoir arrêté 82 personnes le 25 septembre dans une opération anti-kurde d'ampleur inédite, le pouvoir judiciaire turc a poursuivi ses arrestations massives d'élus HDP en octobre dans le cadre des poursuites contre les participants aux manifestations de 2014 sur Kobanê, suite à une enquête ouverte... il y a six ans. Accusant le HDP d'avoir «incité à la violence», les autorités poursuivent sous ses responsables de l'époque. Le 1^{er} octobre, la co-maire de Kars evin Alaca, qui n'avait pas été arrêtée en même temps que son collègue masculin Ayhan Bilgan, l'a été à son tour. Elle a été remplacée le 3 par un administrateur pro-AKP dont la première décision a été de dissoudre le conseil municipal. Parallèlement, un tribunal d'Ankara a ordonné la détention de 17 anciennes et actuelles personnalités politiques du HDP et activistes qui avaient participé aux manifestations. Trois autres personnes ont été libérées sous contrôle judiciaire. La police turque a également mené un raid dans un bureau du HDP à Germencik (Aydin), arrêtant plusieurs dirigeants locaux et y confisquant tous les ordinateurs. *Human Rights Watch* a exprimé son inquiétude le 2 en déclarant que «détenir des personnalités politiques d'un parti qui a remporté près de 12% des voix aux élections de 2018 participe de la politique du gouvernement turc visant à criminaliser l'opposition» (*HRW, WKI*). À Irbak, huit personnes ont reçu trois mois et quinze jours de prison pour avoir «commis un crime au profit d'une organisation illégale»: ils avaient assisté aux obsèques d'un combattant PKK... en 2008. Le 9, on a appris que plusieurs femmes politiques kurdes détenues depuis plusieurs années étaient aussi poursuivies dans

le cadre de cette «enquête Kobanê» et seraient interrogées le 12 par visio-conférence: Sebahat Tuncel, ex-coprésidente du Parti démocratique des Régions (DBP), Gultan Kisanak, ancienne co-maire de la ville de Diyarbakir, Aysel Tu luk et Gülser Yıldırım, anciennes députées HDP (*RojInfo*).

Le même jour, on a appris que les procureurs turcs avaient lancé un nouvel acte d'accusation visant à faire condamner l'activiste pro-démocratie et philanthrope Osman Kavala, déjà emprisonné depuis plus de trois ans, à la «perpétuité aggravée» pour participation à la tentative de coup d'État de juillet 2016. Est aussi visé l'universitaire américain Henri Barkey, accusé de «conspiration» (*Middle East Eye*). Les deux hommes sont accusés d'espionnage et de «tentative de renversement de l'ordre constitutionnel». Le 26, HRW et la Commission internationale des juristes ont formellement condamné ces «accusations bidon», «politiquement motivées et dépourvues de toute crédibilité juridique» (*Rûdaw*). Après l'acquittement de Kavala en février dans l'affaire des manifestations du Parc Gezi, le pouvoir avait trouvé comment éviter de le libérer en l'arrêtant immédiatement de nouveau pour implication dans le coup d'État...

Le 10, la police d'Ankara a attaqué un rassemblement des familles des 103 victimes kurdes de l'attentat de la gare de cette ville en 2015, réunies en commémoration. Onze participants ont été incarcérés. La pandémie a été comme à l'habitude le prétexte à l'interdiction. Le gouvernement est soupçonné d'avoir eu au moins une connaissance partielle des projets d'attentat de Daech, pour celui d'Ankara

comme pour celui de Suruç (*Ahval*).

Le 15, la police a arrêté six membres du HDP à Mersin, et 22 personnes à Hakkari et dans les villages environnants, tandis qu'un tribunal d'Ankara approuvait le maintien en prison des anciens dirigeants du HDP, Selahhattin Demirtas et Figen Yüksekdag, emprisonnés depuis novembre 2016. Enfin, le 19, l'ancien député HDP, et maire de Mardin récemment démis, Ahmet Türk, 74 ans, a été incarcéré dans le cadre d'une «enquête anti-terroriste» (*Anatolie*), et s'est vu le 21 notifier l'interdiction de quitter le territoire. En même temps, Emin Irmak, maire du district d'Artuklu de Mardin, a été lui aussi incarcéré (*WKI, Reuters*). Le 22, le HDP a été de nouveau frappé par quatre arrestations menées au cours de raids: les co-présidents du HDP à Diyarbakir Hulya Alokmen Uyanik et Zeyyat Ceylan, et leurs homologues du district de Yeni ehir, Remziye Sizici et Kasim Kaya. Une «source judiciaire anonyme» a indiqué à l'AFP que des bannières du PKK et des documents avaient été saisis... La même semaine, le parlement a transmis pour examen à sa commission judiciaire des demandes de levée d'immunité pour dix nouveaux députés HDP. Le 21, la police de

Kahramanmara a incarcéré 12 membres du HDP lors de raids domiciliaires. À Antalya, un membre du conseil municipal, Nihat Akkaya, a reçu dix mois d'emprisonnement pour avoir appelé Abdullah Öcalan «Monsieur» dans un discours en 2019. À Do ubayazıt (A rı), les co-présidents HDP Abdullah Ekelik et Gönül Öztürk ont été incarcérés. À Siirt, le 25, le maire démis Tuncer Bakirhan a été condamné à 10 ans, 10 mois et 11 jours d'emprisonnement pour «appartenance à une organisation terroriste». Enfin, l'ancien député BDP Ibrahim Binci et le membre de l'assemblée du HDP Mesut Ba cık ont été incarcérés (*WKI*).

Dans ce contexte de répression anti-kurde, une dizaine de partis politiques et d'ONGs kurdes se sont réunis à Diyarbakir le 24 pour discuter les possibilités d'établir une alliance plus solide. En fin de réunion, le co-président du HDP Mithat Sancar a annoncé la création d'une «Alliance du Kurdistan» permanente, déclarant notamment: «Une transformation démocratique en Turquie ne semble pas possible sans la contribution des Kurdes, comme le montre l'expérience acquise jusqu'à présent» (*Ahval*).

Le 6 octobre, la Commission Européenne notait dans les

principales conclusions de son rapport 2020 sur la situation en T u r q u i e (https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/country_20_1791) que «la situation dans le Sud-Est [c'est-à-dire les provinces kurdes du pays] demeure très préoccupante» [...] «Le remplacement de 47 maires HDP démocratiquement élus par des mandataires nommés par le pouvoir central dans le Sud-Est remet en question les résultats du processus démocratique des élections locales du 31 mars 2019. Les arrestations et révocations d'élus municipaux et de représentants de partis se sont poursuivies, mettant gravement en péril la démocratie locale». Par ailleurs, le même rapport note plus loin «de sérieux reculs» dans le fonctionnement du système judiciaire, donnant lieu notamment à «des inquiétudes» quant à son «manque systémique d'indépendance», et surtout à la «poursuite» de «la détérioration des droits de l'homme et des droits fondamentaux», de «sérieux reculs [...] en matière de liberté d'expression».

Mais le document demeure muet concernant les conséquences de ces graves lacunes démocratiques sur les relations Turquie-UE...

ROJAVA:

NOUVELLES MENACES DE M. ERDOĞAN, SES MERCENAIRES BRANDISSENT LE DRAPEAU DE DAECH À SERÊ KANIYÊ SOUS OCCUPATION TURQUE

Octobre a été dominé au Rojava par la permanence de la pression turque, avec de nouvelles menaces d'invasion du président Erdoğan, la poursuite des exactions de ses mercenaires dans les territoires kurdes syriens sous occupation turque, et des attaques récur-

rentes contre des zones tenues par l'Administration Autonome du Nord-Est Syrien (AANES). Comme au Kurdistan d'Irak, l'armée turque se préoccupe peu des vies civiles lors de ses opérations: le 16 à Aïn Issa, un enfant a encore été tué par son artillerie...

Le 3 octobre, le président turc a

déclaré depuis Hatay qu'Ankara était prêt à lancer une nouvelle offensive pour «nettoyer» le Nord syrien des milices kurdes: «Les zones terroristes [...] doivent être nettoyées comme promis, ou nous viendrons le faire nous-mêmes» (*Ahval*). Des responsables des Forces démocratiques syriennes

(FDS) ont critiqué Moscou comme Washington pour leur inaction face aux attaques continues qu'elles subissent de ses mercenaires syriens, en violation des cessez-le-feu conclus sous l'égide des deux pays en octobre 2019.

Le 7, l'armée turque et ses mercenaires syriens ont de nouveau lancé des attaques contre la ville d'Aïn Issa (Raqqah), ainsi que plusieurs villages proches tenus par les FDS. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), six miliciens pro-turcs ont été tués et cinq membres des *Asayish* (Sécurité kurde) blessés (*Rûdaw*, *ANHA*). Le 8, alors que l'AANES marquait le premier anniversaire de l'invasion turque, 73 organisations locales de défense des droits de l'homme, dont l'OSDH, ont publié une déclaration appelant l'ONU à faire pression sur la Turquie pour qu'elle mette fin aux violations des droits de l'homme commises par ses représentants, notamment les enlèvements, les assassinats et les pillages. Au même moment, le président américain Donald Trump a signé le décret prolongeant d'un an la présence des forces américaines en Syrie, décision saluée par le commandant des FDS Mazloum Abdi après les nouvelles déclarations menaçantes du président turc...

Le 13, Amy Austin Holmes, chercheuse au *Council on Foreign Relations* (CFR), se basant sur les données collectées par le projet *Armed Conflict Location and Event Data Project* (ACLED), et sur ses propres observations faites en septembre dernier près des lignes de front de la zone occupée par la Turquie, a estimé que celle-ci, directement ou au travers de ses mercenaires syriens, était responsable de plus de 800 incidents impliquant des civils

ou des membres des FDS advenus après la signature des cessez-le-feu. Holmes a pris soin de préciser que ce nombre n'incluait ni les violations survenues à Afrin ni les combats entre différentes factions de la soi-disant «Armée nationale syrienne», souvent déclenchés pour le partage du butin. Elle rappelle que le cessez-le-feu ménagé par Washington prévoyait «la protection des minorités ethniques et religieuses», une clause dont elle estime qu'elle est loin d'être respectée. Un reportage de l'AFP publié le 12 confirme que, un an après l'invasion turque, nombreux sont les civils déplacés qui n'ont toujours pas pu regagner leur demeure. Une mère de famille arabe interviewée dans un camp déclare notamment que «les accusations selon lesquelles son mari a travaillé avec les autorités kurdes [rendraient] tout retour très dangereux».

Michelle Bachelet, Haute-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, a dénoncé en septembre une recrudescence des meurtres, des enlèvements, des déplacements illégaux de personnes et des spoliations dans les zones occupées par Ankara et ses alliés, notamment à Ras al-Aïn et Tal Abyad. Mais la Turquie rejette toutes les accusations, et le 13, lors d'une conférence de presse commune avec la ministre suédoise des Affaires étrangères, son homologue turc s'est fâché lorsque celle-ci a «exhorté» la Turquie à se retirer du nord de la Syrie, accusant l'Union européenne d'«arrogance»: «Utiliser le terme 'exhorter' est arrogant et erroné en diplomatie», a-t-il déclaré. La colère de Mevlut Çavuşoğlu avait aussi une autre source: Ann Linde avait défendu le droit de l'UE à avoir des contacts avec «les différents groupes actifs dans le nord de la

Syrie»... (AFP) Et en effet, quelques jours plus tard, une délégation du ministère suédois des Affaires étrangères, arrivée au Rojava le 17, rencontrait Mazloum Abdi le 19 pour discuter notamment du soutien militaire et politique aux SDF dans le combat contre Daech et l'établissement de «relations stratégiques». Le chef de la délégation suédoise, l'envoyé spécial en Syrie Per Örneus, exprimait son regret pour l'invasion turque de 2019 (*Rûdaw*)... Le 20 octobre, 68 députés européens ont réagi dans une lettre à David Sassoli, Président du Parlement, au rapport de la Commission d'enquête de l'ONU sur la Syrie publié le 14 août 2020. Ils y condamnent l'action turque en termes très durs: «Nous exigeons que le gouvernement turc cesse son soutien politique, économique et militaire à tous les groupes impliqués dans ces violations systématiques des droits humains. Nous demandons à l'armée turque et à ses forces auxiliaires de mettre fin à leur occupation illégale en Syrie du Nord et de se retirer de la région». Ils demandent aussi l'envoi d'une délégation spéciale pour recueillir davantage d'informations et entamer un dialogue avec l'AANES.

Le 22, le lendemain d'une attaque sur des véhicules civils du village de Rihaniyah, près de Serê Kaniyê (Ras al-Aïn), l'OSDH a à son tour dénoncé les exactions continues des mercenaires pro-turcs dans cette zone ainsi que leurs affrontements internes récurrents pour le butin (*RojInfo*). Le lendemain, les FDS ont publié une déclaration dénonçant la multiplication récente des attaques de l'armée d'occupation turque et de ses mercenaires contre la population près de la route internationale M4, en particulier le long

de la ligne Ain Issa, et annonçant que le 21, une tentative d'infiltration dans cette ville avait été repoussée avec «10 morts et de nombreux blessés parmi les mercenaires».

Le 26, une centaine de djihadistes pro-turcs ont brûlé le drapeau français en brandissant ouvertement le drapeau de Daech dans la ville occupée de Serê Kaniyê (Ras al-Ain), en soutien aux attaques du président turc contre son homologue français. L'accointance de M. Erdoğan avec Daech ne se dissimule même plus! Le lendemain, le commandant en chef des FDS, Mazloum Abdi, a «twitté» son soutien à Emmanuel Macron, déclarant qu'il «avait contribué à protéger les musulmans de Daech» alors que Recep Tayyip Erdoğan, «qui soutient Daech, loin d'exprimer l'opinion des musulmans [...], utilise l'islam pour ses intérêts personnels» (*Rûdaw, WKI*).

Malgré les récentes avancées vers l'unité kurde au Rojava, la tension due aux agressions extérieures se double toujours de différends intra-kurdes. Ainsi le 26, des centaines d'étudiants originaires d'Afrin ont manifesté dans le canton de Shahba, où l'invasion turque les a déplacés, pour protester contre la demande de l'ENKS (Conseil national kurde de Syrie, dans l'opposition à l'AANES) de revenir aux programmes d'enseignement officiels d'avant la révolution de 2011. L'ENKS vise à faciliter les négociations intra-syriennes en cours, mais les étudiants kurdes veulent conserver le programme actuel, qui donne une place importante à la langue kurde, et refusent tout retour aux manuels du régime de Damas...

Le 28, le président turc a renouvelé lors d'une réunion devant

les députés de son parti ses menaces de lancer une nouvelle attaque contre l'AANES si celle-ci ne retirait pas ses forces de la frontière, provoquant la fuite de nombreuses familles. L'administration répète que seule son aile civile demeure sur place, la sécurité étant assurée par des forces locales, et accuse la Turquie de rechercher des prétextes à une nouvelle invasion.

Parallèlement, l'AANES accuse la Russie de jouer double jeu vis-à-vis d'elle en cherchant à utiliser la menace turque pour la forcer à accepter le retour de l'autorité du régime de Damas. La Russie, tout en accusant les États-Unis de pousser les Kurdes au séparatisme, tente de conserver des contacts avec les autorités du Rojava, alors que le régime ne se prive pas d'accuser l'AANES de séparatisme. Sur le terrain, les habitants de nombreux villages ne font aucune confiance aux militaires russes, d'autant plus qu'ils patrouillent parfois en compagnie des Turcs! Ainsi à Derbassiyah, les résidents ont-ils réussi à forcer les patrouilles russes à quitter les lieux. Les Kurdes du Rojava ne peuvent non plus oublier comment les Russes ont laissé faire les Turcs à Afrin... En réponse aux accusations russes de séparatisme, la Coprésidente du Conseil démocratique syrien (CDS, émanation politique des FDS), Emine Umer a rétorqué qu'il s'agissait de «pure propagande», ajoutant: «Le CDS est un projet national et démocratique. Il ne vise pas à diviser la Syrie. Notre véritable objectif est l'unité de la Syrie». Le projet de l'autonomie démocratique n'est donc pas limité aux Kurdes, ni même au Nord du pays. Mais il est en totale contradiction avec l'idéologie ba'thiste du régime de Damas qui, se considérant

comme le vainqueur de la guerre, ne recherche que le retour à la situation d'avant 2011. Le 20, Ilham Ahmed a d'ailleurs déclaré qu'un accord avec Damas nécessiterait «quasiment un miracle»...

Le 27, les tensions sont brusquement remontées à Idlib après des bombardements russes sur une base de *Faylaq Al-Cham*, une faction aux liens privilégiés avec Ankara, qui ont fait des dizaines de morts. Ceux-ci ont riposté en attaquant l'armée syrienne. La Turquie retire prudemment ses soldats de la zone tout en poursuivant la fourniture de matériel et l'entraînement de ses mercenaires syriens... (*Le Monde*)

Parallèlement, la présidente du Conseil démocratique syrien, Ilham Ahmed, a annoncé le 5 octobre la libération de 25.000 femmes et enfants syriens détenus dans le camp de déplacés d'Al-Hol, dont des proches de membres de Daech. Près de 70.000 personnes y survivent dans des conditions alarmantes, et le coronavirus s'y est invité depuis août. Plusieurs libérations ont déjà eu lieu ces derniers mois après des médiations avec des chefs tribaux (*AFP*). Ilham Ahmed a indiqué dans un tweet que cette mesure ne concernait que «les femmes ne présentant pas de danger», souvent celles arrivées avant la chute du «Califat» et qui étaient déjà en voie de déradicalisation (*La Croix*). Le 10, l'AANES a proclamé une nouvelle amnistie, la seconde en cinq mois après celle du 17 mai. Elle prévoit une réduction de peine à vingt ans pour les prisonniers condamnés à perpétuité, mais exclut les personnes accusées de «trahison, espionnage, crime d'honneur, abus sexuel, et commerce ou consommation de drogues», ainsi que les cadres militaires

de Daech (*Rûdaw*). Le 15 octobre, 631 prisonniers liés à Daech ont été libérés après avoir purgé la moitié de leur peine. Là encore, ces libérations résultent de discussions avec des chefs tribaux. Emine Umer, co-présidente du CDS, a indiqué que toutes les personnes libérées «n'avaient pas commis d'actes criminels» (*AFP*).

Le 28, une étude menée par deux chercheurs de l'Institut Egmont à Bruxelles a estimé qu'entre 610 et 680 enfants de djihadistes européens en provenance de 11 pays, dont environ un tiers de Français, étaient

encore retenus avec leur mère dans les camps du nord-est syrien sous contrôle kurde. Les auteurs déplorent «l'inaction» des gouvernements concernés (*AFP*).

Enfin, le Rojava continue de lutter contre la pandémie de coronavirus. Des sources médicales locales, dont certaines liées à l'OSDH, tirent la sonnette d'alarme devant une propagation de plus en plus inquiétante dans une région dont le système de santé a été très dégradé par le conflit et qui depuis la fermeture des principaux points de passage ne bénéficie quasiment

plus d'aucune aide extérieure. Selon les sources de l'OSDH, plus de 3.300 cas ont été détectés à Kobanê, où de plus de nombreux civils présentent les symptômes. Les mêmes sources font état d'un nombre de cas atteignant les 9.200 dans les villes et régions d'Hassaké, Deir Ezzor et Raqqa. Au 23, les cas d'infection confirmés en territoire AANES dépassaient les 12.500, dont 510 malades décédés. Mais l'AANES ne dispose pas des moyens qui lui permettraient de tester massivement tous les patients symptomatiques, ce qui empêche d'avoir un tableau clair de l'épidémie.

IRAK:

TIRS DE ROQUETTES SUR ERBIL, FRAPPES TURQUES, ALORS QUE LA PANDÉMIE PLOMBE L'ÉCONOMIE

La Région du Kurdistan s'est trouvée projetée en plein cœur du conflit opposant l'Irak et les États-Unis sur le sol irakien lorsque six roquettes lancées du district de Bartela, dans la province de Mossoul, sont tombées le soir du 30 septembre non loin des bases de la Coalition internationale anti-Daech, près de l'aéroport d'Erbil. Cette attaque, qui heureusement n'a pas fait de victimes, provenait d'un district contrôlé depuis octobre 2019 par des milices pro-iraniennes. Elle répondait très probablement aux récentes déclarations américaines selon lesquelles l'ambassade américaine en Irak pourrait être transférée dans la capitale du Kurdistan si le gouvernement irakien ne parvenait pas à faire cesser les frappes visant les intérêts américains dans le pays. La présidence de la Région du Kurdistan a publié dès le 1^{er} octobre un communiqué la caractérisant comme «un acte d'agression contre le peuple de la région du Kurdistan et ses alliés dans la

guerre contre le terrorisme» et appelant à l'unité d'action entre «la Région du Kurdistan et l'Irak, les peshmergas, l'armée irakienne et les Forces de mobilisation populaire (*Hashd al-Shaabi*) [...] pour prévenir tous les actes de sabotage perpétrés par des groupes de saboteurs». Le communiqué se termine par l'expression du soutien au Premier ministre irakien Mustafa Al-Kadhimi.

Les Américains sont loin d'être les seuls à s'inquiéter de la situation sécuritaire: le 30 septembre, des diplomates de 28 pays ont rencontré le Premier ministre et publié une déclaration commune faisant état de leur «profonde inquiétude devant l'accroissement du nombre et de la sophistication des attaques visant les missions diplomatiques» dans le pays. Devant une pression internationale de plus en plus forte, le gouvernement irakien a annoncé que le commandant chargé de la protection de la Zone Verte, où se trouvent les ambassades, avait été limogé, et que

19 responsables de sécurité chargés des zones d'où provenaient les roquettes avaient été arrêtés. Reste à voir si ces mesures seront suffisantes pour faire stopper les tirs – et si elles rétabliront la confiance des diplomates étrangers...

Les Américains ont aussi suggéré aux dirigeants kurdes qu'ils pourraient maintenir ouvert le consulat d'Erbil, si tant est que des relations diplomatiques puissent alors subsister entre Washington et Bagdad, et que Bagdad donne son accord à ce maintien... (*Rûdaw*) Mais une fermeture de l'ambassade américaine à Bagdad porterait sans nul doute un coup sévère au statut international de l'Irak, d'autant plus qu'elle pourrait provoquer d'autres départs...

Parallèlement, le service du contre-terrorisme du Gouvernement Régional du Kurdistan (GRK) a nommé accusé le *Hashd al-Shaabi* d'être responsable des tirs de roquettes (*Reuters*), tandis que l'ancien ministre irakien des

Affaires étrangères et haut dirigeant du PDK Hoshyar Zêbarî estimait que «la mission première du nouveau gouvernement [était] de nettoyer la Zone Verte de cette présence milicienne, qualifiée de «force hors-la-loi». Bien que Zebari se soit ensuite excusé, ces déclarations ont provoqué la colère des pro-iraniens. Considérant ses excuses comme «tardives», plusieurs centaines d'entre eux le 17 ont pris d'assaut et incendié le siège du PDK dans le centre de Bagdad, brûlant également le drapeau kurde. En soirée, le Premier ministre irakien a réuni en urgence le Conseil de la sécurité nationale, dénoncé l'attaque et annoncé «15 arrestations» et l'ouverture d'une enquête pour déterminer si les forces de sécurité avaient failli à leur mission de protection du QG du PDK (AFP).

Parallèlement, aussi bien l'Irak que le Kurdistan ont continué à se confronter à la pandémie de COVID-19, qui n'a montré aucun signe d'apaisement. Le 1^{er} octobre, Le ministère irakien de la santé a annoncé plus de 4.400 nouveaux cas ainsi que 50 décès au cours des dernières 24 heures portant le nombre de victimes à 9.200 depuis le début de l'épidémie. Le même jour, le Kurdistan annonçait 684 nouveaux cas et 21 décès, pour un total de plus de 48.000 cas et 1.770 décès depuis le début de la pandémie en mars... Au 15, le Kurdistan a battu un triste record en annonçant 974 nouveaux cas en 24 h, pour un total de 59.251, avec 28 décès, pour un total de 2.088 depuis mars. Le 27, même le chiffre du 15 a été dépassé avec l'annonce de 1.597 infections en une seule journée, avec un total de 71.752 cas. La veille, les autorités kurdes avaient annoncé que toute personne sortant sans masque se verrait infliger une

amende de 20.000 dinars (une douzaine d'euros). Au 30 octobre, on comptait 1.002 nouveaux cas détectés et 25 décès, pour des totaux respectifs de 75.336 cas et 2.431 décès... (Kurdistan-24)

La situation sanitaire a également un grave impact économique au Kurdistan et dans l'ensemble de l'Irak. En début de mois, le parlement d'Erbil a consacré une session à celui-ci, et notamment aux retards de paiement des fonctionnaires du GRK, en présence du Premier ministre Masrour Barzani et du vice-premier ministre Qubad Talabani. Le grave déséquilibre budgétaire irakien causé par la pandémie a aussi des conséquences au Kurdistan, le gouvernement central rencontrant des difficultés à lui verser sa part du budget national. Si celui-ci a bien été versé en septembre, l'incertitude planait en début de mois sur octobre et les mois suivants, au cas où le parlement de Bagdad ne parviendrait pas à approuver les demandes de prêts de Bagdad à l'international (WKI). Selon la Banque mondiale, l'économie irakienne est l'une des plus dépendantes du pétrole au monde. Le GRK n'a pas su profiter des années fastes de 2004 à 2014 pour diversifier ses investissements, ce qui signifie que la chute vertigineuse des cours du brut et la pandémie de Covid-19 «pourraient mener à l'effondrement économique et à un nouveau cycle de violence», prévient l'institution. Elle dénonce également, comme dans le reste de l'Irak, le trop grand nombre de postes de fonctionnaires attribués pour s'assurer des fidélités électorales: 1,2 millions pour 5 millions d'habitants. Le GRK ne parvient plus à régler leurs salaires: depuis janvier, il n'a pu en payer que six mois, et a été contraint en juin d'ampu-

ter ceux excédant 250 dollars par mois. Tandis que la dette extérieure s'accumule, la chute du cours des monnaies turque et iranienne, alors que le dinar reste indexé sur le dollar, nuit à la compétitivité des entreprises et agriculteurs kurdes sur leur propre sol (AFP).

La situation ne devrait malheureusement pas s'améliorer rapidement: le 30 au soir, le GRK a annoncé dans un communiqué avoir dû suspendre ses exportations de brut après que des «terroristes» ont attaqué l'oléoduc reliant le Kurdistan au port turc de Ceyhan. Le communiqué ne précise pas si l'explosion a eu lieu sur son sol ou sur le sol turc (Le Monde).

Dans ce contexte économique difficile, les critiques du gouvernement fédéral comme du GRK se multiplient, mais elles peuvent entraîner des mesures de rétorsion. Le Comité pour la protection des Journalistes (Committee to Protect Journalists, CPJ) a attiré l'attention en fin de mois dans son rapport 2020 sur la dégradation de la situation de cette profession en Irak, pays qu'il a classé le 3^e dans le monde pour l'impunité des assassinats de membres de la presse. Selon *Reporters sans frontières*, quatre journalistes et deux assistants ont été tués en Irak cette année. Les journalistes ont été pris pour cible dans tout le pays depuis le début du mouvement de protestation en octobre 2019, et plus particulièrement ceux qui osent être critiques de l'Iran voisin... Au Kurdistan également, les journalistes courent des risques. Un cameraman de *Kurdistan TV*, Arkan Sharifi, a été poignardé à mort par des hommes masqués au lendemain du référendum sur l'indépendance de la région du Kurdistan en octobre 2017. Le

journaliste Guhdar Zebari a été arrêté à Akre et emmené dans un lieu inconnu après avoir reçu des messages de menace, rapporte le CPJ (*Rûdaw*). C'est aussi ce qui est arrivé au rédacteur en chef du mensuel *Bashur* («Sud»), Sherwan Sherwani, connu pour ses articles critiques, et pour lequel le CPJ exprimait aussi son inquiétude (*AFP*).

Parallèlement, les Kurdes d'Irak sont toujours confrontés aux tentatives d'arabisation dans les territoires disputés. Le 3, le Premier ministre Masrour Barzani a dans son discours devant le parlement tiré de nouveau la sonnette d'alarme concernant la situation à Kirkouk: «La politique d'arabisation se poursuit malheureusement très intensément», a-t-il déclaré, indiquant que les discussions avec Bagdad étaient constantes à ce propos et annonçant l'envoi prochain d'une nouvelle délégation vers la capitale irakienne. Un des secteurs menacés est l'éducation en langue kurde. Depuis la reprise de contrôle de ces territoires en 2017 par les forces de sécurité fédérales, de nombreuses familles kurdes, mais aussi des enseignants, ont préféré partir vers les territoires contrôlés par le GRK, et plus récemment, les retards de paiement des salaires ont découragé des enseignants. Cette situation a entraîné à la fois une baisse des effectifs et une pénurie d'enseignants. Ainsi à Touz Khourmatou, à 45 km au sud de Kirkouk, le nombre d'élèves des écoles kurdes est tombé de 8.000 à 6.000, et le nombre d'enseignants 650 à 550 (*Rûdaw*)...

Une lueur d'espoir dans la pos-

sibilité de parvenir à un accord entre Erbil et Bagdad à propos de ces régions est venue de l'annonce le 9 d'un accord administratif sur la gestion du district du Sinjar (Shingal), dans la province de Ninive. Le Premier ministre irakien comme le ministre de l'Intérieur du Kurdistan ont tous deux déclaré espérer que cet accord de normalisation, dont le contenu précis n'a pas été indiqué, permettrait enfin le rétablissement de la stabilité, le lancement de la reconstruction et le retour dans leurs demeures des habitants yézidis de cette région. Selon une déclaration du bureau du Premier ministre du GRK, Masrour Barzani, «Les deux parties ont convenu que Shingal sera gouverné conjointement en termes d'administration, de sécurité et de services. Cet accord est un début pour la mise en œuvre de l'article 140 de la constitution». De son côté, Mustafa Al-Kadhimi s'est engagé à tenter de retrouver les 2.880 Yézidis toujours portés disparus depuis leur enlèvement par Daech en 2014 (*Rûdaw*).

En contraste, de nouvelles attaques des djihadistes de Daech sont venues assombrir la perspective sur ces territoires en fin de mois. Le 20 notamment, ils ont abattu trois jeunes Kurdes, deux frères et leur cousin, près d'un village de la province de Kirkouk situé entre les lignes des pechmergas et des militaires irakiens, avant de brûler les corps (*Kurdistan-24*). La semaine suivante, ils ont diffusé des photos de leur attentat. À Makhmour, contrôlée par les forces irakiennes, un père et ses

trois fils ont été tués quand une bombe artisanale a détruit leur véhicule. Le 26, la coalition anti-Daech a lancé dans le même district plusieurs frappes aériennes qui ont neutralisé quatre djihadistes (*WKI*).

Dernier facteur d'instabilité au Kurdistan d'Irak, la poursuite des opérations et des frappes aériennes des militaires turcs, parfois rejoints par leurs homologues iraniens. «Tous les jours, on voit des drones, tellement bas qu'on les distingue à l'œil nu», a déclaré à l'AFP Mohammed Hassan, maire de Qandil, non loin du sanctuaire montagneux du PKK. Les drones jouent en effet un rôle de plus en plus important, surtout depuis que la Turquie s'est dotée de moyens de les fabriquer localement pour un coût beaucoup moins élevé, comme les *Bayraktar TB2*, et ils causent de nombreuses pertes civiles. En début de mois, les frappes turques ont provoqué l'évacuation de cinq nouveaux villages près de Zakho. Le 11, le PKK a annoncé la mort en septembre dernier du commandant Vahdettin Karay, connu sous le nom de guerre d'Agit Civyan. Il avait joué un rôle important en août 2014 pour défendre les Yézidis attaqués par Daech au Sinjar. Selon le communiqué de la guérilla, Civyan a été tué le 11 septembre avec deux autres combattants dans une zone rurale de la province de Van par une frappe aérienne à la fin d'une opération contre un poste militaire turc au cours de laquelle l'armée turque a perdu 10 hommes.

IRAN: UNE ENQUÊTE BELGE CONFIRME LA CULPABILITÉ DE TÉHÉРАН DANS L'ATTENTAT DÉJOUÉ DE VILLEPINTE EN 2018

Les Kurdes ont une connaissance douloureuse de la manière dont l'Iran peut utiliser contre eux le terrorisme d'État hors de ses frontières: ils n'ont pas oublié en particulier les assassinats des leaders du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), Abdul-Rahman Ghassemlou et Sadiq Sherefqandî, respectivement en 1989 à Vienne et en 1992 à Berlin, tous deux perpétrés par des «diplomates» de la République Islamique. Plus récemment, en 2018, les Gardiens de la révolution ont frappé à l'aide de missiles le QG de ce même PDKI à Koya, au Kurdistan d'Irak, faisant au moins onze victimes et une quarantaine de blessés.

Toute force d'opposition iranienne peut aussi être visée à l'étranger, comme vient de le rappeler ce 10 octobre la publication des conclusions de l'enquête menée en Belgique sur la tentative d'attentat contre une réunion du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI), une coalition d'opposition dominée par les Moudjahidine du Peuple. Celle-ci, qui s'était tenue le 30 juin 2018 à Villepinte, près de Paris, devait être frappée non par un missile, mais par une bombe télécommandée à base de peroxyde d'acétone (TATP). L'attentat a été déjoué *in extremis*, à Bruxelles, le jour où la bombe devait être acheminée en France, et les enquêteurs belges ont conclu que l'engin était «l'œuvre d'un professionnel»: le «diplomate» iranien Assadolah Assadi, qui avait suivi la formation *ad hoc*... Officiellement troi-

sième secrétaire à l'ambassade de Vienne, il était surtout agent du «Département 312», un service du ministère du renseignement et de la sécurité classé comme organisation terroriste par l'Union européenne.

L'Iran, tout en niant toute implication et évoquant un «malentendu», s'est doté d'un moyen de pression et de «marchandage» pour obtenir la libération d'Assadi: l'arrestation en juillet 2019 et la condamnation en mai dernier de l'anthropologue franco-iranienne Fariba Adelkhah à cinq ans de prison, notamment pour «collusion en vue d'attenter à la sûreté nationale». Elle a été le 3 octobre placée provisoirement en résidence surveillée à Téhéran, sous contrôle d'un bracelet électronique (*Le Monde*).

L'affaire de Villepinte, qui aurait pu, vu la puissance de la bombe, faire des centaines de morts, n'est pas la seule à avoir attiré l'attention ce mois-ci. À Toronto, le meurtre d'un dissident iranien, Mohammad Mehdi Amin Sadeghieh, retrouvé chez lui le 21, a mené le milieu des dissidents iraniens au Canada et la police à se poser de nombreuses questions sur la possible implication d'un commando d'«experts gréco-romains» – la manière codée de désigner les tueurs à gages iraniens envoyés assassiner les dissidents dans le monde entier... Un autre Iranien en exil, le dentiste Hamed Esmaelion, qui a joué un rôle important dans la coordination des familles des victimes de l'avion ukrainien abattu au-dessus de Téhéran en janvier, a

témoigné avoir reçu des menaces de mort. Selon l'avocat Kaveh Shahrooz, qui était en contact avec Sadeghieh, de nombreux membres de la communauté irano-canadienne se sentent en danger. Selon les chiffres du Département d'État américain, depuis 1979, le régime iranien s'est rendu responsable de «pas moins de 360 assassinats ciblés dans d'autres pays» (*Radio Farda*).

L'Iran a continué en octobre à subir l'épidémie de COVID la plus grave du Moyen-Orient, ce qui a fait du pays depuis le début l'épicentre de la région... L'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI) qui, en raison de la dissimulation de la gravité de la situation par les autorités, compile ses propres chiffres à partir de données régionales, a estimé le 1^{er} du mois que le virus avait fait au 30 septembre plus de 112.800 décès dans 450 villes, dont 3.773 en Azerbaïdjan oriental et 2.512 à Kermanschah (CNRI). À Tabriz, le responsable des cimetières a déclaré qu'au cours des trois derniers jours, le nombre de décès dus au coronavirus avait été supérieur au nombre total de décès ordinaires (*IRNA*)... Au 26, *Radio Farda*, qui fait également ses propres calculs, a cité un membre du Conseil médical suprême iranien, Hossein Gheshlaghi, qui a déclaré que le nombre de victimes de l'épidémie était «trois à quatre fois plus élevé que les chiffres officiels». Pour mémoire, au 24, le nombre officiel de décès dus au virus était de 32.320, ce qui signifierait un nombre réel au-delà de 129.000 – encore plus

élevé que les estimations des Moudjahidine... Ce qui ajoute à la suspicion, c'est le refus du ministère de la Santé de présenter des statistiques séparées pour chacune des trente et une provinces d'Iran (*Radio Farda*). Au 31, l'OMPI estimait un total de plus de 138.300 décès dans 462 villes d'Iran, dont 4.062 en Azerbaïdjan Occidental, 2.456 au Kurdistan, 2.973 à Kermanshah et 1,139 à Ilam. Le 28, le président du parlement iranien avait annoncé qu'il avait lui aussi contracté le virus... (*Kurdistan-24*)

Malgré ce lourd contexte sanitaire, les forces de répression n'en ont pas moins continué à viser les porteurs kurdes transfrontaliers, ou *kolbars*, dont plus de 60, bien que non armés, ont été assassinés depuis le début de l'année. Le 2, près de Baneh, Hewa Zeraai, un *kolbar* de 28 ans a été tué et un autre grièvement blessé, tandis que les gardes-frontières iraniens en arrêtaient plusieurs autres. Deux autres porteurs ont été blessés près de Sardasht et de Nowsud. Le 6, les garde-frontière iraniens ont grièvement blessé un porteur kurde de Turquie près de Mako, et le 9 trois autres *kolbars* dans le Hawraman, à Nowsud et près de Sardasht. Le 13, un *kolbar* a trouvé la mort dans l'accident de son véhicule après une poursuite par les forces de sécurité près de Saqqez, et deux autres ont été blessés par balles près de Baneh. Le 14, les militaires iraniens ont visé un véhicule civil près de Kermanshah, tuant un jeune homme de 17 ans et blessant un autre passager. Selon l'Association des droits de l'homme du Kurdistan (KMMK), le véhicule a été attaqué parce qu'il n'avait pas de plaque d'immatriculation. Le 15, un porteur a été blessé près de Marivan. Enfin, un autre porteur a été tué le 17 près de

Chaldiran quand son groupe a été pris dans une embuscade des garde-frontière. Le 24, un nouveau *kolbar* a été blessé près de Piranshahr et un autre, originaire de Baneh, le 25 près de la frontière Iran-Irak à Hangazhal. Enfin, en fin de mois, les militaires ont confisqué dans un raid 200 têtes de bétail dans la région de Hawraman, blessant selon le KMMK deux des propriétaires qui tentaient de fuir (WKI).

À côté de la répression économique visant les *kolbars*, victimes de la politique de discrimination économique du pouvoir mais considérés comme des contrebandiers, le régime a également poursuivi la répression politique au Kurdistan d'Iran.

À Marivan, des agents de l'*Etelaat* (service de renseignement) ont arrêté deux frères. Le 4, un prisonnier kurde d'Oroumieh, déporté de Turquie après s'être vu refuser l'asile, s'est cousu les lèvres en protestation de son emprisonnement sans aucun procès pour dix mois. Plusieurs personnes se trouvent ainsi incarcérées illégalement au Kurdistan. À Sanandaj, la Sécurité a arrêté trois Kurdes pour «aide aux partis kurdes d'opposition», et le KMMK a rapporté que le cabinet de l'avocat et défenseur des droits humains Mokhtar Zeraai avait été fermé pour défaut d'affichage du portrait du Guide Suprême Ali Khamenei. Zeraai avait déjà été arrêté à plusieurs reprises, notamment en 2018 pour avoir justement critiqué Khamenei. Parallèlement, un résident de Kamyaran, Rostam Ibrahimy, a été arrêté pour «coopération avec un parti kurde d'opposition», et à Zahedan (Kermanshah), un étudiant religieux, Husam Abdullah, pour

«atteinte à la sécurité nationale». À Ilam, une activiste kurde, Khadija Mehdipour, a été arrêtée par l'*Etelaat* et accusée de «propagande contre l'État». À Téhéran, c'est le peintre kurde Andesha Sadri qui a été arrêté le 6 (WKI).

Le 12, *Amnesty International* a lancé un appel à interpeler les autorités iraniennes à propos du risque d'exécution d'un Kurde de Sanandaj qui n'avait que 17 ans quand il avait été arrêté en mai 2010, Barzan Nasrollahzadeh (<https://www.amnesty.fr/personnes/barzanasrollahzadeh>). Accusé du meurtre d'un religieux sunnite, le jeune homme a été torturé pour le forcer à avouer, privé d'avocat durant trois ans, avant d'être convaincu d'«inimitié avec Dieu» (*moharebeh*), ce qui entraîne la peine de mort. L'ONG rappelle que, «en tant qu'État partie à la Convention relative aux droits de l'enfant et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), l'Iran est tenu légalement de ne pas recourir à la peine de mort contre des personnes âgées de moins de 18 ans au moment du crime dont elles sont accusées» (*Amnesty International, Rûdaw*).

La semaine suivante, d'autres arrestations ont eu lieu à Sardasht, Bikaner, et Oshnavieh. Il n'y a pas eu d'accusations officielles, mais il est clair que toutes ces personnes ont été visées pour leurs affiliations politiques. Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme ont d'ailleurs dénoncé des détentions illégales de nombreux militants kurdes, dont Farshad Fatahi, détenu depuis plus d'un mois, et Khabit Mafakhary, détenu depuis 55 jours... À Saqqez, le 21 octobre, un Kurde du nom de Hassan

Qadir Nazhad a été arrêté. À Téhéran, le 23, la Sécurité a arrêté une militante kurde de l'Illam, Somaia Kargarian, dont elle a confisqué les appareils électroniques. Le 29, quatre prisonniers accusés de meurtre ont été exécutés à Ouroumieh. Les exécutions ont pris place à l'intérieur de la prison centrale. Selon *KHRN (Kurdistan Human Rights Network)*, il s'agit de Yasser Cheshmeh Anvar, Ali Malekzadeh, Zinolabedin Hosseinzadeh et Musa Rahmani. En 2018, les Kurdes représentaient 28 % des personnes exécutées en Iran, alors qu'ils ne constituent qu'environ 15 % de la population.

Enfin, mentionnons la situation de l'avocate et défenseuse des droits humains emprisonnée Nasrin Sotoudeh, particulièrement visée par la vindicte du pouvoir pour avoir accompli son travail. Entrée en grève de

la faim le 11 août dernier pour dénoncer les conditions sanitaires de détention des prisonniers politiques dans le pays, elle avait dû abandonner celle-ci le 26 septembre en raison de la détérioration de son état de santé. Hospitalisée en urgence le 19 septembre, elle avait été renvoyée dès le 23 dans la sinistre prison d'Evin, une décision qui avait choqué même les médecins de la prison. Le 13, son mari, Reza Khandan, a donné des informations supplémentaires sur la situation de son épouse. Il a indiqué que les médecins de la prison avaient été «choqués» qu'elle ait été renvoyée en prison dans son état, et «avaient protesté avec force», car durant son hospitalisation, de graves problèmes cardiaques avaient été identifiés. Khandan a également rapporté que durant son hospitalisation du 19 au 23 septembre, Sotoudeh avait été laissée jour

et nuit à proximité de plusieurs gardiennes qui se sont ensuite révélées positives au COVID-19. Il a aussi déclaré que les médecins extérieurs à l'hôpital qui ont examiné ses tests ont déclaré considérer son renvoi en prison comme «une tentative délibérée de mettre sa vie en danger». Le 20, Khandan a indiqué que Sotoudeh avait été transférée vers la prison de Qarchak, près de Varamin, à 30 km au sud de Téhéran, connue comme l'une des prisons les plus dangereuses et inhumaines du pays. L'administration pénitentiaire a fait croire à la prisonnière qu'elle était envoyée à l'hôpital pour passer une angiographie, mais à la place, elle a été transférée à Qarchak. «Le transfert n'a pas été annoncé par les autorités pénitentiaires, mais par Nasrin elle-même, qui a été autorisée à passer un bref coup de téléphone pour annoncer la nouvelle», a déclaré Khandan (*CHRI*).



October 2, 2020

HRW calls for investigation into death of Kurd allegedly thrown from Turkish helicopter

In a statement released on Thursday, Human Rights Watch (HRW) urged Turkish authorities to investigate the case of a Kurdish man who died the day before after being detained earlier by government security forces and loaded into a helicopter before it took flight.

Servet Turgut, 55, and Osman Siban, 50, were hospitalized two hours after being arrested by the Turkish army. A medical report attributed the fatal injuries of Turgut to an “unspecified fall” and the injuries of Siban to a “fall from a high location/fall from a helicopter.”

Şiban was discharged from the hospital on Sept. 20, but Turgut remained in medical care until his death.

Doctors told HRW that the two men were barely conscious on admission to the hospital and were brought in with military personnel in attendance.

The governor’s office in the eastern Kurdish-majority province of Van claimed on Sept. 21 that Turgut fell “from a rocky place” after resisting arrest but it made no mention of Şiban’s injuries. It also accused the two of aiding the Kurdistan Workers’ Party (PKK), which is fighting a decades-long insurgency against Ankara for greater Kurdish rights in Turkey.

Turgut’s family told HRW that, on Sept. 11, their family member was working on his farm in the Surik hamlet of Çığlıca village, located in Beytüşşebap district, when a nearby clash between Turkish soldiers and the PKK resulted in the death of three soldiers



Servet Turgut died on Sept. 30 of injuries allegedly incurred while in Turkish military custody. (Photo: HRW)

and one member of the guerrilla group.

The family alleges that military officers detained Turgut and took him to a central area of the village, where every male resident was made to kneel down while the soldiers checked their identifications. Military officers then asked villagers to identify Turgut since he had no identity documents in his possession. They also asked the residents who Osman Şiban was.

Witnesses said that military officers shouted, “We are in pain. Who will we take it out on, if not you? We are going to burn your village down.” The villagers assumed the soldiers were referring acts of retribution in response to the soldiers’ deaths at the hands of the PKK.

The security forces then took Şiban and Turgut away in a helicopter.

Later, their families learned that the two men were in an intensive care unit in a state hospital in Van after threatening to inform the media after the army refused to reveal the fate of the two men.

“The Turkish authorities have an obligation to promptly, effectively, and transparently investigate how Servet Turgut and Osman Şiban were so seriously injured in the custody of security forces, and ultimately how Turgut died,” said Hugh Williamson, HRW’s Europe and Central Asia director.

“The authorities’ highly unconvincing explanation that Turgut fell from a rocky place before his arrest flies in the face of statements by witnesses, who saw both men being arrested and taken away healthy in a helicopter.”

Turkey’s pro-Kurdish Peoples’ Democratic Party (HDP) said in a statement on Wednesday

that such human right violations are not perpetrated by “some unruly elements within the state bureaucracy and the army.”

“In fact, these cases of torture and murder reveal the very racist, militaristic and totally unlawful character of ‘the new Turkish state’ in Kurdish provinces,” charged HDP co-speechpersons Feleknaş Uca and Hisyar Özsoy.

“They show us the fact that ‘Turkish security forces’ can kill the Kurds wherever and whenever they want and with total impunity.”

Later on Thursday night following the HRW press release, reports surfaced that lawyers had confirmed a new Turkish court order had been made completely banning domestic news coverage of any investigation into the circumstances surrounding the incident.



3 October, 2020

Closure of the US embassy is a prelude to an imminent Iraqi collapse

In an unprecedented development that worried government circles, this week witnessed a rocket attack targeting Erbil International Airport and the US military base in the city. The new attack comes after a series of systematic attacks on the military and diplomatic installations of the United States of America in Iraq.

Prime Minister Mustafa al-Kadhimi had received a phone call from US Secretary of State Mike Pompeo indicating that their decision was to close the US embassy in Baghdad in the case the Iraqi government did not respond to America's demands for a stop to the almost daily missile attacks and adequate security for the US diplomatic mission in Baghdad's Green Zone, airport.

In addition, the US administration's determination to close the embassy worried observers and politicians alike, because it was quick and surprising, but the US administration gave a series of warnings and signals before making a final decision about its presence in Iraq, but the Iraqis did not pay attention to these warnings. The US administration proceeded to implement defensive and offensive measures, the first of which was the closure of the consulate in Basra in September 2018, followed by the Secretary of State's decision to reduce the number of employees working in Iraq in May 2019, as well as gradually withdrawing from the advanced bases in 2019 and 2020, the last of which was the evacuation of the military base in Taji.

While the offensive measures was the air strike against Ka-taib Hezbollah on 29th De-

ember 2019 in al-Qaim, near the Syrian border, followed by the assassination of Qasim Sulaimani, commander of Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) and the Popular Mobilization Forces (PMF, known in Arabic as Hashd al-Shaabi) Chief Deputy Abu Mahdi al-Muhandis on 3rd of January 2020.

Amid these successive developments, the fundamental question that revolves in the minds of the Americans is, how long can this situation be continued? They exerted pressure on the Iraqi government to take appropriate measures to reduce the threats, but the Iraqi government has not yet been able to stop them. Rather the opposite happened, as the number and intensity of attacks has increased dramatically in recent times. Some informed sources confirm that the Americans obtained intelligence information indicating that an imminent attack on the embassy in the coming weeks, similar to what happened in December 2019, so the decision of US President Donald Trump came and Secretary of State conveyed it to the Prime Minister.

Road Map to Withdrawal

Information received from informed sources confirms that the "closure process" has already begun with drawing a roadmap and preparing an "action plan". This plan needs decisions and answers to a number of questions, including whether the closure is temporary or permanent? Will all content be moved or kept behind closed doors? Will the embassy facilities be handed over to the Iraqi side or to one

of the existing foreign missions? Will the evacuation be by land or by air? Other questions that determine the type and mechanism of the form of withdrawal will be presented to the officials to take the appropriate decision regarding it, who will then proceed with the evacuation process, which takes between 60 and 90 days.

The same sources indicate that it is too early to determine whether they are keeping the Erbil consulate open. The Americans have indicated to Kurdish leaders that they intend to keep the Consulate in Erbil open, however, that depends on diplomatic relations remaining open between Iraq and the US, and Baghdad agreeing to that. In other words, the plan for withdrawal is a "work in progress" and decisions will be made at later dates depending on facts on the ground.

Iraqi leaders still believe that the American decision is not more than "political tactics" or "pressure points" on the Iraqi government, or they "are not serious" in their decision to close the embassy because "Iraq has a strategic location" and "is of great importance to the American policy in the region". The Political leaders and the Shia leaders in particular are in denial of the seriousness of the American warnings. They don't realise the resolve of the US administration to go ahead with taking offensive and defensive measures if the attacks are continued without deterrence by the government, and the closure of the embassy is one of these defensive measures.

Perhaps the reaction to the

news of embassy closure by important players inside and outside the US has led Iraqi leaders to think this way. This includes the position of the European countries or the letter from two prominent US senators where they say the closure of the embassy is hurtful for Iraq-US relations. However, some US officials admit that the withdrawal of the US from Iraq would be a "massive loss", but they believe it is a lot less significant than staying and waiting for a repeat of events in Benghazi in 2012 or Tehran in 1979.

The Concern of Collapse

Observers agree that the Iraq before the closure of the US Embassy is different from the one after, and the political process will endure a stifling crisis. We wrote on the effects of a US withdrawal, but suffice to say that the government will be under tremendous pressure internally and externally in order to protect the diplomatic missions and control the weapons that are directed at the Green Zone. Diplomats from 28 countries met with the PM on September 30th and issued a statement expressing their "deep concern at the rise in the number and sophistication of attacks against diplomatic premises in Iraq".

There are many predictions on how the political future would be in general. There are those who believe that the US will try to enhance its relations with the Sunni and Kurdish political players and make a political and security deal to protect their areas, while the center and south of Iraq see a wave of internal fighting either between the armed groups themselves

or between them and state security, while the protest movement carries on. Their predictions are based on two reasons: first the wide spread of arms in the hands of many groups, some of them are neither in state security or part of PMF; and the second is the expected economic collapse as the Iraqi government must spend \$7 billion USD monthly while its income is barely half of that. The economy is expected to hit an unprecedented recession, and the government will be forced to devalue the Dinar thus increasing inflation, causing hikes in prices, which in turn will worsen the living situation in the country and increases poverty rates. Observers believe that the combination of loose weapons and economic collapse will create chaos and a race for

takeover of resources and territorial expansion of the powerful armed groups will lead to an armed conflict.

Government measures

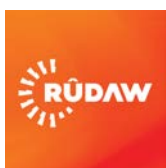
For his part, Foreign Minister Fuad Hussein announced in a press conference on September 30 that the government "has taken measures to protect diplomatic missions" without giving details. Observers believe that changing the commander of the special division tasked with protecting the Green Zone is a step in the right direction. Meanwhile, the spokesman for the Prime Minister, Ahmed Mulla Talal, stated that "the security forces have arrested a number of the rocket launchers ... and 19 security officers and officials have been arrested where the

rockets were fired in the areas under their responsibility" following the rockets that were aimed at the Baghdad airport and resulted in the killing of five, among them women and children.

While the government expanded its contacts with neighbouring and friendly countries to mediate with the Americans in order to reverse their decision to leave, the pace of mediation will increase in the near future. It seems that these attempts may bear some kind of fruit, as the tone of the American threats to close the embassy are somewhat softer, although they remain to insist on decisive action by the Iraqis.

There is no doubt that the political, economic and security situation is heading towards a

dangerous decline, and its danger increases day after day due to the absence of immediate governmental measures to address the existing crises. In addition, the current diplomatic crisis will complicate the scene more than before. Observers do not rule out the collapse of the current political process, which may be followed by bloody chaos in central and southern Iraq. Therefore, the elders of the state, especially the Shiite leadership, must work together to rectify the matter and find quick solutions to prevent the collapse. Otherwise they will be the first to pay the price for any potential collapse. The Iraqi government is required to find adequate and efficient ways of dealing with what is happening, with or without the presence of the Americans.



2 October, 2020

Yezidi spiritual leader dies at 87

Yezidi spiritual leader Baba Sheikh Khurto Hajji Ismail passed away on Thursday after being hospitalized for health complications, according to officials. He was 87 years old.

Khairy Bouzani, head of the Yezidi affairs at Kurdistan Regional Government's endowment ministry, told Rudaw that the Baba Sheikh passed away at a hospital in Erbil on Thursday, noting that his loss leaves big shoes to fill in the Yezidi community. Director of Yazidi affairs in Dohuk Jafar Samou also confirmed the death.

The religious leader was hospitalized on Tuesday for deteriorating kidney and heart



Yezidi spiritual leader Baba Sheikh Khurto Hajji Ismail

issues, according to Samou.

Yezidi activist Murad Ismael remembers Baba Sheikh as someone who "reconciled" Yezidis at times of differences.

You were our father and we were your children, you loved us & we loved you back, you shed tears on us in times of hardship, you celebrated with

us in times of happiness, you reconciled us in times of our differences, & you did the duties of your sacred position. RIP Baba Sheikh Prime Minister of the Kurdistan Region Masrour Barzani expressed his condolences over the death of the leader in a statement late Thursday, saying "Baba Sheikh was a renowned and important figure in the Kurdistan Region and the world. He played a significant role in promoting religious coexistence in the Kurdistan Region."

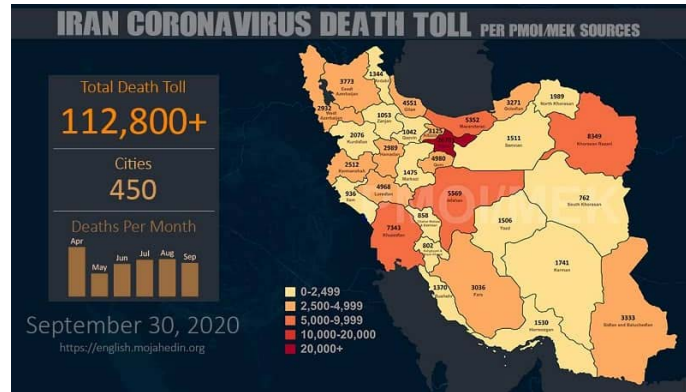
The head of the Yezidi community Mir Tahsin died in January 2019. His son, Hazim, replaced him.

Iran : Plus de 112.800 décès du coronavirus dans 450 villes

Harirchi, vice-ministre de la Santé, affirme que les victimes du coronavirus représentent 19 à 20 % du nombre total de morts dans le pays, mais le directeur des cimetières de Tabriz a déclaré qu'au cours des trois derniers jours, le nombre de décès dus au coronavirus a été supérieur au nombre total de décès ordinaires. (IRNA, 30 septembre 2020)

Le porte-parole de la commission de la Santé au Parlement du régime : En donnant l'exemple dans la lutte contre le coronavirus, Téhéran est dans la pire des situations. Divers ministères et responsables opposent généralement leur veto aux décisions.

Cela aggrave la maladie et met une pression supplémentaire



sur le personnel médical. (ISNA, 29 septembre 2020)
Massoud Mardani, membre du centre national de la lutte contre le coronavirus (CNLC):

Le nombre d'hospitalisations, d'infections et de décès, en particulier à Téhéran, augmente rapidement. Les couloirs des hôpitaux seront remplis

de malades de coronavirus dans les semaines à venir. (ISNA, 30 septembre 2020)

La faculté de médecine du Lorestan : La situation du coronavirus au Lorestan est "mauvaise". La moyenne des cas positifs a atteint 50%. (ILNA, 29 septembre 2020)

La faculté de médecine du Kurdistan : La troisième vague de

l'épidémie de coronavirus au Kurdistan fera de nombreux morts et sera une catastrophe si elle n'est pas contrôlée. (Mehr, 30 septembre 2020)

L'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI/MEK) a annoncé le 30 septembre 2020 que le nombre de décès dus aux coronavirus dans 450 villes d'Iran avait dépassé 112.800. Le nombre de morts dans les provinces de Téhéran est de 26.781, Khorassan Razavi 8349, Khouzistan 7343, Ispahan 5569, Mazandaran 5352, Qom 4980, Lorestan 4968, Guilan 4551, Azerbaïdjan oriental 3773, Golestan 3271, Alborz 3125, Kermanschah 2512, Semnan 1511, Markazi 1475, Bouchehr 1370 et Ardebil 1344.

Déclaration du HDP sur la « torture par hélicoptère » de deux villageois kurdes

Feleknas Uca et Hisyar Ozsoy, co-porte-paroles de la commission des affaires étrangères du HDP (Parti démocratique des peuples), ont publié hier, 30 septembre, un communiqué sur les tortures brutales subies par deux civils kurdes dans une zone rurale de la province de Van, suite à la mort le même jour de l'une des victimes, Servet Turgut

Le communiqué du HDP se lit comme suit :

Le 11 septembre 2020, l'armée turque arrêté deux villageois à

Catak, dans la province de Van, à savoir M. Servet Turgut (55 ans), père de 7 enfants, et M. Osman Şiban (50 ans), père de 8 enfants. Les familles n'ont pas pu obtenir de nouvelles d'eux pendant deux jours.

Le 13 septembre 2020, les familles ont été informées que les deux détenus étaient en soins intensifs à l'hôpital régional de Van, dans un état inconscient. Ayant rencontré les familles à l'hôpital, les représentants du HDP à Van ont appris que Turgut et Şiban avaient été emmenés en héli-

coptère et battus deux jours auparavant. D'après des sources journalistiques et les témoignages recueillis par les députés du HDP, Turgut et Şiban ont tous deux été torturés et jetés d'un hélicoptère.

Le 14 septembre, Cengiz Şiban, frère d'Osman Şiban, a déclaré à la presse avoir été témoin de l'arrestation de son frère : "Ils ont pris Servet et sont venus au village. Puis ils ont pris aussi Osman et les ont emmenés tous les deux en hélicoptère. Comme il s'agissait

d'une opération militaire, nous ne pouvions aller nulle part pour avoir des informations. Comme nous n'avons pas eu de nouvelles d'eux pendant un certain temps, je suis venu au centre-ville et j'ai appelé les militaires. Ils m'ont dit que mon frère était en soins intensifs. J'ai dit : "Quand vous avez emmené mon frère, il était en bonne santé. Comment se fait-il qu'il soit maintenant sous soins intensifs ? Mais ils ne m'ont pas répondu. Quand ils ont arrêté mon frère, il allait bien."

Dans une autre déclaration à la presse, Cengiz Şiban a donné plus de détails sur l'événement : « Après la reconnaissance, les soldats ont été déployés. Nous ne sommes pas allés sur les hauts plateaux ce jour-là. Seul Servet Turgut est allé sur son terrain. Puis l'hélicoptère a atterri au milieu du village et les soldats nous ont appelés. Ils nous ont fait nous agenouiller sur la place du village. Ils ont dit : "Les terroristes sont venus ici". Nous avons dit : "Nous ne savons pas et nous n'avons vu personne." Ils nous ont demandé nos papiers d'identité. Ils ont pris nos papiers et ont dit : "Vous resterez agenouillés ici jusqu'à ce que nous quittions le village." Ils ont amené Servet Turgut sur la place du village. Ils ont demandé qui était Osman Şiban. Osman a fait un signe de la main. Ils ont emmené Osman avec Servet. Nous les avons suivis. Un des militaires a pointé son arme sur nous et nous a dit : "Ne venez pas, nous vous tirerons dessus si vous venez." Ils les ont emmenés sur la colline, dans le village. Nous sommes allés à l'endroit où se trouvait le grenier à foin de Servet. Ils ont jeté Osman et Servet dans l'hélicoptère. Leurs chaussures et leurs chapeaux sont restés là. Nous n'avons pas eu de nouvelles d'eux pendant trois jours. Il n'y avait pas de réseau téléphonique dans le village ».

Les avocats des victimes et des familles ont déclaré ceci : « l'allégation selon laquelle les victimes ont été jetées d'un hélicoptère est fondée sur la déclaration-même de la personne [officier militaire] qui a amené Şiban et Turgut à l'hôpital. Celle-ci a déclaré que les intéressés avaient été jetés d'un hélicoptère. Cette information figure également dans le rapport de l'hôpital. »

Naif Turgut, frère aîné de Servet Turgut, a également dit qu'il avait rencontré Osman Şiban deux fois pendant qu'il était à

l'hôpital et que ce dernier lui avait dit qu'ils avaient été jetés de l'hélicoptère. Turgut a poursuivi ainsi : « Son état n'était pas bon non plus, il a eu une hémorragie cérébrale. Quand il a repris conscience à l'hôpital, je lui ai rendu visite deux fois dans sa chambre. Il était effrayé et pleurait. Il a dit en pleurant que ses yeux et ses mains avaient été bandés et qu'il avait été projeté d'un hélicoptère d'une hauteur de 15 à 20 mètres. »

Dans le rapport médical de Servet Turgut, daté du 17 septembre, la mention "Un patient anonyme a été amené à cause d'une chute de hauteur" renforce l'affirmation des témoins selon laquelle il a été jeté de l'hélicoptère". Le 20 septembre, le rapport hospitalier d'Osman Şiban note que celui-ci a été amené au service d'urgence avec le motif de "chute de hauteur". Le rapport indique que Şiban a été "amené au service d'urgence après être tombé d'un hélicoptère". Malgré cela, le gouverneur de Van a publié une déclaration le 21 septembre pour couvrir l'incident, affirmant que Turgut était tombé d'un rocher et que Şiban était dans un bon état de santé.

Le 20 septembre 2020, Osman Şiban, dont le traitement était "terminé" selon les médecins, est sorti de l'hôpital. Pourtant, le 21 septembre à 5h30 du matin, il a de nouveau été transporté dans un hôpital militaire sur ordre du procureur général de Van. Les avocats d'Osman Şiban ont déclaré : « Le procureur nous a dit que son état de santé serait contrôlé pour voir s'il pouvait témoigner. Mais un officier de gendarmerie a déclaré : "Ce sujet était sur les médias sociaux, alors nous avons peur. Nous l'avons amené ici pour le garder à l'œil". Şiban a été emmené à l'hôpital militaire le jour même où le porte-parole du groupe parlementaire du HDP, plusieurs députés, des mem-

bres du conseil exécutif et de l'assemblée du parti se sont rendus à Van pour enquêter sur la question. Des centaines de policiers ont encerclé les membres de la délégation du HDP qui voulaient faire une déclaration à la presse après leur visite à l'hôpital et aux familles. La presse a été empêchée de suivre la déclaration et de la publier.

La Commission d'enquête sur les droits humains du Parlement turc, à laquelle le HDP a fait appel pour enquêter sur la question, n'a toujours pas réagi.

Au 25 septembre, aucune enquête n'a été engagée et aucune mesure de suspension ou de renvoi n'a été prise à l'encontre des militaires qui ont arrêté les deux villageois kurdes.

Au 30 septembre, Osman Şiban, dont le traitement se poursuit à Mersin, souffre toujours de pertes de mémoire suite à de graves traumatismes résultant de la torture. Quant à Servet Turgut, il est malheureusement mort aujourd'hui, après avoir lutté pendant 20 jours en soins intensifs.

Cas similaires à Van au cours des trois derniers mois

– 14 juin 2020 : Suite à l'incendie déclenché par des soldats dans le quartier Kaşkol (Kaşkol) du district Başkale, Emrah Görür (20 ans) a perdu la vie et Saim Yılmaz a été gravement blessé.

– 16 juillet 2020 : Azat Bağa, 15 ans, a été gravement blessé par les tirs des soldats turcs alors qu'il faisait paître des moutons dans le quartier Yukarı Çilli (Çiliya Jor) du district Çaldıran de Van. Malgré toutes les interventions médicales, son corps porte des séquelles à vie.

– 29 juillet 2020 : Trois bergers nommés Zahir Teker, Harun Akkaya et Lokman Koç dans le

quartier Sualtı (Derişik) du district Başkale ont été torturés et gravement blessés par des soldats turcs qui menaient une opération militaire contre des "passeurs de frontières".

– 4 août 2020 : İbrahim Baykara (46 ans), père de 6 enfants, engagé dans le commerce frontalier, a été tué par les soldats turcs dans le quartier de Yukarı Çilli (Çilli) du district de Çaldıran.

– 17 septembre 2020 : Orhan Hanay, qui vit dans le quartier de Dayanç (Davan) de Çaldıran, dans la province de Van, a été gravement blessé par les tirs des soldats turcs alors qu'il faisait paître ses moutons. Hanay poursuit toujours son traitement médical.

Les actes de torture infligés aux villageois par hélicoptère ou par des agressions et meurtres à la frontière ne sont pas des situations exceptionnelles : ils ne sont pas perpétrés par "certains éléments indisciplinés au sein de la bureaucratie de l'État et de l'armée". En fait, ces cas de torture et de meurtre révèlent le caractère très raciste, militariste et totalement illégal du "nouvel État turc" dans les provinces kurdes. Ils nous adressent le message que les "forces de sécurité turques" peuvent tuer les Kurdes où et quand elles veulent et en toute impunité. Ces "forces de sécurité" ont toujours été entièrement protégées par le gouvernement et la bureaucratie de l'État qui assurent leur impunité.

Une fois de plus, nous constatons malheureusement que les vies kurdes ne comptent pas comme des vies humaines en Turquie ! La communauté internationale devrait agir et être la voix de Servet Turgut, qui n'est plus, et d'Osman Şiban, qui souffre encore du traumatisme de la torture.

La chanteuse germano-kurde Hozan Cane remise en liberté provisoire

La chanteuse germano-kurde Hozan Cane a été remise en liberté après deux ans passés dans une prison turque. Elle et sa fille Gönül Örs sont été accusées de terrorisme et n'ont pas le droit de quitter la Turquie.

Saide Inac, alias « Hozan Cane », est sortie de la prison après qu'un tribunal d'Istanbul a ordonné sa libération, a déclaré son avocat Newroz Akalan. Le tribunal a précédemment jugé que sa peine de prison était disproportionnée.

Arrêtée le 24 juin 2018 à Edirne, dans l'ouest de la Turquie, Saide İnaç a été condamnée à 6 ans et 3 mois de prison pour « être membre d'une or-



ganisation terroriste [PKK] » car elle a joué une scène dans le film «Le 74ème génocide de Shengal», dans lequel elle joue le rôle principal et pour lequel elle a écrit le scénario. Dans le film, qui traite du génocide des Yézidis à Shengal par Daesh en 2014, la chanteuse porte une arme.

La fille de Cane, Dilan Gönül Örs est également en prison en Turquie. Dilan, de nationalité allemande, est accusée de terrorisme et interdite de quitter la Turquie où elle s'était rendue en mai 2018 pour rendre visite à sa mère dans une prison d'Edirne. Dilan a été arrêtée récemment alors qu'elle tentait

de quitter le pays et envoyée à la prison d'Edirne.

Depuis le putsch « avorté » du 15 juillet 2016 en Turquie, les Kurdes et des critiques du pouvoir turc en Europe sont surveillés et arrêtés « pour propagande d'organisations terroristes » ou pour « terrorisme » si jamais ils ont le malheur de mettre les pieds en Turquie.

Il ne faut pas grand chose aux autorités turques pour arrêter ces méchants terroristes : Une phrase publiée sur Facebook ou un « j'aime » sous une publication ou une photo, un post sur Twitter... pour peu qu'ils parlent de l'injustice faite aux Kurdes en Turquie ou qu'ils disent soutenir la lutte de libération kurde.

Le Haut-Karabakh, nouveau théâtre d'intervention des mercenaires syriens à la solde d'Ankara

Leur présence sur le terrain, démentie par Bakou et Ankara, est attestée par des témoignages concordants. Ils ont été déployés aux côtés de l'armée azerbaïdjanaise pour combattre les forces arméniennes. « Le Monde » a pu s'entretenir avec deux supplétifs qui s'apprentent à rejoindre à leur tour le Haut-Karabakh.

Les mercenaires préférés du président turc Recep Tayyip

Erdogan étendent leur périmètre d'action. Les miliciens syriens pro-Ankara, qui ont semé la terreur à l'automne 2019 dans le Rojava, le Kurdistan syrien, et qui ont participé durant l'hiver et le printemps à la défense de Tripoli, la capitale libyenne assiégée par les forces du maréchal Haftar, ont été déployés dans les montagnes du Haut-Karabakh. Dans cette région du Caucase hautement disputée, les combattants syriens épaulent les

troupes azerbaïdjanaises contre les forces séparatistes arméniennes. Leur présence sur le terrain, démentie par Bakou et Ankara, est attestée par les annonces de décès qui commencent à émerger sur les réseaux sociaux.

Jeudi 1er octobre, le site d'information syrien Jesr Press a, par exemple, rapporté la mort dans les combats déchirant l'enclave d'un certain Qassem Mustafa Al-

Jazmour, originaire de Deir ez-Zor, dans l'est de la Syrie. L'homme était membre du groupe armé Sultan Mourad, une faction turkmène qui a participé à la lutte contre le régime Assad, avant de se recycler, à mesure que l'insurrection perdait du terrain, en milice supplétive de l'armée turque. Ces dernières années, sous le label de l'Armée nationale syrienne (ANS), Sultan Mourad et d'autres formations rebelles désenchantées ont délogé

les forces kurdes d'une partie du Nord syrien, transformée en protectorat turc de fait.

Mardi, le journaliste syrien Hussein Akoush avait confirmé la mort sur le champ de bataille caucasien d'un autre combattant venu de Syrie : Mohamed Shaalan, originaire de l'ouest d'Alep, enrôlé, lui aussi, dans les rangs de l'ANS. Le service arabe de la BBC, pour sa part, a publié mercredi le témoignage d'un Syrien déployé dans le Haut-Karabakh, joint par messagerie électronique. Prénommé Abdallah, il raconte qu'il est arrivé en Azerbaïdjan à la fin du mois de septembre, avant le début des combats, attiré par la promesse d'un salaire mensuel de 2 000 dollars (1 700 euros), une somme très conséquente dans la Syrie en ruines d'aujourd'hui.

« Ce sont nos alliés »

Habillé d'un uniforme de l'armée azerbaïdjanaise, il a d'abord été affecté à un poste frontière, comme son commandant s'y était engagé, avant d'être envoyé sur le front lorsque les hostilités ont commencé, le 27 septembre. Le supplétif, qui a communiqué avec la BBC après avoir récupéré subrepticement son téléphone, qui lui avait été confisqué à son arrivée à Bakou, fait état de la mort d'au moins dix de ses compatriotes.

Personne ne sait avec certitude combien de mercenaires syriens ont déjà été acheminés sur le champ de bataille caucasien et combien d'entre eux y ont été tués. Les observateurs les



Un obus près d'Ivanyan dans le Haut-Karabakh, le 1er octobre. HAYK BAGHDASARYAN / AFP

mieux informés parlent de plusieurs centaines pour les premiers et de quelques dizaines pour les seconds. Ce qui est sûr, c'est que la présence syrienne promet d'augmenter. Le Monde a pu s'entretenir par WhatsApp avec deux membres de l'ANS, présent actuellement à Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, et qui s'apprêtent rejoindre le Haut-Karabakh : Mohamed Ali et Ali Ahmed Al-Khalaf, âgés de 24 ans.

« On est deux cents à partir pour l'Azerbaïdjan, affirme le premier, qui est affilié au groupe Faïlak Al-Cham, une autre composante de l'ANS. Nos chefs nous ont proposé une paye oscillant entre 1 300 et 1 800 dollars. La situation à Idlib est très difficile et j'ai une famille à entretenir. Quel que soit l'endroit où les Turcs me demanderont d'aller, j'irai. Ce sont nos alliés. »
« Notre mission consistera à garder la frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, mais nous pourrons aussi

participer à des attaques, expose le second. Nous avons des intérêts croisés avec la Turquie. C'est le dernier pays à soutenir encore la révolution, donc c'est normal de coopérer avec elle. »

Des motivations d'ordre financier

Derrière ces considérations politiques, Ali Ahmed Al-Khalaf confesse lui aussi obéir à des motivations d'ordre financier. « Avec l'épidémie de coronavirus, il n'y a plus de travail à Idlib. Le salaire que l'on nous offre, entre 1 300 et 1 800 dollars, constitue une somme importante. Depuis l'accord de désescalade conclu en mars par la Turquie et la Russie, les combats ont cessé à Idlib. Ce n'est donc pas un problème si l'on s'absente. On nous a dit que l'on sera de retour dans deux mois. »

Tout le monde à Idlib ne voit pas le départ de ces hommes

armés d'un bon œil. Abu Al-Yaqdhan Al-Masri, un cheikh égyptien, affilié pendant un temps à Hayat Tahrir Al-Cham, le groupe islamiste radical qui contrôle le nord-ouest syrien, a publié une fatwa déconseillant de prendre part aux combats du Haut-Karabakh. « C'est un grand péché pour les jeunes de quitter la Syrie et de renoncer au djihad qui est obligatoire, proclame le texte. Les combats là-bas opposent deux armées laïques (...) La vie est précieuse, il faut veiller à ne pas la gaspiller pour un motif autre que Dieu. »

A la mi-septembre, la Commission indépendante internationale des Nations unies sur la Syrie a publié un rapport sur le régime de terreur imposé par l'ANS dans les zones kurdes du nord de la Syrie passées sous son contrôle. Le document détaille les meurtres, viols, pillages, rackets, enlèvement et actes de torture perpétrés de façon quasi-routinière.

Les États-Unis veulent montrer l'exemple et rapatrient des djihadistes américains

Les États-Unis ont annoncé jeudi 1er octobre le rapatriement d'Américains détenus en Syrie et en Irak et poursuivis pour leur soutien au groupe État islamique, en appelant les autres pays à «prendre leurs responsabilités» et à juger leurs djihadistes.

Au total, 27 ressortissants américains ont été transférés de lieux de détention contrôlés par les Forces démocratiques syriennes (FDS), l'alliance de combattants kurdes et arabes soutenue par Washington qui a mené la lutte contre l'EI, a précisé le ministère de la Justice

dans un communiqué. Il s'agit de djihadistes visés par des poursuites, a souligné dans un communiqué le ministre adjoint chargé de la Sécurité nationale, John Demers, suggérant que d'autres rapatriements pourraient suivre.

Seamus Hugues, expert d'un programme de recherche spécialisé dans l'extrémisme à l'université George-Washington, a précisé à l'AFP que les Américains ne représentaient qu'une petite portion des combattants ayant rejoint les groupes djihadistes au Levant. Le sort des milliers de combattants étrangers détenus en

Syrie et en Irak, parfois avec leurs femmes et leurs enfants, divise les États-Unis et leurs alliés. Signe du fossé entre les deux camps, les États-Unis ont mis fin août leur veto à une résolution de l'Onu sur le sort des combattants étrangers car le texte ne demandait pas leur rapatriement.

Nathan Sales, coordinateur pour la lutte antiterroriste au ministère des Affaires étrangères, a appelé «les autres pays, spécialement ceux d'Europe de l'Ouest, à prendre leurs responsabilités concernant leurs ressortissants». «Rapatrier et juger les terroristes est le

moyen le plus efficace pour les empêcher de retourner sur le champ de bataille», a de son côté affirmé le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo. En visite à Rome, il a salué la décision de l'Italie de juger un de ses ressortissants pour appartenance à l'EI.

Washington défend depuis longtemps la nécessité de reprendre dans leur pays d'origine les djihadistes détenus dans les camps ou prisons kurdes.



October 1, 2020

Dersim locals say mining project will make land uninhabitable

Residents of villages in Turkey's Dersim province (Tunceli) warn that a new mining project in the area will have a devastating environmental impact.

"These materials mix with the water resources, and this causes dangerous water poisoning," said Hayder Bal, a local from the town of Polur. "Later this water mixes with Munzoor Baba water and poisons our water. The results don't end there, it also mixes with Murat Su and flow into the Euphrates."

Locals are attempting to resist



the project, saying in addition to the environmental damage, it is an effort to push them off

their lands.

"They want to evict us. This is

the government's policy imposed on us, which it sees as lawful," said local Ali Dameer Kol, who notes that damage to the water prevents farmers from being able to farm.

Some law experts deem the projects as unlawful and say it must not be allowed.

"These projects are against the law. Our province has a plan for environmental regulation," says lawyer Barsh Yalderem. "These areas are of great importance in terms of the environment and these areas have to be preserved."

« No Man's Land » : Félix Moati et Mélanie Thierry piégés dans l'enfer syrien

Bien sûr, il ne faut pas gâcher : interdit – à juste titre – de détailler le processus par lequel une série qui commence chargée de bons sentiments et de clichés sur l'un des derniers avatars des conflits du Proche-Orient (la création de l'Etat islamique) se mue, au fil des épisodes, en un thriller de haute précision. Mais on peut quand même s'appuyer sur l'affiche pour comprendre que le personnage central des premiers épisodes devra faire de la place à sa partenaire. Coproduction israélo-française, *No Man's Land* a pour interprètes principaux Félix Moati et Mélanie Thierry. Il faudra attendre longtemps (un peu trop, sans doute) pour que cette dernière justifie sa présence si haut au générique.



Antoine (Félix Moati), ingénieur parisien, part en Syrie à la recherche de sa sœur disparue, dans « No Man's Land ». SIFE ELAMINE/ARTE

Pour l'instant, le spectateur est invité à mettre ses pas dans ceux d'Antoine (Félix Moati), ingénieur parisien qui a cru reconnaître, au hasard d'un reportage télévisé, la silhouette de sa sœur Anna (Mélanie Thierry) au milieu d'un groupe de combattantes kurdes des YPG. Dans un élan d'amour fraternel mâtiné de culpabilité (mais ça, on le comprendra plus tard), le jeune homme se précipite d'abord à Istanbul avant de se laisser entraîner en Syrie. On est en 2014, Antoine est inconscient des risques qu'il prend, et se retrouve bientôt coincé entre les lignes mouvantes du conflit qui oppose les forces kurdes à celles de Daech.

Habilité du scénario

Il croise le chemin de Sarya (Souheila Yacoub), une com-

battante qui a vécu à Paris. Arrive ce qui devait arriver, et – à ce point du récit – on se croirait plus dans une série télévisée cousue de flash-backs pas toujours indispensables que dans une fiction forgée au creuset de l'histoire. A la descente du Parisien au cœur de l'enfer syrien répond l'itinéraire d'un trio de Londoniens bien décidés à rejoindre les rangs de Daech. C'est à travers la position inconfortable de l'un d'entre eux, Nasser (James Krishna Floyd), ancien combattant des forces britanniques en Afghanistan, que l'on commence à distinguer la vraie nature de *No Man's Land*.

Nasser commerce avec un homme au patronyme incertain, incarné par l'acteur britan-

nique James Purefoy, qui occupera bientôt une place centrale dans un dispositif dont on perçoit progressivement le mécanisme. Dans cette machine faite pour tromper aussi bien les ennemis que les alliés, le personnage d'Anna acquiert une dimension impressionnante, grâce à un scénario dont on n'attendait pas, après les débuts incertains déjà évoqués, autant d'habileté, et surtout grâce à l'intensité de Mélanie Thierry.

Romanciers, cinéastes et showrunners se sont souvent attachés à l'analyse du processus par lequel un être humain devient un soldat voué au métier de tuer ses semblables. Ces études ont le plus souvent eu pour objet des hommes, et

la relative rareté du phénomène qu'incarne Mélanie Thierry contribue sûrement à son impact. Il ne faut pas pour autant sous-estimer la complexité des émotions que la comédienne met en jeu.

Lorsque arrivera la conclusion de cette première saison, il sera impossible de se désintéresser du sort d'Anna et de tous ceux qui gravitent dans sa martiale orbite. Les créateurs de *No Man's Land* auront mis du temps à gagner leur pari – créer une fiction nouvelle sur des terres déjà labourées par de nombreuses séries –, ils y parviennent in extremis, en laissant dans l'attente impatiente d'une nouvelle saison.



October 2, 2020

COVID-19: Iraq announces 50 deaths, over 4,400 new cases

The Iraqi Ministry of Health and Environment on Thursday announced over 4,400 new cases of the coronavirus along with 50 fatalities over the previous 24 hours.

According to official figures, the total number of patients in Iraq that have contracted the highly infectious disease since the first infection was confirmed in February has surpassed 367,000 this week. To date, more than 9,200 of them have died.

Today's infection and fatality

figures reported by the Iraqi federal government in Baghdad do not include the most recent developments in the autonomous Kurdistan Region, which has its own health ministry and typically announces results later in the day. As such, Kurdistan's figures are usually added to the following day's national tally.

Health officials warned the general public that the only alternative to another strict lockdown—since new daily cases routinely number in the mid thousands—is their commitment to basic preventive

measures such as social distancing and wearing face masks.

Last week, Baghdad said it was joining an alliance of 156 countries aimed at achieving a rapid and equitable distribution of any future coronavirus vaccines that are developed and to protect vulnerable health-care systems and frontline health workers.

The effort, known as "COVAX," is being led by co-lead by the Coalition for Epidemic Preparedness Innovations (CEPI), the GAVI vaccine alliance, and

the World Health Organization (WHO), which characterized the program as "a global initiative that brings together governments and manufacturers to ensure eventual COVID-19 vaccines reach those in greatest need, wherever they are and wherever they live."

The coronavirus has infected more than 34 million people worldwide and killed over one million, according to Johns Hopkins University's database. The actual figures could be dramatically higher due to insufficient testing capabilities or underreporting.

L'Orient LE JOUR

2 Octobre 2020

Sur le « stand de tir » irakien, la « révolution » des drones iraniens et turcs

L'utilisation de drones par Ankara et Téhéran contre les Kurdes dans les montagnes du nord de l'Irak constitue une « révolution » militaire, estiment les experts, mais au sol, ils ont poussé les habitants à fuir et font redouter une flambée des tensions régionales.

« Tous les jours, on voit des drones, tellement bas qu'on les distingue à l'œil nu », assure Mohammad Hassan, maire de Qandil, principal bastion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui livre une sanglante guérilla sur le sol turc depuis 1984. Le PKK comme le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK-I) ont fait du Kurdistan irakien, autonome depuis 1991, leur base arrière. Pour Ankara et Téhéran, ils sont des groupes « terroristes



Ankara a troqué ses onéreux F-16 américains contre des drones de fabrication locale comme les Bayraktar TB2 (photo). Birol Bebek/AFP

» à éliminer à tout prix, quitte à frapper au-delà de leurs frontières.

Après les tirs d'artillerie depuis leur sol, depuis 2018, les deux voisins de l'Irak préfèrent désormais les drones, plus précis pour viser un ennemi qui se déplace à pied ou à bord de pick-up dans des zones très

accidentées. L'opération « Griffes du Tigre » lancée en juin par Ankara a mis en évidence ce changement, rapportent experts et habitants.

Selon des militants, la fréquence des frappes est telle que des dizaines de villages se sont vidés de leurs habitants. D'autres ajoutent que des mil-

liers de yazidis, décimés et forcés de fuir par le groupe État islamique en 2014, ne rentrent pas chez eux par peur des frappes anti-PKK, un groupe présent dans leur région des monts Sinjar.

« Révolution » Les drones sont une « révolution », affirme Nicholas Heras, de l'Institute for the Study of War. « C'est grâce aux drones que la Turquie gagne sa guerre contre le PKK dans le nord de l'Irak », estime-t-il. Car ils permettent de localiser, d'identifier et d'éliminer des cibles en quelques minutes.

Mieux encore, ajoute Sibel Duz, experte turque des drones, la Turquie peut maintenant mener ses missions pour moins cher. Elle a troqué ses onéreux F-16 américains con-

tre des drones de fabrication locale comme les Bayraktar TB2, qui présentent trois avantages : meilleurs outils de surveillance, autonomie de vol de 24 heures et coût assez bas pour que leur perte soit amovible, détaille la spécialiste.

Car le PKK a abattu « sept » appareils turcs, assure son porte-parole Zagros Hiwa, rencontré dans la région de Qandil. Mais l'apport des drones turcs, conjugué aux opérations terrestres, a changé la donne, reconnaît-il. Les Turcs, dit-il, « ont mené des incursions jusqu'à 15 km à l'intérieur de l'Irak » et installé de nouveaux postes militaires dans la zone, créant de facto une zone tampon à leur frontière.

Les drones inquiètent aussi les Américains. Un observateur

américain rapporte ainsi que les forces spéciales dépêchées par Washington pour opérer en secret dans le nord de l'Irak ont récemment vu augmenter « la fréquence et l'intensité » des frappes de drones turcs. « Les Turcs survolent des positions américaines avec des appareils militaires armés. C'est absolument inacceptable », ajoute-t-il.

Beaucoup plus sophistiqué

S'agissant de l'Irak, il utilisait déjà des avions équipés de caméras lors de sa guerre contre Saddam Hussein il y a 40 ans. Aujourd'hui, ses drones Mohajer-6 et Shahed-129 surveillent, frappent et surtout aident les artilleurs au sol à gagner en précision, a expliqué dans une rare interview à un média iranien le colonel Akbar Karimloo, chargé des drones. La façon

dont l'Irak utilise ses drones en Irak est « beaucoup plus sophistiquée » qu'ailleurs, confirme Adam Rawnsley, du Foreign Policy Research Institute.

L'Irak, qui a déjà perdu deux haut gradés dans des tirs de drones turcs, et Erbil, capitale du Kurdistan irakien, ne commentent pas officiellement. Mais, sous le couvert de l'anonymat, des responsables avouent ne pas avoir de moyen de pression sur leurs voisins. « Le problème de l'Irak, c'est que des puissances plus importantes l'utilisent comme un stand de tir », résume M. Rawnsley.

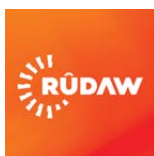
Et au sol, les victimes civiles s'accumulent sans que personne ne puisse établir un réel décompte, s'alarme Wim Zwijnenburg, de l'ONG néerlandaise PAX.

Les drones, parce qu'ils peuvent survoler les zones accidentées, tuent là où journalistes, enquêteurs des droits humains et même responsables locaux peinent à arriver. « De quoi rendre plus obscure encore la campagne menée par les drones », déplore-t-il.

Source : AFP

L'utilisation de drones par Ankara et Téhéran contre les Kurdes dans les montagnes du nord de l'Irak constitue une « révolution » militaire, estiment les experts, mais au sol, ils ont poussé les habitants à fuir et font redouter une flambée des tensions régionales.

« Tous les jours, on voit des drones, tellement bas qu'on les



01-10-2020
Karwan Faidhi Dri

Turkey removes most references to Kurds in history textbook

Controversy has erupted in Turkey after a number of references to Kurds were removed from the new version of a government history textbook.

Observers noticed this week that several paragraphs about Kurdish participation in early Islamic history included in the 2019 version of ninth grade reading material have been removed from the 2020 version by the Turkish education ministry.

"The first Kurds who accepted Islam were businessmen from al-Jazira Region (Southeastern Anatolia Region) who used to go to Saudi Arabia for trade. Later, these Kurdish businessmen spread Islam among their

people," read page 183 of the older version of the coursebook.

This section of the book, which covers the first conversion of Turks to Islam during the spread of the religion, also previously stated that Jaban al-Kurdi, one of the companions of Prophet Mohammed, was the first person to spread Islam among Kurds.

The only mention of Kurds left in the new textbook is a two-line paragraph, noting that "Kurdish tribes were among the first communities who accepted Islam."

The removal has drawn the ire of many Kurds on social

media, however, the ministry has not yet explained the reason behind the removal.

"Pitiful people [government] think that they can remove the history of Kurds but remove it from books," said lawyer Dogan Erbas in a tweet.

Far-right Nationalist Movement Party (MHP) Secretary General Ismet Buyukataman sent a message to Education Minister Ziya Selcuk in September 2019, claiming the book is propaganda for saying that Kurds embraced Islam before Turks.

"Although many tribes were introduced to Islam during the eras of the four caliphs [of Islam], these [people who

wrote the book] are insistently describing the Kurds 'to be among the first communities who converted to Islam after Arabs.' Efforts to confirm that Kurds accepted Islam before Turks is nothing but an intention to win social and political gains," said Buyukataman.

It is not clear if the MHP official's condemnation of the 2019 version had any role in the removal of the paragraphs about Kurds but the party is the de facto second ruling party in Turkey after the Justice and Development Party (AKP). Both parties have formed a coalition in recent years, allowing them to form a government and pass most of the bills suggested by them in parlia-



October 3, 2020
By Wladimir van Wilgenburg

French Kurdish journalist injured in Nagorno-Karabakh conflict

The French Kurdish Le Monde reporter, Allan Kaval, was seriously injured on Thursday, while covering the Nagorno-Karabakh conflict between Azerbaijan and Armenia.

The Committee to Protect Journalists (CPJ), citing media reports, said Kaval and three other journalists were injured, as Azeri forces shelled the town of Khojavend, known locally as Martuni, in the break-away Nagorno-Karabakh region of Azerbaijan.

Kaval underwent surgery in a hospital in Stepanakert, the capital of Nagorno-Karabakh, and was in critical condition on Thursday afternoon, but is now stable, according to Hermine Virabyan, the French journalists' "fixer," who spoke to CPJ in a phone interview.

Rafael Charles Yaghobzadeh, a Le Monde photojournalist, underwent surgery in Martuni and is also in stable condition, Virabyan told CPJ.

The Le Monde journalists were standing next to a car marked "Press" at the time of the shelling, Virabyan said, while French President Emmanuel Macron announced that France was preparing a plane to repatriate the journalists, Le Monde reported.

Kaval, whose father is the Kurdish academic, Musa Kaval, and whose mother is French, has reported on the Kurdish issue and the war against ISIS in northeastern Syria and Iraq, including the Kurdistan region of Iraq. Vager Saadullah, a former jo-



Le Monde journalist Allan Kaval was seriously injured on Thursday while covering the Nagorno-Karabakh conflict. (Photo: Arte)

urnalist, wrote on that he was very saddened to learn that his friend, Allan Kaval, had been seriously injured.

"I worked with him covering several Peshmerga operations against ISIS," Saadullah tweeted. "He is a very brave man and a professional journalist. I wish him a speedy recovery!"

The Armenian government blamed Azerbaijan for the attack, while, Azerbaijan blamed the Armenian government for facilitating journalists' travel into the area, saying it put them at risk.

Two Armenian journalists, Sevak Vardumyan, a correspondent for the 24 News broadcaster, and Aram Grigoryan, a camera operator for broadcaster Armenia TV, were also injured in the shelling, CPJ report reported.

Russian journalist Dmitriy Yelovskiy, from the Russian liberal broadcaster Dozhd, was also near the Le Monde journalists, when the attack happened, but he did not sustain any injuries.

For its part, Azerbaijan denied that it had deliberately targeted members of the press.

Nagorno-Karabakh is a predominantly Armenian-populated region, but it is located within Azerbaijan and is internationally recognized as part of Azerbaijan.

The area declared independence in January 1992, following the break-up of the Soviet Union, of which Armenia and Azerbaijan were a part.

Following the declaration, 30,000 died in a conflict between the two nations over the region. They agreed on a cea-

sefire in 1994 but were never able to reach a final settlement. As a result, clashes have periodically broken out in areas near Nagorno-Karabakh and the Azerbaijani-Armenian border.

Fighting between the two countries began again on Sept. 27, with Turkey supporting Azeri forces and Russia backing Armenia.

The presidents of France, Russia, and the US on Thursday called for a return to the 1994 ceasefire, but Turkey, Azerbaijan's main ally, rejected the ceasefire proposal and called instead on Armenia to withdraw from the Nagorno-Karabakh region.

On Friday, Armenia said it's ready for renewed ceasefire talks, but so far Azerbaijan has not been willing to commit to one.

« La Turquie, test de la détermination de l'Europe »

Jean-Dominique Guiliani, président de la fondation Robert Schumann, « il va falloir aux Européens trouver la martingale qui permettra de contenir les agressions de la Turquie pour la contraindre à discuter avec ses partenaires avant d'agir de manière de plus en plus brutale. »

« Mamma Li Turchi ! Cette expression venue du dialecte sicilien signifie « Catastrophe », un peu comme « Mamma mia » ! Elle trouve ses racines dans les razzias commises aux XVIe et XVIIe siècles sur les pourtours de la Méditerranée par les pirates barbaresques qui payaient tribut au sultan. Leur arrivée sur les rivages annonçait horreurs, pillages, massacres des hommes, enlèvements des femmes et des enfants pour nourrir les harems et le corps des janissaires.

Ce sont justement les uniformes de ces derniers que l'actuel président turc exige notamment des gardes qui peuplent son fastueux palais. Dans sa dérive nationaliste, il invoque « la glorieuse histoire » de l'empire ottoman avec moult films, slogans, clichés, excitant les rancœurs. La Turquie d'Erdogan a délaissé les leçons de Mustafa Kemal qui, n'étant pas moins nationaliste, avait pourtant osé affirmer : « La civilisation est à l'Ouest » et donné à son pays une orientation résolument laïque et pro-occidentale.

Des ambitions expansionnistes tous azimuts

Cette politique fut-elle la source d'une humiliation dont on sait qu'elle nourrit toujours



Le président Recep Tayyip Erdogan. | REUTERS/UMIT BEKTAS ARCHIVES

chez les peuples les pires sentiments de revanche, de vengeance et de violence ? Au cours du XXe siècle, la Turquie n'a pas brillé par le choix de ses alliances et s'est finalement toujours trouvée, peu ou prou, dans le mauvais camp qui fut aussi celui des perdants.

Elle est aujourd'hui aux côtés des confréries qui déstabilisent tous les régimes arabes, elle se veut le recours des musulmans déçus par eux et nourrit des ambitions expansionnistes tous azimuts.

Des Européens divisés sur la réponse

Il y a désormais de nouveau « une question turque » qui concerne bien sûr l'OTAN, mais spécialement l'Europe et la Méditerranée. Il va falloir aux Européens trouver la martin-

gale qui permettra de contenir les agressions de la Turquie pour la contraindre à discuter avec ses partenaires avant d'agir de manière de plus en plus brutale.

Les Européens sont divisés sur la réponse. Les Français se sont immédiatement solidarisés avec la Grèce et Chypre, bafoués dans leurs droits maritimes internationaux, les Allemands ont préféré tenter une médiation en jouant à « l'honnête courtier ». Les deux actions combinées n'ont pas été inutiles et pourraient contribuer à une solution négociée en mer Egée.

L'Europe et son dilemme originel

En revanche, que ce soit en Syrie, où la Turquie a une grande part de responsabilité, vis-à-vis des Kurdes, en Libye

ou au Nagorny-Karabakh, Ankara est un facteur de déstabilisation qui accroît les tensions et recours aux pires expédients (milices, interventions armées, etc.).

Cette fuite en avant ne sera pas arrêtée par la seule bonne volonté de diplomates intéressées. L'Europe est là confrontée, une fois encore, à son dilemme originel : N'étant ni un État ni un empire, construite par et pour la paix, l'usage de la force, la fermeté, la confrontation n'appartiennent pas à son logiciel.

Personne ne souhaite entraîner l'Europe dans des conflits. Ce sont eux qui viennent à elle et ils se rapprochent toujours davantage. Elle doit réagir avant d'y être contrainte. L'attitude à l'égard de ce dangereux et turbulent voisin sera le premier test de sa détermination.

Le Canada enquête sur l'utilisation de sa technologie militaire en Azerbaïdjan

Le Canada enquête sur de possibles livraisons de matériel militaire canadien en Azerbaïdjan par la Turquie, a annoncé vendredi 2 octobre le premier ministre canadien Justin Trudeau. Selon les médias canadiens, Ottawa a délivré en mai des permis à la société canadienne L3Harris Wescam pour exporter des systèmes d'imagerie et de ciblage à un fabricant de drones turc.

Ce même matériel est maintenant au centre d'accusations selon lesquelles l'Azerbaïdjan utilise des drones fabriqués par la société turque Baykar dans les hostilités en cours depuis six jours avec l'Arménie à propos du Nagorny Karabakh. Peuplé majoritairement d'Arméniens, cette région a fait sécession de l'Azerbaïdjan à la fin de l'URSS, entraînant une guerre au début des années 1990 qui avait fait



Le premier ministre canadien Justin Trudeau. PATRICK DOYLE / REUTERS

30.000 morts. Bakou exige depuis le retrait de l'Arménie de cette région.

«En ce qui concerne les équipements militaires canadiens qui auraient pu être utilisés dans cette situation, le ministre des Affaires étrangères (François-Philippe Champagne) a lancé une enquête sur ce qui

s'est passé exactement», a déclaré Justin Trudeau lors d'une conférence de presse. «Il est extrêmement important que les termes des attentes du Canada en matière de non violation des droits de l'homme soient toujours respectés, et nous pourrions vous en dire plus à mesure que les choses se préciseront», a-t-il dit.

Ottawa avait suspendu il y a un an ses exportations vers la Turquie, essentiellement de matériel militaire, après une incursion militaire d'Ankara dans le nord de la Syrie pour combattre les rebelles kurdes. Le Canada avait cependant repris ses exportations en mai. Un responsable canadien a précisé qu'elles seront à nouveau gelées si Ottawa établit que le matériel a été utilisé à d'autres fins que prévues par la Turquie.

«Nous sommes très préoccupés par la situation au Nagorny Karabakh», a dit Justin Trudeau, appelant à une «désescalade» entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Ce conflit «dure depuis bien longtemps mais il n'y a aucune solution militaire à cette situation, ça doit être résolu par le dialogue», a-t-il conclu.

Chaldean News

October 1, 2020
By David L. Phillips

Rescuing Iraqi Christians

There are at least 150,000 Chaldean-Americans living in Michigan with extended family in the Nineveh Plains of northern Iraq and East Syria. Chaldean-Americans represent an important constituency. However, the Trump administration has failed to address their concerns. Self-government, security, and economic development are critical to their survival.

Chaldean, Syriac, and Assyrian Christians represent some

of the oldest Christian communities in the world. Their culture and religious identity are rooted in Mesopotamia's Sumer, Babylon, and Assyrian civilizations.

I have visited Chaldean churches in the Nineveh Plains and can attest to their beauty and rich cultural heritage. I have also met Chaldean community and religious leaders in Hankawa in the Mosul Diocese. They described their victimization by the Baath Party, the Islamic State, and Shiite-

led governments in the "new Iraq." Today, the Chaldean population is shrinking as they flee persecution and suffer neglect.

Minority rights in international law encompasses the protection of minority groups. In countries like Iraq that are emerging from violent conflict, further measures are needed to promote minority rights.

The US can play a critical role in preserving Chaldean Christian culture, using its influence

to shape policies that protect and promote Chaldean civilization. Without active engagement by the US, Christians in Iraq may disappear.

The interests of Chaldeans would be served through self-governing institutions at local and governorate levels. Power-sharing would involve the establishment of a competent local executive and local assembly.

Security is also a major concern. Local police should be

drawn from Chaldean communities they serve. The administration of justice can be achieved through local courts with Chaldean judges.

Security also requires the removal of Iran-backed militias. Their complicity with Shabaks seeks to change the demography across the Nineveh Plains.

Legal reform should also address policies that allow the Islamification of Christians, especially youth. Economic marginalization of Iraq's Christians is standard practice. Christian properties in Baghdad, Dohuk, and other governorates are routinely seized.

Property ownership is part and parcel with economic rights



Christians in the Nineveh Plains in northern Iraq photo by Ammar Salih, EPA

benefiting Chaldeans. Economic rights include local control over natural resources, land management, and hiring preferences for Chaldeans, especially in public service positions.

The Nineveh Plains has potential as a tourist destination for pilgrims who want to visit Biblical sites. Nineveh is first mentioned in Genesis 10:11: "Ashur left that land, and built Nineveh." The ancient ruin of

Kuyunjik towers 66 feet above the plain. Churches and convents in the Christian villages of Bashiqa, Teleskuf and Qaraqosh have recently been rebuilt.

Chaldeans demand religious and cultural rights, which go hand in hand. Cultural rights are enshrined in the form of language, media, cultural festivals, and cultural symbols.

Education is also a core concern. Chaldeans are developing a curriculum that highlights the historic role of Christians in Iraq. The curriculum should be applied across Iraq in schools and mosques. Raising awareness will encourage mutual understanding and social harmony.



October 1, 2020
By David L. Phillips

Renewed Conflict in the Caucasus

On September 27, Turkey's President Tayyip Erdoğan and Azerbaijan's İlham Aliyev launched military operations against Nagorno-Karabakh, an enclave in Azerbaijan populated almost entirely by ethnic Armenians. By attacking Nagorno-Karabakh, they seek to divert attention from their self-made domestic crises. Conflict could spill over Azerbaijan's borders, resulting in a regional conflagration involving Russia and Turkey. The international community has charged the US, France and Russia as mediators. However, President Donald J. Trump's business interests in Turkey and Azerbaijan could affect America's diplomacy.

Armenian and Azerbaijani forces fought a bloody war in Nagorno-Karabakh from 1988 to 1994. The conflict started

when Azerbaijan, a Muslim Turkic group supported by Turkey, launched a series of pogroms in Baku, Sumgait and Khojaly targeting Orthodox Christian Armenians. As the Soviet Union was collapsing, the Nagorno-Karabakh parliament voted to unite with Armenia in 1988. With violence intensifying, Armenia joined the fray to prevent ethnic cleansing.

The war had catastrophic consequences for both sides. Up to 30,000 people were killed and almost one million were displaced, before Russia brokered a ceasefire in May 1994. Erdoğan affirmed Turkey's unwavering support for Azerbaijan. "Turkish-Azerbaijani cooperation is based not only on strong solidarity between our states, but also on common history and unity of our hearts", he proclaimed. "Turk-

ish and Azerbaijani people speak the same language, have a common history. Our relations built on this sound foundation and strengthening on the basis of the 'one nation, two states' principle."

The presidents of France, Russia and the United States called for an immediate ceasefire between Azerbaijan and ethnic Armenian forces around Nagorno-Karabakh, but Turkey dismissed their appeal. Erdoğan insists that the three big powers butt out and assume no role in the conflict.

Turkey's involvement in Nagorno-Karabakh is part of a bellicose pattern. Erdogan has been flexing Turkey's military muscle abroad, sending the Turkish armed forces and its jihadist proxies to battlefields in Iraq, Syria, Libya, Cyprus, Somalia – and Azerbaijan. The

Trump administration has turned a blind eye to Turkey's aggression.

Renewed conflict in Nagorno-Karabakh is a welcome distraction for Erdoğan and Aliyev. Turkey's currency and economy are collapsing, potentially threatening Erdoğan's monolithic grip on power.

Erdogan is furious with Armenians for their efforts to gain greater global recognition of the Armenian Genocide. Up to 1.5 million Armenians were killed during the waning years of the Ottoman Empire, beginning in 1915. Vilifying Armenians plays well with Turkish nationalists.

Azerbaijan's economy is also in distress. Despite reduced oil and gas revenues, Azerbaijan still spends \$2.267 on its armed forces, an amount five times greater than Armenia.

Exacerbating tensions, Turkey is deploying members of the Syrian National Army to Nagorno-Karabakh. It pays jihadist mercenaries \$1,500/month.

The “Sultan Murad” and “Al-Amshat” brigades have been sent from Aleppo. Elements of the Hamza Division are also in Nagorno-Karabakh. The Hamza Division is notorious for its war crimes in Syria where it abused women, executed Christians, and desecrated churches.

How did we get to this point? Aliyev accuses Armenians of starting the conflict. The fact that all the fighting is occurring on Armenian controlled territory suggests that Azerbaijan is the aggressor.

International mediators comprising the Minsk Group should convene an emergency summit. After the cessation of hostilities,

a sustainable solution will require international monitors to prevent fighting in the future.

The US should do more than rhetorically condemn the violence. It should cease all military assistance to Azerbaijan and call out Turkey for its role, including its use of jihadist mercenaries.

With Aliyev openly bragging about Azerbaijan’s attack, the US should enforce Section 907 of the Freedom Support Act which prohibits US assistance to the Government of Azerbaijan until it takes “demonstrable steps to cease all blockades and other offensive force against Armenia and Nagorno-Karabakh.”

Turkey must also bear a cost for its aggression. In a major escalation of a conflict, a Turkish F-16 recently shot down an

Armenian SU-25 in Armenian air space.

Not only is Turkey the source of regional instability. It is also an egregious abuser of human rights, restricting free speech and persecuting minorities in Turkey.

The Trump administration has so far refused to reign in Turkey by applying sanctions under the Countering American Sanctions Against Adversaries Act (CAT-SAA), adopted by Congress in response to Turkey’s purchase of S400 missiles from Russia.

What can we expect from the Trump administration?

Trump has opaque business ties in both Turkey and Azerbaijan. We know that Trump received millions of dollars from licensing agreements in Turkey and from Azerbaijani oligarchs

who organized Trump’s Miss Universe Pageant.

We do not know, however, the extent to which Trump is indebted to Turkish and Azerbaijani concerns. Nor do we know how Turkey and Azerbaijan may reward Trump when he leaves office.

Given Trump’s business interests, it is unclear whether he will put the US national interest ahead of his personal financial interest.

(Mr. Phillips is director of the Program on Peacebuilding and Human Rights at Columbia University. He served as a Senior Adviser to the State Department during the Clinton, Bush, and Obama administration. He chaired the Turkish-Armenian Reconciliation Commission and the Track Two Program in Turkey and the Caucasus.)

LE FIGARO

1er octobre, 2020
Par Georges Malbrunot

Les États-Unis menacent de quitter l’Irak

Des groupes armés proches de l’Iran ont multiplié les attaques contre des intérêts américains et occidentaux

MOYEN-ORIENT Coup de bluff ou réelle menace ? Dans une lettre adressée il y a dix jours au président de la République irakienne, Barham Saleh, Mike Pompeo, le secrétaire d’État américain, a menacé de fermer l’ambassade des États-Unis à Bagdad si les attaques à la roquette ne cessaient pas contre la représentation diplomatique américaine.

L’ultimatum serait assorti de sanctions possibles contre des personnalités irakiennes. Pompeo a également menacé de rappeler les 3 000 soldats américains encore déployés en Irak. Ce qui reviendrait à céder à l’objectif de l’Iran, ennemi juré de l’Administration américaine, qui cherche à faire partir les

troupes américaines d’Irak, d’Afghanistan, et plus largement du Moyen-Orient.

C’est à la lueur de cette apparente contradiction que de nombreux observateurs s’interrogent sur les intentions réelles des États-Unis. Une chose est sûre : les attaques contre des infrastructures militaires ou diplomatiques occidentales se sont multipliées ces dernières semaines.

Après la mort lundi de trois enfants et de deux femmes d’une même famille irakienne lorsqu’une roquette, tirée en direction de l’aéroport de Bagdad, où sont stationnés des soldats américains, s’est abattue sur leur maison, mercredi soir, trois roquettes ont encore frappé, cette



En raison de la multiplication des risques en Irak, le secrétaire d’État américain, Mike Pompeo, a menacé de fermer l’ambassade à Bagdad et de rappeler ses 3000 soldats et diplomates. Handout .via REUTERS

fois, les alentours de l’aéroport d’Erbil, dans les régions kurdes du nord, où sont déployées des troupes américaines.

Mi-septembre, un engin explosif artisanal avait ciblé un véhicule de l’ambassade britannique

près de la zone verte à Bagdad, quartier ultrasécurisé, qui abrite également l’ambassade américaine, gigantesque forteresse de la taille du Vatican qui a coûté près d’un milliard de dollars. La nuit suivante, deux katiouchas visaient la

représentation américaine, avant d'être interceptées par un système de défense. Et quelques heures plus tôt, deux engins explosifs avaient ciblé un convoi d'équipement de la coalition antidjihadiste menée par Washington.

Faire le jeu de l'Iran

« La menace de retrait américain est sérieuse », confie, depuis Bagdad, un expert étranger. Selon lui, « la décision a été prise mais sa mise en œuvre prendra quelques semaines ou quelques mois, et elle est conditionnée aux mesures énergiques que doit prendre le gouvernement irakien contre les groupes armés, auteurs de ces attaques ».

Qui sont-ils ? D'obscurs groupes ont revendiqué certaines de ses attaques. Il s'agirait en fait de faux nez de factions armées irakiennes pro-iraniennes, composés des éléments les plus radicaux des milices chiites que Téhéran aurait récupérés, après l'assassinat du général iranien Qassem Soleimani, en janvier, à Bagdad, sur ordre de Donald Trump. Depuis, d'autres factions se sont, elles, résolues à suivre la ligne gouvernementale irakienne, hostile à ces milices.

« Les Américains craignent des actions de pro-iraniens qui pourraient mettre en difficulté la campagne électorale de Donald

Trump, analyse l'expert. Ils mettent la pression sur Bagdad mais c'est étrange ; Trump a reçu chaleureusement cet été le premier ministre Moustapha al-Kazimi ». « Notre relation avec l'Irak n'a jamais été aussi bonne », renchérit Michael Rubin, un ancien du Pentagone. Selon lui, « se retirer, c'est faire le jeu de l'Irak et de ses milices ».

Autre conséquence prévisible d'un éventuel retrait américain : la lutte antidjihadiste en pâtirait. Entre l'Irak et la Syrie, Daech dispose encore de 10 000 combattants et de nombreuses cellules dormantes. « Les autres pays, européens notamment, n'ont pas la capacité de remplacer les États-Unis, à la manœuvre pour le renseignement, et qui effectuent le plus grand nombre de frappes, estime un diplomate arabe à Bagdad. À terme, ces autres pays - y compris la France - ne pourront pas rester en Irak si les Américains partent. »

Le risque d'escalade est pris au sérieux. Même le très influent leader chiite Moqtada Sadr, au passé pourtant antiméricain, a appelé à « créer une commission sécuritaire, militaire et parlementaire pour enquêter » sur les tirs de roquette. La Mobilisation populaire, une coalition de paramilitaires pro-Iran désormais intégrée à l'État, a de son côté mis à l'écart plusieurs commandants accusés d'être liés

aux attaques contre les Occidentaux. Mais la nébuleuse milicienne est divisée. Après une rencontre entre le président Saleh, des responsables politiques et des chefs de ces milices, un vif débat aurait opposé, d'un côté, un groupe de miliciens favorables aux attaques anti-occidentales, et de l'autre Faleh al-Fayad, chef de la Mobilisation populaire, rejoint par Hadi al-Ameri, leader du bloc parlementaire qui soutient les miliciens. Les deux hommes ont plaidé pour l'arrêt des attaques anti-américaines dans la mesure où les États-Unis ont déjà entamé leur retrait. Deux mille soldats ont quitté l'Irak cet été. Le tandem Ameri-Fayad aurait également brandi la menace de bombardements américains contre les bases des milices. Certaines sources font état d'un plan de frappes américaines contre plus de 120 sites si un de leurs ressortissants était tué.

« Nous sommes clairement dans une logique d'escalade », regrette l'expert à Bagdad, qui estime toutefois que les États-Unis pourraient se retirer dans leur base d'Aïn al-Assad, à l'ouest de Bagdad et au nord auprès des Kurdes. Certains n'écartent pas, non plus, que les États-Unis cherchent à piéger leurs ennemis en se lançant dans des frappes, avec l'espoir de souder l'électorat américain derrière Trump, en mauvaise posture dans les sondages, à

un mois de la présidentielle.

Un an de révolte

Dans ce bras de fer, l'Iran jouerait « un double jeu ». D'un côté, son ministre des Affaires étrangères, Javad Zarif, appelle à « protéger les représentations diplomatiques ». Mais « en même temps, Téhéran a fait entrer en Irak des armes sophistiquées », affirme le diplomate arabe. Selon lui, « l'Irak a les moyens, s'il le veut, de contrôler ses relais, même les plus radicaux ».

Quoi qu'il en soit, un retrait américain affaiblirait Moustapha al-Kazimi, le chef du gouvernement, qui a pris des mesures courageuses contre la corruption et en faveur des réformes. Mais sans base politique, sa marge de manœuvre face aux milices radicales est faible, au moment où il bataille pour obtenir un vote sur la loi électorale - des législatives anticipées sont prévues en juin - et sur le budget, ses premières promesses au peuple. Alors que des milliers de manifestants fêtaient jeudi le premier anniversaire de leur révolte, un report des élections ou pire, un renoncement du premier ministre après un retrait américain, constituerait une victoire pour les milices radicales prêtes à prendre en otage le gouvernement de Bagdad.



October 2, 2020

Kurdish politicians arrested, mayor replaced by Ankara - Kurdish news roundup

Turkey arrests four more Kurdish politicians

Following the arrest of 19 Kurdish and pro-Kurdish politicians on Thursday, four more

Kurdish politicians were arrested on Friday in southeastern Kurdish-majority Diyarbakır province, Mezopotamya agency reported.

Two of the newly-arrested pol-

iticians, Edip Binbir and Çiğdem Ekti, were from the Diyarbakır chapter of the Peoples' Democratic Party (HDP), while Mekiye Güzel worked at MEBYA-DER, an association for the families of per-

sons who lost family members in the Kurdish conflict, and Emin Ay at the Democratic Islam Congress (DİK).

Seven others from HDP and several worker's unions were

released on probation, while HDP's Sur district council member Ömer Filitoğlu's detention was prolonged until Monday.

Mayor of Kars arrested, replaced with gov't appointee

Mayor of the eastern Kars province Ayhan Bilgen, who resigned from parliament to run for mayor and won his seat last year from the Peoples' Democratic Party (HDP) following a highly-contested series of recounts, was arrested on Friday, after which the Turkish Interior Ministry removed him from office and appointed the province's governor as his replacement, daily Evrensel reported.

Bilgen was the last provincial mayor who still held his seat after the Interior Ministry started to dismiss mayors upon terrorism charges without convictions shortly after the 2019 elections. At least 59 of the 65 municipalities HDP won have been replaced with government appointed proxies to date.

Bilgen's co-mayor Şevin Alaca, who was officially a member of the city council, was also arrested after Bilgen announced his resignation.

Bilgen had wanted to force a re-election from among city council members and avoid a government appointee, a pool which would have included Alaca, and several other council members who were either arrested or dismissed.

Kars governor prays on street after appointment as mayor

Kars Governor Türker Öksüz held Friday prayers in front of the municipality building after he was appointed to replace the province's dismissed and arrested mayor Ayhan Bilgen.

"The Kars Municipality has been usurped by the palace," Peoples' Democratic Party (HDP) Izmir Deputy Murat Çepni said in a tweet. "And this is a prayer of conquest."

HDP Diyarbakır Deputy Dersim Dağ called the prayer "an image of occupation, religious abuse, and usurpation of the people's will."

HDP Spokeswoman Ebru Günay said: "We know (the arrest decisions) are not made in courthouses. Sycophant media had been writing the indictment and putting on arrest negotiations for days. These arrests have targeted the colorful and pluralistic structure that is the

HDP."

Several HDP deputies started a sit-in in front of the municipality, while police did not allow supporters of the party to join in.

Turkish opposition condemns dismissal of HDP mayor

Following the mass arrest of Peoples' Democratic Party (HDP) politicians and dismissal of the mayor of Kars, main opposition Republican People's Party (CHP) Deputy Group Chairman Özgür Özel tweeted out a condemnation of the arrests.

"They reopened the Kobani case six years later, and spewed out fear for the opposition and hate towards Kurds," Özel said. "They arrested Ayhan Bilgen in spite of the Constitutional Court ruling, and appointed a replacement to the will of Kars where they failed to win at the ballot."

CHP Deputy Chairman Oğuz Kaan Salıcı said, "When Turkey's political history is told, these days will be referred to as 'the squirming of the one-man regime in its period of collapse'! The arrest of HDP members is entirely political. Whatever you do, you will be gone by the first ballot!"

The Democracy and Progress Party (DEVA), founded by former minister Ali Babacan, issued a statement calling the replacement mayor appointed to Kars "a coup against democracy."

Replacing elected mayors with government appointees has "turned into a government routine," DEVA said in the statement, calling the current situation in Turkey "a bottleneck of democracy that our country has been in for a long time."

The case against dismissed mayor Bilgen was the same one that the Constitutional Court ruled to be a violation of his rights, it continued. "All appointments of government proxies violate the Constitution and international treaties," it said.

The DEVA statement also stressed that the Kars city council should have been able to elect another mayor from among itself.

"We would like to remind everyone of a very fundamental piece of information on democracy: Respecting elections and election results is among the most fundamental, indispensable element of democracies."

Kurdistan au féminin

Le Kurdistan à l'épreuve de la région électorale

2 octobre, 2020

La Turquie supprime la plupart des références kurdes dans un manuel d'histoire

TURQUIE / BAKUR – La Turquie ne se contente pas de persécuter et de chasser les Kurdes de leurs terres, elle les efface aussi de l'histoire. En effet, le régime turc efface les rares références historiques citant des Kurdes de son histoire officielle enseignée aux enfants dans le pays.

Une controverse a éclaté en Turquie après qu'un certain nombre de références aux Kurdes aient été retirées de la nouvelle version d'un manuel d'histoire destiné aux élèves de l'enseignement secondaire.

Les observateurs ont remarqué cette semaine que plusieurs

paragraphes sur la participation des Kurdes aux débuts de l'histoire de l'Islam, inclus dans la version 2019 du matériel de lecture de la neuvième année, ont été retirés de la version 2020 par le ministère turc de l'éducation.

« Les premiers Kurdes qui ont accepté l'Islam étaient des

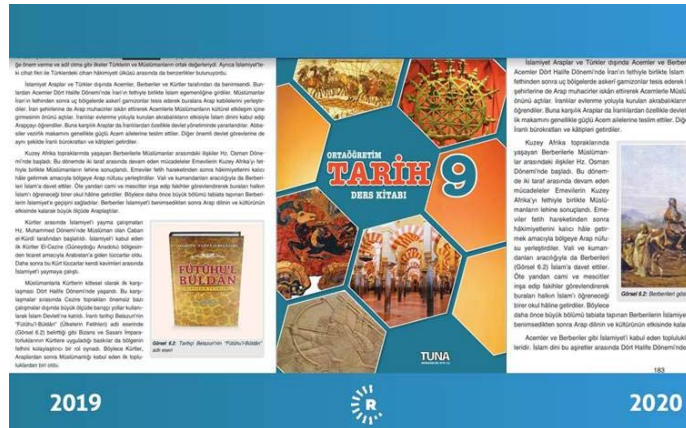
hommes d'affaires de la région d'al-Jazira (Cizre, région kurde du sud-est de l'Anatolie) qui allaient en Arabie Saoudite pour le commerce. Plus tard, ces hommes d'affaires kurdes ont répandu l'Islam parmi leur peuple », peut-on lire à la page 183 de l'ancienne version du manuel.

Cette section du livre, qui couvre la première conversion des Turcs à l'islam pendant la propagation de la religion, indiquait également précédemment que Jaban al-Kurdi, l'un des compagnons du prophète Mahomet, a été la première personne à répandre l'islam parmi les Kurdes.

La seule mention des Kurdes qui reste dans le nouveau manuel est un paragraphe de deux lignes, où il est noté que « les tribus kurdes ont été parmi les premières communautés à accepter l'islam ».

Cette suppression a suscité la colère de nombreux Kurdes sur les médias sociaux, mais le ministère n'a pas encore expliqué la raison de cette suppression.

« Les gens pitoyables [le gou-



vernement] pensent qu'ils peuvent supprimer l'histoire des Kurdes (...) la retirer des livres », a déclaré l'avocat Dogan Erbas dans un tweet.

Le secrétaire général du Parti du mouvement nationaliste (MHP) d'extrême droite, Ismet Buyukataman, a envoyé un message au ministre de l'édu-

cation Ziya Selcuk en septembre 2019, affirmant que le livre est une propagande pour dire que les Kurdes ont embrassé l'islam avant les Turcs.

Bien que de nombreuses tribus aient été initiées à l'islam à l'époque des quatre califes, ces personnes décrivent avec insistance les Kurdes comme «

l'une des premières communautés à s'être converties à l'islam après les Arabes ». Les efforts visant à confirmer que les Kurdes ont accepté l'islam avant les Turcs ne sont rien d'autre qu'une intention de gagner des avantages sociaux et politiques », a déclaré M. Buyukataman.

Il n'est pas clair si la condamnation de la version 2019 par le responsable du MHP a joué un rôle dans la suppression des paragraphes concernant les Kurdes, mais le parti est de facto le deuxième parti au pouvoir en Turquie après le Parti de la justice et du développement (AKP). Les deux partis ont formé une coalition ces dernières années, ce qui leur a permis de former un gouvernement et d'adopter la plupart des projets de loi qu'ils avaient proposés au Parlement.



October 2, 2020
By Halgurd Sherwani

Kurdistan Region virus cases near 50,000

ERBIL (Kurdistan 24) – The total number of coronavirus infections across the Kurdistan Region neared 50,000 on Friday, as the regional Health Ministry 640 more cases in 24 hours.

In its daily statement on the global health crisis in the autonomous region, the ministry said it had completed 4,996 tests across the four provinces within its jurisdiction in the past day, 640 of which were positive.

The official statement also noted that there had been 21 deaths during the same period: 11 in Sulaimani province, eight in Duhok, and two in Erbil.

There have now been over 49,000 coronavirus infections in the Kurdistan Region, 1,791 of them fatal, since the first case was confirmed there in early March.

So far, around 31,158 patients are reported to have recovered from the highly contagious disease. It is important to note that a patient classified as a “recovery” means they are no longer being actively treated by health professionals, not that they have fully recovered.

Increasingly, medical experts recognize that some COVID-19 symptoms, such as chronic fatigue, often continue long after an individual's formal re-

covery and that various other complications, including significant lung damage, could be permanent.

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani, in his cabinet meeting on Wednesday, addressed the spiking numbers of infections and deaths in the region and asked both government authorities and residents to adhere to strict health measures.

On Wednesday, Erbil province's blood bank urged the COVID-19 recoveries to donate plasma, particularly the blood type A.

The bank urged the coronavi-

rus recoveries to donate their plasma that could be a last attempt to “restore hope” to a severe COVID-19 patient.

Convalescent plasma is a new therapeutic method being used to treat severe cases of coronavirus where the antigen is extracted from a recoveree's blood and transfused into the blood of the patient.

The Kurdistan Region and Iraq have been recording an increasingly higher number of cases in recent months amid relaxed lockdown measures and tough economic conditions.



October 3, 2020
By Hiwa Shilani

KRG records nearly 500 new virus cases, studies proposal to reimpose curfew

ERBIL (Kurdistan 24) – The Kurdistan Region's Ministry of Health on Saturday announced about 500 new coronavirus cases and 16 deaths in the last 24 hours.

The ministry's daily statement said that it had conducted 4,194 tests during the past 24 hours, raising the total of such tests 481,131 since the outbreak began in the Kurdistan Region in early March.

According to the health ministry,

the total number of infections in the Kurdistan Region reached 49,628, including 36,172 recoveries and 1,807 deaths.

Kurdistan Region's Minister of Health, Saman Barzanji, announced on Saturday that the regional government had allocated a new budget of three billion IQD to combat the new coronavirus.

"The cabinet decided to allocate a new budget of 3 billion IQD to fight the virus during the

coming fall and winter seasons when an increase in the rate of infections is expected," Barzanji said in a press conference held on Saturday.

Barzanji noted that the ministry had received a proposal to reimpose a regionwide curfew due to the high rate of infections. He stated that the ministry is "yet to discuss any decision to reimpose a curfew in the region, but we are currently studying it."

On Friday, the Directorate of

Public Health in Duhok province called for reimposing a curfew in all Kurdistan Region for no less than two weeks. Duhok has recorded a proportionately higher number of cases than other parts of the region in recent months.

The World Health Organization (WHO) on Saturday warned that an upcoming religious gathering called Arbæen and the fall and winter seasons may significantly increase the number of infections.



October 3, 2020
By Shahla Omar

French-Iranian academic temporarily released from Tehran prison, placed under house arrest

ERBIL, Kurdistan Region – A French-Iranian academic jailed on security charges has been temporarily released from a Tehran prison, her lawyer announced on Saturday.

Fariba Adelhah, an anthropologist at the prestigious Sciences-Po university in Paris, was allowed to return to her home in Tehran but is tagged with an electronic bracelet, her lawyer Saeed Dehghan said.

"We have not yet been given a date for her return to prison, but we hope that this temporary release will become final," Dehghan told AFP.

Adelhah was detained at her

Tehran residence in June 2019. Prior to her release, she was being held at the Iranian capital's Evin prison, in a wing run by the Islamic Revolutionary Guard Corps.

In May of this year, Adelhah was sentenced in five years in prison for gathering and conspiring against national security. Her sentence was upheld in June.

Both French president Emmanuel Macron and French foreign minister Jean-Yves Le Drian have condemned her detention and called for her immediate release. Tehran has said in response that it considers Adelhah only as an Ira-



French-Iranian academic Fariba Adelhah is now under house arrest in Tehran, her lawyer announced on Saturday. Photo: AFP

nian national, and has warned France not to "interfere" in her case.

Protesting violations of her

rights, Fariba began a hunger strike in December that lasted six weeks and damaged her kidneys.

Friends and colleagues cam-

paigning for her release expressed worry for 56-year-old Adelkhah's health amid the coronavirus pandemic still gripping Iran.

"Fariba Adelkhah has been weakened by the long hunger strike she undertook from December to February," academic and friend of Adelkhah Jean-Francois Bayart told Rudaw

English in August. "She's the perfect victim if she contracts the virus."

According to a tweet from the Fariba Adelkhah Support Committee, Adelkhah was released "under health measures and as part of a medical leave."

"This does not change the root of the problem. Fariba remains

a scientific prisoner, under the guise of a five-year prison sentence, after an unfair "trial", on the basis of inept accusations," another tweet from the committee read.

Iran has granted over 100,000 prisoners furlough since the coronavirus pandemic began to grip the country in February. British-Iranian dual national

Nazanin Zaghari-Ratcliffe, detained by Iranian authorities since April 2016 on spying charges, was released from prison in March and placed under house arrest at her parents' home in Tehran, where she remains.



October 3, 2020
By Hemen Abdulla

Reber Dosky, an award-winning Kurdish director and Netherlands Film Festival jury member

ERBIL, Kurdistan Region — Dutch-Kurdish filmmaker Reber Dosky had the rare pleasure of being both an award nominee and a jury member at this year's edition of the prestigious Netherlands Film Festival, which draws to a close today.

Dosky was on the judging panel for the Best Short Documentary at the festival, while his film *Sidik and the Panther*, made in 2019, was nominated for the Golden Calf for Best Long Documentary. The 83-minute long film tells the true story of Mohammed Sidik, a Kurd from Barzan who has spent 25 years searching for a once common snow leopard in the war-scarred mountains of the Kurdistan Region of Iraq.

In an interview aired by Rudaw on Friday, Dosky said he met Sidik on the sidelines of the Duhok International Film festival back in 2013.

"Though Kurdistan is not a state, we have been autonomous since 1992. Yet, our neighbors bombard us. Mohamed Sidik says that if we discover leopards live in our mountains in Kurdistan, that

could help the area become an international reserve," Dosky told Rudaw. "In which case, any kind of bombings on Kurdistan will resonate internationally."

Bombed by neighbours Turkey and Iran for decades now, the Kurdistan Region's mountainous border areas have seen artillery fire and airstrikes force locals to desert their homes in fear. An end to the bombing in the near future looks unlikely, with Iran and Turkey vowing in early September to keep up coordinated attacks on armed Kurdish groups mainly nesting across the Kurdistan Region's mountainous regions.

In the northeast Syrian region of Rojava, Turkey went ahead with a long-threatened operation against the Kurdish-led, US-backed Syrian Democratic Forces (SDF) in October 2019 after a green light from US president Donald Trump, despite international outcry.

"Kurds in Kurdistan [Region] and Rojava fought a great war against Daesh. More than 20,000 people [Peshmerga and fighters] fell victim," he said referring to the fight aga-



Dutch-Kurdish filmmaker Reber Dosky speaks to Rudaw in an interview aired on October 2, 2020. Photo: Rudaw TV

inst the Islamic State (ISIS). "What did Trump do? He pulled out his troops from Rojava, the Turkish government then came into Rojava and captured Sari Kani and Afrin. This means it will happen to the Kurdistan [Region] as well. If we have tigers and our country is protected on an international level, the Turkish and Iranian governments cannot interfere."

"As Kurds, we have always endured grief. We have lost our faith in humans, so we turn to the animals," the filmmaker said.

Dosky is no stranger to awards

for his filmmaking, with *Sidik and the Panther* having won the award for Best Dutch Documentary at the International Documentary Film Festival Amsterdam (IDFA) in November 2019. He won the same award in 2016 for *Radio Kobani*, a film Dosky both wrote and directed about one young Kurdish woman's quest to document the fall of ISIS in her homeland.

Radio Kobani also won the Golden Leaf for Best Kurdish Documentary at the 5th Duhok International Film Festival in 2017.

Ahval

October 4, 2020

Turkish TV uses Colombian guerrilla group's flag as evidence of Kurdish-Armenian terrorism

News channel CNN Türk aired a special segment on Saturday evening, showing a Revolutionary Armed Forces of Colombia (FARC) flag as evidence of cooperation between an Armenian group and the outlawed Kurdistan Worker's Party (PKK).

In the photo CNN Türk used, a FARC flag appears hanging from a table, where acting leader of the PKK Murat Karayılan is seated.

The caption says, "Armenian terrorist organisation: ASALA / 77 people, including 58 Turks, martyred by Armenian terrorism."

The Armenian Secret Army for the Liberation of Armenia (ASALA), recognised as a terrorist organisation by Turkey, was active from 1970s until 1990s, and is known for the several dozen Turkish diplomats it assassinated during that time.

ASALA trained with the Palestine Liberation Organisation (PLO) in Beirut, while the PKK was situated in camps in Lebanon's Beqaa Valley for a while. The groups are believed to have

crossed paths, but there is little evidence of actual cooperation or collaboration between them.

In 1988, ASALA founder Hagop Hagopian was assassinated in Greece. The group is believed to have lost the majority of its support even earlier, in 1982, when Israel invaded Lebanon and 1983 when ASALA targeted France's Orly airport.

The PKK was founded in 1978 in Turkey, and carried out its first armed attack in 1984.

Last week, after accusations were brought against Turkey and Azerbaijan that the former was sending Syrian mercenaries to aid the latter in the erupting conflict with Armenia over the breakaway Nagorno-Karabakh region, Azerbaijan's ambassador to Turkey, Khazar Ibrahim, told Turkish state-run Anadolu Agency that Armenia had brought in members of ASALA and PKK, armed them and sent them to the disputed area.

The next day, Anadolu reported that militia trained by the PKK attacked Azerbaijani civilians. The Turkish agency cited unnamed sources, who said some 300 PKK

members had been brought in. ASALA carried out its last two actions in 1991, when the group claimed an attack on the Turkish ambassador in Budapest, and a bombing of the Turkish embassy in Brussels in 1997, for which some affiliated with the group deny involvement.

On Friday, Ambassador Ibrahim told reporters that ASALA had issued a call to arms against Azerbaijan on social media. "That spread, and they tried to erase it," Ibrahim said, adding that there were "French speakers and representatives of PKK" among those fighting in Nagorno-Karabakh, as well as some who had been involved in the fighting in Lebanon and Syria.

In an interview with Kurdish Fırat News Agency, Karayılan said the allegations of PKK involvement were deliberate and planned by Turkey and Azerbaijan.

"Before this most recent war started, they ran reports that 300 PKK guerrillas went to Armenia," Karayılan said. "They first prepared the foundations, and then they launched the attack. This is a planned, orga-

nised attack against Armenia."

In an article detailing the involvement of Turkey and Syrian Turkmen groups in the conflict, Russian critical newspaper Novaya Gazeta mentioned Syrian Armenians, saying "information appeared" that Armenian supporters of Syrian President Bashar Assad were going to Armenia to support the country, accompanied by other Armenians from Lebanon.

Armenia has always embraced the PKK, retired Turkish ambassador Uluç Özülker told CNN Türk. "It would not be a surprise that PKK was brought there over Iran," he said.

Kanal D, owned by Erdoğan ally Demirören Holding, had run the same CNN Türk story on Friday.

The thumbnail image used for a video of the segment uploaded to YouTube showed the same photo with the FARC flag, with the caption "The bloody history of ASALA and JCAG terrorism," referring to the militant organisation Justice Commandos of the Armenian Genocide, which was active between 1975 to 1987.

Forbes

October 4, 2020
By Paul Iddon

Turkey's Drones Are coming in all sizes these days

Turkey is developing an increasing variety of lethal armed drones, ranging from large, high-flying, bomb-laden ones to very

small, low-flying UAVs that can form deadly swarms.

In recent years, Turkey has developed an impressive local

drone industry from the ground up. Armed Turkish-built Bayraktar TB2 and Anka-S drones have proven themselves in combat in oper-

ations in Syria, Iraq, and as far afield as Libya.

Ankara is presently building a variety of bigger and smaller



Unmanned aerial vehicle Aksungur, designed and produced by Turkish Aerospace Industries (TUSAS), makes a flight in Ankara, Turkey on September 17, 2020. Aksungur, flying 28 hours with 12 MAM-L Smart Micro Munitions, flew more than 1 day at an altitude of 20 thousand feet with full ammunition capacity for the first time. (Photo by Turkish Aerospace Industries / Handout/Anadolu Agency via Getty Images) Anadolu Agency via Getty Images

drones that will fulfill a multitude of different roles for the Turkish military.

In September, Turkey's upcoming Aksungur drone, built by Turkish Aerospace Industries (TAI), completed a 28-hour-long test flight. According to TAI, the turbo-prop carried 12 Turkish-built MAM-L (Smart Micro Munition) guided missiles under its wings — a much bigger payload than what can be carried by the Bayraktar TB2 or Anka-S.

MAM-L missiles weigh 22 kilograms and can hit targets up to 14 kilometers away. They can also be fitted with different kinds of warheads — from high explosives to warheads specialized in penetrating tank armor. The missiles proved their worth in February-March drone campaign against Syrian ground forces in Idlib province when Turkish Bayraktar TB2s and Anka-S drones successfully used them against several Syrian tanks and other vehicles.

The Aksungur reportedly became the first drone to drop a Mark 82 general-purpose bomb attached to a Turkish-built Teber guidance kit, which converts 'dumb' conventional bombs into precision guided 'smart' bombs.

Turkey's upcoming Bayraktar Akinci turboprop drone is also

quite large, with a 65-foot wingspan, and can also carry MAM-L munitions as well as larger conventional bombs of the kind Turkish jet fighters carry, such as the Mark 82, and even long-range Turkish-built air-launched Roketsan SOM cruise missiles.

The Akinci is expected to become Turkey's "main aerial vehicle for intelligence-surveillance-target acquisition (ISTAR) and command-control-communication (C3) tasks in the next decade."

Turkey's Roketsan arms manufacturer is building a new surface-to-surface missile, the 230mm TRGL-230. Drones like the Akinci will designate targets for the TRCL-230.

Complementing these large turboprop drones are much smaller quad-copter drones that will likely prove lethal in more close-quarters combat.

Take the Kargu-2 loitering munition, for example. The light 15-pound quad-copter is designed to operate in swarms of 20, which can overwhelm and devastate their targets. The Turkish military is acquiring 500 of these so-called 'kamikaze' or 'suicide' drones in the near future.

Operators can recall these tiny drones if they cannot locate any targets for use another time. Furthermore,

they can be outfitted with three different kinds of warheads, a basic high-explosive fragmentation warhead, a shaped charged warhead, and a thermometric warhead for attacks against enemy targets in enclosed spaces.

"With a mixture of different warheads options presently available for Kargu, a group of the drones might be able to carry out more complex attacks, as well," noted military analyst Joseph Trevithick at The War Zone.

As with other advanced loitering munitions, the Kargu-2 can operate autonomously using computer algorithms, stay airborne for 30 minutes and reach speeds of up to 90 miles per hour. The drones will reportedly also possess



Officials of Turkish defense industry company "STM", work at Autonomous Rotary Wing Attack Drone UAV Kargu production to meet the needs of the security forces at the campus of OSTIM Technopark in Ankara, Turkey on June 11, 2020. Tests of all versions of Kargu offered to the use of the Turkish Armed Forces are carried out in accordance with quality standards. (Photo by Mehmet Kaman/Anadolu Agency via Getty Images) Anadolu Agency via Getty Images

facial recognition technology, making it potentially effective for independently locating, identifying, and then assassinating selected individuals.

Turkey has been targeting senior members of the Kurdistan Workers' Party (PKK) group using drones with significant success since 2018 when it first demonstrated it had this capability. Kargu-2s, especially ones operating in swarms, could well make this

assassination campaign even more deadly given the drone's capability of searching for individual PKK members in their mountain redoubts in Iraqi Kurdistan and potentially even inside caves there too.

Alongside the Kargu-2s, Turkey is also developing another tiny, super lightweight loitering munition called the Alpagu. This drone can be carried and operated by a single soldier on the battlefield, or several can be carried on multiple launchers attached to armored vehicles.

"Alpagu is distinguished by its lightweight structure, diving speed, low radar cross-section, and its ability to do pinpoint damage to high-value, important targets," claimed a report in Turkey's state-run press.

The Alpagu is expected to enter service in the Turkish military by the end of 2020 and its manufacturer is already anticipating the development of faster successors with longer ranges.

These numerous upcoming drones aptly demonstrate how Turkey's capabilities in this field is growing ever more sophisticated and posing an ever greater threat to its various adversaries.



October 5, 2020
With AFP

Kurds to allow IS-linked Syria families to quit Al-Hol camp

Syria's Kurds are to allow thousands of Syrians including families of Islamic State group fighters to leave a squalid and over-populated camp they run, a top official said Monday.

Remaining "Syrian nationals will leave Al-Hol camp and only foreigners will remain," said Riyad Derar, co-chair of the Syrian Democratic Council (SDC), political wing of the region's main military force.

"In Al-Hol, there are Syrian relatives of Islamic State group fighters and they too will be released" with security guarantees from their families, Derar told AFP.

Syrian IS jihadists held in Kurdish prisons also in northeast Syria will not be included in the releases, the SDC official added.

Kurdish authorities have already released batches of Syrians held in Al-Hol under a series of deals struck with Arab tribes.

A UN report released in July said more than 4,000 Syrians have been freed since June 2019.

Al-Hol hosts more than 60,000 people, including 24,300 Syrians either captured or displaced by fighting, according to the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs.

Iraqis make up the bulk of tens of thousands of foreigners in Al-Hol, which also holds West-

ern nationals, many of them families of IS fighters.

Without giving a timeframe, Derar said Iraqis will also be allowed to leave, although many wanted to remain for fear of being jailed or put on trial in Iraq for alleged links to IS.

Arin Sheikmous, an official with the Kurdish administration, has said Syrians from the country's north and east, especially those from Raqa and Deir Ezzor provinces, will be the first to leave.

"For those from regime and Turkish-controlled regions ... we aim to find guarantors and release these people too," he said Monday.

As for Iraqi nationals, Sheikmous said the Baghdad government was "dragging out the process" for their repatriation.

- 'Pragmatic local politics' -

Scant resources have strained Kurdish efforts to run the camp, which aid groups say suffers from dire living conditions as well as medical and water shortages on top of a coronavirus outbreak.

Security has also been an issue in the camp that holds IS sympathisers still loyal to the jihadist group which lost the last scrap of its "caliphate" across swathes of Syria and Iraq last year.

"Al-Hol camp is a big burden



A woman walks at the Kurdish-run Al-Hol camp where families of Islamic State (IS) fighters are held in northeastern Syria. Delil SOULEIMAN AFP

on the Kurdish administration," Derar said.

Conditions in the camp have sparked criticism from Arab tribes demanding the release of Syrian nationals, especially women and children captured in battles against IS.

Nicholas Heras of the Institute for the Study of War called the Kurds' decision to free the remaining Syrians as "the height of pragmatic local politics".

For decades, Arab tribes in eastern and northeast Syria have been at the core of authority in Arab-majority areas that have fallen under Kurdish control in recent years.

Cooperation between Arab tribes and Kurd forces which have integrated Arabs into their ranks has been a pillar of Kurdish control over a sceptical Arab population.

Kurdish authorities "could no longer hold these women and

children at Al-Hol and maintain a working relationship with the tribes", Heras told AFP.

He said the Arab tribes were a crucial component of the Syrian Democratic Forces (SDF), the region's main fighting units.

"The tribes can make or break the SDF, and this move is the SDF admitting that it cannot achieve the goal of stability... without the tribes," Heras added.

But Daren Khalifa of the International Crisis Group warned of possible negative repercussions.

"An uncoordinated blanket release would be detrimental," she said.

"There aren't any serious programmes in northeast Syria that help reintegrate the released families, whether by providing social or mental health support or labour market integration."

Mort suspecte d'un Kurde d'Afrin emprisonné en Turquie

TURQUIE – Muhammad Emir, un civil kurde qui a été enlevé à Afrin et emprisonné en Turquie pour terrorisme se serait suicidé dans la prison d'Elbistan. L'homme de 57 ans a été enterré dans un cimetière pour les sans nom à Istanbul.

Muhammad Emir, qui a été enlevé à Afrin dans le nord-ouest de la Syrie par les troupes d'occupation, se serait suicidé dans une prison d'Elbistan, dans le sud de la Turquie. Des policiers turcs en civil auraient donné la nouvelle à son représentant autorisé Bekir Kaya. L'affaire soulève des questions, car Emir a été par l'armée turque après l'occupation du canton autrefois autonome au

printemps 2018 et placé en garde à vue en vertu de la loi turque pour « appartenance à une organisation terroriste » – pour des crimes présumés qu'il aurait commis en Syrie. On ne sait pas de quelle manière l'homme se serait suicidé. La direction de la prison n'était pas disponible pour une déclaration. Le registre des décès dans la province de Maraş mentionne seulement que Muhammad Emir est né en 1963 et décédé le 2 octobre 2020.

Les enlèvements par les forces d'occupation turques et djihadistes de la Syrie vers la Turquie et l'emprisonnement ou le procès des personnes concernées se produisent fréquemment, mais les médias ne

traitent pratiquement jamais de tels cas au niveau international. Fin 2019, onze civils qui avaient été enlevés plus d'un an auparavant par les milices turques d'Afrin puis remis aux services secrets turcs, torturés puis emprisonnés en Turquie ont été condamnés à des peines de prison allant de douze ans à perpétuité en un essai construit dans la province de Hatay. Les hommes ont été accusés d'être impliqués dans la mort de deux soldats turcs.

Dans la province d'Urfa, la prisonnière de guerre Çiçek Kobanê (nom civil: Dozgin Temo) est « jugée » depuis juin. Le parquet accuse la combattante des YPJ (Unités de défense des femmes) de perturber

l'unité et l'intégrité de l'État turc, d'appartenir à une organisation terroriste armée et de meurtres prémédités. Çiçek Kobanê a été capturée en octobre 2019 à Ain Issa, dans le nord de la Syrie, par la milice djihadiste Ahrar al-Sham, qui fait partie des troupes djihadistes par procuration de la Turquie, la soi-disant « armée nationale syrienne » (ANS / SNA), et a participé à l'invasion du Rojava. Après sa capture, la femme kurde de Kobanê, née à Raqqa, a été expulsée de l'autre côté de la frontière vers le territoire turc. Depuis lors, elle est détenue en détention provisoire dans une prison de haute sécurité à Urfa.

LE FIGARO

6 octobre, 2020

Par Nicolas Barotte

Entre la Grèce et la Turquie, l'Otan tente la « déconfliction »

OTAN Entre ses deux « alliés » ennemis, l'Alliance atlantique cherche comment éviter le pire. Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a entrepris cette semaine un déplacement périlleux. Lundi, il se trouvait à Ankara, où il a rencontré le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavusoglu. Mardi, il devait se rendre à Athènes pour s'entretenir avec le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis. Après l'acmé des tensions entre les deux pays en Méditerranée orientale en septembre, l'Alliance atlantique a mené une diplomatie de cou-

lisses. Depuis le début octobre, un mécanisme dit de « déconfliction » a été mis en place entre les deux capitales « pour réduire le risque d'incident et d'accident dans la région », a déclaré Jens Stoltenberg.

Signe de « schizophrénie »

Derrière le barbarisme se cache une idée simple : éviter qu'un conflit non intentionnel s'embrace quand les voies diplomatiques sont rompues. Concrètement, il s'agit pour les deux États de pouvoir se parler en cas d'urgence. Il repose surtout sur « l'engagement de



Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg (à gauche), a rencontré le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavusoglu, lundi, à Ankara ADEM ALTAN/AFP

recourir à une hotline sécurisée établie entre la Turquie et

la Grèce et disponible 24 heures sur 24 », a expliqué le sec-

rétaire général. Ce système peut aider à « créer un espace pour les efforts diplomatiques ».

Pour l'Otan, il s'agit aussi de désamorcer une crise interne. Les 28 autres pays de l'Alliance sont divisés sur l'attitude à tenir dans le différend qui oppose la Turquie et la Grèce. En juin, les protestations françaises n'ont été soutenues que par huit États. Un débat interne « créerait des lignes de fracture », souligne Guillaume Lasconjarias, chercheur associé à l'Ifrî. « Ce n'est pas la première fois que l'Otan doit gérer des

tensions entre la Grèce et la Turquie. Mais en 1974 (lors des tensions autour de Chypre, NDLR), ce sont les États-Unis qui avaient joué les médiateurs », ajoute-t-il. Mais en 2020, Washington s'est tenu à distance du conflit, se contentant d'y fixer quelques lignes rouges. Autre signe de « schizophrénie », selon le chercheur : les pays de l'Union européenne, pour beaucoup membres de l'Otan, ont menacé la Turquie de « sanctions », si elle poursuivait ses activités en Méditerranée orientale. Pour l'Alliance, il faut éviter l'escalade.

« Nous ne voulons pas d'incidents entre alliés », a convenu lundi le chef de la diplomatie turque, Mevlüt Çavusoglu. Mais c'est son seul signe de bonne volonté. Il a continué à reprocher à la Grèce son « attitude négative ». Il a déploré la position des Occidentaux qui refusent de soutenir la Turquie dans sa lutte contre les groupes kurdes, qu'elle accuse de terrorisme. Il est resté sourd aux critiques portant sur l'achat de systèmes antimissiles S-400 à la Russie.

Interrogé sur le Haut-Kara-

bakh, Mevlüt Çavusoglu a demandé à l'Otan de faire pression sur l'Arménie pour qu'elle retire ses troupes d'Azerbaïdjan, l'allié d'Ankara. Le ministre turc a accusé Erevan d'être responsable de « crimes de guerre » et d'avoir « brutalement massacré des civils ». Cette crise va à nouveau mettre à l'épreuve la cohésion de l'Alliance. Stoltenberg a appelé la Turquie à « utiliser son influence considérable » dans la région. Mais son interlocuteur a préféré reprocher à la France « de soutenir ouvertement » l'Arménie.

LE FIGARO

6 octobre, 2020
Par Renaud Girardte

Que cherche Erdogan dans le Caucase ?

Dans son discours d'inauguration de l'immense hôpital ultramoderne de Konya, ville située au cœur du plateau anatolien, à 300 km au sud d'Ankara, le 2 octobre 2020, Recep Tayyip Erdogan n'a pas résisté au plaisir de se livrer à une digression géopolitique. Le tout-puissant président a d'abord renouvelé le soutien de la Turquie à l'Azerbaïdjan, pays turcophone du Caucase, séparé d'elle par le territoire arménien. À l'aube du dimanche 27 septembre, l'armée de Bakou a lancé une offensive surprise contre les Arméniens du Haut-Karabakh. Cette enclave montagneuse arménienne en territoire azerbaïdjanais a refusé d'être avalée par l'Azerbaïdjan, lors de l'autodémantèlement de l'URSS de 1991. En janvier 1990, la population arménienne de Bakou avait été victime d'un vaste pogrom. Le Haut-Karabakh a demandé son rattachement à l'Arménie. Dans les faits il est réalisé, mais il n'est reconnu par aucun pays du monde.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que les Azéris essaient de récupé-

rer les territoires qu'ils ont perdus lors de leur défaite militaire contre l'Arménie dans la guerre de 1992-1993. En mal de popularité, le président autoritaire Ilham Aliiev essaie de ressouder sa nation. Mais c'est la première fois que la Turquie s'ingère aussi profondément dans ce conflit caucasien, qui ne la regarde que de loin. Outre l'envoi discret de conseillers militaires, elle livre aux Azéris du matériel militaire moderne (notamment ces drones armés Bayraktar TB2 qui ont fait merveille en Libye) et leur fournit des centaines de djihadistes arabes, qu'elle a déjà utilisés, sur le front de Syrie, contre les Kurdes progressistes ou contre l'armée de Bachar el-Assad.

Un siècle après le génocide arménien, on est troublé de voir un leader turc s'en prendre à des vies arméniennes. Non seulement Erdogan se refuse à reconnaître la réalité du génocide de 1915 mais il se permet de prendre part au bombardement de villes arméniennes.

Mais que va donc chercher le président turc dans le Caucase

? Il nous l'a expliqué lui-même dans son discours de Konya : il veut briser le siège dont son pays serait la victime. « Si vous reliez les zones de crises de la Syrie, de la Méditerranée, et du Caucase, vous constatez qu'il s'agit d'une volonté d'assiéger la Turquie, a affirmé le président Erdogan le 2 octobre. En même temps que nous protégeons l'unité de notre peuple et de notre nation, ainsi que la force de notre État, nous agissons pour briser ce siège ! »

Personne, jusque-là, ne s'était aperçu que la Turquie était assiégée ! On la trouvait en revanche, depuis un an, fort énergique à l'extérieur de ses frontières. On l'a vue convoyer par autobus des migrants musulmans et les encourager à violer les frontières de la Grèce. On l'a vue violer l'embargo de l'ONU sur les armes à destination de la Libye. On l'a vue intimider (hélas, avec succès) une frégate française au large de Misrata. On l'a vue se tailler militairement une part du gâteau pétrolier en Tripolitaine. On l'a vue multiplier les explorations sous-marines militari-

sées dans les zones économiques exclusives chypriotes et grecques. Bref, la Turquie ne s'est jamais montrée aussi expansionniste qu'aujourd'hui. En bon manipulateur de foules, Erdogan sait manier l'instrument psychologique de l'inversion accusatoire : accuser les autres de ce qu'on est soi-même en train de commettre.

En 2009, la ligne officielle de la diplomatie turque, telle que pensée par Ahmet Davutoglu, était « zéro problème avec tous nos voisins ». Aujourd'hui, on pourrait résumer la politique étrangère d'Erdogan par « zéro voisin sans problème avec nous ». Il est vrai que le président turc a fait, depuis, alliance avec l'extrême droite nationaliste des Loups gris, nostalgiques de la grandeur de l'Empire ottoman. Pour bien saisir la stratégie d'Erdogan, il faut comprendre qu'il est à la fois un Frère musulman et un nationaliste néo-ottoman.

Son nationalisme néo-ottoman l'a poussé, après les printemps arabes de 2011, à tenter d'étendre l'influence turque en Afrique du Nord. Cela a éc-

houé en Égypte et en Tunisie, mais cela a réussi en Tripolitaine - où un certain Mustafa Kemal résista avec succès aux Italiens à Tobrouk en 1912...

En Méditerranée orientale, Erdogan a été obligé de se cal-

mer, après que le secrétaire d'État américain, en visite chez le président chypriote le 13 septembre 2020, lui en eut intimé l'ordre. Après ce repli tactique, il a su remobiliser ses partisans, avec un petit coup de pantouranisme au Cau-

case. Bombarder des habitations chrétiennes au Haut-Karabakh est, pour ce Frère musulman, la prolongation rêvée de la récente transformation en mosquée de la basilique Sainte-Sophie.

Mais, dans son panturquisme,

Erdogan ira-t-il jusqu'à aider ses frères turcophones Ouïgours du Xinjiang ? Non, car il épargnera toujours les plus forts que lui, comme Trump ou Xi Jinping.



October 7, 2020

AKP admits 'something happened' when asked about throwing of Kurdish men from army helicopter

AKP deputy Cengiz Aydoğdu has admitted that "something happened" when asked about the incident of throwing of two Kurdish men from a military helicopter in the eastern province of Van. "Yes, something happened and the prosecutor's office launched a probe," Aydoğdu said in a speech in parliament on Oct. 7.

A ruling Justice and Development Party (AKP) deputy has admitted that "something happened" when asked about the incident of throwing of two Kurdish men from a military helicopter in the eastern province of Van.

AKP deputy Cengiz Aydoğdu said that the gendarmerie and the governor's office launched internal investigations into the incident.

"Yes, something happened and the prosecutor's office launched a probe," Aydoğdu said in a speech in parliament on Oct. 7.

Two Kurdish men, Osman Şiban and Servet Turgut, were thrown from an army helicopter in Van's Çatak district after being detained in an operation

targeting the Kurdistan Workers' Party (PKK) last month.

Their whereabouts were unknown for two days and their families were finally able to locate them at a hospital.

Hospital reports said that the two men were thrown from an army helicopter. While Şiban was discharged from the hospital and still suffers from memory loss as a result of intense torture, Turgut died last week after spending 20 days in intensive care.

The Peoples' Democratic Party (HDP) has been asking authorities to reveal what happened, but so far the only response it got was from the Van Governor's Office, which said that Turgut "fell in a rocky area."

On Oct. 7, parliament debated a parliamentary question submitted by HDP deputy Murat Sarısaç on the issue.

Sarısaç slammed the fact that Mesopotamia News Agency reporters, who revealed the incident, were detained in early morning raids on Oct. 7, saying that the move stems from guilt.



Picture credit: Timur Çelik.

"You are guilty and afraid of the truth. You are the enemy of Kurds," Sarısaç said amid protests from AKP seats.

In response, Aydoğdu said that happened Van "unfolded as a part of the killing of three soldiers."

"Torture is a crime against humanity. Turkey is our common love and the Kurds are our citizens and brothers," Aydoğdu said.

"You are a part of this parliament and this state. The whole courthouse is working and an investigation is ongoing. If

there is torture, we stand against it as much as you are, but we are the state and can't act in line with rumors," the AKP deputy added, while accusing the Mesopotamia News Agency of "manipulation."

"Zero tolerance to torture was brought to life under our government," he said.

Main opposition Republican People's Party (CHP) deputy Bülent Tezcan, meanwhile, said his party will support the parliamentary motion submitted by the HDP to investigate the incident.



October 7, 2020
By Halgurd Sherwani

COVID-19: Kurdistan Region's death toll nears 2,000; Sulaimani governor issues warning

ERBIL (Kurdistan 24) – The Kurdistan Region's Health Ministry on Wednesday announced another 886 new COVID-19 cases along with 29 deaths in the past 24 hours, as the total death count nears 2,000.

The ministry's daily statement said it had conducted 5,728 tests during the past 24 hours, raising the total of such tests to 503,226 since the outbreak began in the Kurdistan Region in early March.

According to the health ministry, the total number of infections in the Kurdistan Region reached 52,756

cases. Adding Wednesday's death figures, the region now has 1,906 deaths due to the novel coronavirus.

Health officials say 33,312 coronavirus patients have recovered, but it is important to note that a patient classified as a "recovery" means they are no longer being actively treated by health professionals, not that they have fully recovered. Increasingly, medical experts recognize that COVID-19 symptoms, some of them serious, often continue long after an individual's formal recovery and that various other symptoms could be permanent.

Other provinces will be like Sulaimani'

Sulaimani Governor Haval Abubakir on Wednesday warned that if the current dangerous trend of COVID-19 continues – without taking necessary actions against the virus – other province's condition will be like Sulaimani.

"I assure other [Kurdistan Region] provinces in the upcoming two weeks, your condition [regarding COVID-19] will be like Sulaimani," Abubakir told reporters during a press conference.

The governor's remarks come

as a day earlier, Sulaimani Health Directorate announced 15 fatalities in the 24 period in the province, warning that "Sulaimani is in a dangerous situation that has never been like this before."

At the beginning of the pandemic, the province was the first to record the initial COVID-19 cases. Later, Sulaimani became the epicenter of the outbreak in the Kurdistan Region. As of Wednesday, the province has recorded 17,047 cases since the beginning of the pandemic along with 972 fatalities – the highest death toll.



Claude Angeli
Le 7 octobre 2020

Erdogan envoie ses djihadistes préférés au Karabakh

Ces fanatiques de Daech et d'Al-Qaida lui ont déjà servi de supplétifs en Syrie et en Libye.

LE GRANT TURC apprécie depuis longtemps la combativité de ces amoureux de la charia, et sa réputation n'est plus à faire : il avait protégé, payé, nourri, armé et soigné dans ses hôpitaux ces partisans de Daech et d'Al-Qaida, quand il les avait envoyés combattre les Kurdes en Syrie. L'an dernier, Erdogan a aussi confié à ses officiers le

soin d'encadrer quelque 2 000 de ces djihadistes et de les transporter jusqu'à Tripoli, lorsqu'il lui a fallu défendre son ami et Frère musulman libyen.

Et peu lui importe que, partout où ils sont passés, ces chiens de guerre aient commis pillages, assassinats, viols et tortures, le président turc - membre de l'Otan et allié des

États-Unis et de la France... - sait qu'il peut compter sur ces braves. Il vient donc d'en expédier un bon nombre faire le coup de feu dans le Haut-Karabakh, aux côtés de l'armée d'Azerbaïdjan. Celle-ci ne manque: pourtant ni d'hommes ni d'armements, comme le font remarquer des analystes militaires français. Mais ceci explique cela : Erdogan veut

jouer un rôle dans le Caucase et prouver sa solidarité envers les dirigeants musulmans.

Cette exportation de fanatiques du djihad est démentie par les gouvernements d'Ankara et de Bakou, mais c'est l'histoire de plaisanter. Les services français et américains confirment la participation de supplétifs turcs aux combats.

Comme les Russes, d'ailleurs, car les agents du Kremlin sont encore un peu chez eux en Azerbaïdjan, cette ancienne République soviétique. Français, Américains ou Russes ne divergent que sur le nombre de mercenaires engagés (autour de 1 500, dit-on au Quai d'Orsay).

Vendeurs tous terrains

Quant aux marchands de guerre qui ont fourni aux combattants les moyens nécessaires pour s'étriper, ils vont bien, merci. L'Azerbaïd-

jan, par exemple, a été armé par la Turquie, la Russie, le Canada et la France. Selon un rapport au Parlement sur les exportations d'armes en date de 2017, Paris avait livré, l'année précédente, pour 148,4 millions d'euros de matériels militaires, malgré divers embargos - notamment de l'ONU et de l'Union européenne. Enfin, Israël figure au nombre de ses aimables fournisseurs. En 2016, le président Aliiev avait admis que son armée venait de signer avec l'Etat hébreu pour près de 4 milliards d'euros de contrats - missiles,

canons, drones kamikazes et autres quincailleries modernes (« Le Monde », 3/10). Explication « stratégique » : de tout temps, Israël a eu besoin du pétrole de l'Azerbaïdjan.

L'Arménie, elle, défend le territoire du Haut-Karabakh, autonome mais « enclavé » au sein de l'Azerbaïdjan, où plus de 95 % des habitants sont arméniens. L'armée de terre et l'aviation de cette ancienne République soviétique - elle aussi ! - doivent tout à Moscou et, pour une petite part, à la République tchèque et à la

Slovaquie. Les lance-roquettes multiples en action à la télévision sont chinois.

Mais si un cessez-le-feu survient (suivi d'un armistice comme ce fut le cas en 1994, après 30 000 morts), ainsi que le réclament - c'est un comble ! - plusieurs des États ayant vendu des armes aux deux camps, la logique commerciale sera respectée. Et les mêmes États équiperont à nouveau les armées d'Azerbaïdjan et d'Arménie. Car ce conflit est, pour l'instant, sans solution.



October 7, 2020

Disputed territories Kurdish-language education is in crisis: officials

ERBIL, Kurdistan Region — The number of students being educated in the Kurdish language in the disputed areas of Kirkuk, Salahadin is in decline, according to sources in the educational sector.

The long-delay of teachers on the payroll of the Kurdistan Regional Government (KRG) receiving their salaries, as well as the exodus of great numbers of Kurdish teachers to the Kurdistan Region since the federal government took control of the areas in 2017 has led to a shortage of teachers and consequently decreased enrollment in schools teaching in the language, officials say.

"If Kurdish studies continues to have problems, it will create worry among the parents of Kurdish pupils and students. They will find Arabic studies a solution for them," warns Sherzad Rashid Kaka, the KRG's



Teachers at Blesa Primary School in Kirkuk. Photo: Rudaw

head of Kurdish studies in Kirkuk. According to a number of Kurdish schools in Kirkuk, parents who can afford to are already enrolling their children in private schools taught in English and Arabic.

Blesa Primary School, which educates their pupils in Kurdish, is experiencing a decline in enrollments compared to the previous year as they have lost a number of their Kurdish

teachers. "Last year, we welcomed 75 grade one pupils. We put them in three classes. The number has declined to 55 this year," Drakhshan Ibrahim, the Blesa school principal said.

"In our school, there are two kinds of teachers, those paid by the central government and others by the Region. Teachers paid by the KRG loyally do their work, yet they are paid

once every 50 to 60 days," Ibrahim said. "But teachers associated with the center, receive their salaries every month on time."

Kaka says the Iraqi federal government controlled General Directorate of Education in Kirkuk is planning to replace the curriculum at the Kurdish schools, and have the majority of classes be taught in Arabic. He says Kurdish authorities in the city have thus far thwarted the efforts.

An estimated 615 schools and 32 kindergartens in Kirkuk province educate students in the Kurdish language. These are run by 7,600 teachers and 400 support staff, according to data from the Kurdish Studies Department in Kirkuk. There are 98,000 Kurds studying the Kurdish language in the province.

Officials in the disputed territory of Tuz Khurmatu also say Kurdish-language education is

also in decline. Of the 50 Kurdish schools in the city, located 155 kilometers south of Erbil city and near Kirkuk, 10 of them are closed.

"We had an estimated 8,000 students and pupils. It has reduced to 6,000," Tariq Ahmed, the head of Kurdish Studies Department in Tuz Khurmatu, told Rudaw on Tuesday, adding the number of teachers has also declined.

"We currently have 550 teachers in Tuz Khurmatu, down from 650," Ahmed added.

The KRG has not paid public sector employees on time or in full since Baghdad stopped sending funds in April. Kurdish officials have openly said they cannot pay civil servants without money from the federal government.

Though the two sides reached a temporary deal in mid-August that should see the federal government send 320 billion dinars (\$268 million) per month in order for the KRG to pay its civil servants for August, September, and October, the deal has not yet materi-

alized, with the federal government also blighted by a serious economic crisis.

After the US-led invasion that ousted the Baathist regime in 2003, the KRG established inclusive studies administrative units in many of the disputed areas such as Kirkuk, Shingal, Mandali, Makhmour, Sheikhan, Dubiz and Tuz Khurmatu, employing thousands of employees.

As a result of events on October 16, 2017, when the Peshmerga

withdrew from the disputed province and the Iraqi army and Shiite paramilitaries took over, a large number of teachers and students fled Kirkuk.

The ethnically mixed city of Kirkuk was garrisoned by the Peshmerga at the peak of ISIS war. Since their withdrawal, the city has seen a new wave of 'Arabization' policies on a scale not seen since the Baathist era.

Dozens of Kurdish officials have been removed from local authority posts since October 16.

The
Boston
Globe

October 7, 2020
By David L. Phillips

Armenia-Azerbaijan conflict is spiraling out of control

The United States, Russia, and France must work together to advance a diplomatic solution.

Armenia is under renewed threat as fighting continues in Nagorno-Karabakh, an ethnic Armenian enclave in Azerbaijan. President Recep Tayyip Erdogan of Turkey and President Ilham Aliyev of Azerbaijan have scorned calls to end the violence, and have intensified attacks against civilians. Most victims are ethnic Armenians, but scores have been killed on both sides. At a time when US leadership is critical, President Trump's business interests in Turkey and Azerbaijan complicate diplomatic efforts.

Azerbaijan launched military operations against Nagorno-Karabakh on Sept. 27. Backed by Turkish air power, drones, and jihadist fighters from Syria, Azerbaijan attacked Stepanakert, the capital of Nagorno-Karabakh. The targeting of civilian areas has been confirmed by BBC and other

journalists on-the-ground. The conflict risks spiraling out of control, resulting in a regional conflagration involving Russia, an ally of Armenia, and Turkey, which supports Azerbaijan, as well as Iran, which is attempting to broker a peace deal while warning both countries not to cross the border into the Islamic republic.

The South Caucasus are prone to conflict. Armenia and Azerbaijan fought a bloody war over Nagorno-Karabakh from 1988 to 1994. As the Soviet Union was collapsing, the Nagorno-Karabakh parliament voted to unite with Armenia. In response, Azerbaijan launched a series of pogroms in Sumgait and Baku targeting Orthodox Christian Armenians. Up to 30,000 people were killed and almost 1 million displaced during the fighting.



On Wednesday, a man walked in the yard of an apartment building damaged by shelling by Azerbaijan's artillery during a military conflict, in Stepanakert, the capital of Nagorno-Karabakh. Dmitri Lovetsky/Associated Press

The United States supported the Nagorno-Karabakh independence movement during the Soviet era. It participated in the Minsk Group — a diplomatic troika made up of the

United States, Russia, and France. The Minsk Group was authorized by the Organization for Security and Cooperation in Europe and the United Nations to mediate a solution,

but Azerbaijan has never adhered to agreed ceasefires, thereby undermining momentum toward a sustainable diplomatic solution.

The approach of Armenians is profoundly influenced by the Armenian Genocide. Between 1915 and 1923, up to 1.5 million Armenians were killed in the waning years of the Ottoman Empire. Nagorno-Karabakh is the most recent flash point of Turkic aggression.

Last week, Erdogan promised Turkey's unwavering support to Azerbaijan. "Turkish-Azerbaijani cooperation is based not only on strong solidarity between our states, but also on common history and unity of our hearts," he proclaimed. "Turkish and Azerbaijani people speak the same language, have a common history. Our relations are built on this sound foundation and strengthening on the basis of the 'one nation, two states' principle."

The United States, the European Union, the UN, NATO, Pope Francis, and others have all called for a ceasefire, which Erdogan and Aliyev have ignored.

Instead, Turkey is deploying

its jihadist mercenaries to Nagorno-Karabakh. Meanwhile, the Sultan Murad and Al-Ams-hat brigades have been deployed from Syria. They are joined by elements of the Hamza Division, notorious for abusing women, executing Christians, and desecrating churches.

Erdogan is flexing Turkey's military muscle, sending forces to Iraq, Syria, Libya, Cyprus, Somalia — and Azerbaijan. Conflict is a distraction from growing domestic opposition resulting from Erdogan's mismanagement of Turkey's economy. When he came to power in 2002, one US dollar was worth two Turkish lira. Today the lira is trading at 7.6 to the dollar.

Azerbaijan is also suffering economic distress, resulting from reduced oil and gas revenues. Yet Aliyev still spends \$2.267 billion on Azerbaijan's armed forces, an amount five times greater than Armenia.

The situation in Nagorno-Karabakh is further complicated by geopolitical competition between Russia and Turkey. Ever since a Turkish F16 shot down a Russian warplane, in 2015, Turkey and Russia have

been vying for geopolitical influence. Russia has played a double game, providing weapons to both Azerbaijan and Armenia.

With US-made F-16s currently engaged in operations against Armenia, the Armenian prime minister asked the US to stop Turkey from using American weaponry against Armenians. Canada halted arms exports to Turkey on Oct. 5.

When the Minsk Group recently called for a ceasefire, Erdogan dismissed its appeal and blamed the international community for the problem. Diplomacy should be upgraded by the UN Security Council.

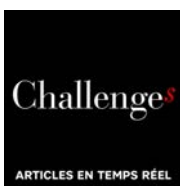
The United States, Russia, and France — permanent members of the Security Council — must work together to advance a diplomatic solution. A resolution should identify Azerbaijan and Turkey as aggressors and establish an international monitoring mission on Nagorno-Karabakh's borders under Chapter 7 of the UN Charter. Chapter 7 authorizes all necessary means to preserve peace and security.

The Trump administration must do its part by ceasing all

military assistance to Azerbaijan, and enforcing Section 907 of the Freedom Support Act, which prohibits US assistance to the government of Azerbaijan until it takes "demonstrable steps to cease all blockades and other offensive force against Armenia and Nagorno-Karabakh."

In addition, the United States should apply sanctions against Turkey under the Countering American Sanctions Against Adversaries Act, adopted by Congress in response to Turkey's purchase of S400 missiles from Russia. The Trump administration is reluctant to back its rhetoric with meaningful action. Trump has opaque business ties in both Turkey and Azerbaijan. He received millions of dollars from licensing agreements in Turkey as well as fees from Azerbaijani oligarchs. He may need financing from Turkish and Azerbaijani concerns to service the Trump Organization's \$400 million debt.

Given his financing requirements, Trump may be unwilling to put the US national interest ahead of his personal financial interest.



8 octobre 2020

Les faucons d'Erdogan

De nombreux leaders nationalistes poussent le président turc à choisir une ligne guerrière, comme au Haut-Karabakh.

Is mettent de l'huile sur le feu et poussent Recep Tayyip Erdogan à choisir une ligne dure : soutien militaire à l'Azerbaïdjan dans le conflit du Haut-Karabakh, expansionnisme en Méditerranée, guerre contre les Kurdes, reconversion de Sainte-Sop-

hie en mosquée... Ce sont les puissants leaders nationalistes, proches du pouvoir. Au premier rang, le MHP (parti d'action nationaliste), dirigé par Devlet Bahçeli, a mené liste commune avec le parti au pouvoir, l'AKP, aux dernières élections législatives. Le MHP

est un mouvement d'extrême droite, d'inspiration néofasciste, militariste, panturc et antioccidental. Il suit une ligne dure sur la question kurde, soutient les opérations extérieures de l'armée, et réclame le rétablissement de la peine de mort.

Autre personnage clé du pouvoir, le ministre de l'Intérieur Süleyman Soylu — « SS » pour ses détracteurs — s'est lui aussi rallié en 2015, en provenance du DP (parti démocrate), un petit parti de droite. Malgré une rivalité forte avec le ministre des Finances et

gendre du président, Berat Albayrak, Soylu est devenu indéboulonnable car très populaire dans l'électorat nationaliste et la jeunesse. A la tête de l'appareil sécuritaire turc dans une période de purges et de répression contre l'op position, il s'est montré inflexible. Désavoué par l'aile modérée de l'AKP, dont l'ex-président Abdullah Gül, et par

les démocrates, Erdogan s'aligne sur ces nationalistes. Pour mener la chasse aux partisans de l'imam Fethullah Gülen, réfugié aux Etats-Unis et accusé d'être le cerveau de la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016, il a remis sur pied « l'Etat-profond », cette nébuleuse militaro-nationaliste chargée de la lutte clandestine contre les ennemis de la Tur-

quie, dont plusieurs figures ont été sorties de prison.

C'est le cas de Dogu Perinçek, exmaoïste passé à l'extrême droite, autrefois opposant, désormais partenaire d'Erdogan. Leader du Parti de la patrie, partisan d'une alliance anti-occidentale avec la Russie et la Chine, il est très influent dans l'armée

et les renseignements. Il n'est pas étranger au spectaculaire rapprochement turco-russe depuis 2015. La Patrie Bleue (Mavi Vatan), la doctrine expansionniste qui guide les conquêtes turques en Méditerranée orientale a été élaborée par deux amiraux, Cihat Yayci et Cem Gürdeniz, tous deux proches de son courant politique.

LA CROIX

08 octobre, 2020
par Anne-Bénédicte Hoffner

Libération de prisonniers en Syrie : « seules les femmes ne présentant pas de danger seront concernées »

Entretien - La présidente du Conseil démocratique syrien, Ilham Ahmed, a annoncé lundi 5 octobre la libération de 25 000 femmes et enfants syriens du camp d'Al Hol (nord-est de la Syrie). Chercheur à l'Institut royal Egmont des relations internationales, Thomas Renard analyse les raisons et les conséquences de cette décision.

La Croix : Pourquoi les autorités kurdes du nord-est de la Syrie ont-elles annoncé la libération de 25 000 femmes et enfants syriens détenus dans le camp d'Al Hol ?

Thomas Renard : Cette décision devenait inévitable. Le maintien et l'entretien de ce camp, dans lequel se trouvent à la fois des déplacés et des proches de djihadistes, sont extrêmement coûteux, humainement et financièrement, pour les autorités kurdes : ils les détournent de leur priorité qui est d'asseoir leur autonomie et leur sécurité dans une région instable.

L'arrivée du Covid-19, et le risque qu'il fait courir aux détenus comme aux gardiens, est un argument supplémentaire alors que les soins manquent. Enfin,

les mutineries répétées et les assauts menés depuis l'extérieur contribuent à faire de ce camp un véritable poids.

Enfin, le dialogue entretenu avec les tribus arabes alentours a sans doute contribué à cette décision. Celles-ci ont en effet demandé à récupérer certains de leurs membres, femmes et enfants, et s'en sont portées garantes. Or, à travers le Conseil démocratique syrien, les Kurdes contrôlent une région dans laquelle ils sont ethniquement minoritaires : les tribus arabes tolèrent ce contrôle mais il était nécessaire de trouver un accord.

Cette libération présente-t-elle un risque de résurgence du djihadisme dans la région ?

T. R. : Il semble que seules les femmes syriennes ne présentant pas de danger soient éligibles : celles qui n'ont pas participé aux mutineries, ni présenté de signes de radicalisation dans le camp. On a d'ailleurs observé, ces dernières semaines, une sorte de réorganisation au sein des camps d'Al Hol et Roj, ces dernières semaines, avec des déplacements de l'un à l'autre. Il semble qu'avec l'aide de services de renseignement étran-



Des femmes dans le camp de Roj, dans le nord-est de la Syrie, le 30 septembre. Delil Souleiman/AFP

gers, les autorités kurdes aient essayé de faire un inventaire et un tri entre les femmes les plus prosélytes - en particulier celles arrivées après la chute de Baghouz, dernier réduit de l'Etat islamique - et celles déjà présentes dans le camp, qui étaient en voie de désengagement de l'idéologie djihadiste. Par ailleurs, certaines des femmes « libérées » sont simplement des déplacées ayant fui les combats. En annonçant sa décision, la présidente du Conseil démocratique syrien a envisagé la possibilité que certaines souhaitent « rester » sur place, mais elle s'est déchargée de toute « responsabilité » à leur égard.

Cette libération aura-t-elle des conséquences pour les détenues étrangères ?

T. R. : On peut imaginer que le départ de 25 000 personnes permette de mieux assurer la sécurité et l'approvisionnement du camp. Mais la libération des Syriennes n'a aucun lien direct avec le rapatriement des détenues étrangères. Le plus gros contingent est celui des Irakiennes qui, pour la plupart, n'ont pas envie de retourner en Irak, et que leur pays ne souhaite pas voir revenir.

Et le problème est le même pour les autres étrangères, dont les Européennes. Leurs pays respectifs n'en veulent

pas et les Kurdes ne souhaitent pas les relâcher dans la nature, pour des raisons à la fois sécuritaires - elles pourraient rejoindre des poches djihadistes à Idlib, en Irak ou dans le Sinaï - et politiques. Le principal objectif des Kurdes res-

tant l'obtention d'un territoire autonome, plus ou moins tacitement reconnu à l'étranger, ils ne souhaitent pas se brouiller avec les Européens.

Reste également le problème des hommes qui ont combattu pour l'État islamique, détenus

dans d'autres camps plus au nord. 7 000 Syriens ont déjà été jugés et 900 autres procès sont en cours. Mais pour les autres, les discussions se poursuivent sur leur jugement par un tribunal international, en Irak, par les autorités kurdes

ou encore dans leur pays d'origine, mais jusqu'à présent, elles n'ont mené nulle part. Chacune de ces pistes présente quelques avantages et beaucoup d'inconvénients. Le problème reste donc entier.

Le Point

08 octobre, 2020

Par Bernard-Henry Lévi

Comment stopper Erdogan

Pour contenir la menace d'Erdogan, il faut, pour l'auteur de « L'Empire et les cinq rois », agir sur trois leviers : l'Otan, le Qatar et l'Union européenne.

De la Turquie, on disait, au temps de Lamartine et de Chateaubriand, qu'elle était « l'homme malade de l'Europe ».

Deux siècles plus tard, elle est en train de devenir l'homme qui rend malade l'Europe et, par-delà l'Europe, la Méditerranée et le Proche-Orient.

Les symptômes de ce malaise sont connus : la sanglante invasion du Kurdistan syrien ; la mise au pas, dans la partie ouest de la Libye, de toute velléité démocratique ; la confrontation avec Chypre et, désormais, avec la Grèce au large de Kastellorizo ; l'épisode de la frégate française ciblée, le 12 juin, au large de Tripoli ; et la guerre quasi ouverte, via l'Azerbaïdjan, avec la petite République d'Arménie.

L'origine de cela est, également, assez claire et j'y ai consacré, il y a trois ans, toute une part de L'Empire et les cinq rois : le réveil du paradigme ottoman et la nostalgie du temps où la Sublime Porte régnait sur la patrie du Christ et sur celle de Socrate ; le branchement de ce projet impérial sur un islamisme radical, version Frères musulmans, dont Ankara se veut la Mecque ; sans compter la personnalité singulière, pour ne pas dire caractéristique, de l'homme qui, jusqu'à nouvel ordre, incarne cette combinaison explosive.

En sorte que la vraie question n'est plus celle du diagnostic mais des remèdes dont nous disposons pour, avec nos alliés américains, contenir la menace.

J'en vois, à moyen et court termes, trois.

1. La Turquie est membre de l'Otan. Elle l'est, en vérité, depuis 1952. Et je sais qu'aucune disposition n'est prévue, dans le traité, pour exclure un de ses membres. Mais est-ce une raison pour accepter, comme allant de soi, cette proximité avec un régime qui massacre, au Kurdistan, nos alliés les plus fiables dans la lutte contre Daech ? Ne faut-il pas au moins poser la question du double jeu d'un pays qui achète ses chasseurs F16 aux États-Unis et ses anti-missiles S-400 à la Russie ? Et que vaut l'éternel argument selon lequel il faudrait éviter de le jeter, ce pays, dans les bras de Poutine quand on voit qu'il multiplie déjà les gestes d'amitié, non seulement avec Poutine, mais avec l'Organisation de coordination de Shanghai qui est l'alliance rivale de l'Otan ? Il faut suspendre la Turquie. Et il faut, au minimum mini-morum, la rappeler à l'ordre des articles 1 et 2 du traité qui engagent les membres à « résoudre pacifiquement les différends internationaux » dans lesquels ils peuvent être impliqués.

2. Cette Turquie autoritaire et

belliciste a elle-même un allié de poids qui finance ses provocations et vient par exemple à son secours quand, à l'été 2018, Erdogan prit en otage le pasteur Andrew Brunson et que les sanctions américaines manquèrent ruiner sa monnaie nationale : le Qatar. Or la même administration américaine vient d'annoncer, par la voix d'un de ses sous-secrétaires d'État, qu'elle va offrir au Qatar le statut envié de « major non-Nato ally ». Ce statut, pour mémoire, donne un accès privilégié aux équipements militaires du Pentagone et aux technologies qui vont avec. Et en bénéficient, pour l'heure, des pays comme Israël, l'Australie, le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, la Nouvelle-Zélande ou l'Ukraine. L'émirat qui dépense sans compter pour, en liaison donc avec Ankara, déstabiliser l'Égypte, torpiller l'accord de paix entre Abu Dhabi et Jérusalem ou entretenir l'effort de guerre du Hamas et du Hezbollah a-t-il sa place dans ce club ? Quand on sait le rôle qu'il n'a cessé de jouer, en dépit du fait qu'il abrite l'une des plus importantes bases américaines de la région, dans le contournement des sanctions contre l'Iran, n'est-il pas follement imprudent de sceller avec lui une alliance dont on peut imaginer l'usage qui sera fait si les relations avec la Turquie tournent vraiment mal ? Et comment ne pas former le vœu que les derniers esprits

responsables de Washington retardent une décision qui, prise ainsi, à la lavite et sans contrepartie, ne peut que donner des ailes à celui qui est, avec Poutine, l'ennemi public n°1 des démocraties ? Avis au prochain président des États-Unis : si on veut contenir la Turquie, il faut s'éloigner du Qatar.

3. Et puis il y a la question de l'adhésion à l'Europe. Les gens en parlent peu. Et je ne suis même pas certain que les dirigeants européens eux-mêmes aient la chose très présente à l'esprit. Mais le processus d'adhésion, engagé en 2005, est toujours en cours. Seize chapitres d'une négociation qui, statutairement, en compte 32 ont été ouverts et, à l'exception d'un d'entre eux, le sont encore. Des fonctionnaires fonctionnent. Un « Conseil d'association » existe qui s'est réuni en 2019. Et, sans même parler des 3 milliards de subventions obtenus de l'Union au terme d'un répugnant chantage aux migrants, des centaines de millions d'aides sont versés, chaque année, à Ankara au titre de la pré-adhésion. Alors, on pourra toujours dire que personne, chez les Européens, n'y croit vraiment et qu'il y a là l'une des aberrations ou, peut-être, des inerties dont la bureaucratie communautaire a le secret. C'est possible. Mais il en va différemment de la Turquie. Et

pour qui prend la peine de lire une mappemonde avec les yeux des idéologues pantouraniens, néo-hittites ou néo-byzantins qui donnent à ce projet néoottoman son armature imaginaire et, comme à l'époque de Soliman, Mehmed

II ou Enver Pacha, voient l'Europe comme une terre de conquête, l'affaire a une tout autre signification symbolique... Ce symbole-là, je ne vois pas pourquoi l'on en ferait cadeau à Ankara. Suicidaire serait de laisser ses loups gris garder un

piéd dans la porte entrouverte de l'Union pour mieux la faire voler en éclats. Une porte doit être ouverte ou fermée, vint dire Churchill à İnönü en janvier 1943. Entre les valeurs de l'Europe et le pacte de non-agression qu'il avait signé avec

les nazis deux ans plus tôt, il lui était ordonné de choisir. C'est ainsi qu'il faut, aujourd'hui, parler à Erdogan. Et c'est ainsi qu'on le tiendra en respect.

Le Point

08 octobre, 2020

Par Franz-Olivier Giesbert

Pitié pour les Arméniens ! Honte à Erdogan !

La Turquie, nouveau gendarme du Moyen-Orient. La volonté de puissance d'Erdogan n'est pas sans rappeler celle d'un certain Hitler...

Comparaison n'est pas raison et celle-là est si galvaudée, à propos de tant de dictateurs, qu'on ne peut la formuler que du bout des lèvres. Et pourtant il y a beaucoup de ressemblances entre Adolf Hitler et le président turc, Recep Tayyip Erdogan, le frelon de la Méditerranée, virevoltant d'un front l'autre, comme s'il cherchait la guerre.

Notre vieille Europe regarde cette agitation de loin, avec un air avachi. Mais elle est concernée au premier chef par la montée en puissance du néo-sultan Erdogan qui, après avoir réveillé le nationalisme ottoman, viole sans vergogne les eaux territoriales de la Grèce pour rechercher des gisements gaziers dans les fonds marins. N'est-ce pas ce qu'on appelle un acte de guerre ?

La moindre des similitudes entre Hitler et Erdogan n'est pas le nom qu'ils se sont donné : le chef, autrement dit le Führer pour l'un et le Reis pour l'autre. Il y a aussi la même hubris, la même mégalomanie, la même prurit de conquête, la même obsession fiévreuse de redonner à leur pays respectif sa gloire passée, quand, par exemple, les armées ottomanes étaient aux portes de Vienne. La même capacité aussi à faire tuer partout leurs opposants, comme ce fut le cas des

trois militantes kurdes abattues par les services secrets turcs en plein Paris, au Centre d'information du Kurdistan, en 2013.

Tout en cherchant à redorer l'étoile et le croissant, les emblèmes qui figurent sur le drapeau turc, Erdogan entend finir le travail de ses lointains prédécesseurs. En liquidant, notamment, les populations chrétiennes qui vivaient dans l'Empire romain d'Orient (ou byzantin) avant que les Turcs, des nomades musulmans apparentés aux Mongols, l'envahissent et conquièrent sa capitale, Constantinople, en 1453. Sous prétexte qu'elles étaient là avant, le Reis leur refuse le droit de vivre, allant jusqu'à nier le génocide arménien perpétré par les Turcs (1,3 million de morts en 1915) avant et après de nombreux massacres.

Le génocide serait-il un sport national ? Si Erdogan s'en prend régulièrement à la Grèce, c'est sans doute parce que 350 000 Grecs pontiques (chrétiens) de Turquie ont eux-mêmes été exterminés entre 1915 et 1922, les autres étant condamnés à l'exode. Rongé par ses idées fixes, le néo-sultan ottoman fait penser à ces assassins qui reviennent sans cesse sur les lieux de leurs crimes pour effacer les traces et

supprimer les derniers témoins. Sans oublier de chercher des poux à la descendance de leurs victimes.

Chacun ses juifs. Erdogan persécute les 15 millions de Kurdes de Turquie tout en essayant de massacrer, à intervalles réguliers, les 2,5 millions qui vivent encore de l'autre côté de la frontière, en Syrie : coupables d'avoir mené le combat contre Daech qu'il soutenait en douce, ils sont à ses yeux des « terroristes ». Officiellement, le nombre d'Arméniens dans son pays s'élève à... 60 000. Mais c'est encore trop. Le Reis ne supporte pas davantage l'existence à la frontière turque de l'Arménie, ancienne république soviétique, refuge des survivants du génocide. Avec ses 3 millions d'habitants, elle ne pèse rien face à la 17e économie du monde et aux 82 millions de Turcs.

Et voilà que le président turc s'engage contre les Arméniens en prêtant main-forte à l'Azerbaïdjan. Cet État dictatorial, pétrolier et véreux, fort de 10 millions de sujets, tente de reprendre le contrôle du Haut-Karabakh, une petite république de 150 000 habitants, peuplée à 95 % d'Arméniens longtemps maltraités par les Azéris. Après la chute de l'empire communiste, cette région autonome

avait proclamé son indépendance en demandant, comme le lui permettait la Constitution, son rattachement à l'Arménie qu'elle jouxte. Pour l'abattre, Erdogan a levé son armée de djihadistes, composée de centaines de soldats perdus de l'État islamique, comme il l'a fait en Libye où il est venu au secours – avec succès – du gouvernement de Tripoli, soutenu par les Frères musulmans.

L'Azerbaïdjan, qui croule sous l'or noir et sait recevoir richement ses hôtes, a par ailleurs souvent très bonne presse, comme on a pu l'observer en lisant l'AFP. Mais si l'on s'en tient à ses performances militaires passées, il n'aurait guère de chances de remporter sa guerre sans l'appui de la Turquie, nouveau gendarme de la région qui profite du cynisme de Poutine et de la lâcheté de l'Occident – M. Macron excepté, merci à lui de sauver l'honneur avec panache. Le Reis ne cache pas ses intentions, l'Empire ottoman est de retour, tout le monde est prévenu : les Arméniens, les Kurdes, les Grecs et les Européens, dont il contrôle quasiment la pratique de l'islam par associations interposées. Tous les grands criminels de l'Histoire ont toujours annoncé la couleur, c'est même à ça qu'on les reconnaît.



October 8, 2020
By Karwan Faidhi Dri

Almost a century on, Kurdish memories of Turkey's Zilan Valley massacre have yet to fade

ERBIL, Kurdistan Region – Ninety years ago, Turkish soldiers sought to silence Kurdish rebellion in eastern Turkey by carrying out a massacre. As punishment for Kurdish refusal to bow to the assimilationist policies of Mustafa Kemal Atatürk's new Republic, thousands of men, women, and children were killed in the scenic Zilan Valley, Van province.

Memories of the massacre remain all too clear to the aged survivors. Interviewed by Rudaw between September 2014 and June 2015, they vividly recalled horrific violence at the hands of Turkish soldiers, and the deep sacrifices made by villagers desperate to escape their wrath. The interviews formed part of a documentary called *The red sky: Zilan Massacre*, aired by Rudaw in September 2020.

Crushing Kurdish rebellion

To create a culturally and socially homogenous Turkey, Atatürk's government banished and displaced non-Muslim ethnic minorities. For the Muslim-majority Kurds, the Turkish government's plan was forced assimilation.

A number of Kurdish rebellions against the policy were summarily crushed by Turkish forces. In 1927, Turkish Kurds exiled in Lebanon established the Xoybun (Khoybun) Association, a Kurdish nationalist organization that sought to unify and galvanise Kurds to act against the Turkish state.

The next year, Xoybun sent Ihsan Nuri Pasha – a Kurdish former officer for the Turkish army and the Ottoman Empire – to Sarhad (Sarhat), a predominantly Kurdish stretch of eastern Turkey that includes the provinces of Bingöl, Erzurum, Mus, Agri, Van and Kars. Led by Nuri Pasha, a Kurdish force undertook a stubborn rebellion.

By the end of 1929, a decision was made by President Mustafa Kemal Atatürk and his cabinet to deploy thousands of soldiers to Sarhad to reinforce the contingent of soldiers already taking on the Kurdish rebels.

On July 8, 1930, two Turkish army corps and 80 aircraft were sent east to silence the Kurdish rebellion. The Kurdish rebels were "eradicated" in four days, according to Ankara University research that cites a report from the time by state-owned Anadolu Agency.

The next morning's edition of Cumhuriyet, then a state-linked newspaper, described the outcome of the operation in no uncertain terms. "The sweeping began. All those in the Zilan Valley were exterminated, and none of them survived," the front page read.

The newspaper put the number of deaths at more than 15,000; survivors told Rudaw that they estimate the death toll to stand three times higher, at 45,000.

Lots of Kurds had no affiliation with the rebellion; some had no idea it was even happen-



Graphic: Sarkawt Mohammed / Rudaw

ing. But the army saw all of the Zilan Valley's Kurdish inhabitants as enemies, and undertook acts of indiscriminate violence to exact its revenge.

Graphic horror, deep sacrifice

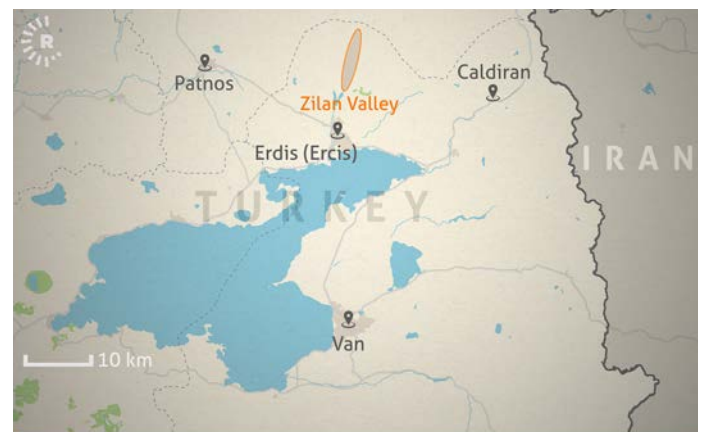
Zilan Valley local Abdulkali Celebi was told the story of the village of Burhan by friend Haji Hamid. Hamid had run to Burhan to seek safety from Turkish soldiers; instead, he was welcomed by horror.

Burhan had been set alight by Turkish soldiers, its res-

idents locked in their homes and left to burn to death, Hamid told Abdulkali. The village was filled with "the stench of burned bodies" and the "sound of people burning".

Massacre survivor Osman Ileri told Rudaw that he saw Turkish soldiers enact untold pain on a pregnant Kurdish woman, all for the sake of a gruesome bet.

"The soldiers were betting among themselves on the sex of the baby... so they ripped



Graphic: Maps4news, Sarkawt Mohammed / Rudaw

the baby out of her body, just to figure out if it was a boy or a girl," Osman said.

While playing dead in a pile of unarmed corpses, massacre survivor Tahir Nas saw Turkish soldiers come back to assess the damage – and to claim some of the spoils of their war.

"With my own eyes, I saw a young woman lying dead on her back. A soldier approached the body and lifted up her hand. He did all he could to take the ring off of her finger, but he couldn't do it," Tahir said. "I clearly remember him breaking her finger to take the ring off."

Survivor Abdalbaki Celebi recounted the story of a woman, Rabia, who sought escape from the village of Sarko in

Ercis (Erdis), baby in her arms, by following a fleeing family.

Rabia's restless child cried as they attempted to break out of Sarko, a vocal alert to any Turkish soldier close by. A man in the family guiding Rabia to freedom warned they would abandon her if she could not keep the infant quiet.

"I blocked the child's mouth tightly with my stomach," Rabia told Abdalbaki. "After a short while, I saw that my child had suffocated."

"We left him under a tree, and then we were on the move again."

After slaughtering thousands of Kurds, the government finally announced an amnesty

– saving some of the more fortunate Kurds from the firing line in the nick of time, as survivor Riza Sargut recounted.

"They placed all of us up against a wall. They lined us up with heavy weapons, pointing them at us to kill us with rounds of live ammunition. We noticed a horseman approaching us, carrying a letter and handing it to the commander. The commander said, 'An amnesty has been issued for you'," Riza said.

"When we heard we'd been pardoned, we were as joyful as lambs and kids when they're together. We ran around in sheer happiness, thanking God that our lives had been spared."

After the massacre, Turkey banned survivors from return-

ing to their homes, even though they had official documents proving ownership.

Instead, the government would move hundreds of Kyrgyz people into what were once the homes of Kurds; these Kyrgyz settlers would take up arms for the Turkish government in the 1980s in its war against the Kurdistan Workers' Party (PKK), an armed group that continues to struggle for Kurdish cultural and political rights in Turkey.

So many decades later, pain persists among the few remaining survivors.

"Is this justice? Is this justice? Must these things happen?" survivor Abdulrahman Gurbuz asked of the massacre.



October 8, 2020
By Karwan Faidhi Dri

Duhok border security chief fatally shot at home: statement

ERBIL, Kurdistan Region – The head of security at a border crossing in Duhok province was fatally shot by unknown gunmen at his home on Thursday evening, a Kurdistan Democratic Party (KDP) official has told Rudaw.

Ghazi Salih, the head of KDP-affiliated security forces (Asayesh) at Sarzer border crossing in the Amedi district of Duhok, was shot at 6:30 pm at his home in the village of Galik, said Musa Kestayi, an official at the KDP's district office.

Salih, 47, died from his injuries while being taken to hospital in Zakho, Kestayi said.

The Kurdistan Region Security Council (KRSC) later confirmed and condemned the shooting, adding that Salih was killed by "terrorists who had threatened him for a while."

"The perpetrators will surely be made to pay," read the KRSC statement released on Thursday night.

Both Sarzer border crossing and Galik are in Kani Masi, a sub-district of Amedi that borders Turkey. Regular clashes between the Kurdistan Workers' Party (PKK) and the Turkish army take place in Kuna Masi.



Border security chief Ghazi Salih, 47, died from his injuries while being taken to hospital in Zakho. Photo: Rudaw

4 femmes politiques kurdes emprisonnées poursuivies dans le cadre de l'«enquête Kobanê»

Sebahat Tuncel, Aysel Tuğluk, Gültan Kışanak et Gülser Yıldırım, anciennes cadres et élues du HDP détenues depuis plusieurs années, devraient être interrogées dans le cadre de l'«enquête Kobanê».

Plusieurs dizaines de membres du Parti démocratique des Peuples (HDP) ont récemment été arrêtés dans le cadre de l'«enquête Kobanê» ouverte il y a 6 ans, suite à des manifestations pour dénoncer les attaques de l'organisation djihadiste Daesh, soutenue par l'Etat turc, contre la ville de Kobanê, dans le nord de la Syrie, en octobre 2014.

Sebahat Tuncel, ex-coprésidente du Parti démocratique des Régions (DBP), Gültan Kışanak, ancienne co-maire de la ville de Diyarbakir, Aysel Tuğluk et Gülser Yıldırım, anciennes députées du HDP, sont également poursuivies dans le cadre de cette enquête. Les quatre femmes politiques kur-



Aysel Tuğluk, Gültan Kışanak, Sebahat Tuncel et Gülser Yıldırım, anciennes cadres et élues du HDP emprisonnées

des détenues depuis plusieurs années devraient être interrogées par le parquet, lundi 12 octobre, via un système de visioconférence.

L'enquête a conduit à l'arrestation, le 25 septembre dernier, d'une

vingtaine d'anciens cadres et élus du HDP, dont Ayhan Bilgen, co-maire de la municipalité de Kars, Ayla Akat Ata, Sirri Sureyya Onder et Altan Tan, anciens députés, et Emine Ayna, ancienne co-présidente du Parti de la Paix et de la

Démocratie (BDP).

À l'issue de la garde à vue, 17 des personnes arrêtées, dont Ayhan Bilgen, Emine Ayna et Ayla Akat Ata, ont été incarcérées, tandis que les trois autres ont été libérées sous contrôle judiciaire.

La Turquie envoie des supplétifs syriens

Le recrutement aurait commencé à Afrin et à Idlib. Il y a un mois pour affronter l'Arménie. Une répétition du scénario libyen.

L'Azerbaïdjan affirme que son déploiement militaire et ses attaques contre le Haut-Karabakh et l'Arménie depuis dimanche ne sont rien d'autre qu'une « contre-offensive ». Laissant ainsi entendre qu'il n'est pas l'agresseur mais l'agressé. Pourtant, de nombreux éléments tendent à réfuter cet argument. Il suffit pour cela de se tourner vers son principal allié, la Turquie, avec laquelle il entretient de solides

liens, culturels, économiques et militaires. Ankara fournit à Bakou notamment des drones particulièrement efficaces et meurtriers.

Des rebelles turkmènes au service d'Ankara

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, l'a déclaré dès dimanche, sur Twitter : « Le peuple turc se tient aux côtés de ses frères azéris avec tous nos

moyens, comme toujours. » Il s'en est également pris à la « communauté internationale » qui, selon lui, « n'a pas eu la réaction nécessaire et suffisante face à l'attaque provocatrice de l'Arménie » et aurait « démontré une fois de plus sa politique de double standard », tout en dénonçant la « négligence » dont seraient coupables la France, la Russie et les États-Unis, qui coprésident le groupe de Minsk, créé en 1992 par la Conférence

sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE, devenue OSCE), chargé des négociations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et dont fait partie la Turquie. Pourtant, l'armée turque aurait commencé à recruter des supplétifs dans les zones qu'elle contrôle en territoire syrien, comme elle l'a fait pour envoyer des combattants en Libye. Le quotidien britannique The Guardian, dans son édition de lundi, évoque ainsi deux frè-

res syriens qui auraient été contactés par un commandant de la division Sultan Mourad (groupe de rebelles turkmènes soutenu et financé par la Turquie) basée à Afrin dont les exactions contre les populations kurdes sont dénoncées par les organisations de défense des droits de l'homme. Les deux hommes se seraient vu proposer de travailler au gardiennage d'installations pétrolières et gazières en Azerbaïdjan. Des contrats de six mois qui leur permettraient de percevoir entre 7 000 et 10 000 livres turques, soit de 700 à 1000 euros. Des sommes énormes par rapport à ce qu'ils gagnent chez eux. Le journal britannique s'est par ailleurs entretenu avec trois autres hommes en provenance d'Idleb, la dernière province contrôlée par les islamistes en Syrie. Ils se sont inscrits auprès d'une milice locale pour travailler avec une société privée turque qui intervient à l'étranger. « Ils s'attendent à traverser la frontière pour la Turquie avant d'être transportés par avion en

Azerbaïdjan », écrit le quotidien, pour lequel « l'arrivée de combattants étrangers injecterait une nouvelle couche de complexité dans la bataille entre Erevan et Bakou sur la région contestée du Haut-Karabakh ».

Une alliance informelle contre l'Iran

Cet envoi de supplétifs peut paraître surprenant au vu de l'arsenal militaire azéri. Bakou, en effet, reçoit des armes de la Russie (Moscou fournit aussi l'Arménie mais veut éviter que l'Azerbaïdjan ne tombe dans l'escarcelle de l'Otan) ainsi que d'Israël dans le cadre d'une alliance informelle contre l'Iran. L'Azerbaïdjan, qui ne reconnaît pas le génocide perpétré par la Turquie contre les Arméniens, est donc particulièrement choyé par Ankara, qui voit là un moyen de se déployer aux frontières orientales de l'Arménie. Ce faisant, la Turquie se trouve une fois de plus face à la Russie, comme c'est déjà le cas en Syrie et en Libye. Une confrontation relativement froide pour



Depuis le 27 septembre, le Haut-Karabakh est le théâtre de combats intenses entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Azerbaijani Defence Ministry/AFP

le moment mais le risque d'escalade met en danger l'ensemble du Caucase.

LA RÉDACTRICE EN CHEF D'UN JOUR

« Libérez Nûdem Durak »

Carmen Castillo Cinéaste franco-chilienne

"Nûdem est une chanteuse locale, populaire à Cizre, Sirnak, Mardin et Amed", quatre villes du sud-est de la Turquie, autrement dit du Kurdistan Nord, raconte la sœur de la détenue. En prison

depuis 2015, elle est condamnée à y rester jusqu'en 2034. Son crime? Chanter la lutte d'émancipation du peuple kurde.

Depuis le printemps dernier, une mobilisation, partie de la France, que je marraine aspire à faire entendre sa voix. Angela Davis, Noam Chomsky et Ken Loach l'appuient. Une mobilisation internationaliste m'a libérée d'un régime despotique. Portons la lutte de Nûdem et de tous les prisonniers politiques. »

Le Monde

8 octobre, 2020
Par Alain Frachon

« Puissance régionale à l'ambition gargantuesque, la Turquie d'Erdogan se moque du Kremlin et de la Maison Blanche »

Le soutien turc à l'offensive de l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh illustre comment une puissance moyenne peut tenir en respect les poids lourds russe et américain.

Cronique. Il n'a peur ni de Moscou ni de Washington. Imprévisible boutefeu de la scène internationale, le Turc Recep Tayyip Erdogan, appétit de géant et culot musclé, défie les grands de ce monde. Il illustre au Caucase une des réalités du moment : les poids moyens tiennent les poids lourds en respect.

Où est le leadership américain quand un des membres de l'OTAN, la Turquie, réveille, sans

prévenir ses « alliés », le front de guerre du Haut-Karabakh ? Où est la prépondérance russe sur sa « zone d'influence » traditionnelle quand, appuyée par la Turquie, une ancienne République soviétique, l'Azerbaïdjan, en pilonne une autre, l'Arménie ? Puissance régionale à l'ambition gargantuesque, la Turquie d'Erdogan se moque du Kremlin comme de la Maison Blanche. De Vladimir Poutine comme du fiévreux Donald Trump.

Déclenchés le 27 septembre par l'Azerbaïdjan, les combats se poursuivaient cette semaine. Stepanakert, la « capitale » du Haut-Karabakh, enclave à majorité arménienne en territoire azéri, est chaque jour bombardée par les forces de Bakou. Le Haut-Karabakh, autoproclamé République indépendante, est appuyé par l'Arménie voisine – pour ne pas dire qu'il en fait partie. Dans les affrontements des années 1990, les forces arméniennes ont taillé alentour de

l'enclave et, pour la protéger, des zones tampons d'où des dizaines de milliers d'Azéris ont été chassés par la force.

Moscou observe

Quel est l'objectif de Bakou ? Tenter de récupérer une partie du terrain cédé dans les combats du siècle passé ? Relancer une négociation internationale sur le statut du Karabakh ? Moscou observe, appelle au cessez-le-feu, bref, hésite sur la

conduite à tenir. L'attaque azérie était préméditée, préparée à l'avance par des forces qui sont traditionnellement équipées par la Russie. Entre Bakou et Moscou, les liens sont sentimentaux aussi : le camarade « papa » Aliev, Heydar, père de l'actuel président azéri, İlham Aliev, était membre du Politburo de l'URSS. Des liens ont été scellés, verre de vodka en main, en chantant L'Internationale. Ce n'est pas rien.

Poutine était-il au courant des intentions du jeune Aliev ? On peut toujours prêter au grand stratège du Kremlin quelque motivation machiavélique pour laisser la guerre reprendre un moment dans la région. On voit mal le bénéfice. De l'autre côté, la Russie est plus présente encore : elle est liée à l'Arménie par un traité de défense qui ne couvre pas le Haut-Karabakh ; elle arme les forces d'Erevan ; elle dispose d'une base militaire sur le territoire de l'Arménie. La Russie est un peu chez elle à Bakou comme à Erevan.

Habituellement, le Kremlin sonne la fin des batailles entre

Arméniens et Azéris. Et chacun obéit à son fournisseur d'armes. Seulement, cette fois, Bakou peut compter sur la Turquie d'Erdogan pour disposer d'une autonomie de manœuvre élargie. La cause de l'Azerbaïdjan turcophone au Karabakh est devenue celle du président turc. La deuxième plus puissante des armées nationales de l'OTAN, celle de la Turquie, appuie, d'une manière ou d'une autre, l'offensive azérie : drones et soldatesque arabe – à forte coloration islamiste – recrutée par Ankara, peut-être même soutien aérien.

Le New York Times rapportait cette semaine la teneur d'un entretien entre le premier ministre arménien, Nikol Pachinian, et Robert O'Brien, le chef du Conseil de sécurité de la Maison Blanche. Pourquoi les Etats-Unis laissent-ils un membre de l'OTAN, la Turquie, alliée de Washington, demandait Pachinian, bombarder avec des F-16 américains une population d'origine arménienne sur un territoire disputé ? Ankara dément, non son appui à l'offensive de Bakou, mais que des F-16 turcs

bombardent Stepanakert. Au Congrès américain, qui a qualifié de génocide le massacre des Arméniens de Turquie au tout début du XXe siècle, on n'apprécie guère que l'allié turc de l'OTAN participe à une attaque contre les Arméniens du Karabakh. On estime que l'histoire oblige la Turquie à une manière de neutralité – au minimum – entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Mais Trump a un faible pour Erdogan. Il y a chez l'homme fort du Bosphore cette manière impulsive et autocratique, ce culot et cette façon de se moquer des experts qui réjouissent l'Américain.

Expansionnisme régional

Enfin, dès l'instant où les Etats-Unis estiment que le maintien de la Turquie dans l'OTAN justifie de tolérer toutes les foudres d'Erdogan, celui-ci a les mains libres pour poursuivre sa politique d'expansionnisme régional – au Caucase, au Moyen-Orient, au Maghreb et en Méditerranée orientale. Les Etats-Unis le regrettent sûrement mais y consentent.

La Russie n'est pas en meilleure position. Si Poutine pensait s'être gagné la reconnaissance du président turc en lui vendant, l'an passé, des missiles anti-missiles S-400, il s'est trompé. Aujourd'hui, le grand stratège du Kremlin se retrouve face à la Turquie et à ses forces sur au moins deux des fronts qui lui tiennent à cœur : en Syrie, où Ankara occupe une partie du pays ; en Libye, où Turcs et Russes sont dans des camps opposés. Sans parler du Caucase, où Erdogan attise les combats entre deux des protégés du Kremlin...

En 1956, quand le président Dwight Eisenhower, fâché et approuvé, en l'espèce, par l'URSS, ordonnait aux Britanniques, aux Français et aux Israéliens de mettre fin à leur expédition en Egypte, il était entendu. Au début des années 1990, quand les Etats-Unis imposaient la paix dans les Balkans, avec l'assentiment de Moscou, les canons se taisaient. Les poids lourds exerçaient encore de l'influence. Aujourd'hui, le poids moyen Erdogan « promène » et Poutine et Trump.

Le Point

8 octobre 2020
Par Gabriel Détrie

La nouvelle guerre d'Erdogan

Haut-Karabakh. Le président turc profite de la guerre Azerbaïdjan-Arménie pour raffermir son pouvoir.

La tour de Galata, à Istanbul, s'est illuminée la première aux couleurs du drapeau de l'Azerbaïdjan, imitée par d'autres monuments à travers la Turquie. À Ankara, ce sont les tours jumelles de l'Union des chambres et des Bourses de commerce qui ont arboré les couleurs turques et azerbaïdjanaises, en signe de l'indéfectible solidarité entre les « frères » de sang. Le slogan « Deux États, une nation », qui célèbre le lien entre les deux pays turcophones, est sur tou-

tes les lèvres. La presse turque sonne la charge : pour le quotidien proErdogan Sabah, « l'Azerbaïdjan écrit l'Histoire ». Le déclenchement le 27 septembre par Bakou, avec le soutien d'Ankara, d'une offensive pour reprendre la région séparatiste du Haut-Karabakh, majoritairement arménienne, a provoqué une nouvelle poussée de fureur en Turquie. « Erdogan utilise toutes les occasions qui se présentent pour flatter le nationalisme turc qui a infusé dans la société de-



Réislamisation. Recep Tayyip Erdogan (au micro) inaugure, le 24 juillet, la première prière à Sainte-Sophie, redevenue mosquée par la volonté du président turc.

puis plus d'un siècle. La Syrie, la Grèce, maintenant l'Arménie... Cela entre bien en résonance avec la sensibilité et la mémoire collective du peuple turc depuis 1915 », estime le professeur de sciences politiques à la retraite Baskin Oran. Désormais engagé militairement sur cinq fronts extérieurs – Libye, Méditerranée orientale, Syrie, Irak et Azerbaïdjan – et en guerre totale contre les « ennemis de l'intérieur » – les minorités non musulmanes, les Kurdes, l'opposition –, le président turc s'appuie sur une alliance avec les forces ultranationalistes.

« Le véritable ciment de la nation turque, c'est le nationalisme, pas la religion. »
Umut Özkirimli, politologue.

Non sans conséquences sur ses choix stratégiques. « Erdogan n'a qu'un seul but, rester au pouvoir. Car, depuis les affaires de corruption de décembre 2013 [une enquête judiciaire qui a éclaboussé son entourage proche avant d'être aussitôt refermée, NDLR], il ne peut plus se permettre de tomber. C'est pourquoi il ne peut pas se passer des nationalistes », poursuit Baskin Oran. « Il n'a pas d'autre option pour continuer à diriger le pays, acquiesce le politologue Umut Özkirimli, chercheur associé au Centre pour les affaires internationales de Barcelone et spécialiste du nationalisme turc. Cela lui garantit une base de soutien solide. » « Le véritable ciment de la nation turque, c'est le nationalisme, pas la religion. Il y a une unité autour de ces valeurs », ajoute-t-il.

Les minorités courbent l'échine. Les députés de l'Assemblée nationale en ont offert une confirmation éclatante. Le 28 septembre, les quatre partis de la majorité et de l'opposition – le parti prokurde en était exclu – ont signé une déclaration pour « condamner de la manière la plus forte les forces arméniennes pour avoir rompu le cessez-le-feu au Haut-Karabakh et violé le droit international en attaquant des civils et

des cibles militaires ». Comme au plus fort de la crise avec la Grèce, il y a quelques semaines, l'opposition kémaliste et le pouvoir islamo-nationaliste scellent l'union sacrée. « À chaque fois qu'il apparaît en difficulté, Erdoğan recrée le consensus autour du drapeau et du nationalisme », juge Umut Özkirimli.

Et cela fonctionne. Un sondage publié par l'institut Metropoll début octobre montre que 52 % des Turcs se disent satisfaits de l'action du président, contre 47 % un mois plus tôt. Dans une telle atmosphère d'hostilité, les minorités courbent l'échine et se murent dans le silence. « Chaque jour, un discours antiarménien vient jeter de l'huile sur le feu, estime Yetivart Danzikyan, rédacteur en chef d'Agos, l'hebdomadaire turco-arménien d'Istanbul. Il y a une volonté délibérée d'exciter les plus fanatiques. Les minorités se sentent une nouvelle fois en danger. » Le siège du journal, devant lequel son fondateur, Hrant Dink, a été assassiné en 2007 de trois balles dans la tête par un jeune nationaliste, s'est de nouveau barricadé. La police a renforcé la sécurité, précise le journaliste sans être pour autant rassuré, car le danger vient souvent de l'intérieur de l'État.

À l'annonce des premières percées des troupes azerbaïdjanaises, des cortèges de manifestants ont défilé dans les rues des quartiers historiques d'Istanbul. À Kumkapi, ils sont allés hurler des slogans nationalistes sous les fenêtres du Patriarcat arménien, agitant des drapeaux et faisant de la main le signe des Loups gris, une sorte de salut fasciste formant avec les doigts une tête de loup. De quoi terroriser les immigrés d'Arménie, qui sont plusieurs milliers à travailler à Istanbul. Le lendemain, même spectacle dans les anciens quartiers grec et juif, Fener et Balat. « Il y a, depuis toujours, une histoire de violences et de discriminations nationalistes contre les minorités non musulmanes, souligne Rober Koptas,

ancien d'Agos et directeur d'une maison d'édition bilingue à Istanbul, Aras. Le pays est dans une situation critique, notamment à cause de l'économie. Cela rend les petites communautés plus vulnérables que jamais. La Turquie est notre pays natal mais on ne peut plus y être en sécurité, personne ne peut plus avoir confiance en la police ou la justice. Une nouvelle vague d'émigration est à craindre, regrette-t-il. Les Arméniens de Turquie, qui étaient plus de 2 millions avant le génocide de 1915, ne sont plus que 40 000 et, d'ici à vingt ans, prévient Koptas, l'extinction est à redouter. »

Instrumentalisation de l'Histoire. La fièvre nationaliste suscite les mêmes craintes au sein de la petite communauté grecque orthodoxe, les « Roums », qui vivent sur ces terres depuis plus de trois mille ans. Comme souvent, ils sont associés à la Grèce, avec laquelle la Turquie est de nouveau en conflit ouvert dans les eaux de la mer Égée. « Il y a toujours eu cette confusion entre religion et nationalité en Turquie, note Yorgos Istefanopoulos, directeur des associations grecques de Kadıköy, sur la rive asiatique d'Istanbul. Le nationalisme laisse penser qu'il faut être musulman pour être turc. Tant que vous vous revendiquez turc, tout va bien. Erdogan renoue avec ce nationalisme aujourd'hui parce que ses soutiens se font plus rares chaque jour. L'économie et l'État de droit sont en crise profonde. Dire cela fera de moi un traître à la patrie mais c'est la vérité », lâche ce doyen de l'université à la retraite, qui fait office de leader communautaire depuis une trentaine d'années.

En septembre, les miliciens Loups gris ont défilé au pas militaire à Izmir, l'ancienne Smyrne des Grecs, pour réclamer l'annexion du Dodécannèse, ce chapelet d'îles grecques situées à quelques encablures des côtes turques et qui se sont trouvées au cœur du contentieux maritime entre

Ankara et Athènes, cet été. « Les Grecs doivent savoir que la grande nation turque n'hésitera pas à donner son sang et sa vie pour rétablir son droit historique sur les îles du Dodécannèse », a déclaré Ahmet Yigit Yildirim, le chef des « Foyers idéalistes ». L'instrumentalisation de l'Histoire par le pouvoir est aussi une constante de ces dernières années.

« En septembre 1955, des pogroms antichrétiens avaient ravagé le cœur européen d'Istanbul, tout le long de l'avenue Istiklal. Une rumeur avait couru qu'une bombe avait été déposée dans la maison natale de Mustafa Kemal Atatürk, à Salonique, devenue grecque. Les Grecs étaient encore plus de 100 000 en Turquie mais beaucoup ont émigré dans la décennie suivante », rappelle Yorgos Istefanopoulos. De cette communauté ne reste aujourd'hui autour du patriarche œcuménique Bartholomeos que 2000 âmes, vestiges d'une splendeur passée. Istanbul compte 84 églises grecques orthodoxes mais une pénurie de prêtres empêche de les ouvrir. Au nom de la laïcité kémaliste, la Turquie a fait fermer, en 1971, le séminaire de Halki où était formé le clergé orthodoxe.

Foule électrisée. Le coup de grâce à l'héritage grec a été porté par Recep Tayyip Erdoğan en juillet avec la réislamisation de l'ancienne basilique chrétienne Sainte-Sophie. « Ayasofya », qui avait été convertie en mosquée par le sultan Mehmet II après la prise de Constantinople par les Ottomans en 1453, était devenue un musée, dans les années 1930, « offert à l'humanité » par Mustafa Kemal Atatürk. Après des décennies de revendications de la part des islamistes et des nationalistes, et alors qu'il s'y était toujours refusé, Erdoğan a inversé ce décret. Le président turc, ancien d'un lycée de formation d'imams et de prédicateurs, a conduit lui-même la première prière, le 24 juillet, agenouillé sur un tapis bleu turquoise. Depuis, chaque vendredi, une foule électrisée

vient y célébrer cette reconquête néo-ottomane. « Tout le monde craignait que cela finisse par arriver », soupire Yorgos I Stefanopoulos. Dans la foulée, un autre joyau de l'héritage grec, l'église-musée Saint-Sauveurin-Chora, couverte de fresques uniques, a elle aussi été reconverte en mosquée. Un « minbar » pour indiquer la direction de La Mecque et des rideaux pour cacher les peintures ont été installés. Sa consécration en mosquée est imminente.

« Les Grecs doivent savoir que la grande nation turque n'hésitera pas à donner sa vie pour rétablir son droit historique sur les îles du Dodécannèse. »
Ahmet Yigit Yildirim, leader nationaliste.

Cette radicalisation du pouvoir turc a, depuis longtemps, fait fuir ses anciens alliés démocrates ou libéraux, et les compagnons de route historiques d'Erdogan ont déserté l'AKP. L'ex-président, Abdullah Gül, s'est mis en retrait et égratigne régulièrement son ancien frère d'armes. Le théoricien de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu et Ali Babacan, l'homme de confiance longtemps chargé de l'économie, ont chacun créé leur parti dissident. Le « pacte des Loups », en vigueur depuis

2015, entraîne la Turquie dans une spirale expansionniste et nationaliste qui ne semble pas devoir faiblir. Le parti présidentiel AKP (Parti de la justice et du développement) est-il devenu dépendant des ultranationalistes du MHP (Parti d'action nationaliste) ? Ce mouvement d'inspiration néofasciste et militariste, qui prône l'unité des peuples de « race turque », fixe la ligne politique du moment. Une ligne antidémocratique, antikurde et xénophobe. À chaque fois, le palais surenchérit. La semaine dernière encore, Devlet Bahçeli, le leader des Loups gris, martèle qu'il faut supprimer la Cour constitutionnelle. Le lendemain, Erdogan l'approuve. La Haute Cour serait coupable à ses yeux d'avoir ordonné la remise en liberté de certains prisonniers politiques, comme le leader kurde Selahattin Demirtas, derrière les barreaux depuis quatre ans, ou le philanthrope Osman Kavala, accusé d'improbables complots. Toutes les faveurs semblent autorisées à Devlet Bahçeli. À sa demande, son ami de quarante ans, le parrain de la mafia Alaattin Cakici, baron de la drogue et du jeu, accusé de plus de 40 assassinats – dont celui de sa femme –, auquel il avait rendu visite en prison, a été remis en liberté au début de cette année. Son

prochain cheval de bataille : le rétablissement de la peine de mort.

En s'alliant avec les nationalistes, Erdogan a éteint tout espoir d'une solution à l'épineuse question kurde, qui déstabilise la Turquie depuis sa fondation. Adepte des méthodes expéditives, l'extrême droite promet de « noyer les terroristes dans leur propre sang ». Depuis la rupture du cessez-le-feu, en 2014, la guerre est totale contre la guérilla du PKK : dans l'est de la Turquie, dans le nord de la Syrie, où Ankara s'est installé avec l'appui de milices islamistes, et dans le nord de l'Irak, où les drones turcs et les forces spéciales contrôlent désormais les massifs montagneux. En Turquie, la répression ne faiblit pas contre la société civile et le parti prokurde HDP est systématiquement criminalisé. Outre son leader Demirtas, des dizaines de maires démocratiquement élus ont été emprisonnés, leurs municipalités placées sous tutelle. Dernier exemple en date, à Kars (Nord-Est), où le maire, Ayhan Bilgen, a été déchu de son mandat.

Eurasisme. Pour verrouiller les institutions, le président Erdogan n'a pas hésité à ressusciter « l'État profond ». Mise en sommeil, voire combattue autrefois, cette nébuleuse, qui as-

socie les éléments les plus radicaux de l'armée, des forces de sécurité et de renseignement, les cellules de contre-guérilla et la pègre, s'est mise au service du Reis. L'ancien leader maoïste Dogu Perinçek, dirigeant du parti de la Patrie (Vatan Partisi), acteur de l'ombre de la politique turque depuis plus de quarante ans, en est le meilleur exemple. Emprisonné en 2008 pour son rôle dans l'affaire Ergenekon et sa participation présumée à des complots antigouvernementaux, il a ensuite été blanchi et réhabilité par Erdogan. Avec quelques généraux et amiraux à la retraite, il influence la stratégie militaire et diplomatique turque. La nouvelle doctrine de l'État, la Patrie bleue (Mavi Vatan), est omniprésente pour justifier l'expansionnisme et l'irréductibilité. Elle a été élaborée par les amiraux Cem Gürdeniz et Cihat Yayci, tous deux proches de cette mouvance. Ils sont les ambassadeurs en Turquie de l'eurasisme, un courant nationaliste antioccidental, favorable à une alliance avec la Russie et la Chine, plutôt qu'avec l'Otan. Une ligne qui ne semble pas devoir s'estomper.

The
New York
Times

October 8, 2020
By Lara Setrakian

The Conflict Between Armenia and Azerbaijan Could Spiral Out of Control

Without engagement from the United States, the region may be engulfed in war.

YEREVAN, Armenia — Taking shelter in a hospital basement, 19-year-old George Alexanian can hear the suicide drones buzzing overhead in the city of Stepanakert.

A few days ago, he said, one of them headed toward the hospital but was struck down before it could explode. Yet being there, he told me, is better than staying home, where every strike felt like an earth-

quake. His sister is a doctor, working upstairs and sleeping in the hallway because the beds are all full.

"We get used to it," he said. "But it's hard to live not knowing if you're safe."

Workers hurry out of other basements for a few hours, then rush back down to shelter. Eleven days into an escalating fight between Armenia and Azerbaijan, Stepanakert is being pummeled with mis-

siles and drone fire. One building that still stands is the home of the National Assembly of the Republic of Artsakh, a country that has never been recognized by the wider world.

Known internationally as Nagorno-Karabakh, the tiny Armenian separatist enclave in Azerbaijan is at the center of a dangerous conflict that has drawn in Turkey and Russia — and claimed hundreds of lives. Without engagement from the United States, whose attention to the region has slipped, the situation could spiral out of control.

The conflict is an unresolved leftover from the Soviet Union. In 1923, Communist rulers placed Nagorno-Karabakh and its ethnic Armenian majority within the borders of Soviet Azerbaijan, giving it special status with a high degree of self-rule. As the Soviet Union was collapsing in 1991, the region declared its own independence, setting off a war that lasted until a cease-fire in 1994. That held for 26 years, though clashes have broken out over the past four years.

This round of hostilities, which started on Sept. 27, is different. What had previously been theoretically possible but highly improbable military actions — Azerbaijani drones flying within 20 miles of Yerevan, Armenia's capital, or an Armenian strike on a military base in Azerbaijan's second city, Ganja — were quickly carried out. The next targets could be oil and gas facilities in Azerbaijan, or Yerevan and Azerbaijan's capital, Baku.

The threat of mutually assured destruction was supposed to be a deterrent that kept each side in check. Now it risks becoming reality. Azerbaijan, encouraged and mate-

rially supported by Turkey, has vowed to fight until its control of Nagorno-Karabakh is assured. Armenians, for their part, have vowed to give their last drop of blood to maintain the region's independence.

The fighting has expanded beyond anything seen in the past few decades. If it develops into an Azerbaijani attack on Armenian soil, it would be likely to bring the direct participation of Russia, which is treaty-bound to protect Armenia. At that point, with Turkey and Russia on opposing sides, the wider region could be engulfed by war.

It was the United States that once led the effort to avoid such a disaster as one of the co-chairs of the Minsk Group, the body created by the Organization for Security and Cooperation in Europe to negotiate a settlement to the conflict. After the cease-fire in 1994, the group began intense rounds of diplomacy, including the promising peace talks at Key West, Fla., in 2001, overseen by a sharp cast of American diplomats.

But America is now practically absent from the peace process. Its meeting in Geneva on Thursday with France and Russia, the other co-chairs of the group, comes after nearly two weeks of inaction. No major proposals or initiatives have emerged from the group since 2007. The United States' interest gradually dropped away.

"They've been taking a step back for mostly a decade," Stefan Meister, the head of the Heinrich Böll Foundation's office for the South Caucasus, told me. "They have left it to Russia to solve this conflict, or at least negotiate a cease-fire."



Trying to find refuge from bombs in a basement this week in Stepanakert, a city at the center of a territorial dispute between Armenia and Azerbaijan. Credit...Reuters

But the group is designed for American leadership. It reflects the power structure and political will of the 1990s, when the United States was committed to peace and development in the former Soviet Union. As Washington disengaged, it didn't call in another country to replace it or rejigger the format. The structure stayed the same; the peace process just went quiet. Azerbaijan's leaders have said that's why they lost patience and moved to resolve the issue by force.

Now, with Turkey's overt assistance on the Azerbaijani side — its drones are some of the deadliest flying over Stepanakert — few countries other than the United States stand a chance of halting the violence.

"The U.S. can act as a spur for better diplomacy," said Salman Shaikh, an expert in conflict resolution. America still has the relationships, leverage and strategic assets needed to move the process forward. But without a strong American presence, the peace process will lack critical heft. The consequences could be grave.

Playing the world's policeman may have proven too expensive for America's taste and too expansive for its capabilities. But active diplomatic engagement — appointing a special envoy or assigning a senior State Department official the job — would be a relatively low-cost way for America to prevent loss of life and the devastating consequences of a regional war.

Azerbaijanis say they have the right to control all the territory within their United Nations-recognized borders and want restitution for those displaced by the 1990s war, some 600,000 people. Armenians say the inhabitants of Nagorno-Karabakh have the right to democratic self-determination. They also fear being slaughtered if they come under Azerbaijani rule.

But those arguments don't have a chance to play out toward resolution until robust negotiations are back on track. If that doesn't happen, the alternative is more than just two countries giving each other a bloody nose. It is a fearsome regional conflict that would do irrevocable damage to the world.



October 9, 2020

Turkey arrests Kurdish journalists reporting on helicopter drop case

A judge in Turkey's eastern Van province ordered the arrest of four reporters who are facing terrorism charges over their coverage of two villagers getting dropped from a military helicopter in the province last month, Mezopotamya news agency reported on Friday.

Adnan Bilen and Cemil Uğur from the pro-Kurdish Mezopotamya, and Şehriban Abi and Nazan Sala from the women-focused Kurdish outlet Jinnews faced accusations of "reported on societal events against the interests of the state."

The indictment said the reporters covered the incident "in favour of the armed terrorist organisation PKK/KCK," and "engaged in agitation and propaganda in line with the organisation's perspective and under orders."

Turkey holds the Kurdistan Communities Union (KCK), an umbrella organisation for several Kurdish political parties and entities, responsible for actions of the Kurdistan Worker's Party

(PKK), an armed group that has fought for Kurdish autonomy in Turkey since 1984. Thousands of alleged members of both organisations have faced terrorism charges, including members, mayors and lawmakers from the left-wing pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP).

The four reporters had been detained on Tuesday, following their detailed reports on the helicopter drop case. Two more people who worked as distributors for local newspapers were detained alongside them, but they were later released on parole.

Two villagers in Van disappeared after they were taken into custody in mid-September, only to be found in a hospital intensive care two days later. According to eye witnesses, the men were thrown off a military helicopter, and hospital reports were consistent with falling from a high altitude. One of them died while receiving treatment on Sept. 30, while the other remains seriously wounded and has amnesia at the time of writing.



Mezopotamya later uncovered that the prosecutor who ordered the initial detention of the two villagers was also responsible for the investigation into the allegations. The same prosecutor then ordered the detention of the four reporters for investigating the matter and issued a confidentiality order for the case.

Another journalist, reporter Pınar Gayıp who was working for the Etkin News Agency (ETHA), was released from police custody on Friday following three days of detention at the anti-terror unit of the Istanbul police headquarters.

Gayıp told Mezopotamya news agency that her articles and the

news stories she was following had been brought into question during her time in custody.

The journalist was questioned for having reported from a left-wing militant's funeral and about the anniversary of a 1995 massacre against a majority left-wing, religious minority neighbourhood.

"My detention and the detention of Mezopotamya reporters who were detained for their work on the Van helicopter drop case are no different than one another," Gayıp said. "They put our news stories against us as crimes. This way they want to shut us up, and not tell the people the truth."

AL-MONITOR
Customer Highlight

October 9, 2020
By Anton Mardasov

Russia's outreach to Syrian Kurds highlights dual-track approach

Russian Foreign Minister Sergey Lavrov issued a warning during an Oct. 5 press conference over the risk of an escalation of the Kurdish problem due to the US at-

tempts "to cobble up a Kurdish autonomy." Washington, he said, is known to be talking the Turks "into not objecting to the idea of creating such autonomy, assuring them that the

Americans will ensure the Kurds' loyalty."

"This applies not only to Syria, but also to the Kurdish problem, which can be so explosive

that the current situation will appear much less serious," Lavrov said.

Before that, the Russian Foreign Ministry had commented

on a surprise visit Sept. 20 by Ambassador James Jeffrey, the US special representative for Syria engagement, to northeastern Syria, calling it evidence of a "disregard for international law." The American diplomat held meetings there with the representatives of both the Kurdish National Council (KNC), allies of Turkey and the Iraqi Barzani clan, and the Kurdish National Unity Parties (PYNK). The latter was formed in May under the guidance of the Syrian Democratic Command and comprises 25 Kurdish movements and organizations, including the Democratic Union Party (PYD).

Jeffrey's visit coincided with the announcement of the formation of the Supreme Kurdish Reference tasked with putting together an overarching political strategy of the Kurdish movement in Syria. It was thus predictable for the Russian Foreign Ministry to blame Washington for adding fuel to the fire of Kurdish separatism. Moscow also reiterated its call on the Kurds to contribute toward laying the groundwork for constitutional reform, not just in the context of the Constitutional Committee in Geneva but also in the framework of direct dialogue with Damascus.

This, the Russian diplomatic establishment believes, can help contain conflict in the territories over which Damascus has long lost control. Yet, while Russia made it clear that no settlement is possible without engaging with President Bashar al-Assad, the sole political authority in Syria rescued by Moscow from the flames of revolution, it is nevertheless struggling to outline what role the Kurds might play in the political process. For example, how can the Kurds take part in the work of the Constitutional Committee given Turkey's ability to veto initiatives?

As early as January 2016, Moscow pursued attempts to bring the Kurdish-led Syrian Democratic Council (SDC), the political wing of the Syrian De-

mocratic Force (SDF), under the auspices of the Qadri Jamil-led Moscow group. The move made sense since at the time Kurdish members of the Cairo group faced opposition from the Riyad group. But in the end, PYD Co-chairman Saleh Muslim could not take part in the negotiations due to Ankara's pressure despite Muslim's physically arriving in Geneva for talks.

At the beginning of 2020, reports appeared suggesting that the SDC may join the Cairo Platform to be represented on the Constitutional Committee. At the end of August, shortly after head of the SDC Ilham Ahmed and head of the People's Will Party Qadri Jamil met in Russia to sign a memorandum of understanding, the SDC was rumored to be joining the Moscow group as well. The signing of the Ahmed-Jamil memorandum went largely unnoticed in Russia, yet it received attention of many foreign experts who took note of one of the document's provisions stipulating the necessity of incorporating the SDF into the Syrian army "on the basis of formats and mechanisms to be agreed upon." This, indeed, was the point that Moscow developed when putting together its road map to mediate between Damascus and the Autonomous Administration of North and East Syria. Those efforts came after the Kremlin's failure to impose on the Kurds the same format of reconciliation as it did on southwestern Syria during the period of instability, as US President Donald Trump announced his intention to pull troops out of Syria.

However, the Constitutional Committee, formed two years after the initiative was first announced during the National Congress in Sochi, is yet to launch real work. It is not hard to see why. The regime in Damascus is not eager to pull together its sovereignty and considers itself a victor in the civil war. The regime is also used to dealing with the mili-



A Turkish-Russian military convoy tows a damaged vehicle after its joint patrol was reportedly targeted on the strategic M4 highway, near the town of Urum al-Jawz in the south of northwestern Idlib province, Syria, Aug. 25, 2020. Photo by ABDULAZIZ KETAZ/AFP via Getty Images.

tary and the Russians overseeing the private military groups such as the Wagner private military company over the heads of Russian diplomats. Evidently, Russia's military clique enjoys higher standing in the eyes of local elites compared to civilians. Moreover, while the list of the conference's participants can be amended, decisions in this regard can be challenged — and not just with Turkey via the opposition, but from the Syrian regime itself, given how fierce it can be when it comes to protecting its own monopoly on decision-making.

Having said that, however, Moscow cannot directly acknowledge that the political process it has been promoting over the last few years is a mere imitation game, as are its calls on the regime to implement "all the necessary political reforms." Russia's attempts to extend its influence in the Trans-Euphrates region by creating new bases and engaging in "road wars" with the American patrols also bump into obstacles. Russia cannot be seen as the enabler of Damascus' destabilizing behavior in eastern Syria, since this would undermine its status as an equidistant mediator in the region.

Hence, Moscow's double-track approach. On the one hand, it tries to keep its eyes on the ball and win the support of as

many ethnic groups in the Trans-Euphrates region as possible. It is revealing that, shortly after Jeffrey's visit to Syria, Ahmad Jarba, leader of the new Peace and Freedom Front coalition that includes the KNC, visited Moscow to meet with Lavrov. A frequent guest in the Russian capital, Jarba has garnered a reputation as a conduit of Russian interests in eastern Syria. His efforts helped Moscow gather representatives of Syrian tribes in the Sochi National Congress, laying credence to the Kremlin's claim that the process of crafting a new constitution is conducted in an inclusive fashion and involves various ethnic groups.

In parallel with that, Russia is looking to capitalize on the desire of the United States, Europe and the Sunni monarchies to get the Kurds involved in the political dialogue. Only Moscow's motivation for getting involved has less to do with willingness to reach a political settlement and more with a pragmatic interest in striking smuggling deals with the SDF alliance, which controls oil fields but also about 70% of crop fields. It is true that the Kurds and the local tribes have tense relations, and it is to a large degree the American influence that keeps those tensions from flaring up. That said, the Syrian intelligence agency's attempts to sow discord between the

Kurds and the tribes have largely been fruitless. The truth of the matter is, while under present circumstances the locals can count on their own piece of the economic pie from selling off resources, they are afraid they will be denied those proceeds under the Assad regime.

There are more factors in play that Moscow appears to be turning a blind eye to when dealing with the Kurdish issue. First, the PYD still remembers Moscow's refusal to offer asylum to Kurdistan Workers Party leader Abdullah Ocalan in 1998. Then there are the Russia-Turkey deals on buffer zones, in particular in Afrin. Second, Damascus and Ankara, although rivals, have since

2016 stepped up talks on the Kurdish question, including talks on independent platforms, for example in Algeria. Third, Russia-sponsored reconciliation deals between the regime and other players in Syria are not without caveats. One example of such an agreement relating to the territories in the southwest led to the drop in the living standards of the local population, as well as to the destruction of the local institutions such as local councils and the decline in the activities of nongovernmental organizations. Seen in this light, Lavrov's statements that dialogue with Damascus is the only way to safeguard the rights of the Kurds are seen as mere political statements that

the Syrian regime may well fail to uphold. Moreover, it's not like Damascus provided the Kurds a pathway to Syrian citizenship or considered their views before the war.

Even so, the Kurds can use the Russian factor to their advantage. The PYD is mulling the possibility of operating in the same political space as the KNC, even take part in the joint management of territories and turning a blind eye on their Turkish connections that would invite the Turkish National Intelligence Organization to step up its activity, a former PKK fighter told Al-Monitor. All this, though, has to be within bounds of reason, he acknowledged.

The PYD is fine-tuning its image in the eyes of foreign players and tries to keep its distance from the PKK, while also keeping the channels of communications open. Yet neither the PYD nor the PKK are interested in the emergence of dyarchy in the east of Syria, as in Iraq, where power was shared between the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, he said.

According to the source, the Russian policy of having its feet in both camps irritates all Kurds irrespective of their political allegiances. Yet the Kurds still see the Russians as being valuable as a balancer in the emerging political model.

Kurdistan au féminin

La Kurdistan à travers le regard féminin

9 octobre 2020

La fête ancestrale de la grenade

ROJHILAT / IRAN – Le yarsanisme est l'une des plus anciennes croyances religieuses des Kurdes.

La philosophie yarsane* est étroitement liée à la foi et à la philosophie des Alévis. C'est une croyance basée sur la nature, la société, les lois et traditions sociales.

Pour montrer leur respect et leur proximité avec la nature et la société, les Yarsans, qui célèbrent toutes les saisons, célèbrent au cours de ces fêtes les produits de la nature qu'ils ont obtenus.

Pour les Yarsans – vivant essentiellement au Kurdistan de l'Est (Rojhilat) – l'automne signifie le Festival de la grenade. La grenade est l'un des derniers fruits à mûrir. Les Yarsans saluent avec ce festival la première partie de l'année tout en accueillant la seconde partie.

Le festival de la grenade, qui est célébré chaque année à la

fin du mois d'octobre dure 3 jours. (Les Kurdes font cuire le jus de la grenade pour obtenir une mélasse acide utilisée comme vinaigre.)

Xawenkar

La fête de la grenade commence par une cérémonie religieuse et se déroule dans une ambiance festive. Le festival de la grenade s'appelle Ayinê Yari.

Ayinê Yari signifie cérémonie de fraternité. Les fleurs, les légumes, les produits de toutes leurs couleurs sont issus de la nature. Par conséquent, toutes les cérémonies et fêtes sacrées tirent leur nom de la nature, des produits offerts par la nature à la société.

Le festival de la grenade, qui dure trois jours, prend le nom de Xawenkar.

Selon la croyance des Yarsans, le sultan Sahak et ses amis auraient été bloqués

dans la grotte de Mireno à Shinawa, Halabja. Après trois jours, les amis se sont libérés et se sont retrouvés chez une pauvre femme. Elle n'a qu'un coq mais le partage avec bonheur avec le sultan Sahak et ses amis.

Cet événement a eu lieu il y a environ 700 ans. Depuis lors, la fête de Xawenkar est célébrée avec de la viande rôtie et du riz. La fête de Xawenkar est célébrée en tant que fête de la victoire et du salut pour le sultan Sahak et ses amis.

Après la présentation de la nourriture et des grenades, des prières yarsans sont lues.

Une fois la nourriture mangée et les grenades offertes, les groupes de tambourins, composés de centaines de personnes, commencent à jouer du tambour, symbole sacré du yarsanisme.

La fête de Xawenkar est célébrée sur la tombe de Bâbâ

Yâdgâr, l'un des Pir (chef religieux) des Yarsans, dans la province de Kermanshah.

Un autre sanctuaire important est celui du sultan Suhak à Sheykhkan, près du pont Perdîvar, également dans la province de Kermanshah.

Une croyance ancienne

La religion Yârsânisme ou Ahle Haqq a été fondée par le soufi kurde Sultan Sahâk (1) au XIV siècle. Certains Yârsâns du Kurdistan du Sud sont appelés Kakai. On ne sait pas le nombre exacte des Yârsâns qu'on estime à des centaines milliers de personnes.

Le Yârsânisme est l'une des trois religions formant le yazdanisme* (avec l'alévisme et le yézidisme), terme désignant les religions considérées comme kurdes et comportant des éléments antérieures à l'islam. Le Yârsânisme ou Ahle Haqq, est une religion syncrétique (2) datant de la fin

du XVe siècle au Kurdistan de l'Est, dans l'ouest de l'Iran. Les Yârsânes sont persécutés à cause de leurs croyances.

*Le yazdânisme est un terme de classement universitaire et parfois aussi le nom de l'ancienne religion monothéiste, culte des Anges (Yazdâni), que pratiquaient les Kurdes avant l'expansion arabe du viie siècle et leur islamisation. Les Yazdânites croient en la réincarnation, comme dans l'hindouisme et que sept anges défendent le monde face à sept démons, leurs égaux. On estime que près du tiers de la population au Kurdistan professe cette religion. Le yazdanisme (sauf le yézidisme) est aujourd'hui assimilé à des courants de l'islam, car ils pratiquent la taqiya (une pratique de précaution consistant, sous la contrainte, à dissimuler ou à nier sa foi afin d'éviter la persécution) et aussi un petit nombre de rites musulmans. Cependant, ils



Photo via Zanyar Hama Noori

sont critiqués par des musulmans qui considèrent que ces pratiques ne sont que superficielles et que le fond de leur croyance n'est pas musulman.

(1) Sultan Sahak est né à Barzanjeh, dans la province actuelle de Sulaymania, au sud du Kurdistan. Selon l'hagiographie d'Ahl-e Haqq, il était un

descendant direct de l'imam musulman chiite Musa Kazim. Par la suite, il s'installe dans la région d'Avroman (Hawraman), dans la région kurde de Kermanshah, en Iran.

Selon ses disciples, Sultan Sahak a révélé la quatrième étape de la religion (Haqiqat = vérité) à la terre, le Baya-

bas-e Pirdiwari (au-delà du pont). Sultan Sahak est mort dans le village de Sheykhkan dans la province de Kermanshah où sa tombe est devenu un lieu de pèlerinage pour ses disciples.

Les enseignements de Sultan Sahak ont été enregistrés par ses disciples et publiés plus tard dans la langue Gurani sous le nom de Kalam-e Saranjam. Les adeptes de l'Ahl-e Haqq lui donnent divers noms, notamment Shah-e Haqiqat (le roi de la vérité), Saheb-Karam, Saan Sahaak et Khwaavandekaar (Seigneur).

(2) Syncrétisme : système philosophique ou religieux qui tend à faire fusionner plusieurs doctrines différentes

Kurdistan au féminin

9 octobre 2020

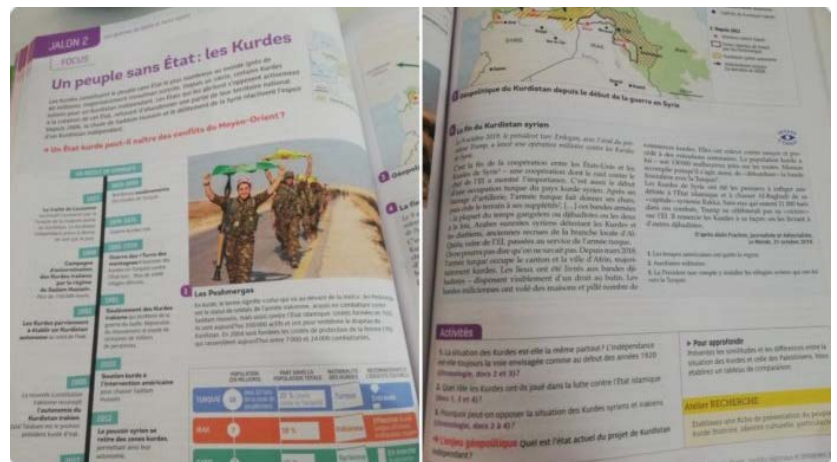
La Turquie en colère contre un manuel scolaire français parlant des Kurdes

PARIS – Récemment, on a découvert que le nouveau manuel d'histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques de terminale des lycées français avait consacré quelques pages aux Kurdes sous le chapitre « Un peuple sans Etat: Les Kurdes ».

Les lycéens français vont apprendre brièvement la situation politique et militaire des Kurdes dans les quatre parties du Kurdistan : Rojava, Bashur, Rojhilat et Bakûr, respectivement occupés par les 4 Etats colonialistes qui sont

la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran depuis la chute de l'empire ottoman.

« Curieusement », seule la Turquie a vu rouge, dans son reflex pavlovien anti-kurde, quand elle a eu vent de ce manuel parlant des Kurdes, criant à la « propagande d'organisations terroristes [kurdes] YPG / PKK » dans un livre pour des lycé-



ens français. (Les 3 autres Etats occupant le Kurdistan n'ont pas encore émis de cri-

tiques envers la France pour le manuel en question.)

En Irak, une « vague » de familles en quête de leurs proches disparus

Comme tous les ans, en ce jour anniversaire de l'arrestation de sa famille, Haider al-Mousawi a publié sur Facebook une photo de son petit frère, Ahmed. Un bambin expressif, photographié en noir et blanc.

Quarante ans plus tard, il n'a pas oublié la prison où ils ont été emmenés, tous les deux, puis placés dans des cellules séparées. Âgé d'à peine 4 ans, Haider a pu s'enfuir, caché sous la longue abaya noire de sa grand-mère. Mais il n'a jamais revu ni son père, soupçonné alors par le régime de Saddam Hussein d'appartenir au parti chiite Dawa, ni sa mère, enceinte, ni son petit frère...

De post Facebook en groupe WhatsApp, la photo a voyagé depuis la Suède - où vit Haider désormais - jusqu'à l'Irak, et a fini par atterrir sous les yeux de la sœur adoptive d'Ahmed. Contrairement à ce que croyait Haider, son petit frère n'a pas été exécuté en même temps que ses parents, mais sauvé, probablement par un gardien, et adopté par le chef du quartier. Le 3 octobre, quarante ans après leur séparation, les deux frères ont été enfin réunis lors de « retrouvailles émouvantes », raconte le journal émirien The National.

Une « vague » sur les réseaux sociaux

Loin d'être un cas isolé, l'histoire de la famille al-Mousawi ne serait même qu'une « goutte d'eau dans l'océan » de toutes celles qui « réclament justice », rapporte Ali Al Bayati, membre de la Commission irakienne des droits de l'homme. En quelques jours, une

« vague » de messages de familles désireuses de retrouver un enfant ou un proche disparu a envahi les réseaux sociaux, constate le chercheur Ali al-Mawlawi, directeur de la recherche au Centre al-Bayan à Bagdad.

Les histoires sont souvent les mêmes : celles de prisonniers politiques arrêtés avec leurs jeunes enfants par la police de Saddam Hussein. « Le régime n'ayant fourni aucun détail sur le sort de ces familles, on a supposé que les enfants avaient été assassinés avec leurs parents et enterrés dans des fosses communes, explique le chercheur. Pour de nombreux enfants, cela a pu être le cas. Mais l'histoire d'Ahmed et Haider a suscité l'espoir que certains aient pu survivre. »

L'ouverture des archives du parti Baas

Elle relance aussi le débat sur l'ouverture des archives du parti Baas, confiées aux autorités américaines en 2003, à la chute de Saddam Hussein, par l'archiviste et opposant Kanan Makiya. Une partie des documents est revenue à Bagdad, le 31 août, dans un lieu tenu secret par le gouvernement. « Nous ne savons pas si elles contiennent des réponses pour ces familles, car peu de gens y ont eu accès, note Ali al-Mawlawi. Mais le fait qu'elles aient été enlevées à l'Irak, à un moment critique où la justice transitionnelle aurait dû être une priorité, provoque colère et frustration ». Pour Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, professeur d'histoire internationale au Graduate Institute à Genève, les documents en question auraient de grandes chances d'être utiles : « Les



Une Irakienne montre les photos de 26 de ses proches disparus il y a plus de trente ans et dont elle reste sans nouvelles. SABAH ARAR/AFP

États policiers comme l'Irak sous le parti Baas notent et conservent tout ».

Certains, comme Abbas Kazem, directeur de l'Initiative pour l'Irak au sein du think tank américain Atlantic Council et qui a pu consulter et travailler sur ces archives, estiment que « le pays n'est pas prêt » à leur ouverture.

Ce n'est pas l'avis de Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou : « La société irakienne a connu une violence à plusieurs niveaux : celle du régime autoritaire de Saddam Hussein, celle de l'embargo dans les années 1990, celle enfin des divisions qui déchirent le pays depuis 2003. Elle a besoin de se familiariser avec l'histoire complexe du parti Baas, qui a quand même dominé le pays pendant près de cinquante ans, pour sortir d'un rapport imaginaire avec lui, et ne pas s'inventer une nouvelle identité dominée par Daech, l'Iran ou les États-Unis. » Comme dans d'autres pays, cette ouverture devrait même s'accompagner

de la création « d'une commission Vérité et Réconciliation ».

De 250 000 à un million de disparus

La Commission internationale pour les personnes disparues - fondée en 1996 en ex-Yougoslavie - estime entre « 250 000 et un million » le nombre de disparus en Irak.

Aux victimes du régime de Saddam Hussein (1979 à 2003) s'ajoutent celles de Daech (2014 à 2017), et aussi des dizaines de jeunes participants au soulèvement du 1er octobre 2019.

« Quelles que soient les circonstances, les conséquences d'une disparition sont toujours similaires, laissant des blessures profondes et durables », constate le Comité international de la Croix-Rouge qui a lancé une campagne de sensibilisation cet été.

09/120/2020

It's Time To Break With Erdogan

On the one year anniversary of the Turkish invasion of northern Syria, Justice for Kurds Chairman Thomas S. Kaplan and President Bernard-Henri Lévy publish the statement "It's Time to Break with Erdogan" on the two-page center spread of today's New York Times.

9 octobre 2020
Par Anne-Bénédicte Hoffner



It's Time to Break with Erdoğan.

The world has been—and still is—experiencing a health crisis of extraordinary proportions.

But, with unrelenting commitment, Justice for Kurds has continued to advance its mission of showing gratitude for, and solidarity with, the Kurdish people.

Nonetheless, during this dark period, there have been shafts of light for our cause: we were gratified, for example, by the decision of both the Democratic and Republican parties to embed direct expressions of support for the Kurds within their political platforms this year.

Unfortunately though, as we mark the first anniversary of the Turkish invasion of northern Syria on October 9, 2019, the Kurds' daily reality remains one of darkness and indeed oppression at the hands of those with designs of empire.

Nowhere has such a tragic plight been more strongly evidenced than by the aggressive and murderous offensive carried out by the Turkish government against the Kurds of Syria.

A recent report by the United Nations Human Rights Council, released in September, highlights the degree of savagery to which our allies and their families have been subjected in the year since the United States effectively deserted them.

The courageous and loyal Kurdish men and women fighters who bled and died for us by the thousands in the fight against ISIS, our stalwart comrades-in-arms the Syrian Democratic Forces (SDF), were betrayed to a tyrant whose imperial aspirations extend, beyond crushing the Kurds, to harassing practically all of Turkey's neighbors in a bid to re-establish a new Ottoman Caliphate.

The Kurds, yet again in their history, were merely the canaries in the coalmine. From Cyprus to Libya, the Aegean Islands to Syria, Iraq to Lebanon, Bosnia and Herzegovina to the far reaches of Africa's Red Sea coast, Recep Tayyip Erdoğan, strong with his military alliance with Qatar, constitutes a threat to the region on par with Iran.

Willful ignorance being no excuse, we will continue to denounce this menace until there truly is justice for Kurds.

Dr. Thomas S. Kaplan
Chairman

Bernard-Henri Lévy
President

"Our civilization is one of conquest"; interlocutors should 'stay away from mistakes that will open the way for them to be destroyed."

"Some countries have missiles with nuclear warheads, not one or two. But (they tell us) we can't have them. This, I cannot accept."

"There is no power that can stand in the way of this country; we will not hesitate to sacrifice martyrs in this fight—are the people of Greece, France, certain north African and Gulf countries prepared to make such sacrifices?"

President Recep Tayyip Erdoğan

"Anyone who has been following Turkey closely knows that Erdogan has been mounting a silent, drip-by-drip coup of his own against Turkish democracy for years — jailing reporters, hounding rivals with giant tax bills, reviving an internal war against Turkish Kurds to stoke nationalist passions to propel his efforts to grab more powers — and by generally making himself into a modern-day sultan for life." **Thomas Friedman, The New York Times, 2016**

"President Recep Tayyip Erdogan champions his own brand of Islamist fundamentalism. He embraces terrorists from Hamas. He threatens U.S. allies such as Greece, France and the United Arab Emirates. Yet, somehow, he gets away with it..."

Today, the similarities with the ayatollahs' Iran are eerie... Both push radical versions of Islam at a time when moderate voices are rising in many Arab countries, such as the UAE, Egypt, Jordan and Saudi Arabia. Both have a backward-looking nostalgia for ancient glory, in the Ottoman and Persian empires. Both are exporting instability through proxy forces." **David Ignatius, The Washington Post, 2020**

What follows are additional commentaries and headlines that further describe President Erdoğan's actions and the severe disruption he is creating under the cover of Covid-19 and the fog of war—yet very much in plain sight.

- "Erdoğan sees himself as the caliph of the Muslim world"
David Phillips, Director, Peacebuilding and Rights, Institute for the Study of Human Rights, Columbia University quoted in **Voice of America**
- "Citizens—primarily of Kurdish origin—were beaten, tortured, denied food or water, and interrogated about their faith and ethnicity."
- "The Commission notes the allegations that Turkish forces were aware of incidents of looting and appropriation of civilian property and that they were present in detention facilities run by the Syrian National Army where the ill-treatment of detainees was rampant, including during interrogation sessions when torture took place."
Independent Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic, United Nations Human Rights Council, August 14, 2020
- "Turkey has been experiencing a deepening human rights crisis over the past four years with a dramatic erosion of its rule of law and democracy framework."
Human Rights Watch
- "Since the 2016 coup attempt, authorities have dismissed or suspended more than 45,000 police and military personnel and more than 130,000 civil servants, dismissed one-third of the judiciary, arrested or imprisoned more than 80,000 citizens, and closed more than 1,500 nongovernmental organizations (NGOs) on terrorism-related grounds."
Tom Lantos Human Rights Commission, Defending Freedoms Project, United States Congress
- "In long-secular Turkey, sharia is gradually taking over"
The Washington Post
- "Turkish-backed militias rape and torture Kurds"
The Times
- "Turkey convicts human rights activists on terror charges"
CNN
- "Turkish-backed forces are freeing Islamic State prisoners"
Foreign Policy
- "Turkey: The world's largest prison for journalists"
Amnesty International
- "Erdoğan champions #hashoggi while trampling journalists and dissidents in Turkey"
New York Times
- "Turkey's NATO ties must change"
Council on Foreign Relations
- "Why Recep Tayyip Erdoğan's love affair with the Ottoman Empire should worry the world"
Time magazine
- "Turkey's Erdoğan wants to crush the Kurds and recreate the Ottoman world"
Newsweek
- "Turkey is no ally of the United States"
The National Interest
- "Turkish military sees opportunity in vulnerable and war-torn places"
Voice of America
- "Turkey threatens west in new Libya crisis"
The Times
- "Turkey deploys extremists to Libya"
The Associated Press
- "Far western jihadists, path to ISIS runs through Turkey"
Fox News
- "U.S. blacklists four Turkish companies for aiding ISIS"
The Wall Street Journal
- "Turkey's aggression is NATO's 'elephant in the room'"
New York Times
- "Turkish government responsible for torture, arbitrary killings, and disappearances"
Foundation for Defense of Democracies
- "Christian villages hit by Turkish raids on PKK"
Independent Catholic News
- "Mapping the Turkish military's expanding footprint: Not since the days of the Ottoman Empire has the Turkish military had such an extensive global footprint"
Bloomberg
- "For 3rd straight year, Turkey jailed more journalists than any other country"
ABC News
- "The West hoped for democracy in Turkey, Erdoğan had other ideas"
New York Times
- "Turkey's dangerous new exports: pan-Islamist, neo-Ottoman visions and regional instability"
Middle East Institute
- "Erdoğan warns Macron: 'Don't mess with Turkey'"
The Guardian
- "Pentagon chief questions Turkey's NATO loyalty after base threat"
Stars and Stripes
- "Turkey, Russia reach deal to control Syrian areas once patrolled by the U.S."
NPR
- "Iran, Turkey and Qatar can form alliance says Hamas rep in Tehran"
Middle East Monitor
- "Turkey and Iran work together on Iraq and Libya, is Israel next?"
The Jerusalem Post
- "Turkey-Libya maritime deal rattles East Mediterranean"
Reuters
- "The Turkish-Qatari axis challenges Washington"
The National Interest
- "King of Jordan tells U.S. politicians that Islamic radicals are being 'manufactured' in Turkey"
Middle East Eye
- "Messad thinks Turkey is a bigger menace than Iran"
The Times
- "Erdoğan warns Turkey will 'never make concessions' in Eastern Mediterranean"
Financial Times
- "Erdoğan walks out on 'antisemitic' Erdoğan UN speech"
The Jerusalem Post
- "Erdoğan should not erase Turkey's Christian past"
Foreign Policy
- "Turkey targets a journalist"
Tablet Magazine
- "Erdoğan and Hamas: 'He's presenting himself as leader of Muslim world'"
Financial Times
- "Turkey threatens Biden, tells U.S. it will 'pay price' for criticism"
The Jerusalem Post
- "Erdoğan's ambitions go beyond Syria. He says he wants nuclear weapons"
New York Times
- "EU blasts Turkey for 'organized' migrant attack on Greece"
Associated Press
- "Turkey shifts fight against Kurdish militants deeper into Iraq"
Reuters
- "Erdoğan wants to redraw the Middle East's ethnic map"
Foreign Policy
- "Armenians are still on the run 100 years later"
Time magazine
- "Months after turning the Hagia Sophia back into a mosque, Turkey's government is converting the Çera museum too"
Artnet
- "Today the Kurdish civilians who allied with the U.S. against jihadists are at the mercies of jihadists aligned with Turkey"
Bloomberg
- "Iran, Turkey slam Israel-UAE deal, others welcome 'historic step'"
France 24
- "Turkey-Greece tensions: Mediterranean waters roiled by blue homeland doctrine"
The Washington Post
- "Erdoğan is turning Turkey into a Chinese client state"
Foreign Policy
- "Riskier Turkish adventurism may threaten Middle East and beyond"
The Hill
- "Only going to get worse': After Hagia Sophia ruling, many fear what's next from Erdoğan"
NBC News
- "Erdoğan uses religion, fear to stay politically afloat"
The Arab Weekly
- "Fear and dismay as Erdoğan tightens grip on Kurdish opposition"
Financial Times
- "Turkey: Erdoğan threatens to flood Europe with refugees as Syria offensive ramps up"
CNN News
- "How rogue can Turkey go?"
Politico
- "Turkey denies blackmailing NATO over Baltics defence plan"
The Guardian
- "An aggressive Turkey is raising risks of conflict in the Mediterranean sea"
Forbes
- "Turkey targets 'weakest link' Cyprus in regional dominance bid"
Euractiv.com
- "Turkish interior minister says Turkey spans from Damascus to Medina"
Al Arabiya
- "Erdoğan's caliphate dream put in motion in Turkey"
Nordic Monitor
- "Turkey bombs Iraq, Syria, targeting Kurdish group it says trains anti-ISIS"
Newsweek
- "Europe fails to contain Turkey"
The Wall Street Journal
- "Turkey launches 'largest ever' air raids against Kurdish fighters in Iraq"
The Independent
- "Kurdish politician among nine civilians shot dead by pro-Turkey forces in Syria"
The Guardian
- "Blue homeland: The heated politics behind Turkey's new maritime strategy"
War on the Rocks
- "Turkey, Iran defy Iraq's sovereignty in seemingly coordinated strikes"
The Arab Weekly
- "Erdoğan continues his lies and antisemitic statements against Israel, and it is important that the world know the double standards by which he has been living for many years"
Gilad Erdan, Israel's Ambassador to the United Nations, quoted in **The Jerusalem Post**
- "Turkish forces execute soldiers in Syria"
CBS News
- "Turkish-led forces film themselves executing a Kurdish captive in Syria"
The Washington Post
- "Kurdish female politician, who worked to unite Christians, Arabs, Kurds, executed in Syria"
The Christian Post
- "Turkey-Libya maritime deal triggers Mediterranean tensions"
DW
- "Turkey's maritime muscle flexing riles Eastern Mediterranean"
Bloomberg
- "Egypt, Greece sign maritime deal to counter Libya-Turkey one"
The Washington Post
- "Hevin Khalaf: Death of a peacemaker"
BBC News
- "Italy, Cyprus say Turkey-Libya maritime deal 'unacceptable'"
AP News
- "Turkey's LGBTQ community at risk amid rise in homophobic rhetoric"
Politico
- "Netflix cancels production of Turkish show after LGBT character row"
Middle East Eye
- "Istanbul — Turkey investigates those who object to homophobia"
The Economist
- "Turkey grants citizenship to Hamas operatives plotting terror attacks from Istanbul"
The Telegraph
- "Erdoğan tells Turkish leaders: 'Jerusalem is our city'"
CSN News
- "Turkey jumps into another foreign conflict, this time in the Caucasus"
New York Times
- "Erdoğan's 'new Turkey' narrative is no longer selling"
Middle East Eye

About Justice for Kurds

Justice for Kurds (JFK) is a non-profit organization that seeks to educate and raise public awareness about the Kurdish cause, politics, history, culture and societies in America and abroad. To read our Mission Statement visit www.justiceforkurds.org and get involved, please contact: info@justiceforkurds.org

Graphic design: A. Sığ - /Health Board - Photography: Met. Bursalı

Kurdes de Suisses et parlementaires actifs pour des députés HDP

L'arrestation il y a deux semaines de députés et militants du parti HDP en Turquie a provoqué une protestation en Suisse. Une soixantaine de Kurdes ont manifesté vendredi soir à Genève et des dizaines de parlementaires fédéraux ont signé un appel.

Fin septembre, des dizaines de personnes avaient été arrêtées dans plusieurs régions de Turquie pour avoir participé à des rassemblements prokurdes il y a plusieurs années. Parmi elles figuraient un maire et plusieurs députés, anciens parlementaires et dirigeants du Parti démocratique des peuples (HDP), accusés comme les autres détenus de tentative de coup d'Etat.

"Liberté pour le HDP", ont

scandé à Genève les manifestants, soutenus notamment par solidaritéS. Ils s'en sont pris à nouveau au président Recep Tayyip Erdogan, qualifié de "dictateur". Des banderoles demandaient de mettre un terme à l'"autoritarisme" de l'Etat turc et aux "agressions" contre les Kurdes.

Ces arrestations sont "antidémocratiques", "condamnables" et "inacceptables", a insisté l'un des organisateurs. Il a aussi ciblé la réponse à la pandémie menée par Recep Tayyip Erdogan et une politique extérieure "agressive", notamment en Syrie, pour tenter de faire oublier les problèmes intérieurs auxquels le pays est confronté.

Soutien de gauche salué

De son côté, un responsable du Centre société démocratique des Kurdes en Suisse, Ramazan Baytar, a remercié les personnalités politiques de gauche en Suisse qui ont affiché leur soutien aux détenus du HDP, tout en demandant à nouveau une action du Conseil fédéral. "La lutte doit continuer. Vous n'êtes pas seuls", a affirmé la conseillère nationale genevoise Stefania Prezioso, membre d'Ensemble à Gauche.

Elle a condamné la politique "répressive" et "autoritaire" menée selon elle par le président turc. "Nous allons faire pression jusqu'à ce que les militants du HDP soient relâchés", a-t-elle encore ajouté. Il y a quelques jours, elle avait

lancé un appel aux différents élus en Suisse à demander eux aussi la libération de ces personnes. Depuis, plusieurs dizaines responsables de gauche ont signé de leur côté celui-ci, dont plus de 40 parlementaires fédéraux.

Le HDP, qui a rassemblé plus de 10% lors des dernières élections nationales, fait l'objet d'une répression du pouvoir depuis plusieurs années. Son principal responsable, ancien rival du chef de l'Etat à l'élection présidentielle, est en prison depuis 2016. Après des élections municipales en 2019, les autorités turques avaient fait arrêter ou ont évincé plusieurs dizaines de maires HDP dans le sud-est du pays.



October 10, 2020

Turkey in search of justice five years after Ankara bombing

The families of the 103 victims killed in the 2015 Ankara train station bombing and representatives from NGOs faced police intervention as they gathered to commemorate the victims of the attack in the Turkish capital, Mezopotamya agency reported on Saturday.

Police battered and detained at least 11 people following negotiations by opposition deputies from the main Republican People's Party (CHP) and pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) to hold the march, despite being told by Ankara police that the event would not

be permitted due to COVID-19 restrictions.

Mourners formed a human chain against the police intervention and stopped traffic on the main road in the city's Ulus district.

Detainees were released later in the day, but may face charges of resisting arrest, Mezopotamya said.

"The head of Ankara police's public safety department openly threatened us today," one of the detainees, youth organiser Şamil Parlak, said following his release. "He told us



that they would not let us walk these streets (again). We have been on these streets for five years, fighting against these murderers."

Five years ago, two suicide bombers affiliated with the Islamic State (ISIS) detonated

explosives in the middle of the crowd during a joint rally for peace organized by CHP, HDP and the Peace and Democracy Bloc made up of Turkey's prominent trade unions and professional organisations.

The youngest victim among

the 103 people killed in the bombing was eight years old.

The train station bombing followed a summer of unrest where ISIS detonated bombs in various provinces, including just before the June 7 elections in Turkey's largest Kurdish-majority province Diyarbakır.

Five people were killed in the June 5 Diyarbakır bombing during a HDP rally, and some 400 were wounded.

"Those who paved the way for ISIS to commit the massacre five years ago, and those who obstructed the memorial today, attacking bombing veterans and families are the ones responsible for the massacre," HDP said in a tweet.

At mid-day prayers, mourners held vigils in several cemeteries in Istanbul.

HDP Central Committee Member Ferhat Encü, speaking at one of the vigils, said the ruling Justice and Development Party (AKP) had paved the way for the massacre, "as it tried to push for new elections with policies of war, after they lost power on June 7."

The AKP had lost its parliamentary super majority for the first time in the June elections of 2015, when the HDP won 80 seats in parliament, becoming the country's second largest opposition group after the CHP. A new election was held on Nov. 1 when parties in parliament failed to form a coalition government.

The summer of 2015 saw an escalation in violence for Tur-

key following two-and-a-half years of relative peace during the Solution Process between the government and the outlawed Kurdistan Worker's Party (PKK), an armed group that has fought for Kurdish self-rule since 1984.

Violence escalated after the June 5 Diyarbakır bombing. On July 20, a group of left-wing activists were targeted in a suicide bombing in Suruç, along Turkey's border with Syria. Thirty-four people were killed in the attack.

Two days later, two police officers were killed in the Ceylanpınar district of the neighbouring Şanlıurfa province. The PKK initially assumed responsibility for the attack, which led to the dissolution of the peace process. Later, officials from the PKK said further investigation revealed the attack to be an unrelated incident, but the decades-long conflict resumed shortly after, and continues to date.

The lawsuits on the bombings have been fraught with cries of injustice from rights advocates in Turkey. Human Rights Association (İHD) Istanbul Chapter Secretary Leman Yurtsever said during Saturday's memorials:

"Evidence that emerged following the Diyarbakır and Suruç massacres were presented to the prosecutors, but information on the murderers' identities and connections were disregarded, their connections (to ISIS) obscured, which allowed further massacres to occur in Ankara, Gaziantep and Istanbul."



Police intervention on mourners in Ankara's Ulus district

On Aug. 20, 2016, a year into the resumed hostilities, an ISIS suicide bomber targeted a Kurdish wedding in southeastern border province of Gaziantep, where ISIS cells were said to have a strong presence, killing 51 people and wounding at least 69.

"Those who planned these massacres," Yurtsever said, "continued their activities throughout the legal process that ended in Aug. 3, 2018. They stopped the case from being considered a crime against humanity, and allowed those within the state with responsibility for the massacres to avoid trial."

After several years of court proceedings, in June this year, an Ankara court acquitted suspected ISIS member Burhan Gök, who had connections to ISIS bombings in Turkey and Europe, citing reasonable doubt. The same court sentenced Orhan Gönder, the ISIS member who placed the explosives on the site in the Diyarbakır bombing, to four counts of life in prison.

Despite the court ruling for negligence on the part of police officials and members of the judiciary, no public servants were ever charged.

Immediately after the Ankara bombing in 2015, AKP's justice minister at the time, Kenan İpek, had simply flashed a smile when a reporter asked whether any ministers were planning to resign.

"We are still detained, put on trial, and fired from our jobs for demanding peace," Aysun Gezen, the Izmir chapter co-chair for public servants' union KESK, said during a memorial for the Ankara massacre.

Especially after the state of emergency declared following the July 15, 2016 failed coup attempt, thousands of dissidents including opposition politicians, party members, civil society activists, journalists and academics were detained and imprisoned over often trumped-up terrorism charges as the AKP government cracked down on the Kurdish movement and left-wing activists, along with the Gülen movement.

Ankara holds the Gülen movement responsible for having orchestrated the failed putsch. HDP co-chairs Selahattin Demirtaş and Figen Yüksekdağ remain in prison to date, as does philanthropist Osman Kavala.

"We wanted peace," said Nesligül Sarıkaya, mother of Ankara victim Dilan Sarıkaya, said in a memorial in the southern Adana province. "Our children wanted peace. Who doesn't?"

Saadettin Sert, brother of Ankara victim Fevzi Sert, asked how the bombers were able to avoid detection all the way from Gaziantep to the capital.

Check points on roads leading to the capital, a standard practice before every major rally, were removed for several



Mourners at a cemetery in Istanbul

hours leading to the bombing, victims' lawyer Murat Kemal Gündüz told journalist İrfan Aktan in an interview.

Police in the eastern Tunceli province issued a warning on Sept. 17 that suicide bombers could target rallies, Gündüz said, but Ankara police did not share any information with the organisers. "There were no searches on site. Road check points were removed at midnight the day before, until 9 a.m.," the lawyer said. "The suicide bombers entered Ankara at about 8:30 a.m." A report made public in July al-

leged that the government had at least partial prior knowledge of the Suruç plot as well, the Justice for Suruç Platform had announced.

The suicide bombers in Suruç and Ankara turned out to be brothers, Abdurrahman and Yunus Emre Alagöz respectively.

An 18-month confidentiality order was placed on the Suruç investigation's findings at the time, which could have hindered the sharing of intelligence and information to possibly stop the Ankara attack before it happened.

Last year, workers' unions and professional organisations organized a design competition for a monument to be placed on the site of the Ankara bombing. Architect Pınar Kesim Aktaş's winning design, called "Timeless casing/Unfinished stories", incorporated several gingko biloba trees in her collective memory space.

Gingko trees "even survived the Hiroshima bombing, they are resilient and long lived," Aktaş told the advocacy group Centre for Truth, Justice and Memory. The trees shed their leaves in October, and when

under attack, survive by flinging their seeds out to spread. "Bodies are casings for ideas. The explosion took away the bodies, but the ideas remain," said the architect. "We wanted to create new casings to protect them."

The project consists of brass sleeves around gingko trees, scattered about the station square. It is a location where people naturally congregate, and before the bombing, was an important host to many of the country's significant political events.



9 octobre, 2020
Karwan Faidhi Dri

Iraq announces 'historic' deal with KRG over disputed Shingal

Baghdad on Friday reached a deal with the Kurdistan Regional Government (KRG) over the governance and security of the disputed district of Shingal in Nineveh province, according to Prime Minister Mustafa al-Kadhimi's spokesperson.

Kadhimi "sponsored a historic agreement which will bolster the federal authority in Shingal as per the constitution in terms of governance and security," tweeted Ahmed Mullah Talal.

The deal "ends the authority of intruding groups and paves the way for the reconstruction of the city and the full return of its people in coordination with the Kurdistan Regional Government," he added.

The agreement was announced after a meeting between representatives from Baghdad and Erbil. "It's a good agreement, and we had a good



Members of the Popular Mobilization Forces (PMF) pictured in Shingal. File photo: Rudaw

meeting with the Iraqi prime minister in the presence of UN and Iraqi sides," KRG Interior Minister Reber Ahmed told Rudaw.

He said he hoped the agreement will help displaced fam-

ilies return to their homes.

Details of the agreement have not been immediately released.

Shingal is the homeland of the Yazidis, most of whom remain displaced six years after the Is-

lamic State (ISIS) committed genocide against the minority group. Since ISIS was ousted from the area, multiple civil administrations and armed groups have sought to stake a claim. There are as many as six armed groups vying for control, including federal and regional forces, Iraqi militias, and groups affiliated with the Kurdistan Workers' Party (PKK). Turkey has launched airstrikes on Shingal, targeting groups aligned with the PKK.

The deal reached today will "accelerate and facilitate the return of the displaced to the district," according to a statement from Kadhimi's office. Delays in returning stability to the area and helping people to return home has come "at the expense of the people who suffered from Daesh [ISIS] terrorists yesterday and suffer from a lack of services today," Kadhimi said in the meeting, according to the statement.

The federal and regional governments will work together to implement this agreement, "in cooperation with the people of Sinjar first," he added. Kadhimî also pledged that his government will work to find Yazidis still missing, years after they disappeared under ISIS rule. The fate of 2,880 Yazidis is still unknown.

KRG Prime Minister Masrour Barzani did not attend the meeting, but said he spoke about it with Kadhimî after the deal was signed.

It is "the outcome of months of serious work and discussions between the Kurdistan Regional government and the federal government," read a statement from Barzani's office. "Both sides agreed that Shingal will be jointly governed in terms of administration, security, and service. This agreement is a beginning for the implementation of Article 140 of the constitution."

Shingal lies within the areas claimed by both Erbil and Baghdad, as described in Article 140 of the constitution that outlines a plan to resolve the dispute.

Head of the United Nations mission in Iraq (UNAMI), Jeanine Hennis-Plasschaert, welcomed the agreement, saying it would usher in "a new chapter for Sinjar [Shingal], one in which the interests of the people of Sinjar come first."

Spokesperson Talal said that previous cabinets failed to create trust and return security and stability to the troubled region, but that Kadhimî has succeeded in this regard.

Murad Ismael, co-founder and former executive director of Ye-

zidi advocacy organization Yazda, tweeted that he welcomes "in principle" any agreement that "normalizes the security and administration of Sinjar," but is waiting to see full details of the deal.

The United States Embassy in Baghdad said it welcomed the Friday agreement, saying it hopes it will "lead to lasting security and stability for the Iraqi people in northern Iraq."



10 Octobre 2020

Iran : Plus de 119.400 décès dus au coronavirus dans 458 villes d'Iran - NCR Iran

Radj Harirchi, vice-ministre de la Santé : En raison du grand nombre de patients ambulatoires et d'hospitalisation dus au coronavirus, l'hospitalisation des patients non urgents est interdite jusqu'à nouvel ordre.

· La faculté de médecine d'Alborz : Ces dernières 24 heures, 19 malades du Covid-19 ont perdu la vie et le nombre total de décès dans la province a atteint 1281. Ces trois derniers jours, avec respectivement 636, 663 et 689 hospitalisations, la province d'Alborz a enregistré le taux d'hospitalisation le plus élevé des 7 derniers mois.

· La faculté de médecine d'Ispahan : Le nombre d'hospitalisations couvertes par les CHU, à l'exception de villes de Kashan, Aran et Bidgol, atteint 1553 personnes. 284 patients sont en USI. Ces dernières 24 heures, 19 patients sont décédés.

La faculté de médecine du Kur-

distan : Avec l'augmentation du nombre de malades du Covid-19, les hôpitaux de la province sont complets.

Huit mois après le début de la pandémie et la mort d'au moins 118.000 personnes, Khamenei, craignant une explosion de colère populaire, a donné l'ordre aux hôpitaux des Forces armées de d'occuper des malades du Covid-19.

Massoud Radjavi, Président du Conseil national de la Résistance iranienne avait annoncé il y a 7 mois: « Les hôpitaux des pasdarans et les centres médicaux des représentants du Guide suprême, qui disposent des plus hautes installations médicales, doivent être ouverts à tous les malades et mis à la disposition de la population. Les arriérés de salaires des infirmières, du personnel médical et du personnel hospitalier doivent être payés immédiatement sur le budget et les avoirs colossaux des pasdarans. »

L'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI/MEK) a annoncé le 9 octobre 2020, que le nombre de décès dus au coronavirus dans 458 villes dépassait 119.400. Le nombre de morts dans les provinces de Téhéran est de 28.511, Khorassan Razavi 8970, Khouzistan 7598, Ispahan 6104, Mazandaran 5502, Qom 5150, Guilan 4731, Azerbaïdjan occidental 3257, Alborz 3265, Hamedan 3183, Kurdistan 2156, Semnan à 1816 et Qazvine 1141.

Massoud Radjavi, Président du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI) et dirigeant de la Résistance iranienne avait annoncé le 7 mars 2020, au début de l'épidémie de Covid-19 : « Les hôpitaux des pasdarans et les centres médicaux des représentants du Guide suprême, qui disposent des plus hautes installations médicales, doivent être ouverts à tous les malades et mis à la disposition de la population. Tous les équipements

de ces centres appartiennent à la population. Khamenei doit soigner et assurer la santé de la population avec les 100 milliards de dollars de capitaux et de biens du « siège d'application de l'ordre de Khomeiny », de la fortune colossale accumulée dans les coopératives des pasdarans, de la milice, de la police et l'argent qu'il dépense en Irak, en Syrie, au Yémen, à Gaza et au Liban.

« Les budgets nucléaires et de missiles du régime, ainsi que le capital et les installations du Croissant-Rouge, dont il a mis en place plusieurs centres d'exportation d'intégrisme et de terrorisme au Moyen-Orient et en Afrique, doivent être consacrés à soigner les malades du coronavirus et les démunis. Les arriérés de salaires des infirmières, du personnel médical et du personnel hospitalier doivent être payés immédiatement sur le budget et les avoirs colossaux des pasdarans. »

L'attentat manqué de Villepinte en 2018 a été « conçu par l'Iran », conclut une enquête belge

Le 30 juin 2018, une bombe sophistiquée aurait dû exploser lors d'un meeting du Conseil national de la résistance iranienne, une coalition de mouvements opposés aux autorités de Téhéran. Le projet d'attaque avait été déjoué in extremis.

Les experts belges sont formels : l'onde de choc causée par la bombe aurait pu s'étendre sur une centaine de mètres, faire de nombreuses victimes et créer un mouvement de panique potentiellement mortel étant donné le nombre de personnes présentes. L'engin, à base de peroxyde d'acétone (ou TATP) et télécommandé à distance, aurait dû exploser le 30 juin 2018 à Villepinte (Seine-Saint-Denis), lors d'un meeting du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI), une coalition dont l'Organisation des moudjahidin du peuple iranien (OMPI) est la composante la plus connue.

L'attentat a été déjoué in extremis, à Bruxelles, le jour où la bombe devait être acheminée en France. Quand les démineurs de l'armée ont prudemment provoqué la détonation, leur robot a été détruit et un policier a été blessé : l'engin était « sophistiqué, l'œuvre d'un professionnel », ont conclu les spécialistes.

Des services de renseignement européens – et plus que probablement le Mossad israélien – avaient découvert le projet fomenté par quatre Iraniens, qui seront jugés à la fin novembre, à Anvers. La justice belge a, en effet, bouclé son enquête et ses résultats sont conformes aux conclusions de la Sûreté de l'Etat : le 20 février, Jaak Raas, patron du service de renseignement, écrivait alors au procureur fédéral que « le projet d'attaque a été conçu au nom de l'Iran, et sous son impulsion ; il ne s'agissait pas

d'une initiative personnelle d'Assadi ».

Assadollah Assadi est la figure centrale de cette affaire. Cet homme de 49 ans a été diplomate en Irak de 2003 à 2008, avant d'être nommé troisième secrétaire à l'ambassade iranienne de Vienne, en 2014. Selon la Sûreté de l'Etat, il agissait surtout pour le compte du « Département 312 », un service du ministère du renseignement et de la sécurité (MOIS) qui figure sur la liste des organisations classées terroristes par l'Union européenne.

Téhéran nie toute implication

Lors de sa formation militaire, M. Assadi a notamment été initié à la fabrication d'explosifs et sa mission principale était de collecter des renseignements sur les opposants iraniens, en liaison avec le ministère des affaires étrangères.

D'après l'enquête menée à Anvers, Assadollah Assadi aurait préparé durant un an le projet d'attentat en France. On a, en effet, relevé sa présence dès 2017 à Villepinte, à Auvers-sur-Oise – le siège du CNRI – et à proximité des hôtels où devaient loger des dignitaires. En 2018, le meeting devait notamment réunir Ingrid Betancourt, ancienne candidate à la présidence de la Colombie, Yves Bonnet, ancien patron de la DST (Direction de la surveillance du territoire) française, Sid Ahmed Ghazali, ex-premier ministre algérien, Rudy



Le rassemblement annuel du Conseil national de la résistance iranienne, qui était visé par une bombe, à Villepinte (Seine-Saint-Denis), en juin 2018. ZAKARIA ABDELKAFI / AFP

Giuliani, ancien maire de New York et avocat de Donald Trump, Newt Gingrich, ancien président républicain de la Chambre des représentants des Etats-Unis, et Bill Richardson, ancien ambassadeur américain auprès des Nations unies.

Plusieurs parlementaires européens et Louis Freeh, un ancien patron de la police fédérale américaine (FBI), étaient également annoncés. Une vingtaine de personnalités au total se sont portées parties civiles et seront représentées au procès par les avocats belges Georges-Henri Beauthier et Rik Vanreusel, ainsi que par le Français William Bourdon.

En 2018, les autorités de Téhéran avaient rejeté toute implication dans le projet d'attentat, évoquant une opération orchestrée par l'opposition et promettant des

explications – qui ne sont jamais venues. Apparemment convaincue de la responsabilité directe de la République islamique, Paris gelaît, en octobre 2018, les avoirs du vice-ministre iranien du renseignement, Saeid Hashemi Moghadam.

Une organisation minutieuse

Durant sa détention préventive, Assadollah Assadi a refusé de collaborer avec la justice belge, mais il a menacé de représailles. Le 9 mars 2019, il faisait ainsi savoir au directeur de la prison de Beveren qu'il souhaitait rencontrer un enquêteur. Il allait lui dire que, s'il était condamné, des « groupes armés » étaient prêts à agir contre des policiers, des témoins ou des sympathisants de l'OMPI.

Le dossier sur lequel s'appuiera le parquet semble, en

tout cas, très lourd. Il recense l'organisation minutieuse du projet, les nombreux voyages de l'intéressé en Iran, les importantes sommes d'argent qu'il a mobilisées, les réunions qu'il a tenues avec ses complices dans plusieurs villes dont, au final, Luxembourg. C'est dans une pizzeria de la capitale du Grand-Duché qu'il allait remettre, le 28 juin 2018, les explosifs à Amir Saadouni et Nasimeh Naami.

Le couple, domicilié près d'Anvers, fut arrêté le lendemain. Dans sa Mercedes, les policiers allaient découvrir, outre 500 grammes de TATP et trois téléphones portables, une somme de 35 000 euros. Contrairement au principal protagoniste de l'affaire, Amir Saadouni a beaucoup parlé aux enquêteurs. Il leur a dit qu'il travaillait avec Assadi depuis

2007 et qu'il s'était rendu en Iran à sa demande. Avec sa compagne, il a toutefois tenté de minimiser son rôle. Tous deux ont affirmé qu'ils croyaient transporter du matériel pour un feu d'artifice et évoquer des risques pour leurs proches en Iran s'ils désobéissaient. « C'est très douteux, il n'est pas nécessaire de payer plus de 100 000 euros à des personnes que vous menacez de violences contre leur famille », soulignent les avocats des parties civiles.

Un quatrième individu, Mehrad Arefani, sera sur le banc des prévenus. Il a été arrêté à Vilpente et extradé vers la Belgique. Il a nié qu'il connaissait Assadi mais, selon l'accusation, les deux hommes étaient en relation constante, Arefani étant chargé de collecter des informations sur les membres du NCRI.

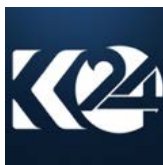
La diplomatie française se veut discrète

Les autorités belges se sont, depuis le début, montrées très discrètes sur leurs investigations, qui ont mené à des mises en examen pour participation à une organisation terroriste et tentative de meurtre. La justice a travaillé de manière très discrète avec des appels au silence pour toutes les parties impliquées. Elle confirme aujourd'hui que le procès sera mené en quelques audiences, comme s'il s'agissait de limiter son retentissement.

Pas question, donc, d'évoquer trop longuement l'activité des services iraniens en Europe, pourtant jugée « intolérable » par les Vingt-Sept, en février 2019, après une série d'actes survenus en Allemagne, au Danemark, aux Pays-Bas et en

Albanie. La diplomatie française se veut, elle aussi, discrète. Elle a la conviction que la chercheuse franco-iranienne Fariba Adelkhah, arrêtée en juin 2019 en Iran et condamnée, en mai 2020, à cinq années de prison pour « propagande » et atteinte à la sécurité nationale, a payé pour l'arrestation d'Assadi. Téhéran espérait apparemment l'échanger contre celui-ci. L'anthropologue a bénéficié samedi 3 octobre d'une libération temporaire et reste en Iran sous le contrôle d'un bracelet électronique.

Le compagnon de Mme Adelkhah, Roland Marchal, fut libéré en mars, tandis qu'un l'ingénieur iranien Jalal Rohollahnejad, arrêté à Nice et risquant une extradition vers les Etats-Unis, retrouvait la liberté presque en même temps.



October 10, 2020
By Wladimir Van Wilgenburg

KRG and Baghdad reach administrative, security agreement on Sinjar

ERBIL (Kurdistan 24) – The Government of Iraq and the Kurdistan Regional Government (KRG) on Friday announced they had reached an agreement to restore and normalize the situation in the Sinjar (Shingal) area, where competing armed groups are active.

The KRG Interior Minister, Reber Ahmed, said on Thursday that he would visit Baghdad on Friday to finalize an agreement on Sinjar.

The agreement involves understandings on security, civil administration, reconstruction and service rehabilitation, and the return of Internally Displaced Persons (IDPs.)

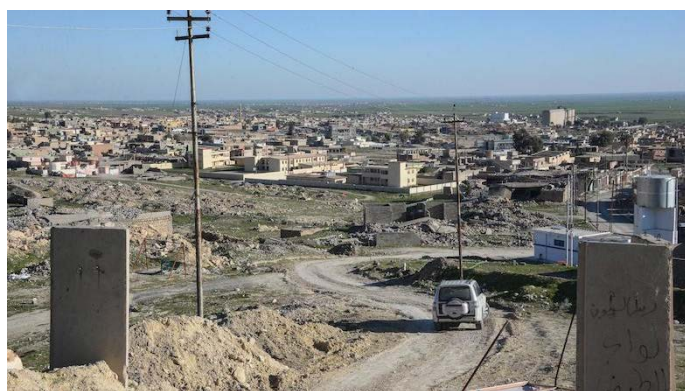
Notably, the agreement in-

cludes understandings to withdraw all armed groups from the area; restore the local administration; and appoint a new mayor.

Almost five years have passed since November 2015, when Sinjar was freed from ISIS' reign of terror by Kurdish forces, backed by the US-led Coalition.

Since late 2017, however, the area has been under the control of Iraqi forces and Hashd al-Shaabi (PMF) militias, after they drove out Peshmerga forces in the Iranian-orchestrated attack that followed the Kurdistan independence referendum.

In addition, the Shingal Resistance Units (YBS), the local



The new Erbil-Baghdad agreement on Sinjar (Shingal) involves security, civil administration, reconstruction and service rehabilitation, and the return of those displaced since 2014 from the Yazidi (Ezidi) majority district. (Photo: Archive)

wing of the Kurdistan Workers' Party (PKK), is active in the area and receives salaries from the PMF.

Much of the city remains unin-

habitable rubble, and very few of its former residents have returned to their homes.

Following its 2017 assault, Baghdad appointed new offi-

cial in the Sinjar district in place of the elected officials who had withdrawn from the area to relocate in the Kurdistan Region's Duhok province, where they still conduct district business.

There are, thus, currently two local governments for Sinjar: one appointed by Baghdad and the other elected before October 2017 by the people of the area.

The Prime Minister of the Kurdistan Region, Masrour Barzani, explained in a statement issued by his office that the agreement was reached after long negotiations between the KRG and the Iraqi federal government.

"This important agreement is the result of months of hard work and negotiations between officials in Erbil and Baghdad," Barzani stated. "It will help to allow the people of Sinjar – including Yazidis and others who suffered so appallingly at the hands of ISIS – to return to their ancestral homes in safety and with dignity. The normalization of Sinjar will ensure that its people can determine their own future."

He also thanked UN Special Representative of the United

Nations Secretary-General for the United Nations Assistance Mission for Iraq, Jeanine Hennis-Plasschaert, for "her support and personal involvement in this process."

The media office of Iraqi Prime Minister Mustafa al-Kadhimi issued a similar statement, saying that the deal was "agreed upon with the Kurdistan Regional Government and Nineveh Governorate, taking into consideration the demands of the people of the district."

"The security aspect falls within the scope and powers of the federal government in coordination with the Kurdistan Regional Government," Kadhimi explained. "As for the service aspect, it will be the responsibility of a joint committee between the federal government, the Kurdistan Regional Government, and Nineveh Governorate."

Hennis-Plasschaert welcomed the agreement on Twitter, calling it "a first and important step in the right direction."

"High time to reach out to the people of Sinjar and to make them feel that they are, in-

deed, part of the broader community," she added.

Last year, she also called upon Baghdad and Erbil to establish stable governance and security without delay in Sinjar, in coordination with local Yazidi (Ezidi) community leaders. However, no agreement was reached then.

The US Embassy in Iraq joined in expressing its support for the Sinjar accord. "We look forward to its full implementation and hope this agreement will lead to lasting security and stability for the Iraqi people in northern Iraq," it said.

Joey Hood, the US Principal Deputy Assistant Secretary of State for Near Eastern Affairs, during an online webinar in August, expressed America's firm opposition to the presence of irregular forces in Yazidi areas of Iraq.

When ISIS overran Sinjar in August 2014, the city was home to some 88,000 residents, most of them Yazidis. The terrorist group proceeded to kidnap and massacre untold numbers of people, and thousands of women and girls were forced into sexual slavery. Those atrocities are now

widely recognized as genocide.

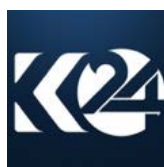
Tens of thousands of Yazidis from Sinjar and surrounding areas remain displaced in the Kurdistan Region. Others fled to Europe and other areas abroad. Thousands are still missing.

So far, Yazidi organizations have reacted cautiously to the agreement.

Pari Ibrahim, Founder and Executive Director of the Free Yazidi Foundation (FYF), explained to Kurdistan 24 that all Yazidis want security and safety in Sinjar, but "from our perspective, it is best to wait and see what the details of the agreement are, before making any judgment."

Murad Ismael, Co-founder and Executive Director of Yazda Organization, similarly told Kurdistan 24, "In principle, we support any agreement between Baghdad and Erbil that normalizes the security and administration of Sinjar – something we have been demanding for 6 years."

However, he added, "Before judging it, we need to know the full details of the agreement."



October 10, 2020
By Hiwa Shilani

COVID-19: KRG records 769 new cases, 19 deaths in a single day

ERBIL (Kurdistan 24) – The Kurdistan Region Health Ministry on Saturday announced it had recorded 769 new coronavirus cases and 19 deaths due to the disease in the last 24 hours.

The ministry mentioned in a statement that health workers had conducted 5,402 tests over the same period across the region, making for a total of

519,958 such tests carried out since the beginning of the outbreak in early March.

Adding the new figures, the total number of COVID-19 cases in the Kurdistan Region reached 55,156, including 34,544 recoveries and 1,968 deaths.

The Kurdistan Region has recently witnessed new surges in coronavirus cases across its

provinces, particularly in Duhok and Erbil, provinces that had both enjoyed relatively fewer infections over past months.

The region's health minister, Saman Barzinji, said on Saturday that the Kurdistan Regional Government's (KRG) combatting coronavirus committee will hold a meeting with heads of local governments in the coming days to assess and

review the epidemiological situation in the region.

Barzinji's statement came during a joint press conference with Erbil governor Firsat Sofi.

The minister noted that the KRG conducts up to 6000 daily tests and urged all citizens to wear protective masks and gloves and to follow social distancing guidelines to curb the spread of the coronavirus.

Prix Bayeux : la Syrie sous les projecteurs

La 27^e édition du Prix Bayeux des correspondants de guerre a distingué un reportage réalisé pour Arte sur les civils déplacés en Syrie et récompensé le travail d'Allan Kaval, le reporter du « Monde » – blessé il y a quelques jours au Haut-Karabakh –, sur les prisonniers djihadistes.

Les millions de civils déplacés en Syrie ont été mis à l'honneur, samedi 10 octobre, lors du palmarès du 27^e prix Bayeux des correspondants de guerre. Présidé Ed Vulliamy, grand reporter irlandais pour le *Guardian* et *The Observer*, le jury international a distingué toute catégorie confondue un reportage réalisé pour Arte par Suzanne Allant, Yamaan Khatib et Fadi Al-Halabi.

Syrie, dans le piège d'Idlib, distingué dans la catégorie télévision grand format et toujours disponible sur arte.tv, évoque les 4 millions de civils déplacés venant d'anciens bastions de l'opposition et coincés dans cette région du nord-ouest de la Syrie, entre la frontière fermée avec la Turquie et les attaques du régime syrien et de son allié russe. « C'est traité à travers le regard d'un journaliste syrien qui revient dans son pays et parle pour les centaines de millions de personnes dans le monde qui ne savent pas si elles vont un jour rentrer chez elles, revoir leur maison », a-t-il poursuivi.

La Syrie est également au cœur du prix attribué dans la catégorie presse écrite au travail d'Allan Kaval, grand reporter du Monde grièvement blessé la semaine dernière lors d'un reportage au Haut-Karabakh. Son reportage, *Dans le nord-est de la Syrie, la mort lente des prisonniers djihadistes*

a également remporté le prix presse écrite Ouest-France. Il raconte l'intérieur d'une prison gérée par les forces kurdes, où sont entassés des centaines de détenus, les derniers irréductibles du « califat » du groupe État islamique (EI), capturés souvent blessés ou mourants après la chute de Baghouz, le tout dernier territoire de l'EI.

Le journaliste, rapatrié en France, a réagi sur Twitter à cette distinction depuis l'hôpital où il est soigné, se déclarant « infiniment ému » par cette distinction.

L'autre reportage majeur qui a marqué le jury est celui de la

BBC consacré aux Ouïghours. Réalisé par John Sudworth et Wang Xiping, le sujet intitulé tout simplement « Les familles ouïghoures » décroche le prix en télévision format court. « Cela traite d'un des sujets majeurs de notre siècle à savoir l'éradication des populations indigènes. Ici l'éradication par la Chine de l'identité d'enfants (ouïghoures) », a expliqué Ed Vulliamy à l'AFP. Pour leur reportage, les journalistes ont mis en contact par téléphone des enfants avec leurs parents, dont ils avaient été séparés. Dans la catégorie Radio, le prix a été attribué à Sonia Ghezali et Wahlah Shahzaïb de RFI pour « *Afghanistan : après l'attaque de la maternité de MSF* ».

En photo, le prix du jury international revient à un reportage sur les talibans en Afghanistan de Lorenzo Tugnoli, de l'agence italienne Contrasto, pour le *Washington Post*. « Avoir accès aux talibans est incroyablement difficile. Et esthétiquement le reportage évoque *Le Caravage* », a souligné un membre du jury.

Une des photos du reportage sur les talibans en Afghanistan de Lorenzo Tugnoli. / Lorenzo Tugnoli/The Washington Post/Contrasto

Toujours dans la catégorie photo, le prix du public a été attribué à Anthony Wallace de l'AFP pour un reportage photo intitulé *Hong Kong, une révolte populaire*. Ce reportage obtient aussi le deuxième prix du jury international.

Hong Kong, une révolte populaire. / ANTHONY WALLACE/AFP

Au total, cinquante reportages étaient en compétition. L'autre point d'orgue de cette 27^e édition a été, selon Ed Vulliamy, l'hommage rendu jeudi au Mémorial des reporters de guerre de Bayeux par la directrice de la photo de l'AFP, Marielle Eudes, au vidéaste yéménite qui collaborait avec l'Agence, Nabil Hasan al-Quaety, 34 ans. Ce père de jeunes enfants a été tué en juin.

 **Allan Kaval**
@allankaval



@PrixBayeux Depuis mon lit d'hôpital je vous regarde et je suis infiniment ému par ces distinctions.

Un immense merci au jury du Trophée Presse Ecrite du département du Calvados et au jury du Prix Ouest France - Jean Marin @OuestFrance14



« Le Monde » primé au Prix Bayeux des correspondants de guerre
Le journaliste Allan Kaval a remporté le premier prix dans la catégorie presse écrite du 27e Prix Bayeux pour un reportage sur la mort lente d...
lemonde.fr

— Allan Kaval (@allankaval) October 10, 2020



10 octobre 2020

“L’heure est venue – Liberté pour Öcalan”

Le leader kurde Abdullah Öcalan est détenu depuis le 15 février 1999 dans la prison de l’île d’Imrali, isolé et privé de tout moyen de communication avec l’extérieur. Ögmundur Jónasson, ancien ministre islandais, Debbie Bookchin, journaliste américaine et Ela Gandhi, fondatrice de Gandhi Development Trust (GDT), ont publié une lettre ouverte intitulée : « L’heure est venue – Liberté pour Öcalan ».

La lettre rappelle que le Comité pour la prévention de la torture du Conseil de l’Europe (CPT), qui est chargé de surveiller les conditions dans les prisons des États membres, a déclaré dans son rapport du 5 août 2020 que « la situation dans la prison d’Imrali n’est pas acceptable et contrevient clairement à divers instruments et normes internationaux pertinents en matière de droits humains ».

« Le 9 octobre 1998, poursuit

la lettre, Öcalan s’est rendu en Europe pour promouvoir une solution politique à la question kurde. Le 15 février 1999, il a été enlevé au Kenya lors d’une opération internationale clandestine et remis à l’État turc. À l’occasion de l’anniversaire du départ d’Öcalan de Syrie, les Kurdes et leurs partisans du monde entier ont décidé de faire du 10 octobre la Journée mondiale pour la liberté d’Öcalan. Ce jour-là, les Kurdes et leurs amis mèneront des campagnes sur les réseaux sociaux, organiseront des rassemblements et des manifestations ».

La lettre continue ainsi :

« L’intensification de l’isolement imposé à Öcalan a commencé avec la décision du président turc Recep Tayyip Erdogan de mettre fin aux négociations de paix entre Öcalan, le PKK et l’État turc en avril 2015. Depuis lors, l’isolement imposé à Abdullah Öcalan a été étendu à l’ensemble du pays. Erdogan a

poursuivi sa stratégie d’anéantissement au Kurdistan, et poursuit l’intimidation et l’élimination des forces progressistes démocratiques dans toute la Turquie. Dans le même temps, l’État turc poursuit une campagne d’expansionnisme militaire illégale, envahissant et occupant diverses régions de Syrie et d’Irak. En outre, après des actions agressives en Méditerranée orientale, Erdogan et l’État turc attendent à présent les flammes de la guerre civile en Libye et du conflit sanglant entre l’Azerbaïdjan et l’Arménie. Cet expansionnisme militaire permanent est une force déstabilisatrice majeure bien au-delà du Moyen-Orient ».

« La stratégie d’Öcalan, qui promeut la coexistence pacifique des peuples et l’émancipation des femmes, a permis la révolution au Rojava menée par les Kurdes de Syrie, qui ont établi un système de démocratie de base au Rojava et dans une grande partie du nord et de l’est de la Syrie. La

création de ce système révolutionnaire dans le nord et l’est de la Syrie a inspiré les peuples de toute la région, et au-delà, à croire qu’une nouvelle société, fondée sur les principes de démocratie, de liberté et d’égalité, peut être construite. Les réalisations de la révolution du Rojava sur fond d’instabilité régionale croissante plaident indéniablement en faveur de la liberté d’Abdullah Öcalan et d’un engagement urgent avec Öcalan pour parvenir à une solution pacifique et juste de la question kurde et d’autres problèmes régionaux dans le monde ».

Les trois signataires appellent à participer aux campagnes d’appel à la libération d’Abdullah Öcalan avec les slogans : « Le temps est venu – Liberté pour Öcalan ! » et « Il est temps de mettre fin à l’expansionnisme et à l’agressivité de l’État turc ».



10 octobre 2020
Karwan Faidhi Dri

Rojava authorities announce new prisoner amnesty

ERBIL, Kurdistan Region – Kurdish authorities in northeast Syria (Rojava) on Saturday announced their second prison amnesty in the space of five months.

The Kurdish-led Autonomous Administration of North and East Syria (NES), said in a [statement](#) on Saturday that all prisoners

-serving time for petty crimes will be released from prison. Those suffering from incurable or terminal diseases and those aged over 75 will also be released.

Inmates given life sentences will now serve 20 years in jail, while others will serve only half of their sentence, according to the amnesty.

The amnesty excludes people charged with “betrayal, espionage, honor killing, sexual abuse, and trading with or consuming drugs.” It also excludes commanders and trainers of terrorist organizations like the Islamic State (ISIS).

Those at large have 60 days to turn themselves in and benefit

from the amnesty.

The NES [issued a similar amnesty](#) on May 17 for the advent of Eid al-Fitr, which excludes convicted terror offenders, rapists, and drug dealers.

Rojava is militarily governed by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), which cap-

tured thousands of ISIS-affiliated people during clashes with the group between 2014 and 2019. Men are kept in prisons, while women and children are kept at the al-Hol and Roj camps in Hasaka.

Speaking at a symposium on Sunday, Elham Ahmad, President of the Executive Committee of the Syrian Democratic Council (SDC) – the political arm of the SDF – described the camp as a “heavy burden on the shoulders” of the NES.

“A decision will be issued to empty the Syrians from the camp completely. Those who remain in the camp will not be the



An SDF member stands guard at a prison in Hasaka, northeastern Syria on October 29, 2019. Photo: AFP

responsibility of the self-administration,” Ahmad **said**.

The decision follows repeated calls from the NES and US officials for countries to repatriate

their nationals from Rojava. However, few countries responded positively to the call.

Ahmad specified in a **tweet** published on Monday evening that “only the Syrian families who wish to leave al-Hol camp are free to leave. The families of foreign fighters and Syrians who have serious accusations will remain in the camp”.

Approximately **68,000 people**, including Syrians and foreigners, live in al-Hol camp. Nearly two thirds, around 43,000, are children.

It is not yet clear how many prisoners will benefit from the new amnesty.

LE FIGARO

11 octobre, 2020
Par Alexia Kefalas

La Turquie avance ses pions dans la partie nord de Chypre

Ankara considère l'île comme une pièce majeure dans sa stratégie visant à étendre ses frontières maritimes.

Athènes - Cela fait 46 ans que des voix n'avaient pas résonné sur l'avenue Kennedy, dans la cité balnéaire de Varosha, dans l'est de l'île de Chypre. Une destination très prisée par ses habitants. Dans les années 1970, on la surnommait le Saint-Tropez de la Méditerranée, tant pour ses nuits endiablées que pour ses plages de rêves. Mais un soir de juillet 1974, au moment de l'invasion du quart nord de l'île par l'armée turque - après un coup d'État raté visant à permettre le rattachement à la Grèce -, les Chypriotes grecs furent contraints de fuir au plus vite, laissant tout derrière eux. Après une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, personne ne put pénétrer dans cette ville, devenue le symbole de la division de Chypre. Tout ou presque, y est resté figé, des immeubles fan-

tômes ou en ruine, des chaussées défoncées jusqu'aux piles de vêtements qui jonchent le sol, signe du départ précipité.

En annonçant, la semaine dernière, la réouverture au public de la plage de Varosha, le président turc Recep Tayyip Erdogan cherche surtout à apporter son soutien à Ersin Tatar, actuel dirigeant de la République autoproclamée de Chypre du Nord, où le premier tour des élections se déroulait dimanche 11 octobre. Mais la décision a été reçue comme un coup de massue par les Chypriotes grecs. «C'est une deuxième invasion des Turcs», estime largement la presse locale, considérant que la Turquie ne respecte pas les mises en garde de l'Union européenne. «Le message a pourtant été clair lors du dernier sommet européen.

Si la Turquie continue les provocations envers la Grèce et Chypre, comme elle l'a fait tout l'été, et ce depuis un an, en violant les espaces aériens et maritimes de deux pays membres de l'UE, alors des sanctions, notamment financières, seront envisagées», observe Constantinos Filis, directeur de l'Institut des relations Internationales.

Réunification

Les condamnations des États-Unis, de la Russie et de l'ONU sont immédiatement tombées. Les Nations unies, qui avaient déjà exigé en vain, par résolution, en 1984, que la ville de Varosha leur soit transférée en vue de son repeuplement par ses habitants, ont demandé l'annulation de cette décision. Il n'empêche: jeudi dernier, la plage de Varosha a partiellement rouvert, mettant

à mal les longues négociations de paix en vue d'une future réunification de l'île. Déjà des curieux, principalement des touristes étrangers, ont voulu découvrir et filmer avec leurs téléphones ce qu'était devenu ce trésor chypriote. «La Turquie a changé. Elle ne veut plus s'occidentaliser et se plier aux règles européennes de démocratie ou d'État de droit. L'UE brandit les sanctions pour imposer un respect des règles de bon voisinage, mais peu l'en chaut, reprend Constantinos Filis. À travers Varosha, elle veut passer un message aux Chypriotes grecs, et les convaincre de partager les hydrocarbures trouvés dans les fonds marins de l'île», ajoute-t-il.

La Turquie veut en effet avancer un peu plus ses pions à Chypre, qu'elle considère comme une pièce majeure

dans sa stratégie visant à étendre ses frontières maritimes. Elle vient ainsi de déposer une demande de navigation Navtex, pour la période du 10 octobre au 9 novembre, dans la Zone

économique exclusive de Chypre - plus précisément, sur les blocs 6 et 7, dont le forage d'hydrocarbures, par le géant français Total notamment, doit commencer début 2021. Le navire turc de rec-

herches sismographiques Barbaros Hayreddin Pasa viole donc l'espace maritime de Chypre pour la énième fois en quelques mois. Le gouvernement de Nicos Anastasiades compte donc sur ses

alliés, comme la France. Jean-Yves Le Drian, ministre français des Affaires étrangères, s'est entretenu avec son homologue chypriote pour l'assurer de sa pleine solidarité dans ce contexte fragile.

LE FIGARO

11 octobre, 2020
Par Isabelle Lasserre

La relation russo-turque mise à rude épreuve dans le Caucase

Les combats qui opposent les forces azerbaïdjanaises et arméniennes ont ravivé la lutte de pouvoir que se livrent la Russie et la Turquie sur plusieurs théâtres d'opérations.

C'est une relation contre nature mais qui jusqu'à présent a surmonté toutes ses contradictions géopolitiques. Le réveil du conflit gelé au Haut-Karabakh sera-t-il le cimetière de l'alliance entre la Turquie de Recep Tayyip Erdogan et la Russie de Vladimir Poutine?

Au cours de l'histoire, les empires ottoman et russe se sont livrés de nombreuses guerres pour la domination du Moyen-Orient, l'accès aux mers chaudes, le contrôle des Balkans ou du Caucase. En 2015, Moscou et Ankara ont à nouveau frôlé la guerre quand un bombardier russe a été abattu par l'aviation turque dans l'espace aérien syrien. Depuis, les deux puissances se sont retrouvées en porte-à-faux sur plusieurs théâtres d'opérations. En Syrie, où Vladimir Poutine soutient Bachar el-Assad quand Recep Tayyip Erdogan aide les groupes rebelles islamistes. En Libye, où Moscou s'est rangé derrière le général Haftar, l'homme fort de l'Est et du Sud, tandis qu'Ankara épaula Fayez al-Sarraj, le chef du Gouvernement d'union nationale basé à Tripoli. Au début de l'année 2020, l'intervention militaire

turque a fait basculer le rapport de force entre les belligérants, qui jusque-là était plutôt en faveur du général Haftar.

Ces positions à fronts renversés n'ont pas remis en cause la relation entre la Russie et la Turquie, basée d'abord et avant tout sur une opposition commune à l'Occident. «La Turquie et la Russie sont deux anciens empires. Leurs leaders se ressemblent. Ils réfléchissent de la même manière, à l'ancienne, en termes de territoires. Tous deux sont mus par une même rancune vis-à-vis de l'Europe, dont ils estiment qu'elle n'a pas ou mal répondu à leurs demandes de rapprochement», explique Tatiana Kastoueva-Jean, spécialiste de la Russie à l'Institut français des relations internationales (Ifri). Erdogan a apprécié l'empathie manifestée par le président russe après la tentative de coup d'État en 2016. Quant à Vladimir Poutine, il utilise la Turquie pour dissuader l'Otan, dont il aimerait la disparition. En vendant une défense antimissile (S400) incompatible avec les systèmes de l'Alliance atlantique, dont Ankara est censée être un pilier, il sème la zizanie à l'intérieur de l'organisation.



Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan lors d'un sommet russo-turque à Moscou, le 5 mars 2020. POOL/REUTERS

«Les Russes sont très inquiets»

Profitant du retrait américain et de la baisse de l'influence occidentale dans le monde, les deux gros ours reviennent avec leurs souvenirs d'empires pour contester l'ordre international et avancer leurs pions au Moyen-Orient. «La relation entre la Turquie et la Russie tient sur une volonté commune de chasser les Occidentaux d'un maximum de régions et notamment des zones de conflit. Mais c'est le seul point de convergence entre les deux pays. On voit mal comment leur relation pourrait ne pas craquer», analyse Thorniké Gordadzé, professeur à

Sciences Po et spécialiste du Caucase.

Le Haut-Karabakh signera-t-il la fin de cette idylle géopolitique paradoxale? Les combats qui opposent les forces azerbaïdjanaises et arméniennes ont ravivé la lutte de pouvoir que se livrent la Russie et la Turquie sur plusieurs théâtres d'opérations. Le soutien militaire apporté par Ankara aux opérations de l'Azerbaïdjan comme le déploiement de supplétifs syriens au Haut-Karabakh sont-ils une ligne rouge pour Vladimir Poutine? Jusqu'à présent, la Turquie avait surtout utilisé son «soft power» pour soutenir l'Azerbaïdjan, un pays turco-

phone. L'irruption d'une nouvelle politique étrangère turque, militarisée et conquérante, dans ce Caucase que la Russie considère comme son pré carré n'est pas pour plaire au maître du Kremlin... Vladimir Poutine l'a suffisamment fait entendre, en paroles et en actions, au cours des vingt dernières années: aucune puissance, ni les États-Unis, ni l'Union européenne, ni la Chine, ne sera autorisée à se mêler des affaires de sécurité de l'ancien espace soviétique. Ni en Ukraine, ni en Biélorussie, ni dans le Caucase...

«L'anti-occidentalisme ne suffit plus pour masquer les contradictions de fond entre

la Russie et la Turquie»

En se ruant pour soutenir l'Azerbaïdjan, le président turc rappelle que son pays doit désormais être considéré comme une puissance à part entière, émancipée de l'Occident mais pas forcément soumise à la Russie... Mais il expose la relation russo-turque à un test sévère. Voir la Turquie pénétrer brusquement dans l'une de ses zones d'intérêt vital, ce n'est sans pas ce à quoi pensait Vladimir Poutine lorsqu'il appelait de ses vœux un nouveau monde multipolaire dans lequel les puissances régionales s'affirmeraient sans la présence des États-Unis... Comment le Kremlin, qui était

intervenu en Géorgie et en Ukraine en grande partie pour arrêter le rapprochement de ces anciennes Républiques soviétiques avec l'Otan, pourrait-il accepter qu'un pays membre de l'Alliance atlantique, même s'il est son allié, puisse poser son empreinte militaire dans le Caucase?

En ouvrant en face de la Russie un troisième front, la Turquie a remis en cause le statu quo qu'entretenait Vladimir Poutine dans la région. Tant que l'équilibre sera maintenu entre les belligérants, la Russie conservera ses leviers d'influence. Mais si l'engagement militaire turc fait basculer les rapports de force comme en

Libye, Moscou risque de sortir de sa réserve. «Le silence initial de la Russie montre que le Kremlin a été mis devant le fait accompli au Haut-Karabakh. Les Russes sont très inquiets. Ils ne peuvent pas tolérer une présence militaire turque dans le Caucase», explique Thoriniké Gordadzé. Jusqu'où l'élastique peut-il se tendre sans rompre? «L'anti-occidentalisme ne suffit plus pour masquer les contradictions de fond entre la Russie et la Turquie», observe Tatiana Kastoueva-Jean. Dans une interview à la chaîne de télévision Russia 1 le 11 octobre, Vladimir Poutine a prévenu: «En haute politique, il n'y a aucun ami!» Erdogan entendra-t-il le message?

LE FIGARO

11 octobre, 2020

Par Delphine Minoui

La Turquie d'Erdogan se déploie sur tous les fronts

En Libye, en Syrie, au Haut-Karabakh ou à Chypre, le pays multiplie les foyers de confrontation et se comporte de plus en plus en puissance régionale.

AVEC Erdogan, une crise en cache toujours une autre. Alors qu'un fragile cessez-le-feu se mettait en place ce week-end autour du Haut-Karabakh, Ankara était déjà en train de rallumer les braises avec la Grèce en faisant rouvrir en plein scrutin présidentiel nord-chypriote la ville fantôme de Varosha, décrétée zone interdite depuis la partition de l'île en 1974. Syrie, Libye, Méditerranée orientale, Grèce, Chypre, Caucase... Depuis le début de l'année, le président turc joue aux pompiers pyromanes, déclenchant un nouvel incendie dès qu'un autre faiblit. «Aujourd'hui, le président turc mise sur une politique de coups tactiques successifs», observe Jean Marcou, professeur des universités à l'IEP de Grenoble et spécialiste de la Turquie, la

Méditerranée et du Moyen-Orient.

Mais à quelle fin? «Erdogan n'a qu'une idée en tête: sa survie politique. Il est en perte de vitesse dans son propre pays. L'économie va mal. Fini la période faste de son parti, l'AKP, au pouvoir depuis dix-huit ans. Guidé par sa nouvelle alliance avec les ultranationalistes du MHP, il poursuit un agenda de crises à répétition», remarque un diplomate occidental. Le curseur est évidemment réglé sur le scrutin présidentiel de 2023, qu'il veut à tout prix remporter. «Ouvrir de nouveaux fronts pour faire diversion, c'est le propre des gouvernements populistes», poursuit Jean Marcou. La politique de «zéro problème avec nos voisins» si chère à l'ex-premier ministre



Le président turc Recep Erdogan (à droite) et le premier ministre de la république autoproclamée de Chypre du Nord, Ersin Tatar, lors d'une conférence de presse commune le 11 octobre à Ankara. PRESIDENTIAL PRESS OFFICE/via REUTERS.

Ahmet Davutoglu, qui a depuis rejoint l'opposition, semble bien loin. Si les séries télévisées et les vols de la Turkish Airlines continuent à faire partie du «soft power» turc, ce sont de ses drones et de ses provoca-

tions militaires en Méditerranée qu'il est désormais plus souvent question.

Ce nouveau «hard power» ne peut se lire qu'à travers un prisme domestique. «Ce virage

en politique étrangère est porté par deux événements majeurs : les soubresauts régionaux de l'après-printemps arabe de 2011 et le putsch raté de juillet 2016 », estime Jean Marcou. Que ce soit à Tunis, au Caire ou encore à Damas, le « modèle turc », alliant islam et démocratie a échoué à convaincre les révolutionnaires. En Égypte, l'éviction du président Mohamed Morsi, un Frère musulman proche des islamo-conservateurs de l'AKP, par le maréchal Sissi, allié de l'Arabie saoudite, a même renforcé la rupture, entraînant également un rapprochement stratégique des Turcs avec le Qatar. En Syrie, avec qui elle partage plus de 800 kilomètres de frontière, c'est la guerre qui a bouleversé l'agenda de la Turquie : après avoir misé, en vain, sur la chute de Bachar el-Assad, Ankara a progressivement réorienté sa politique vers une campagne militaire concentrée sur les milices kurdes d'Irak et du Nord syrien, accusées de collusion avec la guérilla du PKK. Cette offensive s'est accélérée après le coup d'État avorté de 2016 : en l'espace de quatre ans, l'armée turque a mené trois incur-

sions militaires en Syrie, appuyée par des supplétifs syriens. « Aujourd'hui, on assiste à une politique beaucoup moins idéaliste fondée sur la défense des intérêts stratégiques de la Turquie, qui s'avère beaucoup plus offensive sur le plan régional », remarque Jean Marcou.

Au printemps 2020, l'intervention libyenne prend un nouveau cap. En volant militairement au secours du chef du Gouvernement d'union nationale de Tripoli, Fayez al-Sarraj, contre le général Haftar, la Turquie s'est montrée capable de s'affirmer militairement au-delà de simples opérations transfrontalières. Certains y voient l'illustration directe des ambitions néo-ottomanes d'un président qui se rêve en sultan. Mais d'autres motivations animent Erdogan. Énergétiques, d'abord. La découverte de nouvelles ressources gazières en Méditerranée orientale a poussé Ankara à sceller, dès le mois de novembre 2019, un double accord militaire et maritime avec Tripoli. Le récent soutien affiché à l'Azerbaïdjan dans la guerre qui l'oppose à l'Arménie répond, aussi, à une volonté

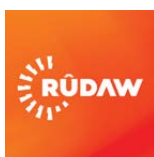
de diversifier ses sources d'approvisionnement en gaz, et de réduire sa dépendance vis-à-vis de la Russie.

Vide géopolitique

Ces derniers mois, la Turquie a également tiré pleinement profit de la crise liée à l'épidémie de Covid-19 mais aussi du désengagement américain pour étendre son influence. « Il y a un vide géopolitique évident avec une Amérique de plus en plus en retrait. C'est une aubaine pour Ankara », relève le chercheur turc Emre Kursat Edam. Dès lors que la place est libre, la Turquie multiplie les initiatives : dénonçant le traité de Sèvres et les frontières tracées par le passé, redessinant les cartes, ressortant d'anciens manifestes, comme celui de la « patrie bleue », ou fustigeant le « groupe de Minsk » (Russie, États-Unis, France) à propos du Haut-Karabakh. « La Turquie se positionne comme un pays émergent qui cherche à peser dans le règlement des affaires du monde. Sa stratégie consiste à dire : les temps ont changé, nous avons notre mot à dire »,

constate Jean Marcou. Le processus d'Astana sur la Syrie en est le meilleur exemple : en s'affichant, avec la Russie et l'Iran, comme l'un des maîtres du jeu syrien, Ankara s'est imposé comme un interlocuteur clé. « Qu'on l'apprécie ou non, on doit accepter l'idée d'une Turquie qui a réussi à s'imposer comme acteur régional incontournable », concède le diplomate.

Mais cette politique de « coups tactiques » semble difficilement pérenne. « À force de démultiplier rapprochements et brouilles au sein d'alliances établies, les ambitions turques trouvent leurs limites. Ainsi, si Ankara se place en marge de l'Otan, elle ne rompt pas pour autant avec elle. Si elle fâche les Américains en achetant des S-400 russes, elle se retourne naturellement vers eux quand les Russes attaquent ses soldats à Idlib (...) À terme, elle risque également l'isolement. On en a eu l'exemple cet été dans ses rapports avec l'Europe dans l'affaire de la Méditerranée, et la menace de sanctions », estime Jean Marcou.



11-10-2020
Fazel Hawramy

Commander who defended Mount Shingal's Yezidis killed in Turkish strike: PKK

ERBIL, Kurdistan Region – A senior commander of the Kurdistan Workers' Party (PKK) who played a critical role in defending the Yezidi ethnoreligious minority from the Islamic State (ISIS) was killed in September by a Turkish strike in southeast Turkey, the PKK announced on Sunday.

Vahdettin Karay, nom de guerre Agit Civyan, was killed on September 11 during a raid on a Turkish military outpost in a rural area of Van province alongside two other PKK fighters, accord-

ing to a statement released by the People's Defence Forces (HPG) – the military wing of the PKK – on Sunday.

In late September, the Turkish interior ministry reported the killing of a senior PKK commander, whose identity was established by the state-run Anadolu Agency (AA) as Agit Civyan.

Karay was a senior commander of the HPG when the ISIS swept across Syria and northern Iraq in the summer of 2014. According

to the PKK, he played a critical role in defending the Yezidis, an ethnoreligious minority targeted by the extremist group's militants.

Civyan described the area of Shingal (Sinjar), the heartland of the Yezidi community, as a "symbol" for the Kurdish struggle. "On 3rd of August, Daesh (ISIS) took over the Sinjar area, and since August 5, we the HPG have been here on Sinjar Mountain and we're protecting Sinjar and continuing to fight," Civyan

told Rudaw on November 13, 2015.

Civyan and his unit attacked an army post at 6:30 pm on September 11 and killed 10 Turkish soldiers, according to the HPG statement confirming his death. "The guerrilla force commanded by comrade Agit destroyed the enemy's position victoriously but the enemy used Kobra Helicopters and other aircrafts intervened... Agit Civyan was martyred," read the HPG statement.



12/10/2020

par Jean-Marc Four

Un an après l'offensive turque, les Kurdes sont retombés dans l'oubli

Petit regard dans le rétroviseur:

il y a un an pile, la Turquie lançait une offensive contre les Kurdes dans le Nord de la Syrie. Un an après, plus personne n'en parle, et les Kurdes paient la facture. Elle est lourde. C'est le « monde d'après ».

Souvenez-vous : le 10 octobre 2019, la Turquie, après avoir obtenu le feu vert de Washington, attaque les Kurdes. Ces Kurdes qui pendant 5 ans ont été nos meilleurs alliés dans la lutte contre le groupe Etat Islamique, plus de 10.000 d'entre eux y ont laissé la vie. La Turquie attaque, les Occidentaux s'étranglent, protestent. Réunion d'urgence du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Et puis... Et puis plus rien ! Et un an après, la réalité dépasse de loin les craintes d'il y a un an.

D'abord, plus personne n'en parle. La zone, jusqu'à 120 kms à l'intérieur du territoire syrien, est désormais quadrillée par les soldats turcs et leurs supplétifs des milices syriennes. Surveillance généralisée, zone quasi inaccessible pour les journalistes ou observateurs internationaux. Et désintérêt des pouvoirs publics. Résultat : un « trou noir » de l'information.

Or que s'est-il passé depuis un an ? L'horreur. C'est un rapport du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, rendu public mi-septembre, qui le dévoile. Il donne froid dans le dos. Pillages, déplacements de population, arrestations arbitraires, réquisitions des maisons. Les Kurdes paient le prix fort. Et le pire : les viols, comme armes de guerre. Des femmes, des fillettes, violées collectivement, devant leur famille. Les femmes d'autant plus visées que chez les Kurdes, elles sont des combattantes comme les hommes.

L'horreur, et personne ne regarde.



Des combattants kurdes transportant le cercueil de l'un des leurs à Derik en Syrie après l'offensive turque d'Octobre 2019 © AFP / Laurent Perpigna Iban / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

Un enjeu turc plus que syrien

En même temps, c'est triste à dire, mais ce n'est pas la première fois que les Kurdes sont les victimes de l'Histoire, c'est même devenu une habitude depuis un siècle.

Deuxième flash-back : 1920, traité de Sèvres après la première guerre mondiale. L'empire ottoman est démantelé. Un Etat est promis aux Kurdes, par les Français et les Britanniques. Deux ans après la promesse est reniée. Depuis, les 35 millions de Kurdes, répartis sur 4 pays (Turquie, Irak, Iran et Syrie) attendent. En vain. Et depuis ils ne cessent d'être instrumentalisés dans les conflits des autres : successivement par l'Irak contre l'Irak, par la Syrie contre la Turquie, et donc enfin par l'Occident contre le groupe Etat Islamique. Et la récompense, un Etat à soi, ne vient jamais.

En l'occurrence, on a d'ailleurs re-

gardé au mauvais endroit pour résoudre le problème. Les succès militaires kurdes en Syrie ont grisé leurs dirigeants et laissé croire à l'hypothèse d'un Etat kurde dans cette région. Mais ça n'a pas vraiment de sens. Des 4 pays où les Kurdes sont présents, la Syrie est celui où ils sont le moins nombreux et donc le moins légitimes. En réalité, et tout le monde le sait, le dossier Kurde ne peut se régler en dehors de la Turquie. C'est en Turquie que vivent plus de la moitié des Kurdes. Sauf que depuis un siècle et depuis Mustafa Kemal, la Turquie n'assimile les Kurdes qu'à des terroristes. Et exclusivement des terroristes qu'il faut éliminer. C'est l'impasse.

Des djihadistes dans la nature

Donc le problème kurde n'est pas parti pour être réglé. Mais une fois qu'on a dit ça, en quoi ça nous concerne au bout du compte ? Je

ne vais pas m'étendre sur l'aspect moral de cet abandon des Kurdes, mais sur deux conséquences plus prosaïques et oui elles nous concernent.

Et de un, en ayant laissé faire les Turcs il y a un an, on a de fait encouragé Erdogan dans la politique du fait accompli. J'interviens, il y a de vagues protestations, mais au bout du compte c'est fait. Ça a marché contre les Kurdes. Donc le président turc fait la même chose ailleurs : interventions en Libye, en Méditerranée avec les explorations gazières, dans le Caucase avec l'appui assumé à l'Azerbaïdjan. A chaque fois, le fait accompli.

Et de deux, comme les Kurdes de Syrie sont désormais isolés et affaiblis, ils doivent, pour leur survie, passer des compromis, avec le régime d'Assad. Ou bien lâcher du lest sur des sujets clés. Exemple flagrant : l'annonce, la semaine dernière, de leur intention de relâcher 24.000 prisonniers, essentiellement des femmes et des enfants, détenus dans le camp d'Al Hol, dont ils ont la supervision. Sauf que dans le lot, il y a des djihadistes ultra radicaux, y compris chez les femmes. Les Kurdes n'ont plus les moyens de contrôler ce camp de 65.000 personnes, où figurent d'ailleurs des djihadistes français.

Notre abandon des Kurdes a donc des conséquences en chaîne. Nous risquons fort d'en payer l'addition nous-mêmes, tôt ou tard.

Un an après l'offensive turque, le rêve lointain d'un retour des Syriens déplacés

Hassaké (Syrie) (AFP) -

La fille de Wadha Char-moukh n'a connu, à cinq mois, que la vie sous une tente, dans l'un des camps abritant des dizaines de milliers de personnes chassées de leurs villages du nord de la Syrie lorsque la Turquie, assistée de partenaires syriens, a repris ce territoire aux forces kurdes il y a un an.

Wadha a accouché dans un camp de civils kurdes et arabes ayant fui cette offensive turque, lancée en octobre 2019, qui a permis à Ankara de s'emparer d'une bande frontalière de 120 kilomètres à l'intérieur du territoire syrien.

"Ma fille Berivan, âgée de cinq mois, est née dans les camps. Elle n'a jamais vu de maison. Juste vécu à l'étroit dans une tente", raconte à l'AFP cette mère de 29 ans dans un camp situé dans la province de Hassaké (nord-est de la Syrie). "Quel genre de vie c'est, pour un enfant de naître et de vivre dans une tente?"

Wadha et sa famille ont dû, comme des dizaines de milliers de personnes, abandonner leur maison puis s'installer dans des camps de fortune situés dans des zones encore sous le contrôle des forces kurdes.

Des groupes de défense des droits humains ont rapporté des cas de pillage et de saisie de biens à

grande échelle à l'issue de l'opération turque.

"L'avenir est sombre et nous sommes désespérés", confie cette mère de famille arabe, expliquant que les accusations selon lesquelles son mari a travaillé avec les autorités kurdes rendent tout retour très dangereux.

"J'essaie parfois d'oublier mais comment peut-on oublier sa maison et les choses qu'on a mis toute sa vie à construire?"

- "Comme une tombe" -

Le plus dur pour elle? Voir ses trois filles grandir dans un camp.

"Quand elles seront grandes, que ressentiront-elles lorsqu'elles quitteront le camp et verront comment vivent les autres?", s'interroge-t-elle, entourée de ses enfants dont Roslyn, cinq ans, paraplégique et contrainte au fauteuil roulant. "J'essaie de la garder près de moi (...) mais elle n'aime pas rester dans la tente".

Dans une tente voisine, Chams Abdel Kader confie qu'elle aurait "préféré mourir dans (sa) ville plutôt que vivre dans ce camp qui ressemble à une tombe".

"Nous pensons nuit et jour à rentrer chez nous à Ras

al-Ain", poursuit cette mère kurde de sept enfants, qui a pourtant bien conscience que sa ville n'est plus ce qu'elle était.

Les alliés d'Ankara, nouveaux maîtres des lieux, ont rendu la vie impossible aux quelques irréductibles ayant refusé de quitter Ras al-Aïn et Tal Abyad.

"Ce sont nos ennemis", relève Mme Abdel Khader, 40 ans. "Ils tuent des gens, kidnappent des femmes, volent nos maisons et nos voitures et personne ne les arrête".

- "Clé"-

La Haute-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme Michelle Bachelet a mis en garde en septembre contre une croissance de la violence et de la criminalité dans les zones conquises par Ankara et ses alliés, notamment à Ras al-Aïn et Tal Abyad.

Cette instance a notamment évoqué une recrudescence des meurtres, des enlèvements, des transferts illégaux de personnes ainsi que des confiscations de terres et de biens.

La Turquie a vigoureusement rejeté ces accusations, tandis que l'opposition syrienne a nié des mauvais traitements "systématiques".

Salima Mohammad a abandonné l'idée d'un retour dans son village.

Cette femme de 42 ans a transporté des pierres et de la boue pour construire une cuisine de fortune près de sa tente, afin de préparer le repas des quatorze membres de sa famille.

"Notre village a été incendié", explique-t-elle, les larmes aux yeux. "Même si nous avons l'espoir de rentrer, où irions-nous s'il n'y a ni maisons, ni murs, ni portes, ni fenêtres?"

"Quel sens a l'avenir si nous ne sommes pas avec nos familles sur notre propre terre?", demande-t-elle, confiant ne s'être toujours pas adaptée à la vie dans le camp.

Un sentiment partagé par Qamra, 65 ans, déracinée des abords de Ras al-Aïn avec sa famille.

Entourée de ses petits-enfants sous une tente, la sexagénaire sort d'un petit sac une clé accrochée à un épais lacet noir.

"J'ai apporté la clé de ma maison avec moi", dit-elle. "Si je meurs avant mon retour, je veux être enterrée avec".

L'Obs avec AFP



October 12-2020
Hiwa Shilani

Researchers in Kurdistan's Duhok find artifact over 2,000 years old

ERBIL (Kurdistan 24) – The Department of Antiquities in Kurdistan Region's Duhok province announced on Monday the discovery of an ancient artifact that dates back over 2,000 years.

Experts in Duhok found the item back in March but only estimated that its age recently.

"An excavation team from Duhok Museum and Kurdistan Archaeology Organization in March found an antique tablet in Balyuz hills, ten kilometers west of Duhok city, inside the Semel district," Hassan Ahmed, director of Duhok Museum, told Kurdistan 24 on Monday.

"After careful study, we found out that the stone tablet is engraved with Hellenistic script and dates



The artifact was found in an ancient hillside 10 kilometers west of Duhok province. (Photo: Kurdistan 24)

back to 165 B.C.," the official added.

The Hellenistic era is a period in history that followed the death of Alexander the Great in 323 BC, who conquered much of the Mid-

dle East and spread Greek influence.

Ahmed explained that the engravings had been translated into Kurdish by researchers, who also concluded that the inscriptions refer specifically to Demetrius— a

Hellenistic-era ruler of the region around the second century B.C. The writing makes references to the period that followed the coming of Alexander the Great, he noted.

"This discovery will pave the way for researchers to conduct further archaeological investigations in the foreseeable future [in the Kurdistan Region]," said Ahmed.

The research findings will be published in academic journals, according to the museum official.

Ahmed's statement comes after the Kurdistan Region Ministry of Municipalities and Tourism on Monday announced it had unearthed a number of historic sites in Erbil province.

Editing by Khrush Najari



October 12-2020
Halgurd Sherwani

Archeological sites, artifacts unearthed in Kurdistan Region's Erbil: Ministry

ERBIL (Kurdistan 24) – The Kurdistan Region Ministry of Municipalities and Tourism on Monday announced it had unearthed a number of historic sites in Erbil province.

The exploration project took place in Erbil's Siktan subdistrict, the ministry said. The sites they found were not previously registered in Iraq's archeological atlas, it added.

The ministry did not elaborate on the history of the sites but shared three relevant photos. The explorers used drones to take aerial footage of the area.

According to the ministry, the exploration lasted 15 days, led by the archeological directorate of Siktan



Artifacts newly unearthed during a 15-day project in Erbil's Siktan subdistrict. (Photo: KRG Ministry of Municipality and Tourism)

in cooperation with local authorities and residents. Aerial photo of the unearthed ar-

cheological site. (Photo: KRG Ministry of Municipality and Tourism)

Technologies such as drones, GPS, and the Geographic Information System (GIS) were utilized during the project, the ministry noted.

The Kurdistan Regional Government (KRG) has paid special attention to archeological sites in the autonomous region, home to dozens of precious historical sites.

Five years ago, the KRG signed an agreement with Cambridge University to bring a group of archeologists to search for and excavate bones of Neanderthals, located on Bradost Mountain in Erbil's Barzan area.

Editing by Khrush Najari

En Turquie, la communauté arménienne cible des nationalistes

Ankara s'est engagée aux côtés de l'Azerbaïdjan dans le conflit qui, depuis le 27 septembre, l'oppose à l'Arménie dans la région du Haut-Karabakh. Depuis deux semaines, la communauté arménienne de Turquie fait l'objet de campagnes d'intimidation.

« **A** quoi bon se battre ? Personne ne l'emporte contre des moulins à vent », soupire Ari (1), bijoutier arménien, au fond de sa boutique. « Je ne veux plus parler au nom de la communauté. Cela ne nous attire que des ennuis. Je n'ai plus aucun espoir d'amélioration de toute façon », lâche-t-il, yeux baissés. Ici, dans le dédale des rues du Grand bazar d'Istanbul, nombreux sont les commerçants d'origine arménienne qui partagent son avis.

Manifestations hostiles aux abords de bâtiments arméniens

Pour vivre en paix en Turquie, il y a deux sujets à ne pas aborder : la politique et la religion. Pour les minorités, plus encore, la discrétion est de mise. Alors, depuis le début des hostilités entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, dimanche 27 septembre, dans la région du Haut-Karabakh, les 60 000 Arméniens de Turquie rasent les murs.

À l'exception du parti prokurde du HDP (Parti démocratique des peuples), toute la classe politique a apporté son soutien à l'Azerbaïdjan (*le gouvernement considère le peuple azerbaïdjanais comme le prolongement de la nation turque dans le Caucase, NDLR*).



Treize ans après l'assassinat du journaliste arménien Hrant Dink, les manifestants demandent justice lors d'un défilé à Istanbul le 19 janvier. YASIN AKGUL/AFP

Des convois de véhicules affichant le drapeau de l'Azerbaïdjan ont défilé ces derniers jours aux abords de bâtiments arméniens et grecs à Istanbul, en un signe de défi. Des manifestations hostiles, belliqueuses, contre lesquelles peu de voix osent s'élever.

« Dès que la guerre a commencé, j'ai lancé un appel à la paix, mais le pouvoir ne veut pas que les discours pacifistes se répandent », explique à *La Croix* Garo Paylan, député HDP d'origine arménienne, rencontré au siège de son parti. « J'ai été la cible de discours de haine dans les journaux proches du pouvoir. Ils me menacent, m'insultent, m'accusent de trahir la nation. Je suis dans le viseur » poursuit-il.

Discours de haine

Une campagne pour le soutien a été lancée sur les réseaux sociaux, sous le hashtag #GaroPaylanNestPasSeul, pour contrebalancer les discours de haine diffusés dans l'espace public. Une vague impression de déjà-vu, alors que l'assassinat, en 2007, du journaliste arménien Hrant Dink par des ultranationalistes reste gravé dans les mémoires.

→ LES FAITS. [Haut-Karabakh : l'Azerbaïdjan et l'Arménie s'accusent de bombardement, malgré la trêve](#)

« Depuis deux semaines, l'ensemble des médias, la classe politique et la société turque répandent un discours hostile aux Arméniens, déplore le ré-

dacteur en chef de l'hebdomadaire arménien *Agos*, fondé par Hrant Dink. Cette situation complique la situation des Arméniens qui vivent en Turquie. Ils se sentent étouffés, opprimés comme s'il pouvait nous arriver quelque chose à tout moment. Nous sommes sur nos gardes en permanence ».

[En Turquie, la communauté protestante dans le viseur de l'État](#)

Des policiers ont été placés devant le siège du journal, mais aussi devant les églises et les écoles arméniennes, pour prévenir les agressions. « Je ne pense pas que ces précautions de sécurité de l'État nous sauveront, explique, sans illusions, le député Garo Paylan. Car les personnes qui mettent en place ces mesures sont celles qui jouent la politique de la haine. La seule chose qui peut nous protéger, c'est de faire cesser cette politique, de miser sur la pacification. Je continuerai à porter la voix de la paix. Quel qu'en soit le prix. »

(1) Le prénom a été modifié

La communauté arménienne de Turquie sous haute pression

La situation s'est encore détériorée avec la reprise des combats dans le Haut-Karabagh. Reportage.

Dans la vitrine de ce bijoutier arménien du célèbre Grand Bazar d'Istanbul, la multitude de pendentifs en forme de colombe blanche pourrait faire figure de programme politique. Depuis le début des hostilités entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan le dimanche 27 septembre dans la région du Haut-Karabagh, le conflit a enflammé la Turquie et les Arméniens de Turquie. Le cessez-le-feu conclu samedi 10 octobre ne les rassure que provisoirement tant la situation a un air de déjà-vu.

"Je ne veux plus parler pour la communauté. Cela ne nous attire que des ennuis. Je n'ai plus aucun espoir d'amélioration de toute façon", soupire le commerçant, las, au fond de sa boutique. "À quoi bon se battre ? Personne ne l'emporte contre des moulins à vent", lâche-t-il en baissant les yeux. Ici, dans le dédale des rues, nombre de commerçants d'origine arménienne partagent son avis. Pour vivre en paix en Turquie, il y a deux sujets à ne pas aborder : la politique et la religion. Alors, pour les minorités, la discrétion est de mise.

Union nationale derrière l'Azerbaïdjan

À l'exception du parti pro-kurde du HDP (Parti démocratique des peuples), l'ensemble de la classe politique a apporté son soutien à l'Azerbaïdjan, un élan panturquiste revendiqué



© AFP

(la coalition gouvernementale considère le peuple azerbaïdjanais comme le prolongement de la nation turque dans le Caucase). Des convois de véhicules affichant le drapeau de l'Azerbaïdjan ont défilé ces derniers jours aux abords de bâtiments arméniens et grecs à Istanbul en un signe de défi. Des manifestations belliqueuses contre lesquelles seules quelques voix osent s'élever.

"Depuis que le conflit a commencé, voici deux semaines que l'ensemble des médias, la classe politique, la société turque ont recours à un discours hostile contre les Arméniens", déplore Yetvart Danzikyan, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire arménien Agos. "Bien évidemment, cette situation est particulièrement compliquée pour les Arméniens qui vivent en Turquie. Ils se sentent étouffés, opprimés. Nous sommes sur nos gardes en permanence, comme s'il pouvait nous arriver quelque chose à tout moment", conclut-il.

L'assassinat du journaliste arménien Hrant Dink (assassiné en 2007 par des réseaux ultranationalistes) est gravé dans toutes les mémoires et la communauté craint pour la sécurité des figures qui osent s'opposer aux conflits dans l'espace public.

"Dès que la guerre a commencé, j'ai fait un appel à la paix, mais le pouvoir ne veut pas que les discours pacifistes se répandent", explique Garo Paylan, député HDP d'origine arménienne, que La Libre Belgique a pu rencontrer au siège du parti au centre d'Istanbul. "J'ai été la cible de discours de haine dans les journaux proches du pouvoir. Ils me menacent, m'accusent de trahir la nation. Je suis dans le viseur."

Une campagne de soutien au député a été lancée sur les réseaux sociaux sous le hashtag #GaroPaylaN'estPasSeul pour contrebalancer les discours de haine diffusés dans l'espace public.

Vaine pression internationale

Bien que la communauté arménienne de Turquie ne compte pas plus de 60 000 âmes, elle continue de générer des crispations dans le champ politique. L'État turc refuse de qualifier de "génocide" les massacres de 1915 qui ont conduit à l'assassinat de plus d'un million d'Arméniens (l'évaluation du nombre de victimes fait l'objet de débats entre historiens). Les pressions internationales pour la reconnaissance du génocide nourrissent un discours nationaliste qui voit ces tentatives comme une volonté de déstabiliser le pays et accuse les Arméniens d'être des ennemis de l'intérieur.

Des agents de police ont été placés devant les églises et écoles arméniennes pour prévenir les débordements. Mais Garo Paylan ne se fait pas d'illusions : "Je ne pense pas que ce sont les précautions de sécurité de l'État qui nous sauveront. Car les personnes qui mettent en place ces mesures sont les mêmes qui jouent la politique de la haine. La seule chose qui peut nous protéger, c'est de faire cesser cette politique, de miser sur une politique de pacification. Je continuerai à porter la voix de la paix. Quel qu'en soit le prix."

12 Octobre, 2020
Par Bernard-Henry Lévy

Comment stopper Erdogan

Comment faire face aux menaces du président de la Turquie ? Bernard-Henry Lévy voit trois leviers : l'Otan, le Qatar et l'Union européenne.

De la Turquie, on disait, au temps de Lamartine et de Chateaubriand, qu'elle était « l'homme malade de l'Europe ».

Deux siècles plus tard, elle est en train de devenir l'homme qui rend malade l'Europe et, par-delà l'Europe, la Méditerranée et le Proche-Orient.

Les symptômes de ce malaise sont connus : la sanglante invasion du Kurdistan syrien ; la mise au pas, dans la partie ouest de la Libye, de toute velléité démocratique ; la confrontation avec Chypre et, désormais, avec la Grèce au large de Kastellorizo ; l'épisode de la frégate française ciblée, le 12 juin, au large de Tripoli ; et la guerre quasi ouverte, via l'Azerbaïdjan, avec la petite République d'Arménie.

L'origine de cela est, également, assez claire et j'y ai consacré, il y a trois ans, toute une part de L'Empire et les cinq rois : le réveil du paradigme ottoman et la nostalgie du temps où la Sublime Porte régnait sur la patrie du Christ et sur celle de Socrate ; le branchement de ce projet impérial sur un islamisme radical, version Frères musulmans, dont Ankara se veut la Mecque ; sans compter la personnalité singulière, pour ne pas dire caractéristique, de l'homme qui, jusqu'à nouvel ordre, incarne cette combinaison explosive.

En sorte que la vraie question n'est plus celle du diagnostic mais des remèdes dont nous

disposons pour, avec nos alliés américains, contenir la menace.

J'en vois, à moyen et court termes, trois.

1. La Turquie est membre de l'Otan. Elle l'est, en vérité, depuis 1952. Et je sais qu'aucune disposition n'est prévue, dans le traité, pour exclure un de ses membres. Mais est-ce une raison pour accepter, comme allant de soi, cette proximité avec un régime qui massacre, au Kurdistan, nos alliés les plus fiables dans la lutte contre Daech ? Ne faut-il pas au moins poser la question du double jeu d'un pays qui achète ses chasseurs F16 aux États-Unis et ses antimissiles S-400 à la Russie ? Et que vaut l'éternel argument selon lequel il faudrait éviter de le jeter, ce pays, dans les bras de Poutine quand on voit qu'il multiplie déjà les gestes d'amitié, non seulement avec Poutine, mais avec l'Organisation de coordination de Shanghai qui est l'alliance rivale de l'Otan ? Il faut suspendre la Turquie. Et il faut, au minimum, la rappeler à l'ordre des articles 1 et 2 du traité qui engagent les membres à « résoudre pacifiquement les différends internationaux » dans lesquels ils peuvent être impliqués.

2. Cette Turquie autoritaire et belliciste a elle-même un allié de poids qui finance ses provocations et vint par exemple à son secours quand, à l'été 2018, Erdogan prit en otage le pasteur Andrew Brunson et que les sanctions américaines manquèrent ruiner sa monnaie nationale : le Qatar. Or la même administration américaine vient d'annoncer, par la voix d'un de ses sous-secrétaires d'État, qu'elle va offrir au

Qatar le statut envié de « major non-Nato ally ». Ce statut, pour mémoire, donne un accès privilégié aux équipements militaires du Pentagone et aux technologies qui vont avec. Et en bénéficient, pour l'heure, des pays comme Israël, l'Australie, le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, la Nouvelle-Zélande ou l'Ukraine. L'émirat qui dépense sans compter pour, en liaison donc avec Ankara, déstabiliser l'Égypte, torpiller l'accord de paix entre Abu Dhabi et Jérusalem ou entretenir l'effort de guerre du Hamas et du Hezbollah a-t-il sa place dans ce club ? Quand on sait le rôle qu'il n'a cessé de jouer, en dépit du fait qu'il abrite l'une des plus importantes bases américaines de la région, dans le contournement des sanctions contre l'Iran, n'est-il pas follement imprudent de sceller avec lui une alliance dont on peut imaginer l'usage qui sera fait si les relations avec la Turquie tournent vraiment mal ? Et comment ne pas former le vœu que les derniers esprits responsables de Washington retardent une décision qui, prise ainsi, à la vavite et sans contrepartie, ne peut que donner des ailes à celui qui est, avec Poutine, l'ennemi public n°1 des démocraties ? Avis au prochain président des États-Unis : si on veut contenir la Turquie, il faut s'éloigner du Qatar.

3. Et puis il y a la question de l'adhésion à l'Europe. Les gens en parlent peu. Et je ne suis même pas certain que les dirigeants européens eux-mêmes aient la chose très présente à l'esprit.

Mais le processus d'adhésion, engagé en 2005, est toujours en cours. Seize chapitres

d'une négociation qui, statutairement, en compte 32 ont été ouverts et, à l'exception d'un d'entre eux, le sont encore. Des fonctionnaires fonctionnent. Un « Conseil d'association » existe qui s'est réuni en 2019. Et, sans même parler des 3 milliards de subventions obtenus de l'Union au terme d'un répugnant chantage aux migrants, des centaines de millions d'aides sont versés, chaque année, à Ankara au titre de la pré-adhésion. Alors, on pourra toujours dire que personne, chez les Européens, n'y croit vraiment et qu'il y a là l'une des aberrations ou, peut-être, des inerties dont la bureaucratie communautaire a le secret. C'est possible. Mais il en va différemment de la Turquie. Et pour qui prend la peine de lire une mappemonde avec les yeux des idéologues pantouraniens, néo-hittites ou néo-byzantins qui donnent à ce projet néo-ottoman son armature imaginaire et, comme à l'époque de Soliman, Mehmed II ou Enver Pacha, voient l'Europe comme une terre de conquête, l'affaire a une tout autre signification symbolique... Ce symbole-là, je ne vois pas pourquoi l'on en ferait cadeau à Ankara. Suicidaire serait de laisser ses loups gris garder un pied dans la porte entrouverte de l'Union pour mieux la faire voler en éclats. Une porte doit être ouverte ou fermée, vint dire Churchill à İnönü en janvier 1943. Entre les valeurs de l'Europe et le pacte de non-agression qu'il avait signé avec les nazis deux ans plus tôt, il lui était ordonné de choisir.

C'est ainsi qu'il faut, aujourd'hui, parler à Erdogan. Et c'est ainsi qu'on le tiendra en respect.



Avec notre correspondante à Istanbul,
Anne Andlauer
13/10/2020

Turquie: une pièce en langue kurde jouée pour la première fois dans un théâtre municipal

Ce mardi 13 octobre, en Turquie, le théâtre municipal d'Istanbul accueille une grande première. Une pièce en langue kurde sera jouée sur ses planches.

La troupe Teatra Jiyana Nû (Théâtre de la vie nouvelle) présente une pièce de l'écrivain italien Dario Fo. Connue en français sous le titre Klaxon, trompettes... et pétarades, la pièce s'appelle tout simplement Bêrû, « Sans visage » en kurde.

Ces deux dernières années, Teatra Jiyana Nû, précurseur du théâtre kurde en Turquie, a joué sa pièce *Bêrû* une bonne centaine de fois. Mais jusqu'ici, elle n'avait jamais joué pour un théâtre municipal. Aucune troupe kurde, d'ailleurs, n'avait jamais été programmée par une mairie turque. Trop polémique, dans un pays où la langue kurde – celle de millions de personnes, pourtant – n'est toujours pas la bienvenue dans l'espace public.

La comédienne Rugeş Kirici est à la fois enthousiaste et prudente. « *L'important, c'est de savoir si ça se reproduira ou pas. Nous ne savons pas encore si c'est seulement un geste symbolique, nous ne savons pas si les scènes des théâtres municipaux seront ouvertes aux troupes kurdes à l'avenir... Nous rencontrons tous, sans exception, d'immenses difficultés* », explique-t-elle.

C'est donc la ville d'Istanbul, dirigée depuis l'an dernier par **un maire d'opposition**, qui a sollicité cette troupe et



La troupe Teatra Jiyana Nû (Théâtre de la vie nouvelle) présente ce mardi 13 septembre une pièce de l'écrivain italien Dario Fo qui sera jouée en kurde. C'est une première au théâtre municipal d'Istanbul. ©Troupe Teatra Jiyana Nû

d'autres troupes privées, officiellement pour les aider en cette période de pandémie.

Mais en faisant jouer une pièce en kurde, elle accomplit aussi un geste politique, qui n'a pas plu à tout le monde. Rugeş et ses collègues ont été victimes d'une violente campagne de

dénigrement dans la presse proche du pouvoir, qui est allée jusqu'à accuser la mairie de faire monter sur scène des membres du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan.

« *Nous avons été délibérément pris pour cible et criminalisés*, déplore Rugeş Ki-

rici. *Ces réactions témoignent d'une intolérance totale à l'égard de la langue kurde, mais il s'agit aussi d'une méthode pour attaquer la mairie d'Istanbul.* »

Pour l'instant, cette dernière n'a prévu qu'une seule représentation de la pièce *Bêrû*.



12-10-2020

COVID-19 death toll surpasses 2,000 in the Kurdistan Region: health ministry

ERBIL, Kurdistan Region — Over 2,000 people have died of COVID-19 in the Kurdistan Region so far, according to new data from the health ministry.

The ministry announced in a [statement](#) on Monday afternoon that 26 coronavirus patients had died of the virus in a 24 hour period, bringing the

pandemic's death toll in the Region to 2,018.

The statement added that 720 people tested positive and 396 patients recovered from the virus during this period.

The Region has recorded 56,465 cases of the virus. Of this, 35,276 patients have recovered, according to data from the ministry.

The first case of coronavirus in the Region was recorded on March 1. It was followed by a lockdown two weeks later. The lockdown was lifted and reimposed multiple times until most restrictions were lifted around June.

First, second and 12th grade students have returned to schools under protective measures. College students

also began their new academic years at classrooms and online. They were all closed in late February.

Health minister Saman Barzani said during an event on Monday that his ministry is worried that people are not following their instructions, but added that they will not impose another lockdown.



12-10-2020

Iran must halt execution of Kurdish prisoner arrested as juvenile: Amnesty

ERBIL, Kurdistan Region — A top human rights watchdog is calling for the halt to the execution of a Kurdish prisoner arrested as a juvenile in Iran.

Barzan Nasrollahzadeh was 17 years old when he was arrested in the Kurdistan province capital of Sanandaj on suspicion of being involved in the murder of a Sunni cleric. He was later found guilty of 'enmity against God', which carries the death penalty. He said agents of the intelligence ministry tortured him during his pre-trial detention, suspending him upside down and applying electric shocks applied to his body, according to Amnesty International.

"By sentencing juvenile of-



Barzan Nasrollahzadeh. Photo: Amnesty Iran

fenders to death, it violates international law," Amnesty Iran [tweeted](#) on Monday of Nasrollahzadeh's sentence.

The prisoner is currently being held in Rajaei-Shahr prison in Karaj, Alborz province, according to Amnesty.

"We are concerned about the risk that its execution will be scheduled shortly," the organization [posted](#) on their website on Friday.

Tens of thousands of political prisoners are jailed in Iran over various charges including advocating for democracy and promoting the rights of women, workers, and ethnic minorities.

Ethnic minority groups including Kurds and Azeris are disproportionately detained and more harshly sentenced for acts of political dissidence, according to a July 2019 [report](#) from the United Nations Special Rapporteur on human rights in Iran.

Nov. 13, 2020

By Dan Schueftan

Dan Schueftan is the head of the International Graduate Program in National Security Studies at the University of Haifa.

Turkey is the next Iran

Under Recep Tayyip Erdogan, Turkey – once modern and moderate – is destabilizing the entire region and poses a threat to Europe as well as the US.

Bernard Lewis, the preeminent Middle East researcher of the past few generations, said after Turkish President Recep Tayyip Erdogan rose to power that Iran could turn into Turkey, and Turkey might morph into Iran. Lewis meant that after the mullah regime was ousted, Iran might fulfil the hope for moderation and contribution that were once hung on Turkey, whereas Erdogan could drive the modern and moderate Turkey he inherited into destructive radicalism in the style of the Islamic Revolution. For now, the threat from Ankara is materializing, but not the hopes for Tehran.

In addition to the disaster he has brought down on his own country, Erdogan's megalomaniac policies have outraged his neighbors in the Fertile Crescent, the Arabia Peninsula, and the Mediterranean Basin. The damage he is causing is being discovered in Europe. His policy is hurting American and Israeli interests. Hamas, Qatar, Azerbaijan, and the government of Fayez al-Sarraj in Tripoli are his only allies.

In Europe, he poses a multifaceted threat. The NATO alliance was established and destroyed by democratic nations to address the Soviet (now the Russian) danger.

Turkey was a little unusual, but gradually developed democratic characteristics and NATO could depend on its large military for its needs. Recently, we are seeing a stark contrast between the democratic characteristics of NATO members and Turkey's regime of oppression. Erdogan's close ties with Russia, and acquisition of an air defense system that poses a threat to NATO aircraft testify to his intentions. Erdogan's steps to eradicate government functionaries and weaken Turkey's armed forces erode its value as a military asset. His policy is ruining Turkey's credibility; it is now a Trojan horse in NATO.

Erdogan isn't even trying to hide the threat to European society and politics in two sensitive areas: enclaves of Turks and refugees. He is blatantly encouraging a process of radicalization among the million Turks who have emigrated to Europe since the 1970s, mainly to Germany. That radicalization demands that they remain loyal to Turkey and their Islamic culture, at the expense of their citizenship and process of integrating into their new home countries. In the fall of 2015 Erdogan encouraged a wave of about a million refugees to Europe, mostly from Syria, Afghanistan, and Pakistan. Given the Europeans'

helplessness in addressing the matter, he struck a "protection" deal with German Chancellor Angela Merkel – he would stop the influx of refugees for a billion euros. Since then, he has been waving his ability to reopen the dam as a way of extorting benefits and money from the frightened Europeans.

The danger he poses to American interests is clear, and it's hard to understand why President Trump accepts his outrageous behavior. The damage he has done to NATO hurts the US, too. Weakening European society through radicalized Muslim citizens and a flood of refugees also hurts Europe's ability to stand up to Russia and bolsters their already-strong tendency for pacification. Erdogan's battle against the Kurds hurts the US' trusted allies in Syrian and Iraq and sends a message to local forces that the Americans cannot be depended upon. We also need to add the threats the Muslim Brotherhood – with his encouragement – poses to pro-American governments in Egypt, Saudi Arabia, the Persian Gulf, and Jordan, and his hostile policy toward Israel. Nor does the US want Turkish hegemony in the Mediterranean Sea. The only American punishment – a refusal to sell him F-35 aircraft

because he bought a missile system from the Russians – is no deterrent.

Israel has a long list of problems with the anti-Semitic megalomaniac from Ankara. He supports Hamas, he tried to but the maritime weapons blockage on the Gaza Strip, and allows top terrorist Hassan al-Arouri to operate in his country under a Turkish passport. He threatens Turkey's most important Arab allies, wages a pan-Islamic war against Israel in Jerusalem and sends his agents to fight it. In the Mediterranean, he threatens Israel's economic assets as well as its allies.

Erdogan is hated and isolated. Turkey is vulnerable mostly in the economic sector. About a month ago, Moody's lowered Turkey's credit rating to B2, the lowest in the 30 years it has been measured, and five steps below the rank it needs to attract investment. Aside from his nationalist incitement and oppressive measures, Erdogan is holding on because the economic situation remains tolerable. This is where he can be reined in, but for that to happen, we need the Americans to take the lead. Trump hasn't suggested it yet and Joe Biden will almost certainly not want anything to do with it.

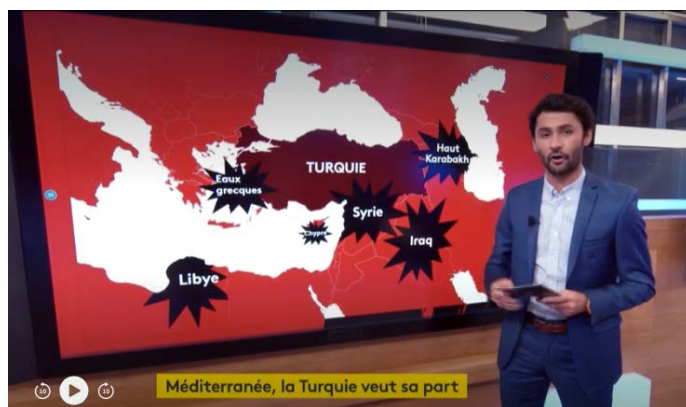


14/10/2020

Mal en point économiquement, la Turquie montre les muscles militairement

Enclavée en Azerbaïdjan, le Haut-Karabakh, province qui se revendique arménienne, est le nouveau terrain de jeu des ambitions de la Turquie.

La Turquie manœuvre de front sur six terrains d'opération depuis un an. L'armée turque affronte les Kurdes de Syrie, les Kurdes du PKK en Irak. Il y a des tensions militaires à Chypre, en Libye et dans les eaux grecques de la mer Méditerranée. Enfin, des forces favorables à la Turquie interviennent en appui de l'Azerbaïdjan pour reprendre à l'Arménie le contrôle du Haut-Karabakh. Il y a dix ans, la stratégie turque se résumait à la formule : zéro problème avec ses voisins. Désormais, c'est tout l'inverse.



Ecran de fumée

Recep Tayyip Erdogan multiplie les discours virils. Il dit

d'Emmanuel Macron notamment que c'est "un ambitieux incapable responsable du désordre en Méditerranée orientale".

Tensions également avec la Russie, pourtant pays allié de la Turquie, qui s'oppose aux combats au Haut-Karabakh alors que la Turquie ne veut pas que les affrontements cessent. Le pouvoir turc cherche à détourner le regard sur sa situation économique. Le PIB a chuté de 11%, le chômage dépasse les 13%. L'inflation et l'endettement des ménages sont élevés. Lors des municipales il y a un an, le parti du président Erdogan a perdu Ankara et Istanbul.

Le JT

**L'Orient
LE JOUR**

Avec l'AFP
le 13 octobre 2020

Un ministre turc dénonce "l'arrogance" de l'UE en recevant son homologue suédoise

Le ministre turc des Affaires étrangères s'est emporté mardi contre l'"arrogance" de l'Union européenne lors d'une conférence de presse tendue avec son homologue suédoise après qu'elle a "exhorté" la Turquie à se retirer du nord de la Syrie.

"Utiliser le terme 'exhorter' est arrogant et erroné en diplomatie. (...) Vous essayez de donner des cours de droit international et de droits humains à la Turquie (...), mais vous pratiquez le deux poids, deux mesures", a lancé, irrité, le ministre turc, Mevlüt Cavusoglu,



Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu et son homologue suédoise, Ann Linde, lors d'une conférence de presse à Ankara, en Turquie, le 13 octobre 2020. Photo AFP / Adem ALTAN

à l'adresse de son homologue suédoise Ann Linde. Celle-ci venait de rappeler lors d'une conférence de presse conjointe avec M. Cavusoglu à Ankara la position de l'UE "exhortant" la Turquie à se retirer du nord-est de la Syrie et de critiquer l'envoi par la Turquie d'un navire d'exploration gazière en Méditerranée orientale au risque de raviver les tensions avec la Grèce.

Mme Linde a aussi défendu le droit de l'UE à avoir des contacts avec les différents groupes actifs dans le nord de la Syrie, une allusion aux milices kurdes consi-

dérées comme "terroristes" par Ankara en raison de leurs liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Depuis 2016, la Turquie a mené trois opérations militaires dans le nord de la Syrie, pour chasser no-

tamment les combattants des Unités de protection du peuple (YPG), principale milice kurde en Syrie.

Pour le ministre turc, l'Europe demanderait le retrait d'Ankara du nord de la Syrie uniquement pour soutenir le PKK, pourtant

classé comme organisations terroriste par l'UE. "Est-ce que vous demandez à la Turquie de se retirer d'Idleb (dans le nord-ouest de la Syrie) ? Non. Parce que dans ce cas, les réfugiés viendraient en Europe", a-t-il affirmé.

"En tant qu'invitée ici, je ne vais pas entrer dans une polémique", a répondu Mme Linde en précisant que sa rencontre avec son homologue turc était "très amicale et sincère".



avec AFP
14/10/2020

Une pièce de théâtre en kurde interdite en Turquie

Istanbul (AFP)

Les autorités turques ont interdit mardi une pièce de théâtre en langue kurde qui était programmée pour la première fois dans l'histoire moderne de la Turquie par un théâtre municipal à Istanbul, selon les organisateurs.

"Bêrû", une traduction en kurde de la pièce "Klaxon et Trompettes... et Pétarades" du célèbre écrivain italien Dario Fo, était inclus dans le programme d'octobre du théâtre municipal d'Istanbul, qui possède une dizaine de salles à travers la ville.

Créé en 1914, le théâtre municipal avait envisagé d'accueillir mardi soir la pièce mise en scène par la troupe indépendante Teatra Jiyana Nu (Théâtre de vie nouvelle) pour la première fois dans sa salle située dans le quartier de Gaziosmanpasa.

"Nous étions sur scène, tout prêts et en train d'attendre les spectateurs lorsque la décision d'interdiction de la sous-préfecture nous a été délivrée", a raconté l'actrice Ruges Kirici à l'AFP.

Longtemps interdite, l'utilisation de la langue kurde dans l'espace public avait pourtant été autorisée partiellement de-

puis les années 1990 et plus largement depuis le début des années 2000.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan, lorsqu'il était encore Premier ministre entre 2002 et 2014, avait élargi le champs d'application de ces libertés.

Il avait également tenté, avant d'abandonner en 2015, un processus de paix avec le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) qui mène depuis plus de trente ans une guérilla contre le pouvoir turc.

"Une honte pour ce pays"

"Nous n'attendions pas une telle interdiction. Il y a eu des cas similaires dans les années 1990, mais nous pensions que tout cela était dépassé", s'est lamenté l'acteur Omer Sahin.

"C'est une honte pour ce pays (...) Pourquoi jouer cette pièce en kurde serait une menace pour l'ordre public? On allait rire ensemble à une comédie, même cela n'a pas été toléré", a affirmé de son côté Mme Kirici.

Les autorités turques ont démenti l'interdiction de la langue kurde, justifiant leur décision par leur volonté d'empêcher "une propagande du PKK".

"Faire du théâtre en kurde est bien sûr autorisé. Mais on ne peut tolérer une pièce contenant de la propagande du PKK", a déclaré Ismail Catakli, porte parole du ministère de l'Intérieur, sans donner plus de précisions.

La pièce de Dario Fo a cependant été traduite dans plusi-

eurs langues et jouée dans de nombreux pays.

Plus que la pièce elle-même, l'affiliation de la troupe de théâtre à un centre culturel vu par les autorités comme proche du PKK semble avoir déclenché l'interdiction.

Des journaux proches du pouvoir s'en étaient violemment pris à la municipalité d'Istanbul, dirigée par l'opposition, dès l'annonce de l'ouverture des salles de la ville à ce qu'ils considèrent être "la troupe du théâtre du PKK".

L'échec du processus de paix et la reprise du conflit entre l'armée turque et le PKK en 2015 a entraîné un durcissement des autorités envers les organisations kurdes.

Depuis la tentative de putsch en 2016, des milieux politiques et culturels kurdes sont visés par une répression sans relâche par le gouvernement.

Les autorités ont aussi fait arrêter ou évincé plusieurs dizaines de maires élus sous les couleurs du HDP (Parti démocratique des peuples, prokurde) dans le sud-est de la Turquie.



L'actrice Ruges Kirici devant le théâtre municipal d'Istanbul après l'interdiction par les autorités turques d'une pièce de théâtre en langue kurde, le 13 octobre 2020. Ozan KOSE AFP

© 2020 AFP

Kurdistan au féminin 14.10.2020

Un agent turc avait pour l'ordre de tuer une politicienne kurde en Autriche

Le régime turc persécute les Kurdes où qu'ils soient. Les aveux d'un agent des renseignements turcs (MIT) qui s'est rendu récemment aux autorités autrichiennes déclarant qu'il avait reçu l'ordre de tuer la politicienne kurde autrichienne Aygul Berivan Aslan à Vienne ne font que confirmer cette chasse aux Kurdes de la Turquie, même en Europe...



Aygul-Berivan-Aslan

New York Times a rapporté qu'en septembre dernier, un homme est entré au poste de police de Vienne, affirmant qu'il était un agent des services de renseignement turcs, cherchant une protection juridique après avoir refusé d'accomplir une tâche assignée, qui était de tirer sur une politicienne kurdo-autrichienne.

Au cours d'un entretien de quatre heures avec la police autrichienne, le récit de M. Ozturk, 53 ans, était parfois vague, en particulier en ce qui concerne son travail présumé de tueur à gages. Mais c'est devenu très concret lorsqu'un officier l'a interrogé sur le cas de M. Topuz.

D'après la transcription de la police, M. Ozturk a déclaré qu'il avait travaillé pour la US Drug Enforcement Administration jusqu'en 2004 et qu'il avait rencontré M. Topuz pour la dernière fois en 2005. M. Topuz avait également travaillé pour la DEA en tant que traducteur, il ajouta, ce que les responsables américains ont confirmé.

En juin, Topuz a été condamné à 8 ans de prison, par le tribunal turc, pour avoir aidé un «groupe terroriste» et avoir tenté de renverser le gouvernement turc.

Le gouvernement autrichien est toujours préoccupé par l'influ-

ence des renseignements turcs en Autriche, et cette affaire a tiré la sonnette d'alarme.

De son côté, le ministre autrichien de l'Intérieur, Karl Naham, a déclaré: « nous prenons cette affaire au sérieux », précisant qu'ils ne commenteront pas les détails de l'affaire car les enquêtes sont en cours, alors que le parquet a refusé de donner des informations sur l'affaire, en disant dans un message par e-mail que l'affaire était très sensible.

Le mois dernier, les résultats des enquêtes d'un comité de police autrichien ont conclu que les services de renseigne-

ment turcs avaient recruté des instigateurs pour aider à déclencher de violents affrontements lors d'une manifestation organisée par la communauté kurde dans une rue du quartier de Vienne, en juin, et collecter des informations sur les manifestants.

Le ministre autrichien a souligné que «l'espionnage et l'ingérence turcs n'ont pas leur place dans les droits démocratiques en Autriche», tandis que son ministère a estimé qu'il y avait environ 270 000 personnes d'origine turque en Autriche, dont environ un tiers sont des Kurdes.

De son côté, Susan Rap, ministre autrichienne de l'intégration a révélé que «l'Autriche est devenue une cible de l'espionnage turc et que les pratiques d'Erdogan atteignent la ville de Vienne».

La tyrannie croissante d'Erdogan depuis une décennie a coïncidé avec une campagne antagoniste à l'intérieur et à l'extérieur, qui a commencé lorsqu'il a divergé avec l'UE et s'est intensifiée après le prétendu coup d'État de 2016.



Nurcan Baysal
Oct 15 2020

Those who stand by Kurds face heavy punishment in Turkey

Evrensel newspaper columnist Yusuf Karataş was sentenced to 10 years and six months in prison last month for being an active member of the Democratic Society Congress (DTK), a now-

banned platform of Kurdish associations and movements in Turkey.

Since he is not part of the non-government organisation, why was Yusuf punished so se-

verely? To answer this, we must first take a look at the DTK.

Once upon a time, the organisation was a dynamic player in Turkish politics: many of the

governing Justice and Development Party (AKP) deputies, ministers, and advisers to the prime minister attended DTK meetings and DTK even made presentations at Turkish parliament.

However, a Supreme Court in Istanbul criminalised the DTK after the failed 2015 peace process between Turkey and the Kurdistan Workers' Party (PKK), ruling that the NGO was equivalent to the outlawed Kurdistan Communities Union (KCK), a separate umbrella organisation that includes the PKK. The PKK has been fighting an armed insurgency for Kurdish self-rule in Turkey since 1984 and is designated a terrorist organisation by Turkey, the United States and the European Union.

After the court ruling, legal proceedings and sentences began to pour down rapidly on DTK members and delegates – except on those within the AKP.

Before the organisation's ban, Yusuf attended DTK conventions on seasonal labour and immigration alongside many academics, activists and politicians. It is incomprehensible that Yusuf was punished over 10 years just for attending those meetings.

His explanation for his attendance was the following:

I participated in DTK's activities, which was established as a platform where different political circles, institutions and intellectuals came together and held workshops and meetings on the solution of the Kurdish question and related social-cultural problems in the region.

In this context, my participation in a panel on the developments in the Middle East, a congress of seasonal agricultural workers and a workshop on labour at the Mesopotamia Social Forum were given as a justification of the membership of a terrorist organisation charge against me. Moreover, the court, which did not even see my face, raised the sentence on the grounds that I was "prone to crime". It was claimed in the indictment that I held "secret organisational meetings" although I proved that they were open meetings to make interviews with my comrades and journalist friends.

This case is not a legal but a political remuneration one. Following the failure of the government's attempt to instrumentalise the Kurdish

question for its own policies, these lawsuits were filed based on years of eavesdropping for political retribution. Therefore, my defence of democratic solution for the Kurdish problem and resolution to write on these views in my articles at Evrensel was deemed sufficient to be punished. However, we will continue to write the facts and defend peace. And we know that these cases will become waste when this dark period that has flipped down on the country like a nightmare is over.

In short, Yusuf has been punished for standing with the Kurds. His persistence in journalism and his writings on the Kurdish issue and the Middle East also seem to play a big role in this vicious ruling. Now, the new trend is to punish journalists through activities such as meetings and press conferences rather than their journalistic activities.

Doing so stops international rights organisations from making too much noise, because everyone hesitates when the DTK is mentioned in indictments. Rights organisations and journalism groups need to

speak out more about the severe punishment given to Yusuf. The charge against him is an attempt to create a "terrorist" from a journalist, and these groups try in vain but cannot remove the label off him.

After finishing the article, I learned that Mesopotamia Agency correspondents Adnan Bilen and Cemil Uğur, Jinnews reporter Şehriban Abi and journalist Nazan Sala, were arrested after reporting Turkish soldiers [throwing two villagers out of a military helicopter](#) from a high altitude over the eastern province of Van. The charge against them was "reporting on social events against the state".

Protests or riots occur when the people are not satisfied with the state, and journalists report on such events because it is part of their job. Four journalists can be arrested on such a tragicomic accusation in Turkey today. The states of both the freedom of expression and of information in Turkey are pitiful, and the government still insists "journalism is a crime".



By Gonul Tol
Center for Turkish Studies, MEI
Published 15 October

Viewpoint: Why Turkey is flexing its muscles abroad

Immediately after a long-simmering conflict in the South Caucasus burst into open warfare late last month, Turkey came to the aid of its Turkic allies in Azerbaijan. It has supplied arms and, allegedly, fighters transferred from Syria, although that has been denied in Ankara.

Unlike most outside powers that called for an immediate ceasefire, Turkish President Recep Tayyip Erdogan told Azerbaijan President Ilham Aliyev to fight on.

The Caucasus is only the latest venture for a more muscular Turkey, whose military engagements have stretched from

Syria across the Mediterranean.

Where has Turkey become involved?

In the last few years, Turkey has:

- launched three military incursions into Syria

- sent military supplies and fighters to Libya
- deployed its navy to the Eastern Mediterranean to assert its claims in the region
- expanded its military operations against Kurdish PKK rebels in northern Iraq
- sent military reinforcements to Syria's last rebel-held province of Idlib

- recently threatened a new military operation in northern Syria to confront "terrorist armed groups".

Turkey also has a military presence in Qatar, Somalia and Afghanistan and maintains peacekeeping troops in the Balkans. Its global military footprint is the most expansive



IMAGE COPYRIGHT GETTY IMAGES

image caption In recent years Turkey has launched three incursions into Syria and become increasingly involved abroad

since the days of the Ottoman Empire.

- **Why Caucasus flare-up risks wider war**
- **Karabakh war leaves civilians shell-shocked and bitter**

What is behind Turkey's new foreign policy?

Turkey's reliance on hard power to secure its interests is the cornerstone of its new foreign policy doctrine, in the making since 2015.

The new doctrine is deeply suspicious of multilateralism and urges Turkey to act unilaterally when necessary.

It is anti-Western. It believes that the West is in decline and Turkey should cultivate closer ties to countries such as Russia and China.

It is anti-imperialist. It challenges the Western-dominated

institutions such as the United Nations, to give voice to nations other than the Western countries.

The new foreign policy doctrine views Turkey as a country surrounded by hostile actors and abandoned by its Western allies.

Therefore, it urges Turkey to pursue a proactive foreign policy that rests on the use of pre-emptive military power outside its borders.

This is a far cry from Turkey's previous focus on diplomacy, trade and cultural engagement in its relations with other nations. The change is a function of several domestic and international developments.

What changed?

Turkey's new doctrine began to take shape in 2015, when the ruling AKP lost its parliamen-



IMAGE COPYRIGHT REUTERS

image caption President Erdogan has been outspoken on Turkish drilling rights in the Eastern Mediterranean

World War Two order and calls for an overhaul of international

tary majority for the first time in over a decade due to the rise

of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP).

To regain the ruling party's majority, Mr Erdogan formed an alliance with nationalists both on the right and left.

They backed him when he resumed the fight against the Kurdish rebels.

How focus turned to Kurds

Turkey's conflict with the PKK - Kurdistan Workers' Party - had to a large extent stopped after the group's imprisoned leader, Abdullah Ocalan, called for a ceasefire with the Turkish state in 2013.

Despite their ideological differences, both the far-right nationalist MHP and neo-nationalists on the left support a heavy-handed approach to the Kurdish problem. They also prioritise national security at home and abroad and espouse strong anti-Western views.

This alliance with the nationalists and consolidation of his power became the key driving factor behind Turkey's unilateralist, militaristic and assertive foreign policy.

The failed 2016 coup played a key role in this process.

- **Erdogan: Turkey's pugna-cious president**

- **Turkey orders new mass detentions over failed coup**

How coup changed the narrative

According to President Erdogan, the botched coup was orchestrated by former ally Fethullah Gulen, an Islamic cleric in self-exile in Pennsylvania, and it did several things to pave the way for Turkey's militaristic foreign policy.

It strengthened Mr Erdogan's alliance with the nationalists.

His sweeping purge of civil ser-

vants suspected of having links to the Gulen movement led to some 60,000 people being fired, jailed or suspended from the armed forces and judiciary, and some other state institutions.

The void left by the purges was filled with Erdogan loyalists and nationalist supporters.

The failed coup also strengthened the nationalist coalition's narrative that Turkey was besieged by domestic and foreign enemies and that the West was part of the problem. That justified unilateral action, supported by pre-emptive deployment of hard power beyond Turkey's borders.

How approach changed in Syria

The Assad regime's decision to give a free hand to Syria's Kurds in the north led to an autonomous Kurdish zone along Turkey's border and in 2014 the US decided to airdrop weapons to the Kurdish militants, considered to be a terrorist organisation by Turkey. This all fed the narrative that Turkey had to act alone and deploy military forces to protect its borders.

The failed coup also paved the way for consolidation of power in Mr Erdogan's hands.

Through purges he hollowed out institutions, sidelined key actors in foreign policymaking such as the foreign ministry, and emasculated the military, which had put a brake on his previous calls to launch military operations in neighbouring countries.

Before the coup attempt, he had signalled his intention to launch a military operation into Syria to stem the "terrorist threat" emanating from the Kurdish militias there. But Turkey's military, which had traditionally been very cautious about troop deployment outside Turkey's borders, was opposed.

The move was applauded by the president's nationalist allies, who fear an independent Kurdish state built with US help along its border. To curb Kurdish influence and counterbalance the US presence in Syria he worked with Russia.

- **Turkey v Syria's Kurds explained**
- **The brutal phone videos that could show war crimes**
- **Who supplies weapons to Turkey?**

How Turkey switched focus to Libya and E Mediterranean

Libya became another theatre for hard-power tactics.

In January, Turkey stepped up military support to Libya's UN-backed government of Prime Minister Fayez al-Serraj, to stop an offensive by forces allied with Gen Khalifa Haftar.

Turkey's primary goal in Libya was to secure the Serraj gov-



IMAGE COPYRIGHTEPA

A few months after the coup attempt, President Erdogan got his wish. Turkey launched its first military operation into Syria to curb the influence of the Kurds in the north in 2016 and two more incursions after that.

ernment's support in a matter important to Mr Erdogan's nationalist allies: the Eastern Mediterranean.

Turkey has been at loggerheads with Greece and Cyprus over energy drilling rights off the coast of the divided island of Cyprus and maritime boundaries in the area.

Ankara signed an agreement on maritime boundaries with

Mr Serraj in November in return for military support to the Tripoli government.

Mr Erdogan's aim was to redraw maritime borders in the Eastern Mediterranean which, in his opinion, provided disproportionate advantages to Turkey's arch-enemies - Greece and the Republic of Cyprus.

Meanwhile, Turkey sent warships to escort its drilling ships

in the Eastern Mediterranean, risking a military confrontation with its Nato partner Greece.

Has it been a success?

Turkey's assertive policy in Syria, Libya and the Eastern Mediterranean has not yielded the results that President Erdogan's ruling coalition hoped for.

Turkey could not entirely clear Kurdish militia forces from its border with Syria. Neither Ankara's maritime agreement with Libya nor its actions in the Eastern Mediterranean have changed the anti-Turkey status quo in the region.

On the contrary, Turkey's military involvement in these conflicts hardened anti-Erdogan sentiment in the West and unified a diverse group of actors in their resolve to oppose Turkish unilateralism, eventually forcing Turkey's leader to back down.

A similar fate awaits Turkey's involvement in the Nagorno-Karabakh conflict, which is already seeing the emergence of a more forceful Russian response and a Russian-Western front against Turkey's support for Azerbaijan.

- **Why Turkey-Greece tensions have flared in Med**
- **The Eastern Mediterranean tinderbox**
- **EU warns Turkey of sanctions over 'provocations'**

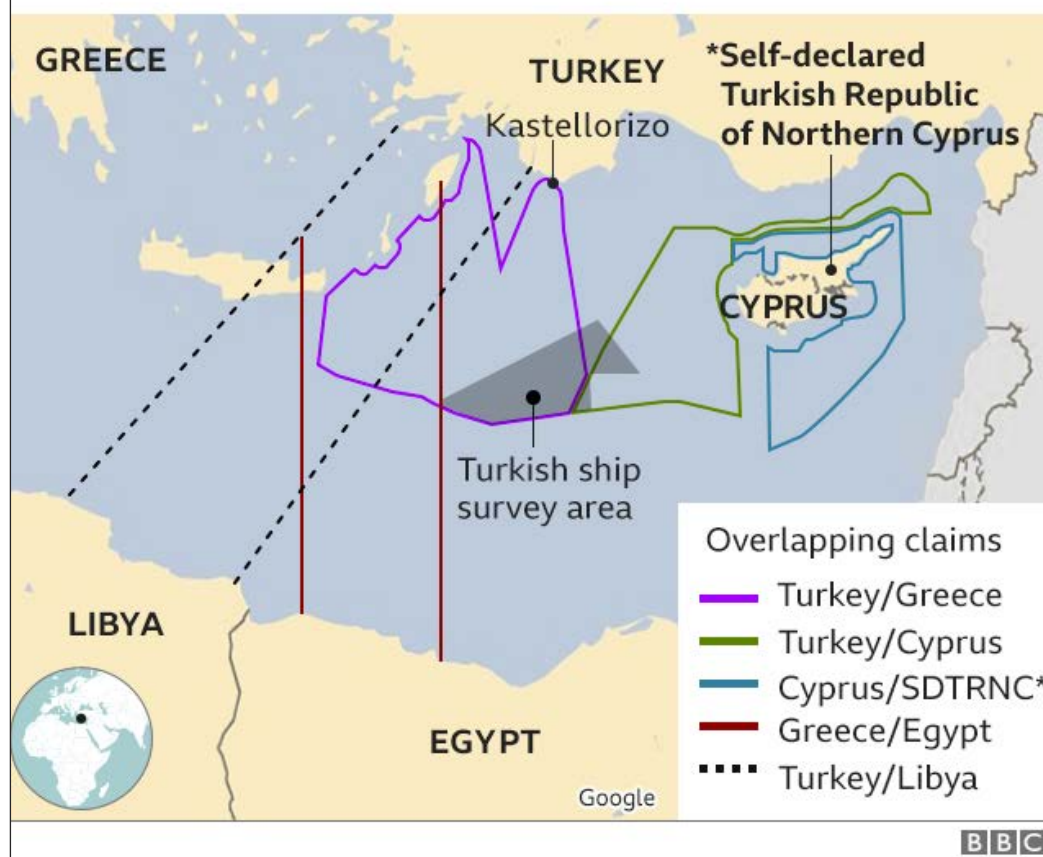
What next?

But Mr Erdogan's nationalist allies want him to fight on. A prominent neo-nationalist, Retired Rear-Admiral Cihat Yayci, argued that Greece wanted to invade western Turkey and urged Mr Erdogan to never sit down with Athens to negotiate.

And the president has little option but to listen to him. As he loses ground in opinion polls, the nationalist sway over his domestic and foreign policies only increases.

Gonul Tol is Director of the Center for Turkish Studies at the Middle East Institute in Washington DC

Greece and Turkey have overlapping claims in the Eastern Mediterranean



15 au 21 octobre 2020



**Courrier
international**

N° 1563 du 15 au 21 octobre 2020
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Afrique CFA 3,400 F CFA, Algérie
530 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre
5,00 €, Argentine 5,00 €, Australie
7,25 \$ CAN, DOM 5 €, Espagne 5,50 €,
États-Unis 6,50 \$, Israël 5,50 \$,
Grande-Bretagne 4,50 £, Grèce
5,50 €, Italie 5,50 €, Japon 850 ¥,
Mexique 550 \$, Nouvelle-Zélande
Portugal cont. 5,20 €, Suisse 6,70 CHF,
TDM 1850 FPF, Tunisie 7,20 DT.

LA TURQUIE CONTRE LE RESTE DU MONDE

*Haut-Karabakh, Syrie, Libye,
mer Égée... Pourquoi le régime
d'Erdogan intervient sur tous
les fronts. Les analyses
de la presse étrangère.*

M 03183 - 1563 - F - 4,50 €



48.

à la une

LA TURQUIE CONTRE LE RESTE DU MONDE

En 2004, Ankara affirmait le principe du “zéro problème avec ses voisins”. Seize ans plus tard, le pays est en conflit avec tous. Ses guerres contre les Kurdes ont débordé jusqu’à l’intérieur de la Syrie, et la découverte de gisements de gaz en Méditerranée a réveillé ses appétits pour une mer Égée très largement grecque. La Turquie occupe toujours une partie de Chypre et envoie ses soldats se battre aussi bien en Libye que dans le Caucase. Avec la menace d’ouvrir ses frontières européennes à des millions de réfugiés, Erdogan paralyse l’Europe. Mais son bras de fer avec la Russie dans le Caucase risque de freiner ses ambitions : il ne suffit pas de partager avec Moscou le désir de nuire à l’Occident pour bâtir une vraie alliance.



Dans le Caucase, Erdogan change la nature du conflit

VU DU LIBAN Théâtre d'une guerre entre deux pays au sujet d'un territoire, le Caucase commence à ressembler au Moyen-Orient, du fait de l'interventionnisme d'Ankara, qui irrite l'Iran et Israël, et empiète sur la zone d'influence russe.

—L'Orient-Le Jour (extraits) Beyrouth

Prenez un conflit territorial vieux de trente ans, né sur les ruines de l'Empire soviétique. Ajoutez-y une dimension religieuse, avec d'un côté un pays musulman à majorité chiite et de l'autre un pays chrétien. Puis un narratif quasi sacré des deux côtés avec des protagonistes qui veulent prendre leur revanche sur l'histoire, l'un sur le génocide arménien perpétré par les Turcs, l'autre sur sa défaite dans les années 1990. On est encore dans le Caucase, mais on flirte déjà avec le Moyen-Orient. Et on y entre encore un peu plus quand interviennent les puissances extérieures.

Le rôle croissant de la Turquie, principal allié de l'Azerbaïdjan, qu'il considère comme un peuple frère, est néanmoins en train de changer la nature de ce conflit. C'était une guerre territoriale et mémorielle, typique de l'ère post-soviétique; c'est devenu un conflit qui sent la poudre du Moyen-Orient, susceptible de se transformer en une guerre par procuration entre des acteurs régionaux dont les calculs dépassent largement la question de ce petit territoire [le Haut-Karabakh] qui a proclamé son indépendance en 1991, mais que presque aucun État ne reconnaît dans le monde.

Acteur incontournable. Ce n'est sûrement pas un hasard si Ankara se retrouve en première ligne de ce conflit à un moment où la Turquie est suractive dans son environnement régional, tentant de faire bouger les lignes partout et en même temps à la faveur d'une stratégie du fait accompli. L'interventionnisme turc change la donne en ce qu'il contraint tous les acteurs à revoir leurs calculs.

L'Iran ne peut accepter que la Turquie devienne trop influente dans cette région et qu'un nationalisme azéri trop assumé donne des idées aux 15 millions de personnes issues de cette minorité qui vivent de son côté de la frontière.

Israël peut-il pour sa part continuer à fournir Bakou en armement si la Turquie, avec qui les relations sont tendues, s'impose comme le capitaine à bord ?

C'est toutefois pour la Russie que le nouveau jeu turc complique le plus la situation. La présence

turque pourrait ainsi pousser la Russie à soutenir plus fermement l'Arménie, malgré la réserve de Moscou par rapport au plutôt libéral Premier ministre arménien Nikol Pachinian.

Ankara avance ses pions dans une zone d'influence russe. Moscou était devenu le véritable arbitre de ce conflit plus ou moins gelé, comme il les aime tant, reléguant les Occidentaux à un rôle de second couteau. Mais cette séquence pourrait permettre à la Turquie de devenir un acteur incontournable dans le Caucase, ce qui contraindrait Moscou à passer systématiquement par Ankara pour obtenir des avancées.

Et c'est là que le Moyen-Orient s'invite à nouveau. Les deux puissances sont déjà dans une logique de coopération-rivalité en Syrie et en Libye, où elles soutiennent à chaque fois des camps opposés.

Le parrainage russo-turc a ses avantages : Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine parlent le même langage et partagent le même désir de mettre les Occidentaux à l'écart. Mais il a aussi ses limites : les deux puissances ont des intérêts fondamentalement divergents et le gain d'influence de l'un se fait le plus souvent au détriment de l'autre.

Le Caucase pourrait entrer dans l'équation et devenir une nouvelle carte de marchandage entre les deux puissances. Au point de lier le destin de la région, dans une certaine mesure, à celui du Moyen-Orient.

—Anthony Samrani
Publié le 5 octobre

SOURCE

L'ORIENT-LE JOUR

Beyrouth, Liban
Quotidien

lorientlejour.com

Le quotidien francophone de Beyrouth a longtemps été la parfaite illustration du "Liban de papa" francophone

et chrétien. Grâce à l'arrivée d'une nouvelle génération de journalistes, il est devenu le quotidien libanais le plus intéressant et l'un des meilleurs du monde arabe.

← Recep Tayyip Erdogan. Dessin de Finn Graff, Norvège.

Dernière minute

UNE TRÊVE ÉPHÉMÈRE

"Les guerres ne prennent fin que lorsqu'un traité de paix est signé", avait déclaré le 10 octobre un membre de l'administration présidentielle de l'Azerbaïdjan cité par le journal russe **Kommersant**. Négocié dans la nuit du 10 au 11 octobre, à Moscou, le cessez-le-feu humanitaire au Haut-Karabakh n'aura duré que quelques heures : des bombardements mutuels ont repris de plus belle, faisant des victimes civiles de part et d'autre. Aucun échange de prisonniers ou de corps (objectif principal de la trêve) n'a été annoncé. "La guerre est acharnée, l'armée arménienne mène des combats très durs face à des forces armées turco-azerbaïdjanaises bien supérieures aux nôtres", a communiqué le 12 octobre le ministère de la Défense arménien, d'après le journal d'Erevan **Lragir**.

Un pays à la reconquête de son passé ottoman

VU DE RUSSIE Les ambitions turques dans le Caucase, au Moyen-Orient et en Afrique constituent un défi de taille pour Moscou, affirme ce politologue russe. D'autant que, pour Erdogan, ce n'est qu'un début.

—Rossia v Globalnoï Politike Moscou

Les experts en relations internationales se penchent depuis longtemps sur la question de l'émancipation des acteurs mondiaux de taille moyenne. Les puissances de second plan, malgré le contexte de domination de quelques États, se font plus pressantes. D'ailleurs, elles se réfèrent de moins en moins aux "grands", pour se concentrer sur leurs propres intérêts. Cela dit, et c'est un point non négligeable, il s'agit quand même d'États qui s'appuient sur leur tradition passée de grande puissance mondiale.

La Turquie est l'un des exemples les plus marquants. À l'époque de la guerre froide [1947-1991], la république de Turquie était un membre loyal et fidèle de l'Otan, au sein de laquelle elle jouait un rôle militaire dissuasif essentiel aux confins méridionaux de l'Union soviétique.

Lorsque la confrontation idéologique a pris fin, Ankara s'est trouvé à un carrefour. D'un côté, la chute de l'Union soviétique a créé de nouvelles perspectives pour la Turquie, qui cherchait à étendre son influence à de nouveaux pays partageant sa langue et sa culture. D'un autre côté, cela demandait des investissements très importants, dont la Turquie ne disposait pas à l'époque : malgré ses succès économiques impressionnants, Ankara n'a pas réussi à se hisser au niveau escompté.

Européanisation déçue. L'idée de l'hégémonie "sans appel" de l'Occident a été le principal refrain politique de la fin du xx^e siècle et du début du xxi^e. "Si tu veux être heureux, si tu veux être riche", il faut t'intégrer dans le système occidental. Et la Turquie avait toutes les raisons et les qualités pour le faire. Son expérience de collaboration étroite au sein de l'Otan et son statut de candidat à l'intégration dans l'Union européenne semblaient clairement indiquer la direction à suivre.

L'arrivée au pouvoir, au début des années 2000, du Parti de la justice et → 50

49 ← du développement (AKP), créé par Recep Tayyip Erdogan, a été, curieusement, un puissant moteur pour l'eupéanisation. Le gouvernement a tout mis en œuvre pour moderniser la législation turque et répondre aux exigences de l'UE, puis il lui a fallu faire pression pour obtenir l'ouverture officielle du processus d'intégration. Mais, à un moment donné, Ankara est arrivé à la conclusion (non sans fondement) que l'UE n'était pas prête à accepter la Turquie dans ses rangs.

Il y a plusieurs raisons à cela, mais la principale est le manque de confiance des Européens dans la solidité de leur propre projet. L'idée que le projet européen pourrait accueillir un grand pays ambitieux, dynamique et musulman a effrayé l'Europe. Elle redoutait que la Turquie n'ait une influence trop importante dans l'UE.

Grande puissance. Ces réserves n'étaient pas infondées. Erdogan n'allait pas se contenter d'un second rôle et voyait l'adhésion à l'UE comme une nouvelle marche à gravir et de nouvelles opportunités pour l'État turc. Parce que les Européens aussi comprenaient cela, le processus, entamé sur les chapeaux de roues au début du xx^e siècle, s'est arrêté.

Cette déconvenue sur la voie européenne a poussé Ankara sur un autre chemin, celui de la transformation de la Turquie en une grande puissance, revendiquant une reconquête de son influence sur tout le territoire de l'ancien Empire ottoman.

La Turquie imprime ouvertement sa politique, très active, sur le Proche-Orient, l'Afrique du Nord, le Caucase du Sud, les Balkans et la Méditerranée. Depuis des années, les commentateurs s'inquiètent de voir la Turquie œuvrer au-delà de ses capacités réelles. Elle devrait modérer ses ardeurs, selon eux. Ce qui ne semble pas à l'ordre du jour.

Le facteur d'ambition personnelle d'Erdogan pourrait expliquer cette offensive : il est fermement décidé à hisser la Turquie (et lui-même, au passage) au plus haut niveau mondial, d'autant que l'échiquier planétaire est en pleine reconfiguration. Il faut donc s'attendre à ce que la politique actuelle d'Ankara ne soit qu'un début. Elle se durcira sans doute davan-

LA POLITIQUE D'ANKARA SE DURCIRA SANS DOUTE À MESURE DES AVANCÉES. LE PRÉSIDENT TURC N'A PAS PEUR DES CONFRONTATIONS.

tage à mesure des avancées, et en dépit des conflits que cette politique est en train d'engendrer. Le président turc n'a pas peur des confrontations.

Pour la Russie, l'essor géopolitique de la Turquie est un élément majeur à prendre en compte. Sans rentrer dans le détail de l'histoire des relations entre les deux pays (parsemée de nombreux affrontements armés), il est clair que les intérêts de Moscou et d'Ankara



non seulement ne convergent pas, mais sont généralement opposés dans la plupart des conflits régionaux.

Il en va ainsi pour la Syrie, la Libye et, dans une certaine mesure, pour le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie [à propos de l'enclave auto-proclamée du Haut-Karabakh]. Tandis que la Russie appelle à un arrêt immédiat des combats et au retour aux négociations, la Turquie a pris fait et cause pour Bakou et va jusqu'à appeler de ses vœux une victoire militaire [pour récupérer l'enclave].

Cependant, malgré un antagonisme manifeste sur beaucoup de questions, la Russie et la Turquie préfèrent éviter d'entrer dans un rapport de forces ouvertement hostile. Au contraire, presque sur chaque théâtre d'opérations (à l'exception du Caucase du Sud, pour l'instant), les deux pays continuent à négocier activement à tous les niveaux. À défaut de tomber d'accord, cela leur permet au moins de confronter leurs intérêts et d'éviter ainsi l'affrontement direct.

Il serait particulièrement difficile pour l'un comme pour l'autre d'atteindre ses objectifs en cas d'affrontement militaire direct. Cependant, il faut bien reconnaître que chaque nouveau conflit augmente les tensions, et il devient de plus en plus difficile de garder la maîtrise de la situation. Cela ne fait aucun doute, l'avenir des relations turco-russes sera bien l'un des éléments déterminants dans la restructuration géopolitique de l'Eurasie, en pleine effervescence.

—Fiodor Loukianov
Publié le 6 octobre

↑ Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine. Sur le grillage : "Haut-Karabakh". Dessin de Marian Kamensky, Autriche.

“Nous sommes prêts à tout”

VU DE TURQUIE Les journaux progouvernementaux turcs applaudissent la politique étrangère belliqueuse du président Erdogan et s'en prennent à la France, ainsi qu'à de nombreux pays.

SOURCE

ROSSIA V GLOBALNOÏ POLITIKÉ
Moscou, Russie
Bimestriel

Créée en novembre 2002 et conçue comme le double du prestigieux Foreign Affairs américain, "La Russie dans la politique globale" comble l'absence de revue russophone reconnue à l'étranger en matière de relations internationales. Parmi ses cofondateurs, le Conseil de la politique de défense et de sécurité russe et le journal Izvestia.

Le temps de la posture défensive est terminé", résume en une formule le rédacteur en chef du quotidien islamo-nationaliste **Yeni Safak**. "C'est vrai pour la Turquie comme pour l'Azerbaïdjan [qui, avec le soutien de la Turquie, est en guerre contre son voisin arménien]. Si la Turquie était restée en position défensive elle aurait été encerclée de la Syrie à l'Irak et de la Méditerranée orientale à la mer Égée [...]. Il ne s'agit pas d'un simple conflit frontalier entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, ce n'est que le volet d'un vaste projet visant à stopper la Turquie. Mais le vent de l'histoire est en train de tourner. Et nous envoyons un message simple au monde : s'il le faut, nous sommes prêts à tout."

La Turquie s'est impliquée militairement sur de multiples fronts dans la région et au-delà jusqu'en Libye (voir p. 53). La militarisation de

"NOUS N'AVONS PAS EN FACE DE NOUS QUE LES GRECS ET LES ARMÉNIENS, MAIS AUSSI LES FRANÇAIS, LES RUSSES, LES ANGLAIS ET LES AMÉRICAINS."

Un éditorialiste du quotidien *Yeni Akit*

sa politique étrangère est légitimée par la presse progouvernementale, qui dépeint un pays attaqué de toutes parts et entouré d'ennemis. "Les Serbes, les Bulgares, les Grecs, les Arméniens... c'est comme si Dieu leur avait enlevé leur cœur. Ils ont tout vendu au diable", assène un éditorialiste du quotidien islamiste *Yeni Akit*, avant de poursuivre : "Nous n'avons pas en face de nous que les Grecs et les Arméniens, mais aussi ceux qui sont derrière eux, les Français, les Russes, les Anglais et les Américains. La Turquie est le seul pays capable de les arrêter, par la force de notre foi et de nos prières."

La démonstration de force et le recours à l'action militaire sont considérés comme un moyen légitime de faire valoir les intérêts du pays, comme le souligne le quotidien nationaliste *Sabah* : "Alors qu'au cours des semaines précédentes nous avons forcé toutes les puissances occidentales, y compris la France, à nous réserver une place à la table des négociations concernant la Méditerranée orientale, nous nous imposons cette semaine en soutenant l'armée azérie. Une attaque défensive planifiée au meilleur moment, alors que l'Amérique est concentrée sur ses élections et que la Russie veut faire comprendre au Premier ministre arménien Pashinian, qui penche un peu trop en direction de l'Occident, qu'il n'est rien sans le soutien de Moscou."

Les diatribes de la presse turque progouvernementale visent particulièrement la France, qui s'oppose à Ankara sur de nombreux dossiers (voir p. 52) : "Le bon à rien Macron a encore dépassé les bornes. Ce petit homme qui ne tolère pas que la Turquie intervienne en Libye à l'appel du gouvernement légitime et qu'elle affirme sa présence en Méditerranée tente de nuire à la réputation de la Turquie sur la scène internationale en prétendant qu'elle aurait envoyé des mercenaires 'islamistes' [syriens] combattre en Azerbaïdjan", s'indigne *Yeni Safak* en réponse aux accusations du président français.

Alors que les journaux de l'opposition laïque et nationaliste se réjouissent aussi du conflit, seule la presse d'opposition de gauche échappe aux rododromes guerrières, comme le quotidien *Birgün* : "Que se passe-t-il, d'où sortent ces tambours de guerre qui résonnent aux quatre coins du pays ? Depuis l'effondrement de l'Empire ottoman et la création de la République, nous avons échappé à la guerre, nous avons même réussi à demeurer à l'écart de la grande guerre d'Hitler qui tua des millions de gens, que nous arrive-t-il maintenant ? Le bruit des avions et le son de l'artillerie nous parviennent de Syrie, de Libye, d'Azerbaïdjan. Ecoutez Nazim [Hikmet, célèbre poète turc 1901-1963], lisez Brecht, si le bruit de la paix n'étouffe pas le vacarme de la guerre celle-ci finira par venir taper à la porte."

— *Courrier international*

Vu de Pologne

UNE POLITIQUE LÉGITIME

"Nous avons aujourd'hui deux images de la Turquie", soutient l'hebdomadaire catholique libéral polonais *Tygodnik Powszechny* dans un article inhabituellement admiratif du régime de Recep Tayyip Erdogan. Alors que les médias occidentaux retiendraient surtout les "tendances autoritaires croissantes" du chef de l'État, de nombreux Turcs seraient plus sensibles à la "modernisation" du pays et à sa "démocratisation par la liquidation du rôle dominant de l'armée". L'évolution du voisinage, "de l'UE à la Russie en passant par l'Iran et le Proche-Orient", ferait de la politique actuelle de la Turquie "la seule [politique] possible et légitime", mais elle "condamne [le pays] à la confrontation avec l'Occident, parce qu'elle remet en cause son système de contrôle, perçu comme anachronique". Elle n'en est pas moins "efficace", selon l'auteur.

L'Europe doit savoir manier la carotte et le bâton

VU DE GRÈCE Il faut composer avec ce voisin querelleur qu'est la Turquie d'Erdogan. Il incombe aux Européens de mener une stratégie de médiation et, quand cela se révèle nécessaire, de passer aux sanctions, préconise ce politologue grec.

— *I Kathimerini* (extraits) Athènes

Recep Tayyip Erdogan est agressif et militariste. Il a envahi la Syrie, la Libye, l'Irak, il soutient le Fatah en Palestine, ne reconnaît pas Chypre et s'est querellé avec la moitié des pays riverains de la Méditerranée. Il réclame des choses inacceptables, comme la démilitarisation des îles grecques en mer Égée orientale – il nie qu'elles aient une plateforme continentale. Empoigné par des rêves impérialistes et islamonationalistes, il a converti Sainte-Sophie, monument du patrimoine culturel mondial, en mosquée pour satisfaire les masses. Avec les ultranationalistes de son pays, ce sera à qui se livrera aux déclarations les plus incendiaires contre la Grèce. Il a fait incarcérer des milliers de dissidents, a recours à une rhétorique brutale et primaire, est obsédé par son récit de victimisation nationale et de revanchisme historique, et n'a que mépris pour l'Occident et ses valeurs.

Condamnés à coexister. Telle est la Turquie d'aujourd'hui, sous Erdogan. Et tel est le voisin avec lequel nous sommes condamnés à coexister, et pour cela il nous faut surmonter nos différends. Malheureusement, le dogme que nous avons appliqué dans notre politique étrangère vis-à-vis de la Turquie tout au long de l'ère [qui a suivi la dictature des colonels] après 1974 (à l'exception brillante des gouvernements de

Constantin Karamanlis et de Costas Simitis), ce report constant, ce "on verra plus tard", n'est pas dans l'intérêt de la Grèce. En 1974, la Turquie comptait 38 millions d'habitants, aujourd'hui, ils sont 84 millions, en 2030, ils seront 90 millions. Démographiquement, elle sera plus jeune que n'importe quel pays d'Europe occidentale.

Heureusement pour la Grèce, la Turquie actuelle n'est pas seulement le voisin et le problème inévitable de la Grèce, mais aussi de l'Europe. On en entend certains nous dire : mais comment peut-on discuter avec un pareil voisin ? La réponse est : vous avez une meilleure idée ? Le dialogue diplomatique n'a pas été inventé pour passer du bon temps entre amis, mais pour gérer des adversaires. Il a également été inventé pour éviter la guerre. Il s'avère utile quand vos adversaires ont copieusement investi dans leur armement militaire. Et aussi parce que l'arme principale dont dispose la Grèce, ce ne sont pas (seulement) ses frégates et ses avions de combat, ce sont ses alliances. L'Union européenne n'est pas un partenariat opportuniste et commercial, mais un engagement à se soutenir politiquement les uns les autres. Imparfait, mais puissant. →52



OPINION

LE DIALOGUE DIPLOMATIQUE N'A PAS ÉTÉ INVENTÉ POUR PASSER DU BON TEMPS ENTRE AMIS, MAIS POUR GÉRER DES ADVERSAIRES.

Repères

Le gaz de la mer Noire, source d'autonomie

●●● "Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a promis que le gaz de la mer Noire pourrait être utilisé en 2023, année de 100^e anniversaire de la République turque. Ce n'est pas une mince affaire pour un pays qui dépend traditionnellement des importations de pétrole et de gaz. Cette découverte de gaz s'inscrit dans la campagne gouvernementale visant à accroître le prestige du pays", souligne *Foreign Policy*. La découverte en août d'un gisement de gaz naturel dans la mer

Noire, au large des côtes turques, a réveillé les ambitions d'Ankara. Mais, selon *Foreign Policy*, ce gaz ne répondra aux besoins de la Turquie que pendant sept ans. Par ailleurs, son extraction nécessite une coopération occidentale et cette nouvelle ressource ne réglerait pas pour autant la crise économique. Toutefois, cela permettra à Ankara de réduire sa dépendance vis-à-vis du gaz russe. Jusqu'à présent, le géant gazier Gazprom imposait ses conditions à Ankara.

51 ← Pour être tout à fait juste, la Turquie n'est pas cette incarnation immuable de l'agression et du mal que nous dépeint souvent la presse extrémiste grecque. Durant dix-sept ans (de 1999 à 2016), nous avons entretenu de très bonnes relations de voisinage avec Erdogan. Pendant la crise économique, il n'a pas profité de la faiblesse de la Grèce pour se comporter de manière agressive. Mais il a beaucoup changé depuis le coup d'État raté contre lui, en 2016. L'échec des négociations sur la question chypriote, dont la Turquie n'est pas la seule responsable, n'a rien arrangé.

Certains affirment avec mépris : les "Européens" ont des intérêts économiques en Turquie. Or l'interdépendance des échanges constitue une robuste garantie contre l'agression turque. Ankara aurait beaucoup à perdre. Les habitants des îles grecques et ceux qui vivent près des frontières comprennent cette logique bien mieux que les seigneurs des talk-shows télévisés et autres généraux de salon. Il en va de même des Turcs du littoral. L'interdépendance rationnelle accroît le coût de la guerre. La force de cette idée surpasse les fantasmes idéologiques. La recette a fonctionné dans l'Europe de l'après-guerre, elle a prévalu sur les nationalismes ataviques et a assuré soixante-quinze ans de paix.

L'INTERDÉPENDANCE DES ÉCHANGES CONSTITUE UNE ROBUSTE GARANTIE CONTRE L'AGRESSION TURQUE.

Heureusement pour la Grèce, l'Union européenne s'intéresse à l'avenir de sa coexistence (obligatoire) avec la Turquie. Elle cherche à impliquer Ankara dans un réseau d'interdépendances, d'avantages et de sanctions, trois ingrédients qui ont toujours fait partie de la recette européenne. La répugnance de Berlin à emboîter le pas à Paris dans la confrontation avec Ankara n'a pas satisfait l'opinion publique en Grèce. La France est dans une logique d'endiguement, l'Allemagne dans une logique d'ouverture, et ce mélange des deux se révèle justement être la politique européenne idéale pour les intérêts d'Athènes. La première confère de la crédibilité à la menace de sanctions. La seconde offre une issue et un cadre pour le dialogue.

Quel type de cadre ? Les conditions propices à un dialogue euro-turc et gréco-turc structuré, incluant un mécanisme automatique si la Turquie choisit d'en dévier. La présence de l'UE est positive parce qu'elle renforce la main de la Grèce dans les négociations, et elle est nécessaire pour assurer la crédibilité du cadre. Pour que cette crédibilité existe, l'UE doit rester acceptable aux yeux du camp turc, et c'est ce que garantit la volonté de médiation de Berlin.

Les sanctions sont une arme qui reste utile tant que la menace d'y recourir est crédible. Quand on finit par les mettre en œuvre, c'est qu'elles ont échoué. N'est-ce pas également le cas de la dissuasion militaire ?

—George Pagoulatos
Publié le 5 octobre

Opinion

LA BÊTE NOIRE DES EUROPÉENS

Recep Tayyip Erdogan a de quoi inquiéter les Européens, constate le *Handelsblatt*.

"Le président turc impose de plus en plus ses priorités en matière de politique étrangère", relève le quotidien économique allemand. Depuis la signature du pacté sur les réfugiés en mars 2016, Ankara n'a pas arrêté de faire pression sur l'Europe. Or, que ce soit au sujet de son influence en Libye, du gaz en Méditerranée ou de la question des réfugiés, les Européens sont dépourvus de stratégie commune. "Alors que la France, la Grèce et Chypre appellent à des sanctions contre la Turquie, d'autres membres comme l'Espagne, mais aussi l'Allemagne, prônent plutôt le dialogue. Une position qui laisse au président turc toute latitude pour agir."

L'attitude de Macron : un jeu parfois dangereux

VU D'ALLEMAGNE Michaela Wiegel, correspondante à Paris de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, commente pour *Courrier international* un été de passes d'armes entre les présidents turc et français.

Depuis des mois, ça n'arrête pas. En automne 2019, la Turquie envoie des troupes en Syrie; Emmanuel Macron se lance dans une virulente critique de l'Otan. Début 2020, c'est au sujet de la Libye que le ton monte entre les deux présidents. En juin, un incident dangereux se produit au large de la Libye où la frégate française *Courbet*, s'appêtant à inspecter un cargo, se retrouve dans le viseur d'une frégate turque. Quand en août, Ankara convoite les gisements de gaz en Méditerranée orientale, des eaux revendiquées par la Grèce, Paris envoie des unités de la marine. Verbalement, rien ne va plus entre les deux présidents : "Ne cherchez pas querelle à la Turquie", lance Erdogan; "Ankara n'est plus un 'partenaire'", répond Macron.

Erdogan versus Macron, le bras de fer n'arrête plus. Comment en est-on arrivé là ?

C'est une histoire ancienne qui a beaucoup gagné en virulence suite à la décision d'Erdogan d'envoyer des troupes en Syrie [en octobre 2019]. La France a dû retirer des forces spéciales du jour au lendemain. C'est suite à cela que Macron a parlé de "mort cérébrale de l'Otan", et qu'il s'est mis en colère. C'est vrai, un homme d'État ne devrait pas agir sous l'emprise de la colère, mais c'est une des racines anciennes de l'actuelle passe d'armes. De la même manière, le vieux conflit franco-turc sur la reconnaissance du génocide arménien a de nouveau gagné en actualité avec le conflit en Haut-Karabakh et le soutien d'Erdogan aux forces de l'Azerbaïdjan.

La France n'a-t-elle pas fait cavalier seul face à la Turquie ?

Au départ oui. Il a fallu beaucoup d'efforts de médiation de la part d'Angela Merkel pour ramener Macron à une attitude plus propice au dialogue, et pour qu'Erdogan et Macron se parlent de nouveau après l'épisode en Méditerranée orientale. Le fait de montrer ses dents, militairement, était une initiative non concertée (l'Otan ne s'est par ailleurs pas exprimée sur l'incident de la frégate *Courbet*). Sur le fond cependant, il y a consensus : nous sommes face à une politique néo-ottomane qu'il faut freiner. Mais dans un premier temps, l'attitude française n'a pas été perçue comme constructive. Cela s'explique par une autre culture politique. L'Allemagne, l'autre grand interlocuteur d'Erdogan en Europe, a définitivement renoncé à toute menace militaire. On ne nie pas du tout qu'il y a un conflit, mais les Allemands sont convaincus qu'il faut le régler par la négociation. L'attitude belliqueuse française a surpris. C'était un jeu un peu dangereux.

La fermeté française combinée à la diplomatie allemande : cela pourrait tout de même être une formule qui marche face à la Turquie d'Erdogan ?

En tout cas, on a réussi à se rabibocher un peu. Macron a déclaré qu'il souhaite revenir à un dialogue. Mais on ne sait pas non plus dans quelle mesure cela peut tenir avec la Turquie où Erdogan peut jouer la provocation. Il ne faut pas oublier le contexte toxique : ni la Turquie ni l'Union européenne n'ont déclaré arrêter le processus d'adhésion d'Ankara à l'UE, mais tout se passe comme si les négociations étaient rompues. Sur ce plan, nous sommes dans la pire des situations : on ne dit pas ouvertement que c'est fini, et les liens ne sont pas bien définis. C'est ça qui est inquiétant. Et ça vaut par ailleurs aussi pour l'Otan. Tous sont tétanisés face au renouveau du nationalisme turc.

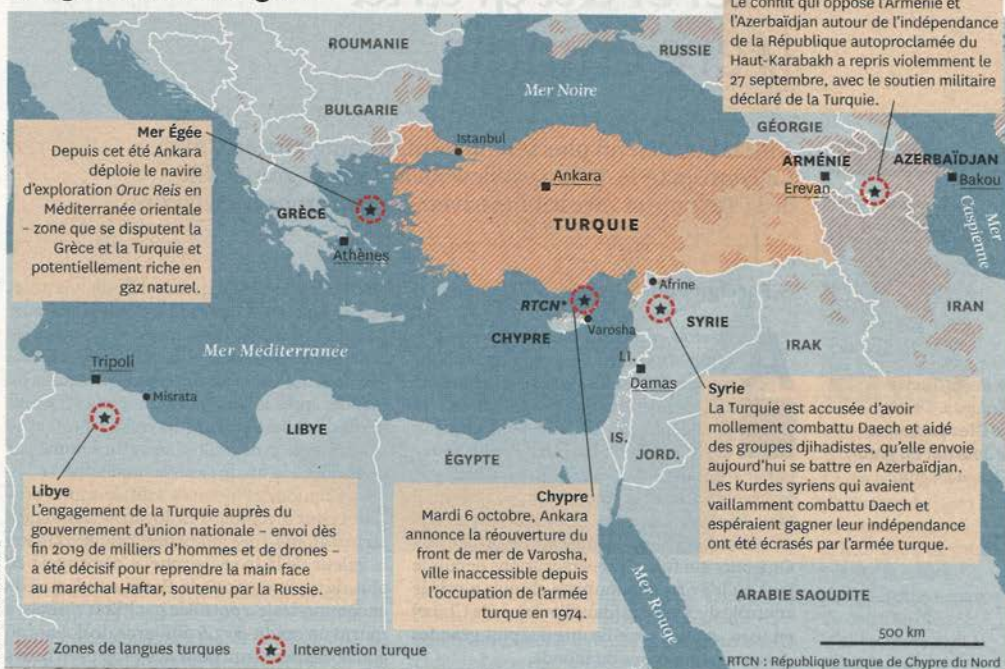
Dans ce contexte, comment qualifier la diplomatie de Macron ?

Ses objectifs sont louables. Il veut donner plus de visibilité à l'Europe dans un monde qui bouge rapidement. Mais sa méthode n'a pas encore fait ses preuves. Effectivement, il faut sortir l'Europe de son sommeil, mais ça doit passer par des décisions issues d'une consultation. Désormais, il est important de fonctionner en équipe, en équipe européenne.

—Propos recueillis
par *Courrier international*



Les guerres d'Erdogan



la Grèce et Chypre. Elle est également intervenue en Somalie, où les services secrets turcs ont joué un rôle clé dans la libération de [l'humanitaire italienne] Silvia Romano [en mai].

Pour comprendre la Turquie, il est bon d'avoir deux ou trois éléments à l'esprit. Le premier est qu'Erdogan a créé un tandem très efficace composé de supplétifs syriens et de drones qu'il déploie aujourd'hui où bon lui semble pour ses opérations militaires.

À COUPS DE MISSILES, LES DRONES TURCS ONT MENACÉ UNE ZONE TAMPON DE 15 KILOMÈTRES DANS LE NORD DE L'IRAK.

Les supplétifs syriens sont des anciens rebelles anti-Assad du nord de la Syrie qui, ces dernières années, sont devenus des forces militaires pro-turques - ce qui est aussi une manière pour eux de survivre. Ankara les a utilisés pour des campagnes de plus en plus éloignées de leurs bases, d'abord contre l'État islamique dans la région d'Alep et contre les Kurdes dans le canton d'Afrine [nord-ouest de la Syrie]. Ces régions font aujourd'hui partie de facto de la Turquie : elles sont raccordées au réseau électrique turc, ont comme monnaie la lire turque, se servent des services postaux turcs, les écoliers y chantent l'hymne turc. Mais, officiellement, elles ne sont pas encore turques.

Puis Ankara les a envoyés faire la guerre aux Kurdes de Syrie dans les cantons frontaliers, beaucoup plus à l'est, avec la bénédiction du gouvernement de Donald Trump. La Turquie s'est ainsi arrogé un autre bout de Syrie. Puis elle les a dépêchés en Libye, où ils ont eu pour mission de défendre la capitale face à l'avancée du général Khalifa Haftar. Aujourd'hui, des témoignages crédibles portent à croire que la Turquie est en train de s'en servir encore une fois, aux côtés des Azéris, dans le conflit contre les Arméniens dans la région du Haut-Karabakh.

L'autre moitié de ce tandem, ce sont les drones : une centaine environ de drones Bayraktar - un nom qui devrait devenir aussi célèbre que celui des Predator américains, au vu de leur omniprésence - qui sont devenus le fer de lance de la politique étrangère turque. À coups de missiles, les drones turcs ont menacé une zone tampon de 15 kilomètres dans le nord de l'Irak, où les Kurdes du PKK ne peuvent plus mettre un pied - c'est un épisode qui a été peu relayé, mais qui a servi de test grandeur nature.

Véhicules incendiés. En février, les drones ont stoppé une offensive d'Assad dans la région d'Idlib, incendiant des dizaines de véhicules militaires. Même chose à Tripoli. Aujourd'hui, les Bayraktar fournis par la Turquie aux Azéris sont en train de détruire des dizaines de cibles arméniennes parmi les collines dénudées du Haut-Karabakh. Les supplétifs syriens et les drones sont devenus le choix par défaut de la Turquie pour asseoir sa domination dans la région. →54

Miliciens et drones : une tactique bien rodée

VU D'ITALIE De la Libye au Haut-Karabakh, le président turc emploie toujours les mêmes moyens pour peser militairement.

— Il Foglio Milan

La Turquie est presque omniprésente dans les nouvelles qui nous parviennent de l'étranger, étant au cœur de nombreuses crises. Elle joue un rôle de premier plan à Tripoli, en Libye, où une démonstration de force a mis un terme à la guerre civile [en juin, après avoir été en grande difficulté face aux forces du maréchal Haftar, les soldats du Gouvernement d'union nationale ont repoussé leurs adversaires et regagné du terrain grâce à l'aide turque]. Elle est impliquée dans la guerre qui vient de reprendre dans le Haut-Karabakh entre Arméniens et Azéris. Elle est engagée dans un bras de fer diplomatique à haut risque avec

← Recep Tayyip Erdogan et Emmanuel Macron. Dessin de Bleibel paru dans le Daily Star, Beyrouth.

Vu d'Allemagne

Il faut préserver le dialogue avec Ankara

●●● "Pourquoi Erdogan mise sur Merkel", titrait *Die Welt* à la veille du sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement qui menaçait, début octobre, d'infliger des sanctions à la Turquie en raison de la montée des hostilités entre Athènes et Ankara en Méditerranée orientale. "Aucun pays n'essaie d'éviter que la Turquie ne devienne un adversaire direct des Européens autant que l'Allemagne [...]". Et Ankara en est ostensiblement reconnaissant au gouvernement allemand", relatait le quotidien berlinois conservateur. Toutefois, l'absence de sanctions européennes est "un succès pour Ankara" potentiellement lourd de conséquences pour l'État de droit, estime la spécialiste de la Turquie Asli Aydintasbas, de l'European Council on Foreign Relations, citée par *Die Welt*. Après les récentes arrestations d'opposants, l'Union européenne signale à Erdogan qu'il a les mains libres pour imposer sa politique à l'intérieur de ses frontières.

53 ← L'autre élément à connaître est la stratégie turque de la "patrie bleue", "*mavi vatan*" [en turc], qui consiste à considérer certaines zones maritimes comme faisant partie intégrante du territoire national - et donc à les défendre à tout prix, sans discussion. Le problème, c'est que les frontières de la "patrie bleue" ne sont pas aussi légitimes que les frontières terrestres, ce qui pose des problèmes de taille avec Chypre, la Grèce et l'Europe.

L'idée de la "patrie bleue" est née en 2006 dans l'esprit de deux anciens officiers de la marine turque qui n'ont rien à voir avec le camp d'Erdogan, au contraire : ce sont des nationalistes militaires opposés depuis toujours à la Turquie musulmane. Mais, à la suite d'une série de revirements politiques, les deux hommes se sont retrouvés du côté d'Erdogan, et leur proposition mi-technique, mi-idéologique - selon laquelle la Turquie doit s'emparer de vastes zones maritimes pour assurer ses arrières et asseoir sa supériorité naturelle sur l'ensemble de la région - a trouvé en Erdogan une oreille très attentive.

—Daniele Raineri
Publié le 2 octobre

Contexte

Maître du jeu en Libye

●●● "La Turquie est la nouvelle puissance dominante à Tripoli", écrit **Il Foglio**, et le Premier ministre libyen, Fayez Al-Sarraj, en fait les frais. "Créateur politique de l'Italie", Sarraj était "arrivé dans la capitale libyenne par la mer escorté par des forces spéciales italiennes". À la tête du gouvernement d'union nationale en 2016, il n'était encore en poste que parce qu'il était une figure présentable aux rencontres internationales, poursuit le quotidien italien. Mais il va devoir le quitter à la fin d'octobre, comme il l'a lui-même annoncé. En effet, après des mois de grandes difficultés, si ses hommes ont obtenu des victoires militaires décisives, c'est en réalité grâce aux milices et à la Turquie. Ankara devait donc lui "présenter l'addition" : "Aussi est-il probable [qu'il soit remplacé par] une personne choisie par les Turcs et par la ville [libyenne] de Misrata", dont les puissants chefs étaient dans la capitale turque en septembre. Ce n'est donc pas seulement face au maréchal Haftar et à son soutien russe que la Turquie a repris la main. Mais aussi face aux Italiens, et plus généralement aux Européens, "qui ont perdu leur emprise" en Libye, conclut **Il Foglio**. "Démission de Sarraj en Libye : la victoire de la Turquie, la défaite des Européens". Un article à lire en intégralité sur notre site.

→ Recep Tayyip Erdogan. Dessin de Glez paru dans le **Journal du jeudi**, Ouagadougou.

SOURCE

IL FOGGIO
Milan, Italie
Quotidien, 25 000 ex.
ilfoglio.it
Créé en 1996 par Giuliano Ferrara, ancien porte-parole du gouvernement Berlusconi, et animé par une équipe de conservateurs, **Il Foglio** se veut le quotidien de l'intelligentsia de la droite italienne. Le journal, dont le siège est à Milan, doit son nom à l'austérité de sa maquette : il était composé d'une seule page (*foglio*) à l'origine.

Merci au grand frère chinois

Ankara ne défend plus les musulmans ouïgours en Chine. En contrepartie, Pékin est devenu le dernier grand allié de la Turquie et investit massivement dans tous les secteurs.

—Foreign Policy (extraits) Washington

Autrefois, quand il soutenait ouvertement la minorité ouïgoure, peuple turcophone musulman du Xinjiang victime de terribles violations des droits humains, le président turc Recep Tayyip Erdogan avait le don de hérisser Pékin. "Pour parler franchement, les incidents en Chine sont un génocide", avait-il lancé en 2009, alors qu'il était Premier ministre. Et ce n'était pas que de vains mots : la Turquie sert de refuge aux Ouïgours qui fuient les persécutions depuis le jour où le Parti communiste chinois a pris le contrôle du Xinjiang [dans l'ouest de la Chine] en 1949, et elle accueille une des plus grandes diasporas ouïgoures du monde.

Puis Ankara a brusquement changé son fusil d'épaule. En 2016, la Turquie a arrêté Abdulkadir Yapcan, un célèbre activiste politique ouïgour qui vivait dans le pays depuis 2001, et a entamé une procédure d'extradition. En 2017, la Turquie et la Chine ont signé un accord qui autorise l'extradition. Depuis le début de l'année 2019, Ankara a interpellé des centaines d'Ouïgours et les a placés dans des centres d'expulsion.

Crise économique. Cet étonnant retournement d'Erdogan a une explication toute simple : son régime et l'économie turque sont en pleine crise. Ses amis se faisant rares, Ankara compte sur Pékin pour l'aider à se remettre, ce qui implique une adhésion à la rhétorique du pouvoir chinois. Car les problèmes s'accumulent pour Erdogan. L'économie du pays a été frappée de plein fouet par la pandémie de Covid-19, qui a ravagé son secteur touristique, un de ses piliers. Alors qu'Erdogan resserre son contrôle sur la Banque centrale et les tribunaux, les réserves en devises étrangères s'amenuisent, le déficit commercial s'accroît et la livre turque est en chute libre.

Un temps considérée comme un modèle de démocratie et de développement économique dans la région, la Turquie est aujourd'hui un pays autoritaire. L'indice de démocratie libérale compilé par l'Institut V-Dem de l'université de Göteborg situe désormais la Turquie parmi les vingt derniers du tableau, plus près de la Chine que des pays développés dont elle aspirait auparavant à faire partie.

Les appétits expansionnistes de la Chine en Asie de l'Ouest et en Europe représentent un lien vital pour Erdogan. La coopération a connu

un développement exponentiel : depuis 2016, les deux pays ont signé dix accords bilatéraux, y compris dans les domaines de la santé et de l'énergie nucléaire. La Chine est aujourd'hui le deuxième importateur de produits turcs du monde, après la Russie. Pékin a investi 3 milliards de dollars en Turquie entre 2016 et 2019 et a l'intention de multiplier cette somme par deux d'ici à la fin de l'année prochaine.

Les liquidités chinoises sont devenues cruciales pour le régime d'Erdogan et lui ont déjà servi d'atouts à des moments critiques. Quand la valeur de la livre [turque] a dégringolé de plus de 40 % en 2018, la Banque industrielle et commerciale, contrôlée par l'État chinois, a fourni un crédit de 3,6 milliards de dollars au gouvernement turc pour des projets en cours dans les secteurs de l'énergie et des transports.

La popularité d'Erdogan s'est dégradée en 2020 du fait de la crise du coronavirus et d'une grave pénurie de devises, mais la Chine est une fois de plus venue à la rescousse en juin. Pékin autorise maintenant les entreprises turques à utiliser le yuan pour leurs paiements lors des échanges commerciaux.

Par ailleurs, le projet chinois de nouvelles routes de la soie est une autre source d'argent pour Ankara et permet à Pékin d'établir une tête de pont stratégique sur la Méditerranée. Dans le cadre de cette initiative, qui passe par la construction d'infrastructures, la Turquie a achevé une voie ferrée reliant Kars, dans l'est du pays, à Bakou, sur la mer Caspienne, en Azerbaïdjan, en

DEPUIS 2016, LES DEUX PAYS ONT SIGNÉ DIX ACCORDS BILATÉRAUX, Y COMPRIS DANS LES DOMAINES DE LA SANTÉ ET DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE.

passant par Tbilissi, en Géorgie. Cet axe rejoint ensuite les réseaux des transports chinois. En 2015, un consortium chinois a racheté 65 % de Kumport, le troisième plus grand port de conteneurs de Turquie, situé à Istanbul, s'assurant ainsi une position clé dans le transport de conteneurs. En janvier 2020, un autre groupe chinois a acquis 51 % du pont Yavuz Sultan Selim, qui relie l'Europe à l'Asie par le Bosphore.

Les projets associés aux nouvelles routes de la soie confortent la Turquie dans sa stratégie qui vise à s'affirmer en tant que colporteur de



transport, et ils permettent à Erdoğan de gagner des points sur le plan politique en le présentant comme une personne capable de développer les infrastructures, d'attirer des investissements et d'entreprendre des chantiers de grande envergure. Et l'argent continue d'affluer : cette année, l'Export and Credit Insurance Corp. chinoise a engagé près de 5 milliards de dollars sur le fonds souverain turc destiné à financer les projets des nouvelles routes de la soie.

Liens militaires. Toujours dans le cadre des nouvelles routes de la soie, l'énergie, un autre secteur dont le développement est l'un des piliers du pouvoir d'Erdoğan, a bénéficié d'investissements encore plus importants. La Chine contribue, à hauteur de 1,7 milliard de dollars, à la construction de la centrale au charbon de Hunutlu, sur la côte méditerranéenne, qui devrait produire 3 % de l'électricité du pays quand elle sera terminée. Ankara prévoit de signer avec la SNPTC, une entreprise d'État chinoise dans le secteur du nucléaire, un accord portant sur la construction de la troisième centrale nucléaire de Turquie.

Outre la création d'infrastructures, la coopération sino-turque permet le renforcement de liens dans les domaines militaire et sécuritaire, y compris le renseignement et la cyber-guerre. [L'entreprise chinoise dans le secteur des technologies de l'information et de la communication] Huawei, présentée aux États-Unis et ailleurs comme une menace pour la sécurité nationale à cause de ses liens avec l'armée et le gouvernement chinois, ne se heurte pas à pareille opposition en Turquie. Sa part du marché turc, qui ne représentait que 3 % en 2017, est passée à 30 % en 2019.

Les Chinois sont soupçonnés d'utiliser leurs infrastructures de télécommunications à des fins de surveillance et de répression, allégations particulièrement inquiétantes en Turquie, où

la population s'informe grâce à Internet et aux réseaux sociaux, les autres médias étant sévèrement contrôlés. En 2016, ZTE, une autre société chinoise de technologie, a repris 48 % de Netas, le principal fabricant turc d'équipements de télécommunications. Netas gère des chantiers stratégiques comme les télécommunications du nouvel aéroport d'Istanbul et la numérisation des données de santé publique du pays.

L'argent chinois évite à Erdoğan d'avoir à réclamer l'aide d'institutions dominées par l'Occident, comme le Fonds monétaire international, qui l'obligeraient à s'engager en faveur de réformes et à prendre d'autres mesures susceptibles de saper le contrôle illimité qu'il exerce sur l'économie de la Turquie.

—Ayca Alemdaroglu et Sultan Tepe
Publié le 16 septembre



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Au Moyen-Orient, Ankara est désormais brouillée avec presque tous les pays, note le quotidien libanais **L'Orient-Le Jour** dans un article à retrouver sur notre site : "La Turquie, le pays qui fait trembler ses voisins". À lire aussi, cet article de **Haaretz** sur la propagande turque : "Le cirque d'Erdoğan dissimule une Turquie désenchantée et déchirée".

À la une



TENSIONS AVEC CHYPRE

La décision de Chypre du Nord de rouvrir au public le littoral de Varosha suscite la colère de la partie grecque de cette île divisée. Ville fantôme depuis quarante-six ans, Varosha a été abandonnée après l'invasion turque du tiers nord de Chypre en 1974 et interdite d'accès en respect d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. "Il commence par la plage", s'est insurgé **O Phileleftheros** à sa une du mercredi 7 octobre, au lendemain de l'annonce d'Ersin Tatar, Premier ministre de la république autoproclamée, lors d'une visite à Ankara, aux côtés du président turc. "En agissant ainsi, Erdoğan montre que rien ne peut l'arrêter, même pas la menace de sanctions par l'Union européenne, et c'est là qu'est le danger", avertit le quotidien de Nicosie.

Repères

Le fidèle allié qatari

●●● Un président turc qui rêve d'Empire ottoman, il ne reste pas grand monde parmi les États arabes pour le soutenir... sinon le Qatar ! Recep Tayyip Erdoğan a effectué le 7 octobre une visite d'une journée à Doha, rapporte **Al-Jazira**. En quatre mois, c'est son deuxième déplacement dans ce petit État gazier, devenu le dernier allié de la Turquie dans le monde arabe. Brouillé, comme elle, avec l'Arabie Saoudite, le Qatar n'est pas une puissance militaire. Mais il a réussi la gageure de devenir, grâce à ses richesses gazières et à l'influence inégalée de ses médias panarabes, La Mecque des mouvements islamistes dans le monde et le seul soutien arabe au Hamas palestinien, un autre pion dans la stratégie régionale d'Ankara. Et ce, tout en conservant les meilleurs rapports avec Washington. Doha accueillie de fait la plus grande base américaine dans le Golfe. Or, Erdoğan a besoin de garder une porte ouverte vers l'Amérique, tout en maintenant son slogan "Libérez Jérusalem" pour s'attirer la sympathie des radicaux arabes. En outre, rappelle le site **Al-Monitor**, des milliers de militaires turcs se trouvent actuellement au Qatar.

Sofia, un médiateur intéressé

●●● C'est un vieux rêve du Premier ministre bulgare, Boïko Borissov : jouer le rôle d'intermédiaire entre Ankara et Bruxelles. En 2016 déjà, en pleine crise des réfugiés, il était ainsi prêt à défendre la demande turque d'abrogation des visas en échange d'un arrêt du flux migratoire vers l'Europe. En 2018, lorsque la Bulgarie assurait la présidence tournante de l'UE, il organisait à Varna, sur la mer Noire, un sommet de la "réconciliation" qui n'avait pas conduit à de grands résultats. En février 2019, alors que des migrants affluaient de nouveau vers les îles grecques, Boïko Borissov se précipitait à Ankara afin de tenter d'amadouer un Erdoğan de plus en plus défiant, puis se vantait d'avoir eu "tous les leaders européens au téléphone" pour les briefer sur l'état d'esprit du président turc. Les raisons de ce zèle diplomatique ? Éviter à la Bulgarie d'être "submergée" par les migrants, ce pour quoi les électeurs devraient lui être "reconnaissants", a-t-il déclaré, rapporte le site d'informations **Off News**.

La Belgique veut expulser une famille kurde vers la Turquie

PÉTITION – Les autorités belges s’apprêtent à expulser une famille kurde ayant deux enfants vers la Turquie. La famille Güzeltas avait fui la Turquie en 2015 car le père était recherché et menacé à cause de ses idées politiques.

Une pétition a été lancée afin d’empêcher l’expulsion de la famille Güzeltas vers la Turquie. La pétition est adressée à Sammy Mahdi, secrétaire belge d’État à l’Asile et à la Migration

Voici la pétition à signer :

« Je m’appelle Helin. J’ai seize ans. Je fréquente l’Athénée Royal de Thuin, section latin-grec où j’obtiens de très bons résultats.



Je suis heureuse, dans ma classe, avec mes amis. Mon grand frère est au CEFA et travaille comme stagiaire-vendeur.

Tout pourrait être pour le mieux...
Sauf que je suis Kurde.

Ma famille est arrivée en Belgique en février 2015, il

y a bientôt six ans. Aujourd’hui, les autorités belges veulent nous renvoyer en Turquie, où mon papa est recherché et en danger pour ses idées politiques.

Ma vie est ici, avec vous. J’ai appris à lire et à écrire en français, et j’apprends, comme les autres enfants, le néerlandais. J’aurais

aimé aller à l’université et devenir avocate ou interprète...

En dernier espoir, avec des amis belges, nous lançons cette pétition pour essayer de faire changer d’avis le gouvernement.

Merci beaucoup pour votre soutien.

N.B.: Cette pétition accompagnera une procédure appelée 9bis, entamée cet été, qui consiste à témoigner de la bonne intégration d’Helin et sa famille dans notre pays. »

TAGS
Helin Güzeltas



Halgurd Sherwani
October 15-2020

COVID-19: Kurdistan Region records highest daily cases as infections near 60,000

ERBIL (Kurdistan 24) – The autonomous Kurdistan Region’s Health Ministry on Thursday recorded the highest daily infections of coronavirus since the onset of the pandemic in early March, nearing 60,000 cases.

The ministry’s daily statement said it had conducted 5,387 tests during the past 24 hours, raising the total of such tests to 547,245 since the outbreak began in the Kurdistan Region in early March.



A Kurdish health care worker takes a blood sample from a patient at a hospital in the Kurdistan Region’s Sulaimani province, Oct. 12, 2020. (Photo: AFP/Shwan Mohammed)

Out of the tests conducted in the past 24 hours, the region has recorded 974 infections, the highest recorded in 24 hours since the pandemic began.

According to figures released by the Kurdistan Regional Government (KRG), the total number of infections have reached 59,251 cases.

The ministry also recorded 28 deaths in the past 24 hours, raising the total death count to 2,088 fatalities.

Health officials say that over 36,000 have recovered from the highly contagious disease, but it is important to note that the classification of "recovery" indicates that a patient is no longer being actively treated by health professionals, not that they have fully recovered.

Increasingly, medical experts recognize that COVID-19 symptoms, some of them serious, often continue long after an individual's formal recovery

and that various other symptoms such as significant lung damage could be permanent.

KRG reviews measures

On Wednesday, the Kurdistan Region's high-level committee to confront the coronavirus met to discuss the overall situation in the autonomous region, including health measures governing the new academic year and travel restrictions at border crossings.

Following the meeting, government spokesperson Jutyar Adil said during a press conference in Erbil that the first and second grades of primary school and the final grade of high school would "continue as planned," with in-person attendance, while the remaining grades would offer online classes only.

He also urged the Ministry of Interior to effectively implement the recent decision to impose

penalties for not wearing face masks in public.

Adil continued, however, by announcing that committee members "also stressed the need to open" border crossings with Iran "for citizens to be able to travel after a mechanism for testing and inspection is set up."

Editing by Karzan Sulaivany

**L'Orient
LE JOUR**

le 15 octobre 2020
avec l'AFP

Les forces kurdes libèrent plus de 600 prisonniers liés à l'EI

Les forces kurdes du nord de la Syrie ont libéré jeudi plus de 600 prisonniers syriens détenus pour leurs liens avec le groupe jihadiste Etat islamique (EI), a annoncé une responsable de l'administration autonome kurde.

Cette libération a eu lieu dans le cadre d'une première amnistie générale décrétée il y a quelques jours par les autorités kurdes du nord-est syrien, et en vertu de laquelle 631 prisonniers condamnés pour terrorisme et ayant purgé la moitié de leur peine seraient libérés jeudi.

Des dizaines milliers de détenus soupçonnés d'appartenir à l'EI, dont des centaines d'étrangers de diverses nationalités, se trouvent dans les prisons des Forces démocratiques syriennes (FDS), liées à l'administration autonome kurde dans cette région de Syrie.

Amina Omar, coprésidente du Conseil démocratique syrien -- vitrine politique des FDS--, a déclaré jeudi lors d'une conférence de presse à Qamichli



Un homme, soupçonné d'avoir collaboré avec le groupe État islamique, accueilli par un membre de sa famille à sa libération de la prison kurde d'Alaya dans la ville de Qamichli, dans le nord-est de la Syrie, le 15 octobre 2020. / AFP / Delil SOULEIMAN

(nord-est) que "tous ceux qui ont été libérés sont des Syriens" ayant collaboré avec l'EI, mais "n'ayant pas commis d'actes criminels".

La libération des prisonniers a été obtenue par l'intermédiaire "et à la demande des chefs des tribus arabes" qui constituent la majorité de la population dans plusieurs zones contrôlées par les Kurdes, en particulier dans l'est de la Syrie. Devant la prison d'Alaya à la

périphérie de la ville de Qamichli, un correspondant de l'AFP a vu des dizaines de prisonniers à leur sortie, certains portant des sacs, d'autres amputés d'un ou plusieurs membres, sous haute surveillance sécuritaire. Ils étaient attendus par leurs familles, y compris des femmes et des enfants. "Mon frère est en prison depuis huit mois pour trafic de femmes du camp (de déplacés) d'Al-Hol" dans le nord-est du pays, a indiqué Ahmad

al-Hussein, en attendant la sortie de son frère Hamid, 50 ans et originaire de la province de Deir ez-Zor (est).

L'administration autonome kurde avait décidé récemment de permettre à des milliers de Syriens, dont des déplacés et des proches de combattants de l'EI, de quitter le camp bondé d'Al-Hol, abritant plus de 64.000 personnes, y compris des étrangers.

Depuis la chute du "califat" autoproclamé de l'EI en mars 2019, à l'issue d'une ultime offensive menée par les forces kurdes, soutenues par une coalition dirigée par Washington, les autorités kurdes appellent les pays concernés à rapatrier les jihadistes qu'elles détiennent ou de créer un tribunal international pour les juger.

Cependant, la plupart des pays, notamment européens, rechignent à rapatrier leurs citoyens. Certains, dont la France, ont rapatrié un nombre limité d'enfants orphelins de jihadistes.

The New York Times

Oct. 15, 2020

By Garo Paylan

Mr. Paylan is a member of the Turkish Parliament.

How Turkey's Military Adventures Decrease Freedom at Home

Involvement in regional conflicts such as the dispute between Azerbaijan and Armenia has whipped up nationalist fervor and obliterated space for advocates of peace and democracy.

ISTANBUL — A procession of cars filled with men waving the flag of Azerbaijan, honking and whistling drove through the Kumkapi area in Istanbul, which is home to the [Armenian Patriarchate of Istanbul](#) and many Armenian families. The car rally, on Sept. 28, was a provocation, a threat that filled my community, the tiny Armenian community — 60,000 out of 83 million — in Turkey with fear.

After a decades-long fitful truce, the conflict over the status of Nagorno-Karabakh — a breakaway Armenian enclave in Azerbaijan — between Azerbaijan and Armenia resumed last month, leading to a large military deployment, destruction of civilian centers and thousands of casualties.

In this war, Turkey strongly supports Azerbaijan, with which it shares ethnic bonds, and President Recep Tayyip Erdogan dismissed global calls for a cease-fire. He has supported Azerbaijan with defense technology, [drones](#) and propaganda machinery.

This strategy is in line with Mr. Erdogan's government's decision to increase our country's military footprint abroad — Syria, Libya and the eastern Mediterranean — to enhance Turkey's position as a regional power.

But there is also a direct correlation between the Turkish government's desire to delve into conflicts abroad and the closing down of the democratic

space at home.

I have witnessed and experienced this myself, as an Armenian from Turkey and as a member of the Turkish Parliament, representing the predominantly Kurdish city of Diyarbakir from the People's Democratic Party, or the H.D.P., which brought together the country's Kurds, leftists, environmentalists, feminists and minorities in opposition to Mr. Erdogan's Justice and Development Party, or the A.K.P., and its rule.

Turkey's involvement in regional conflicts has whipped up nationalist fervor, obliterated space for advocates of peace and democracy and deepened a sense of fear and precarity among the minority populations.

In the past few weeks, Turkish television networks controlled by the government and pro-government daily newspapers have adopted a hypernationalist tone, describing Armenia as the enemy, and [giddily broadcasting](#) and printing images of Armenian targets destroyed by Turkish drones. A month or so earlier, the Turkish government [clashed with Greece and Cyprus over energy resources](#) in the eastern Mediterranean. For a few weeks, Greece was the enemy.

On Sept. 27 I criticized Turkey's warmongering in the Nagorno-Karabakh conflict on Twitter, arguing that Ankara should stop throwing gasoline on that fire, as there will be no

winners in a war and both Armenian and Azeri people will lose. I urged my countrymen, "We must do what we can for a cease-fire."

Because of my country's authoritarian turn, my background and political leanings are enough to turn me into a target. On Oct. 5, the Eurasia Institute of Strategic Affairs, a nationalist outlet, published a full-page advertisement in support of Azerbaijan in Sabah, a newspaper with [links to the Erdogan family](#). It was signed by former and current members of the Turkish Parliament from the A.K.P.

The advertisement in Sabah accused me of being pro-Armenian and of committing treason, calling on the Turkish judiciary and the Parliament to "fulfill its duty." In the current Turkish political climate, it sounded like a call to remove my immunity — parliamentarians in Turkey have immunity from prosecution — so that I can be put on trial for my peacenik stance. Yet I have filed a legal complaint about the advertisers and continued to call for peace in the Caucasus.

As an Armenian from Turkey and a descendant of genocide survivors, I know very well the meaning of this message. In 2007, Hrant Dink, a celebrated and outspoken Armenian journalist from Istanbul, who edited the Agos newspaper, was assassinated by a Turkish nationalist in a similar period of heightened nationalism. Mr.

Dink once described Turkey's Armenian minority as "living with the trepidations of a dove."

The darkness that engulfed Turkey seems to widen every day. In the past few weeks, dozens of my friends from the H.D.P., including Ayhan Bilgen, the elected mayor of Kars, on the border with Armenia, [have been arrested](#) on trumped-up terrorism charges, ostensibly for organizing street protests in 2014 across the country. The protests were a response to the government's nonchalance in the face of the siege of the Syrian Kurdish town of Kobani by the Islamic State.

Seven H.D.P. parliamentarians, including me, are being accused of "attempting to overthrow the constitutional order" in an indictment, and a prosecutor [is preparing](#) to ask the Parliament to remove our immunity, which will then allow the police to arrest us. This was already done to Selahattin Demirtas, a former co-chairman of the H.D.P., and thousands of other [H.D.P. members and officials](#) who are in jail. It's not hard to see that the political intention here is to paralyze our party — the third largest in Turkey — and weaken the opposition.

Despite the recent threats, I was encouraged by thousands of people calling, writing and [gathering signatures expressing their support](#) for me. The other day, someone cleaning the streets shouted at me, "My deputy, if they take you away one day

and you cannot see us, know that we are here.” And I do.

You may wonder why we continue to struggle for democracy in this country. Things were not always so dark in Turkey. A decade ago, Turkey was a relatively promising democracy, on path for European Union membership and calling for regional peace. It coined the “zero problems with neighbors” policy, and at one point, we were even close to normalization of relations with Armenia.

We founded the H.D.P. in that hopeful period in 2012. Our mission was to support the peace process with the Kurds and to introduce a pluralist voice in our country’s stifling political scene. I entered the Parliament in 2015, exactly a century after my great-grand-

father was killed in the Armenian genocide. My goal was to help build a democracy strong enough, and vast enough, so that Turks, Kurds, Armenians, Alevi, minorities and women would live without any fear, as equal citizens.

I yearned and worked for Turkish-Armenian reconciliation. When I met Armenians during my travels abroad, I argued that this struggle for the heart and soul of Turkey was important because only a democratic Turkey could face its past — and only then would our collective healing start.

But Turkey took a [path toward authoritarianism](#) after 2015, and our basic civil rights are on hold today. President Erdogan, once an advocate of European Union-led reforms and a peace

process with the Kurds, over the past decade has established a one-man regime, moved away from democracy and entered a coalition with hard-right Turkish nationalists. Greater militarism has followed.

Militant nationalism and authoritarianism can neither solve our domestic problems nor help the region. A better choice for my country will always be to seek regional peace and cultivate better ties with our neighbors. Turkey must encourage Armenia and Azerbaijan to return to peace talks and facilitate a lasting settlement to the Nagorno-Karabakh dispute.

On Saturday, Russia, which has a defense agreement with Armenia and good relations with Azerbaijan, [brokered a](#)

[cease-fire](#) between the two countries. This highlighted Russia’s role in the region and has left Turkey out of the diplomatic game. If President Erdogan wants to be relevant, he should stop inflaming tensions in the Caucasus and support the cease-fire between Azerbaijan and Armenia.

But I am not naïve, and I know that only a democratic Turkey can help stabilize its region and act as a responsible member of the international community. That is why I will not remain silent in the face of threats and will keep on fighting for democracy here and peace abroad.

Garo Paylan is a member of the Turkish Parliament from the People’s Democratic Party.



15 octobre 2020

Le CDS accuse la Russie d’attiser les conflits en Syrie

La coprésidente du Conseil démocratique syrien, Emine Umer, a vivement critiqué les attaques politiques du ministère russe des Affaires étrangères et du régime d’Assad. Elle a accusé la Russie d’attiser les conflits en Syrie.

En raison de son emplacement stratégique en Méditerranée, la Syrie revêt une importance particulière pour la Russie. Depuis le début de la guerre en Syrie, la Russie s’implique de plus en plus dans la guerre. Malgré les conflits, Moscou a réussi à établir une base de travail commune avec les régimes d’Assad et d’Erdogan.

Ces alliances ont été forgées aux dépens du Rojava. Tout comme elle a soutenu l’invasion d’Afrin par la Turquie, la Russie a trahi à plusieurs reprises l’Administration auto-



nome du Nord et de l’Est de la Syrie (AANES).

Il y a quelques jours, le minis-

tre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a annoncé que les États-Unis tentaient d’établir un État indépendant

en Syrie « avec l’aide des Kurdes », une déclaration reprise par le régime syrien.

Dernièrement, le ministre syrien des Affaires étrangères Walid al-Muallim a accusé les Forces démocratiques syriennes (FDS) de vouloir « diviser » la Syrie, démontrant une hostilité grandissante du régime de Damas envers l’AANES, à l’égale de celle d’Ankara.

Les déclarations des diplomates ont fait l’objet de vives critiques au sein de l’AANES et du Conseil démocratique syrien

(CDS). La coprésidente du CDS, Emine Umer, a accusé Damas de ne rien faire pour une solution politique au conflit syrien. « Si le régime d'Idlib est sous contrôle, a-t-elle déclaré, il sera dirigé contre le nord et l'est de la Syrie. L'administration autonome et le CDS ont pris des mesures pour trouver une solution et dialoguer avec l'opposition, mais le gouvernement syrien menace la région. Il veut remettre cette région sous son contrôle grâce à une guerre spéciale. »

Le gouvernement de Damas persiste dans son ancienne position

Mme Umer a poursuivi : « Les FDS ont donné des dizaines de milliers de martyrs pour libérer ce pays des mains l'Etat islamique. Au lieu de reconnaître cette réalité, le gouvernement syrien utilise un langage hostile. Rien n'a changé depuis 2011. La Russie encourage le gouvernement syrien à maintenir cette position. »

« La Russie veut attiser les

conflits »

Concernant la déclaration du ministre russe des Affaires étrangères Lavrov, la Coprésidente du CDS a dit ceci : « Ces déclarations sont de la pure propagande. Le CDS est un projet national et démocratique. Il ne vise pas à diviser la Syrie. Notre véritable objectif est l'unité de la Syrie. La Russie et la Turquie ont des intérêts communs, tout comme le régime (syrien) et la Turquie. Les Russes font des déclarations dans ce contexte unique-

ment pour leurs intérêts propres; ils veulent attiser de nouveaux conflits dans la région. »

Le CDS avait espéré un rôle positif de la Russie, a expliqué Mme Umer, déplorant que ce ne soit pas le cas : « Le gouvernement de Damas n'a pas franchi une seule étape positive. Nos attentes concernant la Russie à cet égard ne se sont pas concrétisées. »

l'express

16 oct. 2020

Propos recueillis par Yves Derai

Père Patrick Desbois : "Il faut resocialiser les enfants yazidis que Daech a radicalisés"

Depuis cinq ans, le Père Patrick Desbois aide en Irak la population yazidie, massacrée par l'État islamique en 2014. Il lance aujourd'hui un appel aux Occidentaux.

On connaît les travaux de Patrick Desbois, depuis que ce prêtre français, ancien directeur du Service national des évêques de France pour les relations avec le judaïsme, a mis en lumière ce que l'on appelle la "Shoah par balles", durant la Seconde guerre mondiale. Depuis cinq ans, avec son équipe, il s'occupe au Kurdistan irakien des Yazidis, un peuple réduit à l'esclavage et massacré par Daech, qui les considèrent comme des adorateurs du diable. Jour après jour, le Père Desbois a enregistré les témoignages des victimes, mais aussi des passeurs, qui ont aidé certains d'entre eux à échapper aux griffes de l'organisation terroriste. Il leur consacre un livre, "Les larmes du passeur" (éditions du Rocher, 2020), préfacé par Béate et Serge Klarsfeld, sorti jeudi 15 octobre.

Dans votre livre, vous qualifiez les traitements réservés aux Yazidis de "génocide". Sait-on combien de Yazidis ont été



Père Patrick Desbois : "Il faut resocialiser les enfants yazidis que Daech a radicalisés"

tués par Daech ?

Personne ne le sait exactement, car il n'y a pas d'accès aux fosses communes. Mais à partir du moment où des Yazidis sont éliminés méthodiquement parce qu'ils sont yazidis, il s'agit d'un génocide. Je demande d'ailleurs au Président Macron que les bourreaux de Daech ne soient pas seule-

ment jugés pour terrorisme, mais aussi pour "crime contre l'Humanité et génocide". C'est très important que ce massacre soit reconnu comme tel. Par ailleurs, les femmes yazidies qui sont sorties des camps de Daech n'ont aucun avenir dans leur pays, car elles ont été violées, vendues et mariées de force. Je demande à la France et à l'Europe de les

recevoir pour qu'elles aient un espoir d'avenir.

Pourquoi cette population a-t-elle constitué une cible privilégiée pour Daech ?

Parce qu'aux yeux des islamistes extrémistes que sont les terroristes de Daech, les Yazidis pratiquent ce qu'ils appellent "la religion du diable". Les zoroastriens croient en plusieurs dieux, ils n'ont pas de Livre saint, donc ils sont, pour Daech, les pires des mécréants.

Malgré la fin de la guerre, l'oppression se poursuit, dites-vous, pour les Yazidis...

Six ans ont passé depuis les massacres de Sinjar, mais le cauchemar des Yazidis n'est pas terminé. Si le "califat" de Daech a disparu, des cellules continuent à opérer en Syrie et en Irak. Ainsi, 2 600 Yazidis sont toujours considérés comme disparus. Des familles arabes ont changé les noms des enfants kidnappés en bas âge, ce qui

rend les recherches difficiles. Dans le camp de Al-Hol, au Nord-Est de la Syrie [où vivent 64 000 personnes dans le plus grand dénouement, sous l'autorité kurde], des hommes restés fidèles à Daech continuent d'opprimer les femmes yazidies. Ils continuent de parler d'Etat islamique, de territoires... Cela peut paraître fou, mais certaines femmes yazidies séquestrées par ces hommes ignorent tout des événements qui se sont déroulés depuis 2018. Elles n'ont aucun accès à l'information et sont terrorisées.

Depuis 2015, vous travaillez en Irak auprès d'eux. Que faites-vous exactement ?
Nous avons filmé plus de 400

Yazidis, qui sont sortis de l'enfer de Daech. Ils ont été aidés par des passeurs - qui constituent le sujet de mon livre. Ces derniers se situent dans une zone grise. Ils ont pris beaucoup de risques, certains ont été tués. Ce ne sont pas des Justes, pas des bénévoles non plus. Certains ont eu un sursaut moral. D'autres, liés à Daech, ont tenté d'effacer leur passé. D'autres encore ont été attirés par l'argent.

Nous jouons aussi un rôle auprès des enfants yazidis qui ont été enlevés par Daech. Tous ceux qui ont suivi une éducation islamique radicale et ont appris à commettre des attentats, disent toujours aujourd'hui : "Je suis Daech". Parfois, ils

ne sont même pas au courant que Daech est en déroute, que l'Etat Islamique n'existe plus en tant que califat. Nous essayons de les resocialiser, de les aider à réintégrer la communauté des gens pacifiques. Pas de les ramener à leur foi yazidie, car ce serait peine perdue, mais qu'ils deviennent, au moins, des musulmans traditionnels. Nous avons des psychologues, des coachs sportifs, nous les mettons en contacts avec des imams modérés, qui leur montrent un autre visage de l'Islam.

Le fait que Daech ait formé autant d'enfants à cette idéologie de mort introduit une grande incertitude sur l'avenir : comment ces enfants, qui sont au-

jourd'hui des ados et deviendront des adultes, vont-ils évoluer ? Récemment, nous avons rencontré des jeunes filles qui avaient été formées à l'action terroriste. On leur avait appris à déclencher la ceinture explosive qu'elle portait toujours sur elles. L'une d'elles veut à tout prix retrouver son mari djihadiste. Elle a été contrainte de se marier à cet homme, qui est devenu le père de ses enfants... Tout cela est très complexe. Il ne s'agit pas de prisonniers de guerre traditionnels qui veulent retrouver leur vie d'avant. Il faut toutefois s'occuper de cette génération, sinon nous courons à la catastrophe.

THE
NATIONAL
INTEREST

October 16, 2020
by David L. Phillips

Turkey's Erdogan is fueling aggression against armenia

What can be done to rein in Turkey and bring peace to the South Caucasus?

The spiral of deadly violence in the South Caucasus is intensifying. While conflict between Azerbaijan and Armenians has simmered for at least the past thirty years, recent violence escalated when Azerbaijani forces attacked Nagorno-Karabakh, an ethnic Armenian enclave in the southwest of Azerbaijan, on September 27. The current war is more deadly and intractable because of Turkey's extensive involvement.

Turkey's President Recep Tayyip Erdogan is both directly stoking violence and undermining diplomacy aimed at achieving a ceasefire. Turkey has fueled conflict since 1993 when it imposed a [blockade of Armenia](#). Erdogan scuttled the 2009 protocols to open the bor-

der and establish diplomatic relations with Armenia, which were negotiated by Turkish diplomats.

Erdogan has encouraged Azerbaijan's recent aggression. In the Turkish leader's [own words](#), "Turkey stands with and will continue to stand with friendly and brotherly Azerbaijan with all our means" in its "great operation...to liberate the occupied Karabakh." Confronted with joint Turkish-Azerbaijani efforts, he says, "[Armenia] has encountered an unexpected end."

These words are accompanied by substantive support. At the conclusion of [joint military exercises](#) between Turkey and Azerbaijan last month, Turkey provided Azerbaijan with so-

phisticated weapons that are being used in the current fighting. According to a [report](#) by Reuters, Turkish arms sales to Azerbaijan surged from under \$1 million in July to \$33 million in August and \$77 million in September.

Today Turkish troops are also engaged on the battlefield. Credible sources indicate that around 150 Turkish Special Forces are on the front lines commanding Azeri battalions. Private contractors hired by Turkey have also been deployed.

Two Turkish F-16s have been [photographed](#) at Azerbaijan's air force base in Ganja, and an Armenian Sukhoi-24 was shot down by a Turkish F-16 in Armenian air space.

Turkish drones, including the Bayraktar TB2, [provide close support](#) to Azeri troops and jihadists fighting on Azerbaijan's behalf.

Erdogan is driven by ambitions to restore Turkey's influence in former Ottoman territories. Turkish troops are [deployed](#) in Syria, Iraq, Libya, and Somalia. Its naval warships are challenging Greece, Cyprus, and Israel in the Eastern Mediterranean.

Turkish involvement in foreign wars is a distraction from growing domestic unrest and provides an [opportunity to stifle dissent](#) arising from Erdogan's mismanagement of Turkey's economy. In 2002, the exchange rate was two Turkish lira to one US dollar. Today the

lira is trading at 7.9 to the dollar. Unsurprisingly, Erdogan's Justice and Development Party has lost traction; in 2019, it was [repudiated](#) in local elections in Istanbul, Ankara, Izmir, and elsewhere.

Desperate to shore up domestic support, Erdogan has made a game-changing move: deploying jihadists to the Caucasus. [According to the Syrian Observatory for Human Rights](#), at least 1,600 mercenaries have been deployed from Syria and Libya to Nagorno-Karabakh. They are [affiliated](#) with ISIS, Al-Nusra, Ahrar al-Sham, and factions of the Syrian National Army - Sultan Murad, Sulayman Shah, and Hamza factions, which are [notorious for committing atrocities](#) and crimes against humanity including sexual violence.

After killing eighteen Armenian soldiers, jihadists wearing Azeri uniforms desecrated the bodies of their victims. They were recorded in Arabic [calling them "Pigs and Jews."](#) Atrocities are not limited to combatants: there is [credible evidence](#) that on October 10, Turkish-backed special forces entered the Armenian town of Hadrut and executed at least four civilians in their homes. Meanwhile, Azerbaijan continues its campaign of indiscriminate bombardment against civilian targets, including the [use of internationally-condemned cluster bombs](#). These brutalities, underscored by Erdogan's promise to "fulfill the mission of our grandfathers in the Caucasus," and his reference to Armenians as "[left-overs of the sword](#)," demonstrate that we are on the verge of another Armenian Genocide.

Turkey's behavior should not come as a shock to observers of the region. Ankara's support for jihadists dates back to at least 2013, when the Turkish National Intelligence Agency established the [jihadi highway](#) from Urfa (in Turkey's southeast) to Raqqa—then under the control of ISIS. More



than [40,000 foreign fighters](#) from about 100 countries transited through Turkey to Syria. Turkey provided weapons, money, and logistical support, as well as medical services to wounded fighters.

Turkey made little attempt to hide this support for jihadists. At Harvard University in October 2014, [Vice President Joe Biden indicated](#): "President Erdogan told me...we let too many people through.' Now, they're trying to seal their border."

Despite Erdogan's assurances, Turkey's support for jihadists continued unabated. Its jihadist proxies committed [war crimes](#) against the Kurds in Northeast Syria—and now they are deployed to Nagorno-Karabakh.

After the outbreak of fighting in Nagorno-Karabakh, NATO Secretary-General Jens Stoltenberg [declared](#), "I expect Turkey to use its considerable influence to calm tensions." To the contrary, Turkey is defiantly rejecting calls from the United States, France, and Russia for a cease-fire. Moreover, Turkey has been working behind the scenes to scuttle the recent ceasefire mediated by Moscow.

Turkey has gone rogue. It has long since given up on the EU, and now openly ignores NATO entreaties.

NATO is more than a security alliance. It is a coalition of countries with shared values.

Turkey under Erdogan's dictatorship is Islamist, anti-American, and an egregious abuser of human rights. If Turkey applied for NATO membership today, its application would be summarily dismissed.

What can be done to rein in Turkey and bring peace to the South Caucasus?

Canada this week announced it was [halting some weapons sales](#) to Turkey after allegations its equipment was used by Azerbaijani forces. The United States should do the same.

Additionally, sanctions are required under the Countering American Adversaries Through Sanctions Act (CATSA) for Turkey's [purchase](#) of S-400 missiles from Russia.

U.S. efforts should also extend to Azerbaijan. In 1992, President George H.W. Bush signed into law Section 907 of the [Freedom Support Act](#), which prohibits assistance to Azerbaijan "until the President determines, and so reports to the Congress, that the Government of Azerbaijan is taking demonstrable steps to cease all blockades and other offensive uses of force against Armenia and Nagorno-Karabakh." This legal requirement must be enforced, and assistance to Baku—which swelled to \$120 million in military support over the past two years—must immediately stop.

Beyond enforcing Section 907 and suspending this aid, the United States should impose economic and diplomatic sanctions on Azerbaijan to punish its aggression.

The United States should more strongly support mediation by the Minsk Group. Negotiations should include representatives of Nagorno-Karabakh. As a party to the conflict, Turkey should be excluded from any mediation role. Moreover, measures are needed to prevent Turkey from undermining other states' mediation efforts.

However, it is unclear whether the Trump administration is prepared to take these urgently necessary steps. President Donald Trump has opaque business ties in both Turkey and Azerbaijan. He has [received millions of dollars](#) from licensing agreements in Turkey as well as fees from [Azerbaijani oligarchs](#). He may owe money to Turkish and Azerbaijani concerns or need future financing to service the Trump Organization's \$400 million debt.

Given his financing requirements, Trump may be unwilling to put the U.S. national interest ahead of his personal financial interest. The United States needs a new direction to end the grinding war in Nagorno-Karabakh and prevent more civilians from dying.

David Phillips is Director of the Program on Peacebuilding and Human Rights at Columbia University's Institute for the Study of Human Rights. He served as a Senior Adviser and Foreign Affairs Expert to the State Department during the Clinton, Bush and Obama administrations. Phillips is the author of Unsilencing the Past: Track Two Diplomacy and Turkish Armenian Reconciliation, as well as Diplomatic History: The Turkey-Armenia Diplomatic Protocols, and many other books and articles. This article draws on his presentation at Harvard Law School on October 12, 2020.

Wars for Russia and Turkey

The Syrian Mercenaries Fighting Foreign Wars for Russia and Turkey

The nearly decade-long civil war has created an entire generation of young men whose only marketable skill is fighting.

“They sent us directly to the front lines. The situation is terrible. Terrible. There is fighting every day. We are charged with storming. There is no rest. There are many men missing and we can’t get to them,” explained Abdel Basit, a Syrian mercenary speaking from Azerbaijan (for their safety, I have altered the names of all living Syrians in this report). What made this former Syrian rebel, displaced from his home in Rastan, in rural Homs, decide to sign up to fight in a foreign country? His father, who is still in Rastan, had to take out a large loan because of a family emergency, but “his salary is not enough [to pay it off]. I was forced to go. Against my will,” he said, repeating the phrase with exasperation in his voice.

Abdel Basit is one of hundreds of Syrian fighters who, since the beginning of September, have been dispatched by Turkey to wage war against Armenia in the disputed enclave of Nagorno-Karabakh in Azerbaijan. In this competition for regional dominance, Syria’s broken and broke men have become the cannon fodder. Four of Abdel Basit’s friends from Rastan were killed in the span of two days, shortly after disembarking in Azerbaijan. Two more were killed a week later.

The Syrian war, which has cost the lives of at least half a million people and displaced more than half of the pre-war population of 21 million since it began in 2011, is gradually turning into a frozen conflict: the front lines have stabilized since March 2020, the longest period since the outbreak of fighting in which there have been no

new offensives. The ability of any force to advance is limited by the presence of foreign forces: the United States (still) in the northeast; Russia, Iran, and the Damascus regime controlling most of Syria; and Turkey in the north. Unable to shift the balance of power in Syria, Turkey and Russia in particular are looking for new arenas where they can project power and gain the upper hand in their competition with each other.

This might have meant respite from hostilities for the Syrians who have been fighting on behalf of Russia and Turkey in Syria, but that was not to be. Numerous countries that intervened in the Syrian civil war, including the [United States](#), [Israel](#), and [Iran](#), created or supported their own Syrian proxy forces, but only Russia and Turkey began exporting theirs as mercenaries to fight in foreign conflicts. The mercenaries Turkey sent to Libya, starting in late December 2019, and now also to Azerbaijan, are largely

drawn from the ranks of a proxy force created by Turkey back in 2016, now known as the Syrian National Army (SNA). Ankara used this force to secure its southern border against the Islamic State, or ISIS, in 2016, and later, again, to wage war against the Kurdish YPG militia (People’s Protection Units) in northern and northeastern Syria in 2018 and 2019. This proxy army was able to reengineer the demographics of the border regions, displacing most Kurdish inhabitants and replacing them with Arabs, themselves displaced by the Assad regime from further south.

Meanwhile, Russia drew the mercenaries dispatched it dispatched to Libya from the ranks of pro-Assad militias and formations of the Syrian Army, which Russia and its private security company, Wagner Group, have been cultivating since 2015. These forces include the 5th Corps, Division 25 (formerly known as the Tiger Forces), the Quds Brigade, and

the so-called ISIS Hunters. Russia and Assad originally deployed these forces against Syrian rebels and ISIS, but starting in early 2020, Russia began recruiting men from these formations to travel to fight in Libya. In addition, Russia recruited some active service personnel and militia members in the Syrian National Defense Forces to fight alongside the Wagner Group’s forces in Libya, backing those of the rebel general Khalifa Haftar.

Typically, as civil wars wind down, men demobilize and return to civilian life. Indeed, many of the men recruited by Russia and Turkey to fight abroad had already quit fighting, either by finally being demobilized from the Syrian Army after eight to nine years of service, or by quitting the rebellion due either to injury or a sense that the armed rebellion has lost its way, or in an attempt to find a less dangerous profession. But the Syrian economy is so ruined that even the demobilized fighters who possess some labor market experience and skills struggle to find civilian jobs.

Then, too, there are the men who have even fewer alternatives. The nearly decade-long war has created a generation of young men whose only marketable skill is fighting. These are often young men who were still in school when the fighting started, whose education was then disrupted by the war. In my conversations with them, some insist on using only voice messages and calls, as they struggle to write even in the simplified version of Arabic used in speech.

My interviews with dozens of men who departed to Libya to fight



Bekir Kasim/Anadolu Agency via Getty Images Syrian National Army soldiers praying before an event mark the first anniversary of the Turkish-backed Operation Peace Spring in northern Syria Tal Abyad, Syria on October 13, 2020; many former SNA fighters are now deployed as mercenaries in Nagorno-Karabakh, Azerbaijan

alongside the two warring sides, or who were deployed or registered to deploy in Azerbaijan, show that their primary motivation for joining is monetary. In Syria, SNA fighters earn average wages of about 500 Turkish lira, generally paid every two months, which works out at about \$1 per day. In northern Syria, this daily wage would cover the cost of two and a half packets of bread, which is about how much an average family consumes daily. In Libya, fighters were promised a far more generous monthly wage of \$2,000, but in reality up to 50 percent of this is siphoned off by rapacious commanders who control the payroll. In Azerbaijan, the fighters I spoke to have not been paid yet, since they were deployed less than a month ago, but they were promised between \$600 to \$2,500 a month for contracts lasting three months: all salaries significantly higher than they could earn in Syria.

In turning Syrians into guns for hire, Russia and Turkey were helped by the collapse of the Syrian pound, stemming from Lebanon's [economic implosion](#), [Covid-19-related lockdowns](#), the appearance of [visible fissures](#) in the leadership of the clannish Syrian regime, and the [imposition of additional US sanctions](#) under the 2019 Caesar Act. The rapid devaluation of the Syrian currency, starting in October 2019 and only stabilizing this June, by which time it had lost about half its value, led to a [doubling in the prices](#) of basic goods, including ones manufactured and grown locally. Impoverished Syrians had already cut out meat, poultry, and fruit from their diets; now they had to forego eggs and vegetables, too, and increasingly rely on cheap carbs, mainly bread. Malnutrition rates among Syrian children [doubled](#) in 2020.

"We were distributing bread in one of the camps in Idlib [Province], and I was surprised to see that it housed about a thousand families, almost all of them headed by women," said Amer, an activist from Maarat al-Numan who was displaced from his hometown when the regime occupied it in February 2020. "When I asked them where their husbands or brothers were, they told me they

went to Libya," Amer told me. "I asked them, 'How did you permit them to do this?' They told me, 'if they did not go, we would die of hunger or sell our honor [turn to prostitution]'. So, rather than the wives selling their bodies, the men sold theirs.

Months after this bread distribution, Amer was shocked to learn that a cousin of his had been killed in Azerbaijan. Muhammad a-Shahne, a former fighter with a number of local rebel groups, quit military service and crossed to Turkey in August 2019, where he worked for a few months before deciding to come visit his family. While he was in Idlib, the Turkish authorities voided his residency permit, preventing him from legally re-entering Turkey, where his fiancée awaited him. He was desperate to make money somehow, because he could not afford either the cost of his fiancée's dowry or a house in which they could live. He tried smuggling himself back into Turkey, but failed. It was then that he decided to sign up to fight in Azerbaijan.

"We treated him like I'd treat a brother. We assigned him to be a driver, to take fighters from the dormitory to the gathering points, no danger at all," said Rustum, Muhammad's commander who belongs to the Sultan Murad Brigade, part of the SNA, speaking to me from Azerbaijan. "We did this to keep him safe, since he is the only one [son] to his parents with his seven sisters." Rustum had been visiting the hospital

where his own brother was receiving treatment for injuries incurred in the fighting when Syrian fighters at the front line called for yet another medical evacuation. "It was not required of him to do the evacuation," the commander said, of a-Shahne, "but he decided to go and was hit by a sniper bullet and martyred." A-Shahne's family has received no compensation. Unlike families of Turkish-backed fighters who were killed fighting in Syria and Libya, the mercenaries fighting for Turkey in Azerbaijan were not promised Turkish citizenship.

Others are driven by a different kind of desperation. Samir who signed up to fight in Libya in the ranks of the SNA, was one of the first men in Aleppo's working-class Shaar neighborhood to organize protests against the Syrian regime in 2011. He later joined the armed rebellion, along with two of his brothers. The three fought in the ranks of various factions in the city and were injured many times. His brother Mansour nearly died in a chlorine gas strike in late 2016. After the city fell, the men were displaced to northern Aleppo Province, where, unable to find other jobs, they joined the ranks of the SNA. Finally, faced with his family going hungry, Samir decided to register to fight in Libya. "There, he became hooked on drugs," said Mansour.

Drugs and alcohol are cheap and readily available in Libya, more so than in Syria. My con-

versations with fighters in Libya indicate that drug and alcohol use among them is widespread. Some of the fighters would call me up at odd hours, clearly intoxicated. Most of the salaries of the Syrian mercenaries in Libya (on both sides of the war) go directly to their families back home, to prevent the men from escaping with the cash by boats to Europe. But they do receive pocket money, about \$300 monthly for the SNA fighters. Some of them spend much of it on partying. "After coming back from Libya, he spent all the money he got on drugs," said Mansour. "Now he signed up to go to Azerbaijan. He needs the cash."

Over the course of 2020, such mercenary deployments gradually became accepted as a social norm in Syrian communities, and the mercenary economy took on a more institutional character. Initially, Turkey had trouble persuading Syrians to fight abroad. SNA fighters resisted orders from their Syrian commanders to deploy to Libya and had to be coerced to do so, under threat of expulsion from the ranks. While fighting for Turkey in Syria could somehow be rationalized as serving the interests of the rebellion, fighting in Libya could not. With time, though, as the fighters found out that the promised, more lucrative salaries did come through, their attitudes changed. They saw more of their friends going abroad and gradually became accustomed to the idea, even, in some cases, excited by it. Now, both in regime-held areas of Syria and in the Turkish-controlled areas, to get accepted by recruiters and shipped overseas, the fighters need either to have a personal connection (*wasta*) or to hand over a cut on their future mercenary wages.

The recruitment of fighters to capture Nagorno-Karabakh has exposed the economic desperation of many Syrians—and the willingness of others to profit from it. An entire industry of recruiters and agents has emerged: in addition to the main recruiters—the commanders of three Turkish-backed factions, Fahim Issa (who leads the Sultan Murad Brigade), Sayf



Abdullah Doma/AFP via Getty Images Pro-Haftar soldier escorting a prisoner alleged to be a Syrian mercenary of Turkey's intervention around Tripoli, Benghazi, Libya, May 5, 2020

Abu Bakr (of the Hamza Division), and Muhammad Jassem, also known as Abu Amsha (of the Sultan Sliman Shah Brigade)—a broad network of profiteers has grown up among the associates of these commanders.

Starting in early August, these middlemen set up brick-and-mortar offices in Afrin, in northern Syria, to register recruits to Azerbaijan. They also created groups on the popular messaging service WhatsApp for the same purpose and advertised their offers in other WhatsApp groups used by SNA members. Some of the middlemen register men in exchange for a commission on their future income and then pass them on to recruiters closer to the commanders of the three factions, who also take a cut. The recruitment drive is now operating on a vast scale, with at least [a thousand fighters already dispatched](#), and several thousands more being recruited, according to a recruit working with the Turkish-backed Sultan Sliman

Shah Brigade faction and a Sultan Murad fighter already in Azerbaijan. The recruiters are now even accepting civilians with no fighting experience.

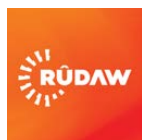
Initially, these recruiters told prospective fighters they would simply be guarding oil facilities. But once Azerbaijan engaged in hostilities with Armenian forces, the Syrians were thrown into the front line. After dozens of them were killed in the span of a few days, the recruitment pitch changed. Today, some agents claim to guarantee that their recruits will be sent to safer areas; this is false, since Syrians cannot know which fronts will remain dormant and which will flare up. Other recruiters claim that the situation at the front has stabilized and that the fighting has become less deadly. (This claim also appears deceptive, since recruiters contacted over the past week have been refusing to register injured former fighters, on grounds that fighting requires perfect health.)

These falsehoods may seem pointless: enough men have heard by word of mouth, from friends and relatives already dispatched to Azerbaijan, about how heavy the fighting is, about the hours it takes to evacuate the wounded, leaving some to bleed out at the front. It is possible such lies are what Syrians need to hear to persuade themselves to fight, and maybe die, in a faraway place. Regardless, many Syrians feel compelled to go.

The recruitment to Azerbaijan and Libya reveal the desperate pragmatism of Syrians who have been reduced to subsistence in a country ruined by war—a war whose end is nowhere in sight, and which will, in any case, be determined by outside powers that helped destroy the country. The two countries that intervened most decisively in Syria to advance their interests, Turkey and Russia, as well as those that stood by as Syria drowned in blood, place virtually no value on Syrian lives, but

see them instead as pawns in their own geopolitical chess game. Syrians—former rebels, militia members, and ordinary civilians—are simply leaning into the part they've been assigned: as pawns. Refusing to accept this logic means they and their families go hungry.

This change in attitudes has occurred across communities bitterly divided by the Syrian civil war. Hussein, an Alawi activist in Tartous, whose friend, a Syrian Army veteran, recently left to fight in Libya alongside the Wagner Group, explained how views in that community, which has generally backed the Syrian regime, have shifted over the course of this year. "Initially, there was a lot of criticism of those going," he said, because of opposition to fighting abroad to advance the interests of a foreign nation. "Now people think that the person is taking care of his family. There is nothing left here."



16-10-2020
Reporting by Shawkat Harki in Ankara
Translation by Karwan Faidhi Dri

Four-part anthology of 50,000 Kurdish proverbs published in Ankara

ERBIL, Kurdistan Region — A four-volume anthology containing 50,000 Kurdish proverbs was published in the Turkish capital of Ankara this week.

Gotinen Pêsiyan (Proverbs) took author Mehmet Oncu 33 years to write, according to Qahir Batayi, the owner of the publishing house bringing the anthology to life.

Regarded by Batayi as "a treasury of Kurdish language," the books tell the stories behind the proverbs.

"This is the most extensive work on Kurdish proverbs. The book is four volumes, and each volume consists of some 1200 pages, and the total pages are



Gotinen Pêsiyan (Proverbs) has been published by the Sitav Publishing House in Ankara. Photo: Rudaw

nearly 5,000." Batayi, owner of Sitav Publishing House told Rudaw on Friday.

"The book consists of 50,000 proverbs which have been explained and divided over 235 categories," he added.

The package of four volumes costs 300 Turkish lira (\$37.80).

Several publishing houses in Turkey release books about Kurds, their language and culture in the Kurdish language — though rarely are they able to publish works as comprehensive as *Gotinen Pêsiyan*.

Books on Kurdish history and politics are regularly censored by Turkish government, and publishers have been ransacked and shut down for their works.

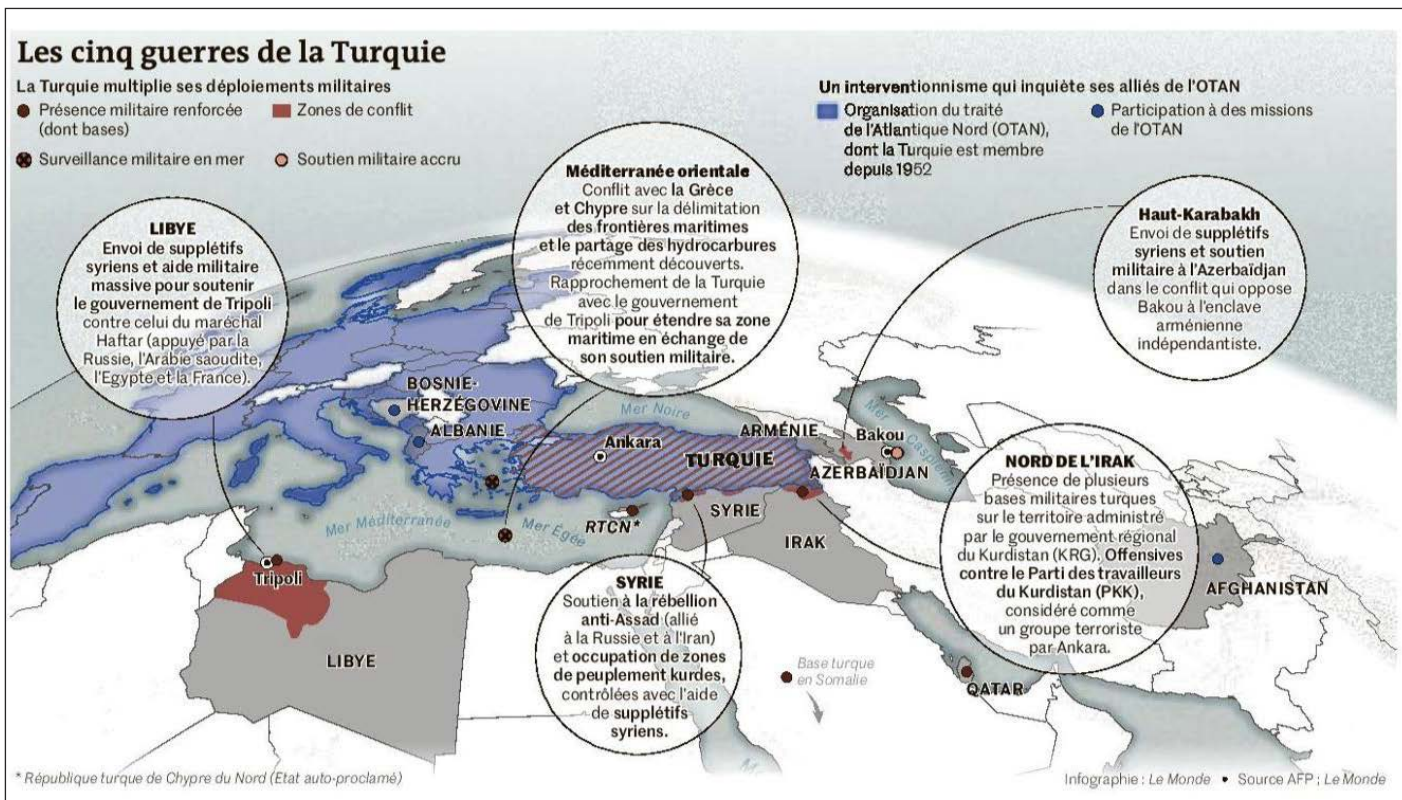
"About 20 of our books were banned 10-12 years after [our] foundation. We were also fined and sentenced but between 2007-2018 there were no [legal] cases against us," Abdullah Keskin, owner of Istanbul-based Avesta Publishing House [told Rudaw](#) in March.

Batayi said he has already received hundreds of orders for the anthology from Europe and the Kurdistan Region.

The anthology has been written and published in Kurmanji, the dialect most commonly spoken by Kurds living in Turkey and Syria.

Les cinq guerres de la Turquie d'Erdogan

De la Syrie au Haut-Karabakh, en passant par l'Irak, la Libye, Chypre et la mer Egée, Ankara accentue ses pressions.



Jamais autant qu'aujourd'hui la Turquie n'a été engagée dans tant d'opérations militaires en même temps. L'armée turque est présente en Syrie, à la manœuvre en Libye, en perpétuelle incursion dans le nord de l'Irak. Ses navires attisent les tensions avec la Grèce et Chypre en Méditerranée, ses avions chasseurs volent quotidiennement en rase-mottes au-dessus des îles de la mer Egée.

Récemment, le gouvernement a pris fait et cause pour l'Azerbaïdjan dans la guerre menée par cette ancienne république soviétique contre les indépendantistes arméniens pour le contrôle de la

région du Haut-Karabakh, disant privilégier la solution de force aux pourparlers. Les drones et les frégates ont remplacé la diplomatie.

Indifférente aux mises en garde de l'Union européenne, la Turquie a redéployé ses navires en Méditerranée orientale, où elle réclame un nouveau découpage des frontières maritimes, ainsi qu'un accès aux gisements gaziers récemment découverts en eau profonde.

Espoirs de détente déçus

Placées sous escorte militaire, ces nouvelles missions de prospection risquent de raviver les tensions dans cette partie de la Méditerranée,

où la Grèce et la Turquie – deux membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord – ont failli en venir aux mains pendant l'été. Jeudi 15 octobre, la France et l'Allemagne ont donné une semaine à la Turquie pour retirer ses navires, sous peine de sanctions.

Après avoir semé la zizanie tout l'été avec ses prospections dans les eaux territoriales grecques et chypriotes, la Turquie avait fini par rappeler au port deux de ses navires. L'Union européenne (UE), solidaire de la Grèce et de Chypre, qui en sont membres, avait cru y voir l'amorce d'une désescalade. Le retrait avait eu lieu

juste avant le sommet européen des 1^{er} et 2 octobre, centré sur la crise en Méditerranée.

Principal partenaire commercial d'Ankara, l'UE espérait que les propositions offertes lors du sommet, à savoir la modernisation du traité d'union douanière, la simplification des procédures de visas pour les ressortissants turcs désireux de voyager en Europe, de nouvelles dotations pour les réfugiés syriens hébergés sur le sol turc, seraient plus attractives que la menace de sanctions. Il s'agissait d'inciter le président turc, Recep Tayyip Erdogan, à entamer des pourparlers avec la Grèce et Chypre. Cet espoir s'est estompé,

lundi, avec le redéploiement du navire *Oruç-Reis*, au large de Kastellorizo, la plus orientale des îles du Dodécanèse, suivi par l'annonce de ce que le navire *Yavuz* allait lui aussi reprendre sa mission de prospection au large de Chypre, l'île divisée de la Méditerranée.

Réouverture d'une station balnéaire dans le nord de Chypre

La Grèce et Chypre « *recevront les réponses qu'elles méritent* », a déclaré M. Erdogan, mercredi, dans une adresse aux députés de son Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur).

Un brin provocateur, le numéro un turc a vanté sa récente décision de rouvrir au public, partiellement, l'ancienne station balnéaire chypriote de Varosha. Vidée de ses habitants chypriotes grecs, à l'arrivée de l'armée turque en 1974, la ville est restée intouchée depuis, avec ses anciens hôtels et villas abandonnés, ouverts aux quatre vents.

Ouvrir les plages et les rues de la ville fantôme au public, sans concertation préalable avec la partie chypriote grecque, équivaut à tirer un trait sur la perspective d'une reprise des négociations pour la réunification de l'île.

« *La zone fermée de Varosha appartient aux Turcs du nord de Chypre* », a insisté M. Erdogan. L'île divisée de la Méditerranée orientale, où la Turquie maintient 30 000 soldats, risque de devenir un point chaud, un parmi bien d'autres sur lesquels le « leader mondial » – selon l'expression favorite des médias progouvernementaux, cherche à avoir la main.

« *La politique étrangère turque peut être analysée à l'aune de la faillite des politiques européenne et américaine. Les anciens gardiens du système issu de la guerre froide s'effacent, la Turquie va occuper le vide laissé* », explique Yohanan Benhaim, chercheur et cofondateur du site en ligne Noria Research.

En Syrie, les Américains ont choisi, en 2013, de ne pas intervenir, laissant le champ libre à la Russie et à la Turquie, tandis que les Européens, tétanisés par le problème migratoire, se sont placés en position d'otages en signant, en 2016, un accord avec Ankara.

Le changement de pied de la diplomatie turque s'explique aussi par le tournant radical pris par le président Erdogan depuis le coup d'Etat raté de 2016. Entré en coalition avec le Parti de l'action nationaliste (MHP), sensibilisé aux arguments des officiers « eurasiens », des souverainistes partisans d'un rapprochement avec la Russie, il veut plus que jamais libérer son pays de la « *laisse* » qui lui a été « *passée autour du cou par l'Occident* », selon la phraséologie en vigueur chez les islamo-conservateurs.

L'abandon du « zéro problème »

Perçue comme trop alignée sur les intérêts occidentaux, la politique étrangère est la pièce maîtresse de sa contre-révolution. Jadis, l'ancien ministre des affaires étrangères de M. Erdogan Ahmet Davutoglu, en poste de 2009 à 2014, ne cessait de vanter le *soft power* turc, l'indépendance de la diplomatie, championne du « *zéro problème avec les voisins* ».

« *Le "zéro problème" n'a jamais été qu'un slogan, qui a perdu son utilité quand M. Erdogan a renoncé à poursuivre sa politique d'adhésion à l'Union européenne. Ce slogan s'est affirmé une seule fois, lorsque son administration, il y a une quinzaine d'années, a tenté d'aider à résoudre le problème de Chypre* », rappelle Selim Kunalalp, un diplomate à la retraite. Les efforts ont échoué, Chypre a adhéré à l'Union sans que l'île ait pu être réunifiée. La perspective d'adhésion de la Turquie n'est plus. « *M. Erdogan a pu dès lors laisser libre cours à son ambition de dominer la région, chose impossible si l'UE n'avait pas tourné le dos à la Turquie de façon aussi nette.* »

On est désormais loin du « zéro problème ». A couteaux tirés avec la Grèce et l'Arménie, en rupture avec ses partenaires européens, fâchée avec l'Égypte, broyée avec Israël, en froid avec l'Arabie saoudite et avec les Emirats arabes unis, la Turquie n'a jamais été aussi isolée. En Syrie, en Libye, au Haut-Karabakh, le président Erdogan se retrouve dans le camp opposé à celui de Vladimir Poutine, son homologue russe et son nouvel allié.

Quel but poursuit donc le président turc en étant présent sur plusieurs fronts ? Ses raisons sont internes. « *Les conflits perpétuent la perception d'un pays assiégé, attaqué par des acteurs malveillants. Ils nourrissent le besoin d'un dirigeant fort. Ils créent une fausse dichotomie en contraignant l'électorat à choisir entre le bien-être économique et la sécurité nationale* », écrit le chercheur Sinan Ülgen, dans une tri-

bune publiée le 6 octobre dans la revue américaine *Foreign Policy*.

« L'esprit de conquête » ottoman

Erdogan se pose en sauveur auprès de sa population en prétendant rendre au pays son ancienne gloire impériale. Annonçant la conversion de Sainte-Sophie en mosquée, le 10 juillet, il avait justifié sa décision par la nécessité de ranimer « *l'esprit de conquête* » de Mehmet II, le sultan ottoman qui s'est emparé de Constantinople en 1453. Le nouveau récit national est familier, car il reprend des éléments de l'ancien, avec l'idée de la forteresse assiégée, d'un Occident prêt à dépecer la Turquie, d'agissements en sous-main d'hypothétiques ennemis, externes et internes.

« *La direction turque s'est éloignée de la démocratie pour tomber dans le militarisme. Le nationalisme s'en trouve renforcé. Pour autant, la population ne va pas oublier les problèmes de la vie quotidienne, le chômage, l'inflation, l'absence de justice. Par ailleurs, ces interventions ont un coût, les dépenses militaires font enfler la dépense publique* », rappelle l'économiste Mehmet Altan.

En six ans, le produit intérieur brut est passé de 951 milliards de dollars (environ 813 milliards d'euros) en 2013 à 754 milliards de dollars (645 milliards d'euros) en 2019. La promesse de croissance s'est évanouie et avec elle la popularité de l'AKP, tombée à 32 % selon les derniers sondages, contre 42 % en 2018.

ERDOGAN

Les guerres qu'il provoque là-bas Les réseaux qu'il installe ici

Erdogan sur tous les fronts

Profitant de la faiblesse de l'Europe et de celle, plus relative, de la Russie, la Turquie du "Reis" s'ingénie à déstabiliser des régions proches ou éloignées de son aire naturelle. Analyse.

Les drones à usage militaire portent rarement des noms de fleurs, et le Bayraktar TB2, produit par la société turque Baykar Makina, ne fait pas exception à la règle. En Libye, les missiles Roketsan (autre société turque d'armement) ont fait des ravages dans les rangs de l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Khalifa Haftar, redonnant ainsi des territoires aux milices du prétendu Gouvernement d'union nationale (GNA) en place à Tripoli et soutenu par Ankara. À des milliers de kilomètres du désert libyen, c'est pareillement équipées en drones par le « grand frère turc » que les troupes de l'Azerbaïdjan se sont lancées à l'assaut de la région séparatiste du Nagorny Karabakh, majoritairement peuplée d'Arméniens. Face à un armement aussi sophistiqué* et aux centaines de mercenaires djihadistes dépêchés par Ankara, l'issue pour la République autoproclamée de l'Artsakh et pour l'Arménie passe forcément par la table des négociations. Exactement ce que souhaitait Recep Tayyip Erdogan avec ce nouveau front s'ajoutant à ceux qui sont déjà ouverts en Libye, dans le nord de la Syrie et de l'Irak comme en Méditerranée orientale. Pour le néosultan, il s'agit bien d'affirmer la présence de la Turquie comme puissance majeure, susceptible de faire la pluie et le beau temps aussi bien dans son aire naturelle que loin de ses frontières. Au Nagorny



© Umit Bektas

Karabakh, Erdogan entend ainsi dénoncer l'impuissance du groupe de Minsk (Russie, France, États-Unis) à régler un conflit vieux de trois décennies et profite de ce que la tendance du moment, dans la « communauté internationale », est plutôt au respect des souverainetés nationales. En l'occurrence celle, certes discutable, de l'Azerbaïdjan sur une province occupée de facto par l'Arménie. En Méditerranée orientale, où, après deux mois de trêve avec Athènes, la Turquie vient à nouveau d'envoyer son navire de recherche sismique, l'Oruç-Reis, dans la zone économique exclusive (ZEE) revendiquée par la Grèce, Erdogan conteste à l'inverse ces mêmes souverainetés. Cette fois en invoquant l'iniquité d'un droit international écrit par les seules grandes puissances. Objectif avoué : la révision du traité de Lausanne

de 1923, qui précise les frontières de la Turquie issues de l'Empire ottoman et institue des échanges de populations entre la Grèce et la Turquie. Dans les deux cas, le président turc mise tout à la fois sur l'usage de la force, testant la résistance des adversaires devant le fait accompli, et s'appuie sur le jeu compliqué des alliances qu'ils entretiennent. Sollicitée par l'Arménie, à laquelle la lie un pacte de défense, la Russie a fait le forcing pour imposer un très vague cessez-le-feu entre les belligérants mais écarte toute intervention militaire contre les Azéris, riches en ressources et gros clients en armes, car « le conflit ne se déroule pas sur le territoire arménien ».

Défier les règles
Membre de l'Otan, la Turquie y représente un facteur de division et défie en permanence les règles de solidarité, que ce soit

en Méditerranée ou dans le nord de la Syrie où, par deux fois, elle a déployé son armada contre les milices YPG kurdes. Moscou a donc laissé faire mais, main dans la main avec le régime de Damas, a tenté d'éliminer les djihadistes à la solde d'Ankara dans la province d'Idleb, poussant ainsi Erdogan à se rapprocher à nouveau de l'Alliance atlantique. Quand Emmanuel Macron acte la « mort cérébrale » de l'Otan, Mevlüt Çavusoglu, le bouillant ministre turc des Affaires étrangères, en vante au contraire la nécessité sans que l'Allemagne ni quelques autres pays membres de l'Alliance, comme de l'UE, n'y voient d'inconvenient. Pour l'heure, rien ne semble pouvoir infléchir cette double stratégie, militaire et diplomatique. Une posture qui se nourrit aussi d'une montée du nationalisme turc à laquelle les kémalistes ont apporté leur contribution sans être en mesure de s'y opposer. Confronté aux difficultés, relatives, de son économie et à l'isolement que génère son bellicisme, Recep Tayyip Erdogan ne semble pas près d'y renoncer. Cela se traduit par la féroce répression de toute forme d'opposition sur le plan intérieur et par la mobilisation, hors des frontières, d'une diaspora et de réseaux de pression qui lui sont largement acquis.

* Complété par les drones-suicides de la société Israel Aerospace Industries (IAI).

“La soif de démocratie et de liberté est très puissante en Turquie”

“Marianne” a eu l’occasion de rencontrer dans son bureau stambouliote le leader du parti kémaliste CHP. Depuis son élection en juin 2019 à la tête de la ville, il s’est hissé au rang d’opposant numéro un à Erdogan.

Tiède après-midi d’octobre à Istanbul. Intrigué autant qu’enthousiaste, Ekrem Imamoglu nous reçoit dans son bureau de la mairie d’Istanbul, qu’il occupe depuis le 27 juin 2019, date de la validation définitive de son élection, après qu’un premier scrutin le donnant gagnant a été contesté par l’AKP de Recep Tayyip Erdogan et par le « *reis* » en personne. Date aussi à partir de laquelle il est devenu la bête noire du président turc. Il faut dire que l’affront a été grand : l’AKP d’Erdogan était à la tête d’Istanbul depuis vingt-cinq ans. Pis, le néosultan a littéralement assis son ascension politique sur la ville, qu’il a dirigée de 1994 à 1998. Et prononcé la maxime qui lui revient aujourd’hui au visage : « *Gagner Istanbul, c’est gagner la Turquie.* » Une prédiction qu’une partie de la société aimerait voir se réaliser pour Ekrem Imamoglu, qui porte désormais les espoirs de cette Turquie refusant d’adhérer au modèle de société religieux et autoritaire du chef d’État turc.

Cette rencontre avec Ekrem Imamoglu est l’occasion de balayer des sujets aussi variés que la crise sanitaire, la transformation de Sainte-Sophie en mosquée, ou encore le positionnement agressif d’Ankara dans le conflit du Haut-Karabakh. Sur ce dernier sujet, le maire d’Is-



Ekrem Imamoglu, maire d’Istanbul. Yoann Coquio pour “Marianne”

tanbul, bien que plus diplomate et moins virulent qu’Erdogan, se trouve piégé par l’ultranationalisme de ce dernier, ultranationalisme partagé par une frange importante des amis et électeurs kémalistes d’Ekrem Imamoglu. Le maire d’Istanbul évoque enfin le devenir des libertés et de la laïcité en Turquie, héritage de Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la Turquie moderne et du Parti républicain du peuple (CHP), dont Imamoglu est aujourd’hui un des principaux leaders. Atatürk, justement, surplombe d’un large portrait le bureau dans lequel se déroule notre entretien.

Marianne : La Turquie et Istanbul, comme le reste du monde, tentent de sortir d’une crise sanitaire inédite. Pour vous, cette dernière a aussi été marquée par un nouvel épisode d’affrontement avec Recep Tayyip Erdogan, qui a bloqué vos initiatives pour aider les citoyens les plus touchés, notamment les appels aux dons. Comment avez-vous perçu cette obstruction ?

Ekrem Imamoglu : Effectivement, nous ne sommes pas habitués à vivre en temps de pandémie, c’est une première pour nous aussi... Et, tout comme dans d’autres pays, des événements indé-

sirables sont venus s’ajouter. Pour nous, ce fut l’intervention du gouvernement central contre notre campagne de dons pour les plus démunis. Un événement qui ne doit normalement pas se produire dans une démocratie. Dans des situations difficiles comme celle-ci, alors qu’il aurait fallu superviser les initiatives de solidarité entre les citoyens, nous n’avons malheureusement pas pu obtenir une bonne coordination entre les pouvoirs locaux et le gouvernement, et cette intervention en fut le reflet. De notre côté, en utilisant des moyens pratiques différents, en trouvant d’autres méthodes pour aider les citoyens – comme la

suspension du paiement des factures –, nous avons réussi à dépasser ces blocages. C'est pour cela que vous vous trouvez en ce moment même dans l'une des villes où le niveau de satisfaction des habitants est le plus élevé.

Vous avez décrit par le passé d'autres moyens d'obstruction de la part d'Erdogan à votre rencontre. C'est par exemple sous son influence que les banques publiques ont refusé de financer les projets d'infrastructures « à caractère urgent » de votre municipalité. Où en sont vos relations ?

Elles ne s'améliorent pas. En fait, notre relation n'évolue pas, nous en sommes toujours au même point. Son parti, l'AKP, a dirigé Istanbul pendant vingt-cinq ans, et, bien sûr, ce changement a suscité des remous. Mais nous avançons étape par étape, sans nous faire trop de soucis, en espérant que cela s'arrangera.

Un autre fait majeur a eu lieu cette année à Istanbul. L'État turc a transformé Sainte-Sophie en mosquée, alors que cette dernière était un musée depuis l'époque d'Atatürk. En tant que maire d'Istanbul, que pensez-vous de cette mesure ?

À vrai dire, je ne trouve pas très pertinent que notre pays ait affaire à une actualité de ce genre, en particulier en ce moment, alors que 70 % de nos concitoyens s'interrogent sur le sort de notre économie, avec un chômage qui concerne une personne sur cinq. Autrement dit, amener la Turquie sur ce sujet, dans

un tel environnement social, n'était pas la bonne chose à faire. Le regard du monde est bien entendu important à nos yeux, mais dans un processus qui doit être considéré et examiné sous tous ses aspects et sur lequel il faut longuement réfléchir. Cela n'a pas pu être fait. Je n'ai d'ailleurs pas été invité à la cérémonie d'ouverture. Ou plutôt, j'ai été invité, mais au dernier moment. Trop tard en tout cas: le jour de l'inauguration, j'étais à Ankara pour une assemblée de notre parti.

L'actualité de la Turquie est aussi diplomatique. Quelle lecture faites-vous des initiatives militaires d'Erdogan, que ce soit son soutien à l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh ou, cet été, ses manœuvres agressives contre la Grèce ?

Les actes de défense nationale de la Turquie sont importants pour nous, et ce sont des domaines dans lesquels nous agissons de concert. Mais, en matière diplomatique, il y a des règles universelles qui doivent être appliquées. Chaque pays sait qu'il doit y prêter attention. Cependant, chaque pays a aussi le droit d'agir comme il le souhaite. Il y a des leaders internationaux qui nous dérangent, nous aussi, en tant que Turcs, par leur manière de s'exprimer. Bien sûr, notre point de vue, en général, est qu'il faut résoudre les problèmes en agissant dans le respect de la paix mondiale, sans la menacer, sauf lorsque certains violent nos propres droits. En ce cas-là, nous réagissons ensemble, toutes les forces politiques du pays de concert. Concernant l'Azerbaïdjan, c'est une ques-

tion sensible, dans un pays auquel nous sommes liés, avec lequel nous avons une unité de destin. Ces attaques contre les terres azéries nous chagrinent, et bien sûr nous souhaitons que les problèmes soient résolus par la voie diplomatique, sans qu'il y ait de guerre. C'est dans cet état d'esprit que nous suivons les événements en ce moment.

“Ces attaques contre les terres azéries nous chagrinent, et nous souhaitons que les problèmes soient résolus par la voie diplomatique.”

L'année 2020 en Turquie a aussi été celle de la mort de l'avocate Ebru Timtik et de la chanteuse Helin Bölek des suites de grèves de la faim. À cela s'ajoutent les nombreux cas de journalistes emprisonnés et, plus globalement, la question de la liberté de la presse. Quelle est votre position, et celle de votre parti, le CHP, face à ces événements ?

Hélas, en Turquie, certaines pratiques sont dérangeantes, en particulier en ce qui concerne la liberté de la presse, les personnes victimes d'attaques juridiques et d'autres situations encore qui mettent la démocratie en péril. Cela nous afflige. Si un pays n'installe pas à sa tête un gouvernement réellement cohérent, réellement démocratique et défenseur de la liberté, il ne pourra pas jouir d'un respect durable dans le monde. Cependant, je crois que, grâce au processus en cours dans le pays, tout cela tend à être réparé. Mon élection en 2019 va dans ce sens. Les attaques que nous avons subies et surmontées ont montré à quel point le mouvement dé-

mocratique est solide. Il s'agit d'un signal montrant que la soif de démocratie et de liberté tout comme la foi en l'État de droit, restent très puissantes en Turquie. J'espère que notre pays pourra se montrer capable de venir à bout de ce type de pratiques.

En France, nous percevons de façon assez énigmatique ce qu'est la laïcité en Turquie, héritée du kémalisme. Où en êtes-vous et la laïcité a-t-elle un avenir ?

La laïcité est à la base de notre cohésion – c'est un fait que notre pays contient une diversité de religions –, et c'est l'un de nos principes les plus précieux. Par conséquent, même si certaines pratiques sont contraires à la laïcité, même si certains hommes politiques ont des phrases malheureuses ou portent des attaques susceptibles de créer des troubles, ses défenseurs – qui constituent une grande majorité dans ce pays – soutiennent l'idée que la laïcité est l'un de nos piliers les plus importants. Cette révolution, Atatürk l'a accomplie de manière très précoce, bien avant de nombreux autres pays. Il faut du temps aux démocraties pour atteindre leur maturité. Notre démocratie aussi est en train de mûrir, le développement de la laïcité dans notre pays doit être compris dans ce contexte. Et toute agression à son encontre ne fait qu'augmenter sa valeur.

Ekrem Imamoglu, maire d'Istanbul.

CULTE DE LA PERSONNALITÉ

LE "REIS",
IL OSE TOUT

Depuis 2016 et le pseudo-putsch qui aurait visé sa personne, le président Erdogan – entre paranoïa et calcul politique – est devenu omniprésent dans l'espace public et privé de la Turquie. **PAR STÉPHANE AUBOUARD**



Sipa

Le 31 décembre 2015, de retour d'un voyage en Arabie saoudite qui l'aura fort inspiré, Recep Tayyip Erdogan fait passer son message pour la nouvelle année : « *Dans un système unitaire comme la Turquie, un système présidentiel peut parfaitement exister. Il y a actuellement des exemples dans le monde comme dans l'Histoire. Vous en verrez l'exemple dans l'Allemagne de Hitler.* » Les propos du « reis », qui rêve alors d'une Constitution lui offrant les pleins pouvoirs, provoquent un tollé sur le plan international. Mais l'autocrate n'a jamais jugé bon de s'expliquer sur ces paroles. Et depuis, rien n'a plus semblé en mesure de freiner le culte de sa personnalité.

En juillet 2016, une pseudo-tentative de putsch à son encontre favorise une dérive narcissique dont les premiers symptômes étaient apparus en 2012. Avec la construction du « palais blanc » à Ankara, édifice mégalo-mane de style néoseldjoukide, le chef de l'État turc s'inscrit symboliquement dans la lignée de la première dynastie qui régna sur l'Orient du XI^e au XIII^e siècle. Rien de moins ! Quatre ans plus tard, le double aiguillon de la peur et de l'opportunisme

pousse le chef de l'AKP à précipiter la tenue d'un référendum en faveur de la présidentialisation du régime, c'est-à-dire l'ultra-personnalisation de celui-ci. Avant même que la campagne officielle ne débute, des portraits d'Erdogan recouvrent peu à peu les murs des villes et des zones rurales. Rien de plus classique pour un régime autoritaire en devenir.

Le septième art comme outil de propagande

Concernant l'imagerie du pouvoir, Erdogan use de la bonne vieille ficelle du cinéma... à sa gloire, évidemment. Le 26 février 2017, jour de ses 63 ans et veille du lancement officiel de la campagne référendaire, Erdogan s'offre un cadeau d'anniversaire très particulier : un biopic, hum-

LE PRÉSIDENT TURC (ici en août 2018) n'a pas hésité à couvrir les murs du pays de portraits de lui avant même le début de la campagne référendaire de 2017.

blement intitulé *Reis* (« chef », en turc), sort dans plus de 300 salles de Turquie. On y voit l'ascension d'un petit garçon doué au football et dont la piété naturelle le pousse à venger un grand-père battu par la police alors qu'il priait en public. Les thèmes du ressentiment, de la revanche et de la réparation sont déjà là. C'est sur ces mêmes ressorts que Recep Erdogan appuiera après le « coup d'État » avorté du 15 juillet 2016. Un putsch qu'il impute à son ancien ami le prédicateur islamiste Fethullah Gülen et à sa confrérie. Une purge sans précédent s'ensuivra à tous les niveaux de l'appareil public.

Depuis lors, le « reis », qui a vu le oui l'emporter sans surprise, continue de mener une stratégie à l'image de son fantasme d'homme fort : emprisonnement et procès arbitraires des pro-Gülen ou des élus du parti de gauche pro-kurde HDP ; arrestations ciblées de journalistes, d'écrivains et d'intellectuels critiques ; reprise en main de la presse écrite et des télévisions publiques et privées ; présence accrue de son parti, l'AKP, au sein de l'armée, ainsi qu'à l'Otan (lire p. 16). Le tout saupoudré d'une politique de déstabilisation savamment distillée dans les pays fragiles limitrophes de la Turquie. ■

EN 2017, POUR SES 63 ANS, ERDOGAN S'OFFRE UN CADEAU D'ANNIVERSAIRE TRÈS PARTICULIER : UN BIOPIC, HUMBLEMENT INTITULÉ "REIS" ("CHEF"), SORT ALORS DANS PLUS DE 300 SALLES EN TURQUIE.

À L'OTAN, FEUTRINES ET DÉPENDANCES



Au sein de l'Association atlantique, pas d'éclats de voix, pas de débordements. Mais une tension de plus en plus grande entre pays aux intérêts divergents. Au premier rang desquels la France et la Turquie. Témoignages.

PAR VLADIMIR DE GMELINE

National Defense Ministry / Anadolu Agency / AFP

ACTIVISME GUERRIER

La problématique des hydrocarbures en Méditerranée orientale est l'un des points de friction entre la France et la Turquie. "Les Turcs se comportent de manière inacceptable en instrumentalisant l'Otan, et la France ne peut laisser faire", a tonné Emmanuel Macron. Ci-dessus, le navire sismique turc *Oruç-Reis*, au large des côtes grecques, qui, en août, a ébloui de ses radars le *Courbet*, une frégate française.

Leurs avis sont partagés. De leurs homologues turcs, certains officiers français disent : « Ils mentent comme ils respirent. » D'autres : « C'est très feutré, très courtois. » Entre peaux de banane et coups de couteau dans le dos, leur cœur balance, mais, dans les couloirs de l'Otan, une chose est sûre, les relations franco-turques ne sont pas au beau fixe. Que ce soit dans les états-majors du Commandement allié opérations (ACO) à Mons, en Belgique, ou dans ceux du Commandement allié transformation (ACT), systématiquement dirigé par un Français depuis Norfolk, aux États-Unis, les coups bas pleuvent. Il faut dire que, sur la scène internationale, la liste des points de friction entre les deux pays est longue : la Syrie, la Libye,

le financement et le soutien turc aux groupes islamistes, la question kurde, la problématique des hydrocarbures en Méditerranée orientale, source de tensions extrêmes avec la Grèce, Chypre, et maintenant le conflit avec l'Arménie au Haut-Karabakh... l'entente n'est pas à l'ordre du jour.

Un point de non-retour a même failli être atteint le 10 juin, lorsqu'un navire de la marine turque, l'*Oruç-Reis*, a ébloui avec ses radars une frégate française, le *Courbet*, qui intervenait pour interroger un bâtiment civil, turc lui aussi, soupçonné de rompre l'embargo sur les armes avec la Libye. Un incident majeur, puisque l'« illumination », manœuvre que les Turcs contestent avoir utilisée, est la dernière étape avant l'ouver-

ture du feu : « Les Turcs se comportent de manière inacceptable en instrumentalisant l'Otan, et la France ne peut pas laisser faire », avait déclaré Emmanuel Macron un peu plus tard.

Des officiers turcs à la solde d'Erdogan

Après celle des États-Unis, la Turquie dispose de la deuxième armée de l'Alliance atlantique, à laquelle elle a adhéré en 1952, en même temps que la Grèce. Une armée puissante, trop puissante pour l'AKP d'Erdogan, qui l'a progressivement affaiblie avant de la mettre complètement à sa botte à la suite du « putsch » avorté de 2016. Prétexe idéal pour asseoir l'autorité du pouvoir civil. La réforme de la Constitution, héritée d'Atatürk, a

notamment permis de déposséder le chef d'état-major des armées de son autorité sur les armées de terre, de l'air et la marine, en les transférant au ministre de la Défense, chargé de la nomination de leurs chefs respectifs. Et, par voie de conséquence, au Premier ministre et au chef de l'État lui-même. Autant dire que les militaires envoyés à l'Otan sont tous des fidèles, suivis de près et ne recevant leurs ordres que d'Ankara. Le régime a même supprimé les lycées et les académies militaires pour les remplacer par une Université de la défense nationale (MSÜ), structure de contrôle du recrutement idéale pour Erdogan.

Leurs homologues français en poste au moment du fameux putsch ont assisté à la purge massive chez les officiers turcs de l'Otan : « *Il y a eu des drames humains. Ceux qui ont fait l'erreur de rentrer quand on les a rappelés ont été emprisonnés ou ont disparu. Pour ceux qui sont restés, on s'est cotisés pour les aider. On a vu des types hyperbrillants, multidiplômés et multilingues, se retrouver du jour au lendemain à faire la plongée dans des restaurants pour 1 € l'heure* », explique un officier sous le couvert de l'anonymat – comme l'ensemble de ceux qui ont accepté de témoigner. De nouveaux officiers turcs sont arrivés en masse, plus ou moins compétents, mais fidèles absolument : « *Il faut comprendre que, pour eux, l'intérêt national passe toujours avant celui de l'organisation*, explique un autre gradé français. *Ils ont des caractères forts et sont fidèles à Erdogan. Les petites mains, les commandants et les lieutenants-colonels ne sont pas très dangereux, ils font du renseignement, ont des yeux et des oreilles partout. Mais leurs colonels et leurs généraux pèsent lourd dans le système.* » Une ambiance qui favorise des scènes insolites. « *Un jour, j'en ai chopé un en train de trafiquer dans un ordinateur, dans des documents qui n'avaient rien à voir avec son domaine de compétence*, raconte cet autre officier. *On peut tracer facilement qui a consulté tel ou tel dossier. Il y avait accès, ce n'était pas classifié ou verrouillé. Sauf qu'il*



Mustafa Kamaci / Anadolu Agency / AFP

« LES PAYS DU SUD sont au taquet, mais ceux du Nord sont dépassés. L'Otan n'est pas du tout faite pour gérer des conflits en interne », explique un officier. Ci-dessus, Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Otan, et Recep Tayyip Erdogan, à Bruxelles, le 9 mars.

n'avait rien à y faire. Ça s'est limité à une remontrance de la part de ses chefs. Tout est très policé et hypocrite, on ne se critique pas entre nous. »

Suspicion à tous les étages

Ce petit renseignement au quotidien – de l'« observation », modère un officier supérieur – est favorisé par un procédé tout simple. À Mons, chaque pays, en plus des militaires affectés directement à l'Otan, dispose à l'extérieur d'un état-major national : « *Ils sont en surnombre, là où nous avons du mal à armer tous les postes. Eux, pour un général, il y a quatre chauffeurs.* » À plus haut niveau, la grande spécialité turque consiste à bloquer les dossiers. Tout en rondeur, et avec le sourire. Si la Grèce évoque dans un document de travail la « Macédoine », et non la « Macédoine du Nord », au mieux il sera fait une petite réflexion au briefing du matin, mais, plus sûrement, le dossier peut être bloqué pendant des semaines.

Cependant, c'est lorsque survient un incident comme celui de la frégate *Courbet* que les masques tombent réellement : « *C'était très, très chaud ! Les Allemands et les Néerlandais essayaient de calmer le jeu, ils ne veulent pas d'emmerdes. Les pays du Sud sont au taquet, mais ceux du Nord sont dépassés. Cette structure n'est pas du tout faite pour gérer des conflits en interne.* »

À tel point que, dans certains bureaux, il a fallu mettre sous le nez des officiers néerlandais des documents relatifs à l'incident. Les Turcs avaient soigneusement escamoté quelques « slides » de leurs rapports à Marcom, l'état-major maritime, situé au Royaume-Uni, avant qu'ils ne soient transmis à Mons, ce qui leur permettait de prétendre que la France exagrait le niveau de l'attaque.

Certains de nos interlocuteurs veulent aussi tempérer la situation. « *Ce n'est pas parfait mais, au moins, on a une organisation au sein de laquelle on se parle. Qu'est-ce qu'on ferait s'ils quittaient l'Otan ? Vers qui se tourneraient-ils ? Les Russes ?* », questionne ce haut gradé, avant de conclure : « *Aujourd'hui, le non-respect des droits de l'homme ne permettrait pas à la Turquie d'intégrer l'organisation, mais les Américains [qui chercheraient néanmoins à déménager leur base en Grèce] ont absolument besoin de la Turquie comme base aérienne, c'est une ouverture sur la région.* » Néanmoins, l'activisme guerrier d'Ankara commence sérieusement à agacer Washington. Lors d'une visite en Grèce à la fin du mois de septembre, le secrétaire d'État, Mike Pompeo, aurait laissé entendre que son pays pourrait retirer ses avions d'Incirlik, en Turquie, pour les envoyer en Grèce. On imagine l'ambiance au briefing quotidien... ■

Événement

Marianne

16 octobre 2020
Anne Dastakian

Dans la capitale alsacienne, la Turquie d'Erdogan étend son influence : en plus des écoles et des mosquées, et après la création d'un gigantesque consulat général, place à un projet de campus islamique. Certains soupçonnent que cette influence ne s'arrête pas aux portes des institutions européennes.

PAR ANNE DASTAKIAN

En arrivant dans le quartier de l'Orangerie, où siègent les institutions européennes sises dans le nord-est de Strasbourg, impossible de rater les bulbes dorés de l'église orthodoxe russe, inaugurée en juin 2019. À un jet de pierre, au bord du bassin de l'Ill, un ensemble tout aussi imposant, mais plus discret, a été achevé le même mois : le consulat général de Turquie et son ambassade. Situés à deux pas de la représentation de la partie nord de Chypre, les cinq bâtiments de l'ensemble consulaire s'étendent sur 8 900 m² et dépassent de loin l'ambassade turque à Paris. Un complexe un brin surdimensionné, en regard des 125 000 citoyens turcs recensés dans le Grand Est. De par ses dimensions, le consulat géant de Turquie dans la capitale alsacienne témoigne d'une volonté de peser dans le paysage local. Et peut-être même plus. Barricadés à l'extrême, bardés de caméras, les lieux, selon certains à Strasbourg, abriteraient en fait le siège du MIT (les services secrets turcs) en Europe...

Première communauté étrangère dans l'agglomération, avec quelque 30 000 Turcs et Franco-Turcs, celle-ci n'est pourtant pas



STRASBOURG

LA TÊTE DE PONT TURQUE

faite d'un bloc. Composée, estime-t-on, à 40 % de Kurdes et d'alévis (minorité religieuse), elle est très visible, avec ses commerces (tels les hypermarchés halal Pro-Inter ou les supérettes Mutevelli) et plusieurs écoles et mosquées. « *Toutes les confréries religieuses essayent d'avoir leur école ici, comme elles le font en Turquie* », explique un éminent turcologue. Le chantier de la monumentale mosquée de style ottoman Eyyûb-Sultan, dans le quartier de la Meinau, commencé en 2017 par le mouvement islamique Millî Görüs, est arrêté depuis août 2019, faute de financements. Mais ce mouvement proche des Frères musulmans continue à gérer, non loin de là, et depuis 2014, l'école privée Eyyûb-Sultan, qui vient d'ouvrir une classe de seconde. Quant à l'ex-lycée privé güleniste Selman-Aslan, il a, pour sa part, fait les frais de la chasse implacable menée par Ankara contre les putschistes présumés de 2016.

L'école a dû déménager et se rebaptiser « Harmonie ». Ses effectifs ont fondu : l'école, qui se flatte d'être laïque et républicaine, n'accueille plus d'enfants qu'en primaire.

Réseaux pro-Erdogan

À l'offensive depuis quelques années, la Ditib de Strasbourg (émanation locale de la Diyanet, la Direction des affaires religieuses du pays, rattachée directement au Premier ministre turc) a de grandes ambitions : un projet de campus islamique, avec faculté donc, mais aussi mosquée, lycée, centre des arts de l'islam et commerces. Pour ce faire, la Ditib a acquis cinq immeubles dans le quartier de HautePierre, autour d'un ancien centre de formation de La Poste. En 2012 s'y ouvrait une « faculté de théologie », censée former des imams turcs pour la France. Rapatriée la même année en Turquie, la « pseudo-faculté » a cédé ses locaux, trois ans plus tard,



Pascal Bastien / Divergence pour "Marianne"

PESER SUR LE PAYSAGE LOCAL

Situé près des institutions européennes, le consulat général de Turquie s'étend sur 8 900 m² et dépasse de loin l'ambassade turque à Paris.

au groupe scolaire Yunus-Emre, premier lycée musulman privé d'Alsace. Il peut accueillir 300 élèves, de la sixième à la terminale. Aux programmes français s'ajoutent trois heures de soutien scolaire et une heure et demie d'éthique et culture musulmanes pour les sixièmes, et jusqu'à quatre heures de religion en terminale. Si l'établissement affirme son ouverture, force est de constater qu'on y croise quelques fillettes voilées.

Strasbourgeoise de naissance, assistante sociale de profession, élevée dans une famille progressiste d'origine kurde alévie, la communiste Hülliya Turan, 43 ans, maire adjointe à la mairie de Strasbourg, est chargée de l'éducation et de la petite enfance. Familière de la diaspora turque locale, qui « vit souvent en vase clos, dans le communautarisme et l'endogamie », elle a pour priorité que « les écoles des quartiers populaires, souvent dans un état désastreux, soient comme les autres ». Régulièrement attaquée sur les réseaux sociaux par des sympathisants locaux du régime d'Ankara, en raison de ses origines kurdes – synonymes pour eux de terrorisme –, l'édile a récemment goûté à la brutalité du régime turc. Partie en mission d'observation en Turquie, lors de la présidentielle et des législatives de juin 2018, elle a été interpellée puis retenue pen-

dant sept heures par des militaires. La jeune femme a été interrogée et menacée, avant d'être relâchée, une fois les bureaux de vote fermés. Au passage, ses papiers d'identité, avec son adresse française, photographiés par les militaires, ont aussitôt été diffusés en France par les réseaux pro-Erdogan...

Représentant du Parti démocratique du peuple (le HDP, un parti de gauche) auprès du Conseil de l'Europe, Fayik Yagizay dénonce quant à lui le lobbying des réseaux de l'AKP auprès des institutions européennes. « La Turquie devrait être exclue du Conseil de l'Europe car elle enfreint tous les principes : démocratie, État de droit et droits de l'homme », s'insurge-t-il, pointant du doigt le manque de coopération flagrant d'Ankara et une trop grande mansuétude des Occidentaux à l'égard du régime. Comme en témoigne la récente visite en Turquie du juge européen Robert Spano. Le président de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a certes pu rencontrer le président Erdogan. Mais, après avoir mollement critiqué le non-respect par la Turquie des décisions de la CEDH, il n'a pas cherché à rencontrer ceux dont elle a ordonné la libération, tel le philanthrope Osman Kavala. À Mardin, Robert Spano a en revanche été reçu par le gouverneur de la province imposé par Ankara, en remplacement du maire HDP,

destitué violemment, Ahmet Türk. Si ce dernier, âgé de 78 ans, n'est pas en prison – là encore, le juge Spano n'a pas trouvé le temps de le rencontrer –, 64 autres maires HDP, déchus par le gouvernement, croupissent dans les geôles d'Erdogan. ■

CONSEIL FRANÇAIS DU CULTE MUSULMAN L'OMBRE DE L'AKP

Le 1^{er} juillet 2017, une révolution de palais s'opère au sein du Conseil français du culte musulman (CFCM). Pour la première fois depuis sa création, en 2003, un Turc prend les rênes de cet organisme dont la tête est traditionnellement réservée à un leader originaire du Maghreb. La prise de pouvoir d'Ahmet Ögras (jusqu'en janvier 2020), un proche de l'AKP, le parti d'Erdogan, soulève alors beaucoup de questions. Il faut dire que l'homme d'affaires turc nage en eaux troubles. S'il n'est pas un grand connaisseur du Coran ni des hadiths, il est un politicien aguerri. C'est lui qui, en 2006, crée l'UETD (Union of European Turkish Democrats), branche française pro-Erdogan et dont il sera le directeur jusqu'en 2012. C'est à ce titre, la même année, que l'actuel chef du CFCM conduira en France la mobilisation contre la loi pénalisant la négation du génocide arménien. Quoi que dise Ahmet Ögras – qui dément toute relation avec le « reis » –, la patte d'Erdogan n'est jamais bien loin. « Ce n'est un secret pour personne de dire qu'il entretient des liens très importants avec son beau-frère et sa belle-sœur, conseillers d'Erdogan au palais présidentiel, confiait à l'époque le journaliste turc Emre Demir sur l'antenne de France 24, et que, par ses connaissances importantes au sein de l'AKP, il est largement considéré par la communauté turque comme la "contact person" du parti d'Erdogan. » ■ S.A.

LA COMMUNAUTÉ KURDE

est sous pression jusqu'à Strasbourg. « La Turquie devrait être exclue du Conseil de l'Europe car elle enfreint tous les principes : démocratie, État de droit et droits de l'homme », s'insurge Fayik Yagizay, représentant du Parti démocratique du peuple auprès du Conseil de l'Europe. Ci-contre, le 8 octobre.



Pascal Bastien / Divergence pour "Marianne"



EN FRANCE

Marianne

Capture d'écran Instagram

LES LOUPS GRIS MONTRENT LES CROCS

16 octobre 2020
BRUNO RIETH

Cet été, à Lyon, une escouade de jeunes Franco-Turcs s'est illustrée dans des échauffourées lors d'une manifestation proarménienne. Ils se revendiquaient des Loups gris, la branche armée du MHP, le parti ultranationaliste turc. De quoi inquiéter les autorités françaises. Enquête. **PAR BRUNO RIETH**

SYMBOLE DE RALLIEMENT

Le groupuscule paramilitaire se reconnaît grâce à ce signe : le pouce, le majeur et l'annulaire joints, l'index et l'auriculaire dressés pour former le profil et les oreilles d'un loup. Ci-dessus, à Décines-Charpieu, dans la banlieue de Lyon, le 24 juillet, peu avant la tentative d'attaque d'une manifestation arménienne.

De sa voix rauque, Ahmet Cetin, visage glabre barré d'une imposante moustache, lance à ses partisans : « *Nous ne connaissons pas la peur ! Nous sommes les soldats des montagnes ! Je suis le commando turc !* » Le groupe d'une cinquantaine d'individus rassemblés derrière le jeune Franco-Turc de 23 ans, pour certains cagoulés, reprend en chœur ses paroles. Sur la vidéo postée sur les réseaux sociaux par Cetin lui-même, on le voit réaliser un même signe avec leurs doigts : le pouce, le majeur et l'annulaire joints, l'index et l'auriculaire dressés pour former le profil et les oreilles d'un loup. Loin d'être anodin, ce geste est le symbole de ralliement des Loups gris, une organisation paramilitaire turque rattachée aux ultranationalistes du Parti d'action nationaliste (MHP). Des images tournées le 24 juillet, à Décines-Charpieu, une commune de 28 000 âmes située au

nord-est de Lyon, peu avant que la bande de Cetin ne tente d'attaquer une manifestation proarménienne. Dans une autre vidéo, lors d'un direct sur Instagram, Ahmet Cetin exhorte cette fois les Turcs de France à s'organiser : « *Sur Paris, sur Strasbourg, on nous appelle en renfort. Où on va ? Déjà, vous n'êtes pas réunis, vous n'êtes pas soudés, vous n'êtes pas un groupe.* » Crânement, il déclare aussi : « *Que le gouvernement [turc] me donne une arme et 2 000 € et je ferai ce qu'il y a à faire où que ce soit en France* », regrettant qu'à Marseille les Arméniens puissent « *manifeste devant le consulat turc* ». Une logorrhée qui inquiète et interroge : le jeune père de famille et ses camarades constituent-ils vraiment l'avant-garde des Loups gris en France ?

Le 17 septembre, devant les juges du tribunal correctionnel de Bourg-en-Bresse (Ain), Ahmet Cetin, poursuivi pour « incitation à

la haine », a joué les ingénus. Niant tout appel à la violence, il a expliqué que ses paroles sur l'argent et l'arme étaient une manière de souligner qu'il n'était justement « *pas un fonctionnaire de l'État turc rémunéré à organiser des manifestations* ». Mieux, il a réfuté toute appartenance au mouvement des Loups gris, et ce, malgré les nombreuses photos publiées sur Internet le montrant fardé de la parfaite panoplie de ces militants ultranationalistes, moustache et signe de ralliement à l'appui. Pis, sur l'une d'entre elles, on le voit se recueillir sur la tombe d'Abdullah Çatli. Originaire comme Cetin de Nevsehir, en Turquie, Çatli, trafiquant de drogue et d'armes notoire, a été l'un des patrons des Loups gris dans les années 1980-1990. Il est mort dans un accident de voiture en 1996. Deux ans plus tard, un rapport d'enquête révélait l'implication d'Abdullah Çatli dans de nombreuses affaires

Événement

d'assassinat politique, notamment contre des personnalités kurdes. Des opérations menées en lien avec des agents des services de renseignements civil et militaire turcs. Il figurait également parmi les accusés dans la tentative d'assassinat contre Jean-Paul II... Des admirations loin d'être rassurantes. Pour les propos tenus, le procureur de la République a requis contre Cetin six mois de prison avec sursis, la privation du droit d'éligibilité pendant cinq ans et 2 000 € d'amende. La décision sera rendue le 5 novembre. Quant à la réalité de l'organisation des Loups gris, la question est prise très au sérieux par l'État français. D'autant qu'Ahmet Cetin, ancien président de Cojep France Jeunesse (Conseil pour la justice, l'égalité et la paix) et candidat aux législatives en 2017 du Parti égalité et justice (proche du président turc Erdogan), n'en était pas à son coup d'essai. En 2018, il avait participé à un rassemblement devant le consulat de Turquie à Lyon pour le « protéger » d'attaques de militants kurdes.

Selon nos informations, après les incidents de Décines-Charpieu, les services de renseignement se sont lancés à la pêche à l'info pour essayer d'en savoir plus sur la présence de ce mouvement en France. Ce que nous confirme Agit Polat, porte-parole du Conseil démocratique kurde en France : « Des agents de la direction du renseignement de la préfecture de police sont venus nous voir. Ils s'inquiétaient de la tournure des événements cet été et voulaient recueillir d'éventuelles infos. » Et, selon le Kurde, les autorités auraient bien raison de s'inquiéter. « Les Loups gris sont l'un des piliers des basses œuvres des services secrets turcs. Même en France », explique-t-il. Dans la nuit du 9 au 10 janvier

2013, trois militantes de la cause kurde furent assassinées dans un appartement en plein cœur de Paris. L'enquête française révélera les liens entre le principal suspect, Ömer Güney, un trentenaire d'origine turque, et le MIT, le service de renseignement turc. Elle montrera également que Güney, qualifié par ses proches d'« ultranationaliste », se présentait lui-même comme un Loup gris.

« Dans de nombreux pays européens, comme l'Allemagne, les Loups gris sont très organisés. Ils ont des mosquées et des cafés

Car, officiellement, en France, les Loups gris n'ont pas d'existence en tant qu'organisation.

Identitaire et idéologique

« Il n'y a pas vraiment d'organisation des Loups gris, c'est avant tout quelque chose d'identitaire et d'idéologique. Nous sommes musulmans et panturquistes, c'est-à-dire pour la réunion de tous les peuples turcophones dans la Turquie. Pour résumer, les Loups gris, c'est la défense du peuple turc, de la Turquie et de l'islam. Mais pas l'islam de l'Arabie saoudite ou du Qatar ! Non, l'islam



Capture d'écran Twitter

“JE SUIS LE COMMANDO TURC”, proclame, sur les réseaux sociaux, Ahmet Cetin, poursuivi pour « incitation à la haine ». Ci-dessus, se recueillant sur la tombe d'Abdullah Çatli, l'un des patrons des Loups gris dans les années 1980-1990, soupçonné notamment d'avoir assassiné des personnalités kurdes. Officiellement, en tant qu'organisation, les Loups gris n'ont pas d'existence en France.

dans lesquels ils se retrouvent et recrutent. En France, ils ne semblent pas pour le moment en être arrivés là », ajoute Agit Polat. Un constat que partage Jules Boyadjian, le président du Comité de défense de la cause arménienne (CDCA), tout en y apportant une nuance : « C'est effectivement la première fois depuis très longtemps que nous assistons à un tel rassemblement de Loups gris. Le dernier date de 2006, ils s'étaient réunis pour contester la décision de la municipalité de Lyon d'édifier un mémorial du génocide arménien de 1915. » Cependant, le CDCA a saisi le ministère de l'Intérieur, dès le lendemain des événements de Décines-Charpieu, pour faire dissoudre les Loups gris comme « groupement de fait ».

turc », confie un jeune Franco-Turc de 17 ans se revendiquant de cette mouvance. Il raconte d'ailleurs n'avoir jamais rencontré des personnes partageant ses idées dans la vraie vie, mis à part dans sa famille. L'essentiel de ses discussions, avec des jeunes le plus souvent, se fait sur les réseaux sociaux. Et pour se reconnaître entre eux, ils intègrent dans leur bio, en plus d'un drapeau turc, une tête de loup. Ce qui laisse à penser que les Loups gris sont, en France, encore à l'état embryonnaire. Reste que, sur les réseaux sociaux, le jeune homme écrivait au sujet des échauffourées de cet été : « Sachez bien une chose, les Loups gris qui sont venus à Décines, c'est qu'une partie du groupe. Les plus dangereux sont les plus discrets. » ■

Miliciens, drones : la tactique militaire bien rodée de la Turquie

La Turquie est presque omniprésente dans les nouvelles qui nous parviennent de l'étranger, étant au cœur de nombreuses crises. Elle joue un rôle de premier plan à Tripoli, en Libye, où une démonstration de force a mis un terme à la guerre civile [en juin, après avoir été en grande difficulté face aux forces du maréchal Haftar, les soldats du Gouvernement d'union nationale ont repoussé leurs adversaires et regagné du terrain grâce à l'aide turque].

Elle est impliquée dans la guerre qui vient de reprendre dans le Haut-Karabakh entre Arméniens et Azéris. Elle est engagée dans un bras de fer diplomatique à haut risque avec la Grèce et Chypre. Elle est également intervenue en Somalie, où les services secrets turcs ont joué un rôle clé dans la libération de [l'humanitaire italienne] Silvia Romano [en mai].

Pour comprendre la Turquie, il est bon d'avoir deux ou trois éléments à l'esprit. Le premier est qu'Erdogan a créé un tandem très efficace composé de supplétifs syriens et de drones qu'il déploie aujourd'hui où bon lui semble pour ses opérations militaires.

Miliciens syriens envoyés à l'étranger

Les supplétifs syriens sont des anciens rebelles anti-Assad du nord de la Syrie qui, ces dernières années, sont devenus des forces militaires pro-turques – ce qui est aussi une



Un char turque traverse le village de al-Mastumah, au sud d'Idlib, en Syrie, le 14 octobre 2020. PHOTO / OMAR HAJ KADOUR / AFP

manière pour eux de survivre. Ankara les a utilisés pour des campagnes de plus en plus éloignées de leurs bases, d'abord contre l'État islamique dans la région d'Alep et contre les Kurdes dans le canton d'Afrine [nord-ouest de la Syrie]. Ces régions font aujourd'hui partie de facto de la Turquie : elles sont raccordées au réseau électrique turc, ont comme monnaie la lire turque, se servent des services postaux turcs, les écoliers y chantent l'hymne turc. Mais, officiellement, elles ne sont pas encore turques.

Puis Ankara les a envoyés faire la guerre aux Kurdes de Syrie dans les cantons frontaliers, beaucoup plus à l'est, avec la bénédiction du gouvernement de Donald Trump. La Turquie s'est ainsi arrogé un autre bout de Syrie. Puis elle les a dépêchés en Libye, où ils ont eu pour mission de défendre la capitale face à l'avancée du général Khalifa Haftar. Aujourd'hui, des témo-

ignages crédibles portent à croire que la Turquie est en train de s'en servir encore une fois, aux côtés des Azéris, dans le conflit contre les Arméniens dans la région du Haut-Karabakh.

Des drones par dizaines

L'autre moitié de ce tandem, ce sont les drones : une centaine environ de drones Bayraktar – un nom qui devrait devenir aussi célèbre que celui des Predator américains, au vu de leur omniprésence – qui sont devenus le fer de lance de la politique étrangère turque. À coups de missiles, les drones turcs ont ménagé une zone tampon de 15 kilomètres dans le nord de l'Irak, où les Kurdes du PKK ne peuvent plus mettre un pied – c'est un épisode qui a été peu relayé, mais qui a servi de test grandeur nature.

En février, les drones ont stoppé une offensive d'Assad dans la région d'Idlib, incendiant des dizaines de véhicules militaires. Même chose à Tri-

poli. Aujourd'hui, les Bayraktar fournis par la Turquie aux Azéris sont en train de détruire des dizaines de cibles arméniennes parmi les collines dénudées du Haut-Karabakh. Les supplétifs syriens et les drones sont devenus le choix par défaut de la Turquie pour asseoir sa domination dans la région.

La défense des mers

L'autre élément à connaître est la stratégie turque de la "patrie bleue", "mavi vatan" [en turc], qui consiste à considérer certaines zones maritimes comme faisant partie intégrante du territoire national – et donc à les défendre à tout prix, sans discussion. Le problème, c'est que les frontières de la "patrie bleue" ne sont pas aussi légitimes que les frontières terrestres, ce qui pose des problèmes de taille avec Chypre, la Grèce et l'Europe.

L'idée de la "patrie bleue" est née en 2006 dans l'esprit de deux anciens officiers de la marine turque qui n'ont rien à voir avec le camp d'Erdogan, au contraire : ce sont des nationalistes militaires opposés depuis toujours à la Turquie musulmane. Mais, à la suite d'une série de revirements politiques, les deux hommes se sont retrouvés du côté d'Erdogan, et leur proposition mi-technique, mi-idéologique – selon laquelle la Turquie doit s'emparer de vastes zones maritimes pour assurer ses arrières et asseoir sa supériorité naturelle sur l'ensemble de la région – a trouvé en Erdogan une oreille très attentive.

Des pro-Iran incendient le siège d'un parti kurde

Plusieurs centaines de partisans du Hachd al-Chaabi, une coalition de paramilitaires pro-Iran désormais intégrée à l'Etat irakien, ont incendié samedi le siège du parti au pouvoir au Kurdistan après des critiques formulées par l'un de ses cadres, a constaté un photographe de l'AFP.

La foule a saccagé l'imposant bâtiment du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, du leader kurde Massoud Barzani) dans le centre de Bagdad, avant de l'incendier en dépit d'un déploiement policier important. Au milieu d'imposantes colonnes de fumée noire, les manifestants brandissaient des drapeaux du Hachd ainsi que des portraits du général iranien Kassem Soleimani et de l'ancien commandant du Hachd Abou Mehdi al-Mouhandis, tous deux assassinés par Washington au début de l'année. Ils ont brûlé le drapeau kurde ainsi que des portraits de Massoud Barzani.

Le président du Kurdistan auto-



Photo AFP / AHMAD AL-RUBAYE

nome, Netchirvan Barzani, a dénoncé "un groupe de hors-la-loi" ayant "hissé le drapeau du Hachd" au-dessus du QG du PDK. "Nous condamnons cette attaque qui relève d'actes de sabotage", a-t-il ajouté, appelant Bagdad à enquêter et juger les responsables. De son côté, Massoud Barzani, président du PDK, a dénoncé "une insulte au drapeau sacré du Kurdistan" et exhorté les autorités centrales à "prendre les mesures nécessaires".

d'une "enquête", notamment pour déterminer dans quelle mesure les forces de l'ordre avaient failli à leur mission de protection du QG du PDK.

Hoshyar Zebari, ancien ministre irakien des Affaires étrangères et haut cadre du PDK, avait estimé il y a deux semaines que "la mission première du nouveau gouvernement est de nettoyer la Zone Verte (où siègent les autorités irakiennes et l'ambassade américaine, NDLR) de la pré-

En soirée, le Premier ministre Moustafa al-Kazimi a réuni en urgence le Conseil de la sécurité nationale, dénoncé l'attaque et annoncé "15 arrestations" et l'ouverture

seance milicienne du Hachd". Il a ensuite qualifié le Hachd de "force hors-la-loi", alors que ce dernier ne cesse de souligner qu'il a été intégré aux forces régulières après avoir combattu aux côtés de l'Etat et de la coalition internationale contre le groupe Etat islamique (EI). Interrogée par l'AFP, la cheffe du groupe parlementaire du PDK à Bagdad, Vian Sabry, a accusé "des groupes indisciplinés d'être derrière" l'attaque, se refusant à nommer des auteurs.

Le 1er octobre, le service du contre-terrorisme du Kurdistan avait, pour la première fois, accusé nommément le Hachd d'avoir tiré des roquettes ayant visé l'aéroport d'Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan irakien, où sont stationnés des soldats américains. Fin août, une foule avait pris d'assaut et incendié une chaîne de télévision appartenant à un politicien sunnite pour avoir diffusé un programme festif le jour du deuil chiite d'Achoura.

**PUBLIC
SENAT**

le 17 octobre 2020

« La Turquie représente une menace systémique » pour le vice-président de la commission européenne

Invité l'émission ici l'Europe, et interrogé par Caroline de Camaret de France24, le vice-président de la commission européenne Margaritis Schinás, a affirmé que la Turquie représentait un problème et une menace systémique.

Pour Margaritis Schinás : « La Turquie représente une menace systémique »

Caroline de Camaret : la Turquie continue à narguer les Européens, en envoyant des navires en Méditerranée. Avez-vous l'impression que des sanctions sont inéluctables ?

Margaritis Schinás : Là aussi, je pense qu'il y a un consensus émergeant au sein du con-

seil européen, que la Turquie représente un problème, et une menace systémique. Ce n'est pas que la question de l'instabilité en Méditerranée orientale, ici, il y a un comportement systémique qui commence en Libye et qui continue en Syrie, au Kurdistan et maintenant au Haut-Karabagh, et en Méditerranée orientale.

Les amis turcs doivent décider avec qui ils veulent être dans ce monde. S'ils veulent être

avec nous, ou proches de nous, en tant que membre de l'OTAN, un pays candidat à l'adhésion, ça a un coût ! Il faut un certain comportement. Si par contre ils préfèrent l'Iran, Téhéran ou le Hamas, là c'est un autre choix. Et je pense que tôt ou tard nos amis turcs devront faire ce choix stratégique et l'Europe agira en fonction de cette décision.

Istanbul: Des ONG appellent les autorités turques à rendre 282 corps de combattants kurdes à leurs familles

Plusieurs Organisations de la société civile ont tenu une conférence de presse commune à Istanbul, concernant 282 corps de combattants kurdes retrouvés en mai dernier sous les trottoirs du cimetière de Kilyos, à Istanbul, après avoir été retirés par l'armée turque du cimetière de Garzan, dans la province kurde de Bitlis.

Plusieurs organisations de la société civile, notamment des associations de défense des droits humains, ont tenu, vendredi 16 octobre, une conférence de presse commune, dans le quartier de Taksim, à Istanbul, concernant les 282 corps de combattants kurdes enterrés sous les trottoirs du cimetière de Kilyos, à Istanbul. Ces ossements découverts en mai dernier proviennent du cimetière de Garzan, à Bitlis, détruit par l'armée turque, durant un couvre-feu imposé à la ville en décembre 2017.

Le communiqué de presse commun a été lu par Gülseren Yoleri, présidente de l'Association des Droits de l'Homme (IHD) à Istanbul. Rappelant que la grande majorité des corps provenant du cimetière de Garzan appartenaient à des personnes qui avaient perdu la vie lors des affrontements in-



Des centaines de corps de combattants kurdes ont été découverts en mai 2020, sous les trottoirs du cimetière de Kilyos, à Istanbul

tenses des années 1990, elle a déclaré : « Les corps découverts dans les fosses communes, à Bitlis, suite à des recherches menées par des organisations comme l'IHD, au cours des années 2000, ont été déplacés ici et enfouis à nouveau ». La représentante de l'IHD a ajouté que des corps de combattants tombés au Rojava, dans la lutte contre Daesh, à partir de 2014, se

trouvaient également dans le cimetière de Kilyos.

Mme Yoleri a déclaré qu'après la fin du processus de paix, les tombes des combattants kurdes étaient devenues des cibles pour les autorités, parallèlement au changement de politique suivi par le parti au pouvoir.

« Le cimetière a été détruit, a

dit Mme Yoleri, puis les tombes ont été retournées avec des bulldozers. Les corps ont été emmenés au service de médecine légale d'Istanbul, sans que les familles aient été informées. Ils ont ensuite été entassés dans des fosses communes, dans le cimetière de Kilyos. Toute ceci est contraire aux lois, aux coutumes, aux traditions et principes religieux. C'est une blessure profonde infligée à la conscience de la société ».

La défenseuse des droits humains a déclaré que les corps devaient être immédiatement retirés du cimetière de Kilyos et rendus à leurs familles. « Des excuses devraient être présentées pour les traumatismes et les souffrances subies par les familles des personnes dont les corps ont été enterrés sous les trottoirs », a-t-elle ajouté.

Kurdistan au féminin

18 octobre 2020

Le régime turc met en prison un vieillard kurde de 84 ans

TURQUIE / BAKÛR – Deux Kurdes (Ismail Önal, 84 ans, et Fatma Sevmiş, 50 ans) ont été placés en détention provisoire dans la province d'Hakkari.

Le 14 octobre, 18 personnes ont été placées en garde à vue après des perquisitions à domicile dans le Hakkari et le village de Cevizli à Çukurca, dans le cadre d'opérations politiques visant les Kurdes.

Le parquet a renvoyé 16 personnes devant le juge pour demander leur libération sous contrôle judiciaire, tout en exigeant l'arrestation d'Ismail Önal, 84 ans, et de Fatma Sevmiş, 50 ans.

Le contrôle judiciaire et l'interdiction de se rendre à l'étranger ont été imposés à 16 personnes tandis qu'Önal et Sevmiş ont été envoyés en prison. Ils sont accusés « d'aider une organisation illégale (PKK) ».

Après le verdict, Fatma Sevmiş, 50 ans, a eu un malaise et s'est évanouie. Alors que Sevmiş était transporté à l'hôpital en ambulance, Ismail Önal, 84 ans, a été envoyé en prison.



By Ezel Sahinkaya, Ozlem Yasak
October 17, 2020

Turkey Bans Kurdish Rendition of Italian Play, Saying It Promotes PKK

WASHINGTON - The director of a Kurdish-language performance of a 1981 Italian play banned by the Turkish authorities four hours before its stage time is rejecting the government claim that it is a terror propaganda for the Kurdistan Workers Party (PKK).

Beru is a Kurdish adaptation of the Nobel prize-winning Italian playwright Dario Fo's *Trumpets and Raspberries*. The play was performed by the independent company Teatra Jiyana Nu, or New Life Theatre, for at least three years in Turkey and abroad until earlier this week when Turkish authorities said it was promoting the PKK group.

"We are not making propaganda but art," Nazmi Karaman, the director of the play, told VOA.

The ban, he said, was a political move by the government to limit the usage of Kurdish language in public arenas.

Beru was included in the Istanbul Municipal Theatre's October program as part of a project by the main opposition-held Istanbul Municipality to support independent theater companies struggling during the COVID-19 pandemic. It would have been the first Kurdish-language play staged in the theater's 106-year history.

Karaman said police delivered to him a banning notice from Istanbul's Gaziosmanpasa district governor shortly before the play's final rehearsal on Tuesday. In the notice seen by VOA, the play was accused of violating public order.

"It was not a public order violation or propaganda since



Turkish police officers enter Istanbul's Municipal Theatre building after Turkish authorities banned a Kurdish-language play, in Gaziosmanpasa district, Istanbul, Turkey, Oct. 13, 2020. AFP

today. Why now?" he said, adding that his team had submitted permit applications to the police "many times" with Turkish subtitles for review.

Trumpets and Raspberries has been translated into several languages, including Turkish. The play is a political satire "based upon the richest man and head of the largest car company in Italy at the time," according to the University of Michigan's School of Music, Theatre and Dance.

Ruges Kirici, one of the actors in the Kurdish play, said she was stunned that authorities labeled an original Italian play as indoctrination for Kurdish insurgents.

"How is Dario Fo's play PKK propaganda? Actually, I see this as a joke. Dozens of theater companies have performed this play in Turkey. Trabzon State Theatre also performed this play in the 2001-2002 season," Kirici told VOA.



Actress Ruges Kirici speaks to media in front of Istanbul's Municipal Theatre building after Turkish authorities banned a Kurdish-language play, in Gaziosmanpasa district, Istanbul, Turkey, Oct. 13, 2020. AFP

Public outcry

The ban on Beru has sparked a controversy in the country, with the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) considering it an attack on Kurdish language that reportedly has 5 million speakers in Istanbul alone.

The official census in Turkey does not list ethnicities, but Istanbul is often referred to as the country's largest Kurdish city.

"This is the fascist mentality that we challenge," the HDP said on its official Twitter account.

Similarly, Ekrem Imamoglu, the mayor of Istanbul from the main opposition Republican People's Party (CHP), condemned the decision in a statement Wednesday.

Referring to a government move to broadcast an interview with PKK leader Abdullah Ocalan's brother Osman Ocalan on state TV channel TRT Kurdi before last year's local elections, Imamoglu said, "it's allowed for a terrorist group member who is sought with a red notice to make a statement on TV, but it's banned to stage a play in Kurdish. This is unacceptable."

Turkish authorities, however, have denied that the ban was imposed due to its rendition in Kurdish.

Ismail Catakli, the interior ministry spokesperson, on Twitter called the criticism as "another lie, another provocation."

"A theater play spreading the PKK terror organization's prop-

aganda will be allowed neither in Kurdish, Turkish nor in Arabic," Catakli added.

In a press statement released on Wednesday, Istanbul governorate announced it has opened an investigation into the claims that it pushed for the PKK narrative.

PKK conflict

The PKK, a designated terrorist organization by Turkey, the United States, and the European Union, has fought Turkey since 1984. The conflict has left more than 40,000 people dead.

The Turkish government over the years has come under criticism from several human rights organizations alleging that it uses the PKK conflict as a broad brush to crack down on the Kurds.

"The conflict with the PKK has been used to justify discriminatory measures against Kurds, including the prohibition of Kurdish festivals for security



A scene from the play Beru (Twitter @nazmikaraman)

reasons and the reversal of Kurdish municipal officials' efforts to promote their language and culture," noted Freedom House in its Freedom in the World 2020 report.

According to Lisel Hintz, a professor at Johns Hopkins University's School of Advanced International Studies, the suppression of the Kurdish movement through the restriction of

arts represents a broader attempt by the ruling Justice and Development Party (AKP) "to police and patrol the kinds of identities that its citizens are able to have."

"I think it's also representative of a de-democratization movement that is directed particularly at Kurds, at the Peoples' Democratic Party and at anyone who supports them,"

Hintz told VOA.

Last month, Turkey issued arrest warrants for 82 members of the HDP, including the mayor of Kars, over pro-Kurdish protests held in 2014. The protests were sparked by the seizure of Kobane, a mainly Kurdish town in northern Syria, by the Islamic State.

Hintz charged that the ban on Beru is likely a tactic by the ruling AKP to portray the main opposition CHP as cozying up to the Kurdish movement.

"This represents a way in which the AKP can try to sort of smear the CHP with being associated with Kurds which in and of itself is insulting. The idea that just being associated with the Kurdish movement is something that is dangerous, unpatriotic or inauthentic is, in itself, reprehensible," she added.

Mem Botani contributed to this report from Istanbul, Turkey.

The New York Times

Oct. 17, 2020

By Nahid Siamdoust

A Musician revered by Iranians, but banned by the State

Mohammad Reza Shajarian's politics were almost never explicit, but the Iranian people knew he stood with them.

Within minutes of the death of the Iranian vocalist Mohammad Reza Shajarian last week, thousands streamed into the streets surrounding his hospital in Tehran, openly wept and sang his songs in unison.

A man climbed on an ambulance and yelled to applause: "It is the right of the Iranian people to give him a majestic funeral. He belongs to all the people."



Images of the singer Mohammad Reza Shajarian on the cellphones of fans gathered outside the Tehran hospital where he died. Credit... Majid Asgaripour/West Asia News Agency, via Reuters

Another person called out a suggestion that drew cheers from the crowd.

A state funeral would have befit Iran's most beloved public figure, who died at age 80 after a six-decade career. Mr. Shajarian's music and message, drawn from the humanist canon of Persian poetry, unified people of all generations and political persuasions. But Iranian authorities kept his procession small by fencing off thousands of people paying their last respects in the ancient city of Tus, where he was buried

next to the tomb of Ferdowsi, the revered Persian poet and author of the national epic “The Book of Kings.”

Mr. Shajarian’s politics were almost never explicit, and he long insisted that he was not political. His work, he argued, was simply “mardomi,” a term that means “of the people.” But for several years before Iran’s 1979 revolution and in the decades since, he created some of the country’s most political songs — calling on people to join the revolution in 1979, criticizing it in 1985 with his album “Injustice,” and commenting on the hypocrisy of clerics in his 2002 album “Without You.”

His most famous ballad, “Bird of Dawn,” based on an old Persian poem, became a protest song. At his concerts, whether in Tehran or in London, Paris or New York, people implored him to sing it. With his right hand on his heart he always obliged. As he sang in his familiar plaintive tenor, Mr. Shajarian embodied the pained bird, dramatizing in music and verse the struggle of a people:

*Bird of dawn, start your lament, relight my anguish
Break this cage with your scintillating sighs and turn it upside down
Wing-tied nightingale, emerge from the cage corner
And sing the song of human freedom*

An enraptured audience always joined the prayerlike refrain, expressing its desire for freedom from tyr-



Mourning Mr. Shajarian, who retained his popularity with the Iranian people, though not their leaders. In recent years, he was barred from performing in Iran. Credit... Agence France-Presse — Getty Images

his lyrical version of that poem, fused in his voice were not only thousands of years of civilization and a storied musical and poetic tradition, but a century-long arc of a modern political struggle for freedom.

When I pressed him on the political nature of his music in a 2011 interview, Mr. Shajarian was cryptic: He said he had always tried to “walk the right path.”

“When you’re moving with the people, your position is clear,” he said. “The people know what they want.”

That he so often drew from the mystical tradition of Persian poetry for his lyrics was not an accident; it allowed him to offer subversive political commentary while maintaining an air of deniability. The poetry of the likes of Rumi, Khayyam and Hafez is so nearly universally revered that even arch-conservatives can’t fault it. And in an Islamic Republic where political subversion can land artists and writers in jail, Mr. Shajar-

problems. This turned his concerts into one of the few public places where crowds of strangers could get together and openly express their discontent through music.

For all his coyness, Mr. Shajarian understood this well and enjoyed nothing more than singing to his own people in his own land. He once told me, “In Iran, it’s like you’re reminiscing and sharing secrets with people you’ve suffered with.” Iranians, he said, “know what the words mean. Everything you say carries so much weight.”

But even Mr. Shajarian couldn’t stay untouchable forever. In 2009, when opposition demonstrators flooded the streets after Iran’s disputed presidential election, Mr. Shajarian spoke out against state violence on protesters and sang “Put Your Gun Down,” with lyrics drawn from a poem: “Come, sit, talk, listen/ Maybe the light of humanity will open a path in your heart.”

As a punishment, he was forbidden from ever performing in Iran again and his work — including his iftar prayer, “Rabbana,” which people had listened to on radio and television as they broke their fast on Ramadan nights for 30 years — was banned on national media. People resorted to streaming it from their phones.

“They think they are doing me harm, but they’re only harming themselves,” he said, referring to the government officials who instituted the ban. “They don’t even have enough social awareness to understand that you can’t take away from people something that they have connected with spiritually.”

Since his death, people have huddled together in groups throughout Iran to sing “Bird of Dawn” in what has become a new sort of national anthem. Crushed by government corruption, extreme U.S. sanctions and the pandemic, which has already resulted in nearly 30,000 deaths in the country, Iranians are at a particularly precarious moment. In commemorating Mr. Shajarian, they are also hanging onto the humanist messages of his songs, and the possibility — however remote — of a brighter day.

Nahid Siamdoust, a visiting assistant professor of women’s studies and anthropology of religion at the Harvard Divinity School, is the author of “Soundtrack of the Revolution: The Politics of Music in Iran.”

Les filières turques de mercenaires syriens en Azerbaïdjan

La rapidité de l'acheminement de mercenaires syriens par la Turquie vers l'Azerbaïdjan révèle leur intégration, encore plus poussée qu'en Libye, à la projection militaire d'Ankara.

La relance, le 27 septembre, du conflit du Haut-Karabakh s'est accompagnée, malgré le démenti officiel du président Erdogan, du déploiement rapide de plus de 1500 mercenaires syriens en Azerbaïdjan. La Turquie a pu, par l'envoi de ces bataillons de supplétifs, limiter son engagement direct dans la crise, ainsi que les pertes humaines qui en auraient résulté. Un tel dispositif démontre l'intégration encore plus poussée qu'en Libye de ces unités de mercenaires syriens qui, là-bas, combattent aux côtés de troupes turques, alors qu'elles les remplacent sur le front de l'Azerbaïdjan. Cette intégration, au-delà de son impact sur ces deux conflits en cours, constitue un nouveau défi dans un Moyen-Orient déjà déstabilisé par l'accumulation des crises.

LES MILICES PRO-TURQUES DE SYRIE

La première intervention directe de la Turquie en Syrie remonte à août 2016 quand l'opération « Bouclier de l'Euphrate » est lancée contre Daech et son « Etat islamique » dans la zone frontalière, à l'ouest de l'Euphrate. L'objectif inavoué de cette offensive anti-jihadiste est d'empêcher les forces kurdes de faire la jonction, au sud de la frontière turque, entre leur bastion d'Afrin et le nord-est de la Syrie. L'armée turque, déjà affaiblie par le putsch avorté de juillet 2016, essuie de lourdes pertes en hommes et en matériels. Ce camouflet conduit l'état-major turc à reconfigurer, en mai

2017, ses supplétifs syriens en Armée nationale syrienne (ANS), dont le qualificatif de « nationale » cache mal sa subordination à Ankara. Dans cette ANS cohabitent des groupes issus de l'Armée syrienne libre (ASL), longtemps fer de lance de l'insurrection anti-Assad, et des milices organiquement liées aux militaires turcs.

C'est notamment le cas de la Brigade Suleiman Shah et de la Division Sultan Mourad, deux milices turkmènes qui arborent le nom du patriarche de la dynastie ottomane au XI^e siècle, pour la première, et du premier sultan ottoman au XIV^e siècle, pour la seconde. L'ANS est cette fois en première ligne des offensives anti-kurdes lancées par Ankara contre Afrin, en janvier 2018, puis contre le nord-est de la Syrie, en octobre 2019. Les supplétifs syriens essuient alors des pertes dix fois plus importantes que leurs mentors turcs. Les multiples exactions dont ils se rendent coupables au cours des combats se poursuivent, dans les zones ainsi incorporées au glacie turc en territoire syrien, par une politique de discrimination systématique, voire de terreur, à l'encontre de la population kurde. Dans les tout derniers jours de 2019, des miliciens de l'ANS commencent à arriver en Libye pour y combattre, sous l'égide de la Turquie, une autre « armée nationale » auto-proclamée, soit la milice libyenne du « maréchal » Haftar, progressivement refoulée de l'ouest du pays.

PRIVATISATION ET EXTERNALISATION DE LA GUERRE

Le recrutement des mercenaires syriens se fait par le biais de leur milice de rattachement, qui leur facilite un contrat « privé » avec une société de sécurité, paravent des services turcs. Les candidats sont nombreux pour une solde dix fois supérieure à celle touchée en Syrie. L'enrôlement de mineurs, sur la base de documents d'identité falsifiés, a été dénoncé en Libye. Les mercenaires sont généralement acheminés par des vols civils, avant d'être affectés à des fronts très exposés, où au moins 5% d'entre eux sont tués. Il aura fallu plusieurs mois pour transférer environ sept mille mercenaires syriens en Libye, alors que plus d'un millier d'entre eux ont été dépêchés en quelques jours en Azerbaïdjan, dès le début du conflit. Ils ont rejoint des compatriotes qui avaient, peu auparavant, été officiellement recrutés pour assurer la sécurité d'installations pétrolières.

Leurs pertes seraient d'ores et déjà supérieures à 125 tués, soit le double du taux, pourtant élevé, enregistré en Libye. Une telle proportion témoigne à la fois de la férocité des combats et du rôle de « chair à canon » qu'y jouent ces supplétifs syriens. La rapidité de leur déploiement sur le front du Haut-Karabakh démontre aussi la banalisation par l'état-major turc de cet engagement par procuration. Après la Libye et l'Azerbaïdjan, ces mercenaires pourraient en-

trer en action au nord de l'Irak, où les raids de l'armée turque contre la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sont tolérés par les autorités kurdes locales, mais condamnés par le gouvernement central de Bagdad.

Les milices arabes de l'ANS ont mis en avant en Libye leur solidarité avec leurs « frères » arabes et sunnites. L'engagement en Azerbaïdjan aux côtés d'une population chiite et d'un régime post-soviétique de type laïc suscite en revanche de sérieux débats dans la mouvance islamiste. Pour ne pas aggraver un tel trouble, la propagande turque impose le black-out sur les ventes d'armes d'Israël à l'Azerbaïdjan, qui ont pourtant provoqué le rappel de l'ambassadeur d'Arménie à Tel-Aviv. Le recours aux mercenaires syriens par la Turquie s'accompagnait en Libye d'un déploiement dans le camp adverse de mercenaires russes, et dans une moindre mesure syriens. En Azerbaïdjan, les séparatistes arméniens sont épaulés par des combattants venus de la diaspora (l'envoyé spécial du « Monde » à Stepanakert y a vu des miliciens arméniens en provenance du Liban), un phénomène dont il est impossible d'évaluer l'ampleur.

Quant aux millions de Syriens et de Syriens qui ont déjà dû faire le deuil de leur révolution, ils doivent désormais supporter qu'une soldatesque à la botte de la Turquie se prétende « armée nationale » et guerrière jusqu'au Caucase.



AHVAL
Oct 19 2020

Kurdish politician released following testimony in Kobani protests investigation

The Turkish court ruled on Monday for the release of Kurdish politician Ahmet Türk under judicial control and an international travel ban, in the case against Türk over his alleged role in the 2014 Kobani protests.

Türk was released following his testimony in court over the protests against the siege by the Islamic State (ISIS) of the Syrian Kurdish town of Kobani, [Artı Gerçek news site reported](#).

Türk is one of several Kurdish politicians facing charges in the investigation of the Kobani protests, which began last month.



Turkish authorities in Sept. [ordered the arrest of 82 people](#) including members of a pro-Kurdish opposition Peoples' Democratic Party (HDP) for allegedly inciting violence in 2014 Kobani protests against the Turkish army's inaction during an ISIS attack on Kobani.

The HDP maintains the investigation is a [move by Ankara to silence](#) and intensify a crack down on the party.

Türk, who was the HDP mayor of the southeastern province of Mardin at the time, said he continually called for peace during the protests.

Moreover, Türk said, Turkish authorities were aware he went to Kobani, where aid was provided with the coordination of the Governor's Office of Mardin.

"This investigation is not just," Türk said while speaking to journalists following his release. "This is evidenced by the fact that it was launched six years after the incident, which points to the fact that it is a political decision."

At least 34 people were killed during the days-long Kobani protests between Oct. 6 and 8, 2014 that spread to several provinces throughout Turkey.



19 Oct 2020

A Istanbul, la langue kurde contrainte au silence

Retour sur la censure récente, à Istanbul, d'une pièce de théâtre jouée en langue kurde, par Anne Andlauer, correspondante permanente à Istanbul.

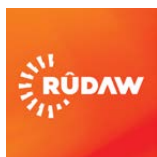


En Turquie, ce devait être une grande première : une pièce de théâtre jouée en langue kurde, dans un théâtre municipal, proposée par la compagnie [Teatra](#)

[Jiyana Nû](#). La pièce en question est un classique, une comédie de l'Italien Dario Fo... Mais sans surprise, cette initiative de la mairie d'Istanbul a

fait polémique dans un pays où la langue kurde n'est toujours pas la bienvenue dans l'espace public. La représentation a finalement été interdite par les autorités... juste avant le lever de rideau. Voilà bien un symbole des difficultés que les artistes kurdes de Turquie affrontent encore dans leur pays...

Anne Andlauer, correspondante permanente à Istanbul, analyse les rapports de force en jeu dans cette affaire symptomatique.



19-10-2020
Karwan Faidhi Dri

Swedish, Rojava authorities discuss building 'strategic relations': Kurdish official

ERBIL, Kurdistan Region — A delegation from the Swedish foreign ministry met with Mazloum Abdi, commander of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) on Monday, discussing politics and military issues as well as building “strategic relations,” according to a senior Kurdish official.

The Swedish delegation, led by the Special Envoy for the Syrian Crisis Per Orneus, arrived in northeast Syria (Rojava) on Saturday to meet with Kurdish officials and **visit IDP camps** in the area.

The delegation was **received** by Abdi on Monday, discussing a range of topics including military and political support for the SDF in the fight against the Islamic State (ISIS) and building “strategic relations.”

“We discussed means of supporting the region politically and militarily, solutions regarding ISIS detainees in the SDF prisons and their families, and how to build strategic relationships that serve the region,”



SDF commander Mazloum Abdi (R) and Sweden's Special Envoy for the Syria Crisis Per Orneus on October 19, 2020 Photo: SDF Press

Newroz Ahmed, commander of the Women's Protection Units (YPJ) **told** the SDF-affiliated Hawar News Agency (ANHA). The YPJ, along with the People's Protection Units (YPG) form the backbone of the SDF.

The delegation also discussed Turkey's presence in northern Syria. Ankara currently occupies Afrin in Aleppo prov-

ince, as well as a stretch of Rojava from Gire Spi (Tel Abyad) to Sari Kani (Ras al-Ain). Orneus was quoted by ANHA as saying that he was sorry that Turkey had entered SDF-held areas in northern Syria.

“The NE Syria region has witnessed change since my last visit in 2019, because some of those areas that I visited are

now under Turkey's control, and this is a sad issue which we regret,” he said.

Turkey has carried out three military operations against Kurdish fighters in Syria since 2016, displacing hundreds of thousands of civilians.

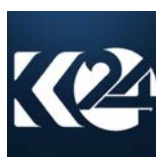
Syrian Kurds commemorated the first anniversary of the latest incursion, Operation Peace Spring, this month.

The delegation's visit came days after Swedish foreign minister Ann Linde entered a **diplomatic spat** with her Turkish counterpart during a joint presser in Ankara, reiterating calls for Turkey to withdraw from Rojava.

“I have been clear about our position regarding northeast Syria but the strong EU position remains the same. We continue to urge Turkey to withdraw,” she said.

“In diplomacy, it is incorrect and arrogant to use the word ‘urge’,” Turkish Foreign Minister Melvut Cavusoglu said in response.

Rojava officials, including Abdi, **welcomed** Linde's remarks.



October 20-2020
Hiwa Shilani

Suspected ISIS gunmen kill three Kurds in disputed Kirkuk, burn their bodies

ERBIL (Kurdistan 24) — Unidentified gunmen shot dead three Kurdish youths on Sunday in rural parts of Iraq's disputed Kirkuk province. Two of the victims were brothers, and the third was their cousin.

Local sources told Kurdistan 24 that the incident occurred in an open field in Kirkuk's Shwan district, an area separating the Kurdish Peshmerga forces and the Iraq army.

The shooters opened fire on

the three men—Hariz and Aram Mustafa, and their cousin Peshawa—while inside their vehicle. The assailants later set the car on fire with the dead victims still inside.

Haji Mustafa, Hariz and Aram's

grieving father, told Kurdistan 24 that the family suspects “ISIS and extremist groups” were behind the killings, and noted that the young men “did not have any [personal] issues with anyone.”

He also explained that the victims were searching for cattle of theirs that had gone missing.

Colonel Luqman Sartki, an officer in the 11th Brigade of the Peshmerga forces told Kurdistan 24 that "it seems that ISIS terrorists are the perpetrators" of the "brutal crime."

Losing all of its territorial claims in Iraq in late 2017, the Islamic State has seen various periods of resurgence since.

Its fighters have been particularly active in vulnerable tracts of inhospitable land located in or around territories contested between the federal



The security forces and the families of the victims accused ISIS. (Photo: Kurdistan 24)

Iraqi government and the Kurdistan Regional Government (KRG).

In recent months, the terrorist organization appears to have taken advantage of several current crises Iraq now faces,

including the coronavirus pandemic. The group also exploits the long-standing security gap between Peshmerga and Iraqi forces in the disputed areas to carry out attacks against civilians and members of the security forces.

On Oct.13, the militaries of Iraq's federal government and the autonomous Kurdistan Region agreed to establish two joint coordination centers in Erbil and Baghdad and is discussing similar agreements for Kirkuk and other of the nation's disputed territories.

Editing by Khruish Najari



20-10-2020
Karwan Faidhi Dri

Kurdish lawyer's murder trial begins in Turkey 5 years after death

ERBIL, Kurdistan Region — A trial into the murder of prominent Kurdish lawyer Tahir Elci is to begin in a Diyarbakir court on Wednesday, almost five years after his death.

Tahir Elci, a lawyer and chief of the Diyarbakir Bar Association was shot dead on November 28, 2015 while speaking to the press outside the city's famed Four-Legged Minaret, the scene of a **shootout** between Kurdistan Workers' Party (PKK) affiliates and the police several days before.

Elci had called for peace between the two sides just minutes before he was killed.

The case had been ignored by Turkish authorities for years until an indictment was **filed** to Diyarbakir's Chief Public Prosecutor's Office on March 26 and ap-



Tahir Elci was killed in November 2015. File photo: AA

proved by a higher court about a week later.

"Had Tahir Elci lived today, he himself would act as the lawyer in this case," the Tahir Elci Foundation for Human Rights, established by his former colleagues, **said** in a Monday video.

Three of four of the accused are police officers. The inde-

pendent Bianet news agency **reported** on Tuesday that the officers could face charges of "causing death by culpable negligence" and be sentenced to up to six years in jail.

"We want justice for #TahirElci," the Turkey-based Human Rights Association (IHD) **tweeted** on Tuesday.

Elci's wife Turkan has said that she will **represent** her husband in the trial, in the first case of her legal career.

Before his assassination, Elci caused a stir after saying during a **televised interview** on October 15, 2015 that the PKK was not a terrorist organization, contrary to Ankara which has designated the PKK as a terror group.

As a result, Elci was accused of making propaganda for the PKK - a Kurdish armed group fighting for increased political and cultural rights of Kurds in Turkey for decades.

He was detained for several weeks and later released on probation while facing up to 7.5 years of imprisonment. He was killed one week after his release.



October 21, 2020
 by Lisa Gulesserian (Harvard University)
 and David L. Phillips (Columbia University)

The Media War by Azerbaijan and Turkey against Armenia and Nagorno-Karabakh

Azerbaijan and Turkey attacked Armenians in Nagorno-Karabakh on September 27. They also launched a media war to blame Armenians for the escalation of deadly conflict. Their disinformation and disingenuous diplomacy must be addressed so that the truth can be known and peace can prevail.

A slaughter is underway of ethnic Armenians in Nagorno-Karabakh, a region in southwestern Azerbaijan populated almost entirely by Armenians. Armenians living in this enclave, just six times the size of New York City, have been relentlessly targeted for the last three weeks with artillery and cluster bombs. A humanitarian ceasefire agreed to by both sides over the weekend unraveled within minutes when Azerbaijan renewed hostilities.

While committing atrocities against civilians, Turkey and Azerbaijan are simultaneously engaged in a war of words to whitewash their responsibility. These countries have repeatedly denied facts verified by credible sources. As early as September 30, the *Guardian* and *CNN* published reports about Syrian mercenaries fighting for Turkey in Nagorno-Karabakh. In a press release on October 2, Azerbaijan's Foreign Minister denied the presence of Syrian mercenaries and shifted blame, accusing Armenia of using terror proxies: "There are numerous facts of the use of terrorist groups and mercenaries in military operations by Armenia," he said. The next day, October 3, Ilham Aliyev, the President of Azerbaijan, denied to *Al Jazeera* that Syrian mercenaries were being

deployed in the region. He disparaged Emmanuel Macron's claim that France had evidence of Syrian mercenaries deployed by Turkey.

Despite official denials by Azerbaijan, many news outlets have confirmed that Syrian mercenaries are on the battlefield fighting for Azerbaijan and Turkey. Sources as diverse as the *Wall Street Journal* ("Turkish-Backed Syrian Fighters Join Armenian-Azeri Conflict"), *Foreign Policy* ("Syrians Make Up Turkey's Proxy Army in Nagorno-Karabakh"), and *National Interest* ("Nagorno-Karabakh: Why Turkey Is Sending Syrian Mercenaries To War In Azerbaijan") confirm that Syrian mercenaries have been contracted to kill Armenians, who are Christian, in Nagorno-Karabakh.

Denial is routine for Turkey. Turkish officials still deny that a genocide against Armenians and other Christian populations in the Ottoman Empire occurred between 1915-1923. The genocide—now recognized by over 32 countries, including the United States Congress—has not been recognized by Turkey. Officials there call the killing of up to 1.5 million Armenians "regular wartime occurrences," indicating that massive losses were incurred on both "sides."

In Nagorno-Karabakh, Turkey and its ally Azerbaijan use a well-worn tactic of denying facts so that they can continue their crimes while the international community struggles to understand what is really going on. While increasing their combat operations, Turkey and Azerbaijan have also intensified their official white-

washing of events through disinformation.

Disinformation is an industry. According to the United States Department of Justice, the Republic of Azerbaijan has signed 45 contracts with US-based public relations firms. Fees to each firm range between \$15,000 and \$50,000 a month. Without taking into account new contracts this year, for which data is unavailable, Azerbaijan paid over \$1.25 million to public relations consultants over the past five years to bolster Azerbaijan's image in the media and to lobby members of the US Congress.

In July 2020, BGR Group, working on behalf of Azerbaijan, sent US elected officials an op-ed by Azerbaijan's Ambassador Elin Suleymanov, which fabricated details about a violent altercation between Azerbaijani and Armenian demonstrators in Los Angeles. His article was published immediately after an Armenian school in San Francisco was vandalized with anti-Armenian, pro-Azerbaijani graffiti.

Not only does Azerbaijan spend a fortune on US-based public relations firms, it also pays residents of Azerbaijan to engage in an online disinformation campaign. On October 8, Facebook deleted 589 Facebook accounts, 7,906 Pages, and 447 accounts on Instagram that were engaged in "inauthentic behavior" (in other words: spreading lies). According to an internal memo written by Facebook's Sophie Zhang, the company waited a year to open investigations on the ruling political party of Azerbaijan that "uti-

lized thousands of inauthentic assets...to harass the opposition" and defend the country's governing New Azerbaijani Party by working with the Party's Youth Union.

According to Nathaniel Gleicher, Facebook's head of security: "This network appeared to engage individuals in Azerbaijan to manage pages with the sole purpose of leaving supportive and critical commentary on pages of international and local media, public figures including opposition, and the ruling party of Azerbaijan, to create a perception of widespread criticism of some views and widespread support of others." Pro-Azerbaijani comments on social media were tagged with #stopArmenianterrorism, #StopArmenianAggression, #ArmeniaKillsCivilians, #DontBelieveArmenia, #ArmeniaKillsChildren, #PrayforGanja, #StopArmenianLies, or #TerroristArmenia. Research reveals a state-funded cyber army supporting Azerbaijan's false claims.

Online propagandists also harass defenders of Armenia and Nagorno-Karabakh. The American rapper Cardi B and Elton John were attacked for supporting the people of Nagorno-Karabakh. Cardi B admitted that "a lot of people from Azerbaijan" wrote to her and used the hashtag #CardiBSupportsTerrorism on social media.

US academics and journalists are also bullied. The Federation of Turkish American Associations has been sending prominent intellectuals and journalists threatening letters. They accuse them of being "literal mur-

derer[s]” and threaten to expose them as Islamophobes and “racial supremacist[s].”

Azerbaijan and Turkey scorn journalistic freedom. On October 3, [Azerbaijan issued a press release about foreign journalists in Nagorno-Karabakh](#): “We again call on journalists to avoid visiting the temporarily occupied territories

of Azerbaijan, thus not giving an opportunity to Armenia to exploit them.” This statement about removing journalists from the war zone under the pretext of protection is convenient for Azerbaijan.

Azerbaijan has a well documented disdain for the truth. It is ranked 168th out of 180 countries by Reporters sans

frontières (Reporters without Borders) in their [annual World Press Freedom Index](#).

In an effort to be even-handed, international media presents the views of both “sides” when covering Nagorno-Karabakh. Giving both sides equal voice makes the media an accomplice to ethnic cleansing perpetrated by Turkey and

Azerbaijan. Disinformation also hinders diplomatic efforts to end the bloodshed.

Lisa Gulesserian is Preceptor on Armenian Language & Culture at Harvard University and David L. Phillips is Director of the Program on Peacebuilding and Human Rights at Columbia University.

Le Monde

21-10-2020

Benjamin Barth & Stéphanie Maupas

Plongée dans les arcanes du programme chimique syrien

Dissimulation d’armes, élimination d’employés « douteux », importation secrète de neurotoxiques : un rapport révèle comment le pouvoir syrien a contourné l’accord de démantèlement de son arsenal chimique.

Le voile qui a longtemps masqué le programme de fabrication d’armes chimiques du régime syrien, permettant à celui-ci d’échapper à ses engagements vis-à-vis de la communauté internationale dans ce domaine, commence à se déchirer. Lundi 19 octobre, deux ONG à la pointe de la lutte contre l’impunité dans le conflit syrien, Open Society Justice Initiative (OSJI) et Syrian Archive, ont remis à plusieurs organes d’enquête nationaux et internationaux un rapport d’une épaisseur et d’une précision inédites sur le fonctionnement de ce programme, qui a causé la mort de centaines de civils depuis 2011.

Ce document de 90 pages, dont *Le Monde*, le *Washington Post*, le *Financial Times* et la *Süddeutsche Zeitung* ont obtenu une copie exclusive, révèle comment les autorités de Damas se sont jouées de l’Organisation pour l’interdiction des armes chimiques (OIAC), l’organe censé avoir démantelé l’arsenal chimique syrien.

Le rapport repose sur l’analyse

de sources ouvertes, sur l’exploitation de données extraites d’un registre des Nations unies et surtout sur les témoignages d’une cinquantaine de fonctionnaires syriens ayant fait défection ces dernières années. La plupart étaient employés du Centre d’études et de recherches scientifiques (CERS), l’organisme d’Etat chargé du développement de l’armement conventionnel et non conventionnel syrien, ce qui donne à leur parole une valeur particulièrement précieuse.

Ces sources dépeignent l’arc-

hitecture, jusque-là mal connue, de ce complexe militaro-industriel et décrivent les stratagèmes déployés par le pouvoir syrien pour égarer les limiers de l’OIAC et conserver une capacité offensive dans le domaine chimique : transfert d’une partie du stock d’armes et de substances létales dans les bases de la Garde républicaine, l’unité d’élite du régime ; traque, incarcération et, dans certains cas, élimination des employés jugés « douteux » ; et mise en place d’une filière secrète d’importation de produ-

its entrant dans la composition d’agents neurotoxiques, comme le sarin.

C’est cette substance qui avait été utilisée, une nuit d’août 2013, contre la Ghouta, la banlieue rebelle de Damas, conduisant à la mort par suffocation de 1 200 de ses habitants. L’indignation suscitée par cette attaque, violation obscène de la « ligne rouge » tracée par le président américain d’alors, Barack Obama, avait amené les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni à préparer des bombardements de représailles. Mais, en raison d’un arrangement de dernière minute entre Washington et Moscou, ce projet d’intervention militaire avait été suspendu.

Un « programme toujours robuste »

En vertu de cet accord, entériné par les Nations unies et approuvé par Damas, l’OIAC avait été chargée de détruire le stock et le système de production d’armes chimiques syrien. L’organisation était censée s’être acquittée de sa mission



Après ce que les secouristes ont décrit comme une attaque au gaz dans la ville de Khan Cheikhoun à Idlib, tenue par les rebelles, le 4 avril 2017. AMMAR ABDULLAH / REUTERS

en deux temps : en 2014 pour l'arsenal chimique existant et en 2018 pour les 27 sites de production mentionnés dans la déclaration remise par Damas à l'OIAC. « *Mission accomplie* », avaient clamé les Etats-Unis et la Russie, pour une fois à l'unisson sur le dossier syrien.

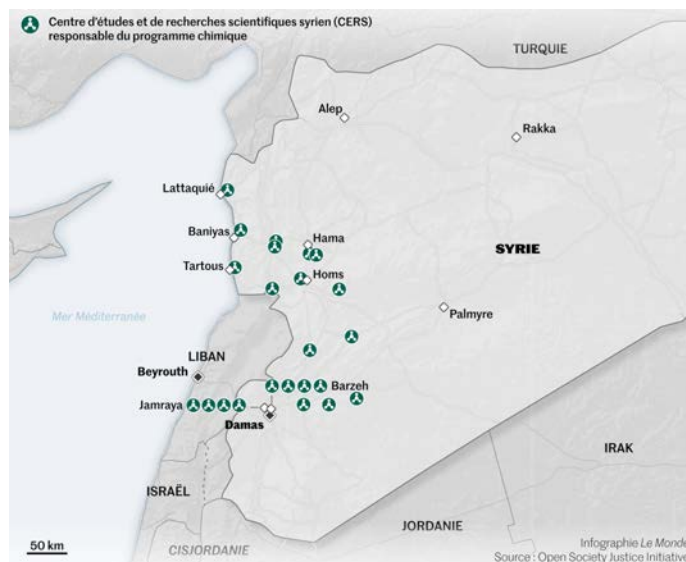
Mais, dans les chancelleries occidentales et au sein même de l'organisation basée à La Haye, beaucoup soupçonnaient Damas d'avoir délibérément sous-déclaré l'importance de son arsenal. De fait, les attaques chimiques contre les zones contrôlées par la rébellion anti-Assad ont continué après 2013, notamment à Khan Cheikhoun, en avril 2017, où 200 personnes ont péri, asphyxiées là aussi par du sarin. Le rapport de l'OSJI et de Syrian Archive, plongée saisissante dans les arcanes d'une fabrique de la mort, permet de comprendre pourquoi.

« *Notre recherche démontre que la Syrie dispose d'un programme d'armes chimiques toujours robuste, explique Steve Kostas, de l'OSJI. Les Etats membres de l'OIAC doivent demander des comptes à la Syrie pour ses violations continues de la convention sur les armes chimiques et doivent appeler à un renforcement des efforts pour juger les auteurs de ces crimes.* »

Fruit de trois années de travail, le rapport a été transmis à cinq institutions différentes : l'équipe d'investigation et d'identification de l'OIAC ; le Mécanisme international impartial et indépendant, une structure émanant de l'ONU qui collecte les preuves des crimes commis en Syrie ; le département de la justice américain ; le FBI ; et le procureur fédéral d'Allemagne, qui a été récemment saisi d'une plainte contre le régime syrien, en relation avec les [attaques de la Ghouta](#) et de Khan Cheikhoun.

Opérations de nettoyage

L'information la plus importante contenue dans le rapport est la reprise d'un scoop du site d'in-



formations syrien *Zaman Al-Wasl*, qui était passé inaperçu dans la presse occidentale à l'époque de sa publication, en novembre 2017. Dans la nuit du 25 septembre 2013, cinq jours avant que les enquêteurs de l'OIAC débarquent en Syrie, les réserves d'armes chimiques de l'Institut 1 000, l'une des principales divisions du CERS, situé à Jamraya, à la périphérie nord de Damas, ont été déplacées dans les entrepôts de la base de la 105^e brigade de la Garde républicaine, implantée quelques kilomètres plus loin.

Cette révélation repose sur une lettre du directeur de l'Institut 1 000, en date du 19 septembre 2013, ordonnant au chef de la sécurité de cette branche du CERS d'orchestrer le transfert des armes. Un document que *Zaman Al-Wasl* s'était procuré et que *Le Monde* a authentifié auprès d'un ex-membre des services de renseignement syriens.

Selon des officiers déserteurs consultés par le site d'information, la manœuvre a été menée par une cinquantaine de soldats de confession alaouite, originaires de la bande côtière, le bastion du clan Assad. En passant des hangars de l'Institut 1 000 – il figurait dans la déclaration de Damas à l'OIAC – à ceux de la Garde républicaine, ce stock chimique est devenu indécryptable. Et donc intouchable.

Coup de pied dans la fourmière

Historiquement, le processus de fabrication des armes chimiques était piloté conjointement par l'institut 3 000 et l'institut 4 000. Le premier, situé à Barzeh, un quartier du nord-ouest de Damas, proche du siège du CERS, était chargé de la production des agents chimiques. Le second, implanté initialement en bordure d'Alep (nord) et déplacé en 2012, après la conquête de l'est de la métropole par les rebelles, à Masyaf, dans la région de Hama (centre), s'occupait de la conception des munitions (obus, bombes, roquettes, etc.) et de la pose de la charge chimique. Des experts d'Iran et de Corée du Nord, deux régimes alliés de Damas, ont été associés à ces travaux.

La mission de l'OIAC, débutée en 2013, a donné un coup de pied dans cette fourmière. Le CERS a aussi été ébranlé par plusieurs vagues de frappes (américaines, françaises et israéliennes) sur ses infrastructures, à la suite de l'attaque de Khan Cheikhoun en 2017, puis celle de Douma, en 2018. Mais le régime a su résister à ces coups de boutoir. Selon les enquêteurs, la branche 450 de l'Institut 3 000, cœur névralgique du programme chimique syrien, dirigée par le général Ali Wanus et officiellement dissoute en 2013, demeure, par exemple, opérationnelle, probablement sous un autre nom.

Les témoignages des transfuges du CERS font apparaître de nouvelles entités, qui n'étaient pas connues jusque-là. C'est le cas notamment de deux ateliers de production de bombes barils remplies de chlore : l'un labellisé branche 410 de l'institut 2 000, implanté à Jamraya, et l'autre labellisé branche 797 de l'Institut 4 000, implanté près de Masyaf. Autre découverte : un site de production de bombes binaires, une arme dont les composants chimiques ne deviennent toxiques qu'une fois combinés, de type

M4000, près d'Alep, fermé en 1998. Les armes sorties de ces unités auraient été employées dans l'attaque au sarin et au chlore contre la localité de Latamné, en mars 2017.

Selon plusieurs ex-employés du CERS, les bombardements israéliens d'avril 2018 sur les infrastructures de l'Institut 4 000, situé dans cette région, n'ont touché que les bâtiments administratifs. D'après ces mêmes sources, une autre attaque aérienne, sur le projet 99, une usine de construction de missiles Scud, cachées dans les monts Taqsis, entre Homs et Hama, a elle aussi échoué : les équipements avaient été transférés peu avant à Tartous, une ville de la côte.

« Plusieurs employés ont été tués »

Parfois, le régime syrien se charge lui-même de faire disparaître des installations sensibles. Selon un défecteur, en 2012, dans la foulée du démantèlement de l'Institut 4 000, l'aviation de Damas a largué deux bombes d'une tonne sur un bâtiment d'Al-Safira, près d'Alep, où étaient conçus des missiles antitanks Kornet. L'état-major redoutait que les rebelles ne s'emparent de ces armes, qui avaient permis au Hezbollah, le mouvement chiite libanais allié de Damas, d'infliger de gros dégâts à l'armée israélienne, lors du conflit les opposant en 2006.

Selon un témoin de l'époque, « il suffisait que l'on surprenne un employé en possession de connaissances extérieures à son domaine d'activité pour qu'il soit arrêté ou renvoyé ».

La surveillance du personnel a aussi contribué à la résilience du CERS. Pour endiguer la défection des employés et la dissémination d'informations secrètes, les procédures de sécurité ont été musclées. Les voyages à l'étranger et les déménagements à l'intérieur du



Cette combinaison d'images satellites prises le 11 avril 2018 (en haut) et le 14 avril 2018 (en bas) et fournie le 15 avril 2018 par Distribution Airbus DS, montre la Centre d'études et de recherche (SSRC) dans le district de Barzeh, au nord de Damas, avant et après avoir été frappé lors de raids par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France. - Des missiles américains, français et britanniques ont détruit des sites soupçonnés d'abriter des installations de développement et de stockage d'armes chimiques le 14 avril, mais les bâtiments étaient pour la plupart vides et le trio occidental est rapidement revenu à ses efforts diplomatiques. HANDOUT / AFP

pays ont été soumis à l'obtention d'un permis. « Il suffisait que l'on surprenne un employé en possession de connaissances extérieures à son domaine d'activité pour qu'il soit arrêté ou renvoyé », affirme un témoin de l'époque.

Deux généraux, Bassam Al-Hassan, l'œil de Bachar Al-Assad à l'intérieur du CERS, et Youssef Ajeeb, le responsable de la sécurité du centre, supervisent la chasse aux fonctionnaires présumés déloyaux, susceptibles à leurs yeux de passer à l'opposition ou de s'enfuir à l'étranger. « Plusieurs employés ont été tués, sont morts en prison ou bien ont disparu », raconte un autre

ment

Les dernières révélations du rapport concernent les mécanismes d'approvisionnement du CERS en produits chimiques. En fouillant dans la base de données Comtrade, un gigantesque registre commercial géré par la division des statistiques des Nations unies, les enquêteurs ont découvert qu'entre 2014 et 2018, 69 catégories de produits possiblement sous sanctions ont été exportées vers la Syrie, en provenance de 39 pays différents, dont 15 européens.

Il s'agit principalement d'isopropanol, un précurseur du sarin, dont la commercialisation est autorisée en-deçà d'une concentration de 95 %, mais interdite au-delà. L'OSJI et Syrian Archive ont identifié des entreprises basées en Belgique, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suisse, passibles de sanctions judiciaires pour violation des restrictions à l'importation, imposées à la Syrie. Trois entreprises belges ont d'ailleurs été condamnées en février 2019, le gérant de l'une elles, Anex Customs, a écopé d'un an de prison ferme. Une enquête a également été ouverte aux Pays-Bas.

Pour casser la filière de ravitaillement du CERS, il faudra beaucoup d'autres avancées de ce genre. La production de sarin nécessite non seulement de l'isopropanol, mais aussi du difluorure de méthylphosphonyle, un composé organophosphoré connu sous le sigle DF, et de l'hexamine, un anticorrosif. Ce dernier est produit localement sans difficulté. Quant au DF, nul ne sait, pour l'instant, comment le régime syrien se le procure et où il l'entrepose. C'est l'un des nombreux mystères qui continuent de planer sur le CERS, le laboratoire des crimes de guerre syrien.

témoin. Selon le rapport, en 2010 déjà, un ingénieur du centre, Ayman Al-Hibli, avait été exécuté par le régime pour cause de collaboration avec l'ennemi israélien.

Les sources débriefées par les enquêteurs détaillent trois autres cas d'élimination à l'intérieur du CERS depuis 2011. Parmi eux figure Mahmoud Ibrahim, un ex-directeur de l'Institut 4 000, considéré comme le père du programme balistique syrien. Il aurait été tué en 2015, en raison de soupçons sur sa loyauté, ou parce qu'il s'opposait à l'influence croissante des Iraniens sur le centre.

Casser la filière de ravitaille-

Sept années de jeu de dupes du régime syrien avec l'OIAC

L'adhésion de la Syrie à l'OIAC en 2013 devait permettre de détruire son arsenal. Depuis sept ans, l'agence est engagée dans un véritable bras de fer diplomatique sans grands moyens d'action.

La Syrie a-t-elle caché une partie de son arsenal chimique aux inspecteurs de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) ? Ou a-t-elle reconstitué ses stocks après leur destruction annoncée lors de l'été 2014 ? Les deux, suggère le rapport confidentiel d'Open Society Justice Initiative (OSJI) et de Syrian Archive, déposé lundi 19 octobre sur le bureau de procureurs français, allemands et américains et sur celui des enquêteurs de l'OIAC.

En avril 2020, ces derniers ont confirmé la responsabilité de l'armée syrienne dans trois offensives au gaz sarin et au chlore perpétrées fin mars 2017 contre la ville de Latamné, dans le nord du pays. « Ces confirmations impliquent automatiquement que certaines parties du programme d'armes chimiques sont toujours actives et que tous les matériaux n'ont pas été déclarés [par la Syrie] dans le passé », estime Jean-Pascal Zanders, spécialiste des armes chimiques et chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique.

A la suite de cette enquête, les Etats membres de l'OIAC ont, le 9 juillet, donné quatre-vingt-dix jours à la Syrie pour dire où les armes chimiques utilisées à Latamné ont été « développées, produites et stockées ». Dans sa réponse, début octobre, Damas a dénoncé « le chantage » et les « pressions » exercées par la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, y

voyant « un feu vert » aux groupes terroristes auxquels Damas attribue les attaques.

Damas avait adhéré à l'organisation en septembre 2013, dans la foulée du massacre au sarin de la Ghouta, un faubourg de la capitale, promettant de détruire un programme chimique bâti à partir des années 1980. Le mois suivant, l'organisation recevait l'inventaire des stocks chimiques syriens des mains de Damas : 1 300 tonnes d'agents chimiques, 27 sites comprenant plusieurs unités de production et 1 260 munitions. L'OIAC lançait la plus vaste opération de désarmement jamais entreprise en temps de guerre.

Mi-août 2014, elle annonçait la

destruction des composants chimiques syriens, du moins la partie que le régime Assad avait bien voulu déclarer. Car, dès le printemps 2014, alors qu'une attaque au baril de chlore frappait la ville de Kafr-Zita dans le centre du pays, plusieurs Etats se sont mis à douter de la bonne foi de Damas. Durant les six années qui ont suivi, le directeur général de l'OIAC a dénoncé à plusieurs reprises « les lacunes, les incohérences et les écarts » relevés dans la déclaration syrienne. Et à chaque fois, la réponse de Damas a entraîné de nouvelles questions et de nouvelles inspections. Le jeu du chat et de la souris sur fond d'agonie d'un pays.

Tandis que la Syrie poursuivait

ce jeu de dupes, l'OIAC a continué à tisser sa toile. En novembre 2016, l'organisation a été chargée par ses Etats membres de vérifier deux fois par an les sites de Barzah et Jamraya, abritant le Centre d'études et de recherches scientifiques (CERS), la maison mère du programme chimique syrien. Fin 2019, des traces d'agents chimiques interdits y ont été détectées, allongeant une fois encore la liste des questions posées à la Syrie.

Blocage complet

Entre-temps, les attaques ont continué. Début avril 2017, les Soukhoï-22 du régime bombardent la ville de Khan Cheikhoun au gaz sarin, provoquant



Un homme essaye une combinaison pour les besoins d'une simulation, au siège de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, à la Haye, aux Pays-Bas, le 20 avril 2017. JOHN THYS / AFP

les premières frappes de représailles, lancées par les Etats-Unis. Le gouvernement de Damas, désormais membre de l'OIAC, coopère avec la mission envoyée pour authentifier l'usage d'armes chimiques. « C'était sans doute une erreur de leur part, se souvient un ancien responsable de l'OIAC, car les échantillons qu'ils nous ont fournis ont validé ce que nos enquêteurs avaient découvert, une attaque au gaz sarin. »

En janvier 2018, Paris décide de créer le Partenariat international contre l'impunité d'utilisation d'armes chimiques (Piciac), réunissant quarante Etats et l'UE. Cette initiative permet de sortir d'une situation « où toute discussion était bloquée, que ce soit à New York ou à l'OIAC » en raison du veto

russe, explique une source diplomatique. En juin 2018, une courte majorité d'Etats l'emporte pour doter l'OIAC d'une équipe chargée d'identifier les auteurs d'attaques chimiques – en plus du travail d'authentification mené jusque-là. « Le Piciac a joué un grand rôle, assure la même source. A La Haye, il est maintenant possible de prendre des décisions et de mettre la pression sur un Etat qui ne respecte pas ses obligations. »

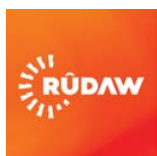
Mais l'effet dissuasif n'est pas évident. Début avril 2018, une quarantaine d'habitants de Douma, la capitale de la Ghouta, périssent dans ce que l'opposition présente comme une nouvelle attaque chimique. Sans attendre les conclusions des inspecteurs de l'OIAC, les Etats-Unis, la France et le Ro-

yaume-Uni ciblent les structures du CERS. Russes et Syriens dénoncent une mise en scène de la rébellion. L'OIAC confirmera un an plus tard l'usage de chlore, sans se prononcer sur l'auteur de l'attaque.

Damas refuse de coopérer avec l'équipe d'identification de l'organisation. Il faudra à ses membres deux ans pour conclure à la responsabilité du régime dans les attaques sur Latamné. En ce qui concerne le raid contre Khan Cheikhoun, l'enquête est enlisée, dans l'attente de permis pour se rendre sur place que le gouvernement semble peu pressé d'émettre. Le représentant russe à l'OIAC bataille contre cette équipe créée pour « couvrir les conclusions préétablies de la res-

ponsabilité présumée du gouvernement syrien (...) sous couvert de pseudo-science ». Le blocage est à nouveau complet.

Lors de leur prochaine assemblée prévue fin novembre à La Haye, les Etats membres de l'organisation devront trancher : soit révoquer le droit de vote de la Syrie, soit saisir l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations unies, pour les forcer à prendre position contre ce que le représentant permanent de la France auprès de l'OIAC, Luis Vassy, appelle « les mensonges de Damas ».



21-10-2020

Turkey bombards SDF-held areas in northern Syria

ERBIL, Kurdistan Region — The Turkish army and its Syrian proxies attacked the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) in several villages in northern Syria on Wednesday, according to local sources.

Turkey began **bombarding** Ain Issa in northern Raqqa province early Wednesday, according to the North Press Agency.

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) **reported** that clashes erupted between both forces in Sayda village near Ain Issa.

“According to SOHR sources, the clashes, which lasted for hours before the sneaked [sic] groups withdrew, left casualties on both sides. Six Turkish-backed militiamen were killed, while five members of Asayish

Forces were injured, some seriously,” said the UK-based monitor group, referring to Kurdish local security forces.

Hawar News Agency (ANHA), a media outlet close to the SDF, reported late Wednesday that Turkey launched an attack on Sidon village in Ain Issa but was **repelled** by the SDF. Ain Issa is located in Gire Spi (Tal Abyad) district in

northern Syria. It is partially controlled by the SDF.

Turkey launched Operation Peace Spring against the SDF in October 2019, controlling Gire Spi and Sari Kani (Ras al-Ain) before reaching ceasefire agreements with Russia and the USA.

However, it has regularly bombarded SDF-held areas since then.

ROJAVA. Les Kurdes dépassés par le coronavirus qui a fait 510 morts dans un contexte médical désastreux

SYRIE / ROJAVA – Cet un drame qui s'était annoncé en grande pompe et dont la communauté internationale a ignoré. Oui, le coronavirus fait des ravages au Rojava qui est privé de tout, tandis qu'on reste sourd aux cris des Kurdes qui ont demandé de l'aide il y a plusieurs mois déjà pour lutter efficacement contre la pandémie du COVID19. Ils n'ont plus qu'à compter leurs morts maintenant...



Des sources médicales du Rojava déclarent que le coronavirus s'est considérablement propagé dans les zones sous le contrôle de l'administration autonome du nord et du nord-est de la Syrie, alors que les autorités sanitaires sont incapables de couvrir un si grand nombre de cas d'infection ou de faire autant de tests et que des centaines de milliers de personnes vivent dans des camps de réfugiés privés de tout.

Il est à noter que le nombre officiel de cas d'infection annoncé par le service de santé de l'administration autonome a atteint 3 387, dont 658 cas ont pu guérir, tandis que 104 autres sont décédés. Cependant, des sources médicales fiables de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH / SOHR) ont confirmé que les cas d'infection confirmés dans les zones contrôlées par l'administration autonome ont dé-

passé les 12 500, dont 510 malades décédés à ce jour.

Selon les sources de SOHR, un grand nombre de cas d'infection ont été détectés dans la ville d'Ain Al-Arab (Kobani), où plus de 3 300 cas d'infection ont été documentés dans la seule ville d'Ain Al-Arab. De plus, de nombreux civils à Kobani présentent des symptômes du COVID-19.

Des sources de l'OSDH ont également signalé des épidémies de coronavirus dans la ville et la campagne d'Al-Hasakah, Deir Ezzor et Al-Raqqah, mais de manière moins dramatique, le nombre total de cas d'infection dans les trois provinces avoisinant 9200.

Pendant ce temps, le secteur médical dans les zones contrôlées par l'administration autonome souffre d'une situation dégradée et désastreuse, au milieu de l'incapacité du département de la santé à faire des tests pour les personnes qui présentent des symptômes du COVID-19. Les zones détenues par l'Administration autonome ont également connu la mort de dizaines de malades atteints du COVID19 en raison du manque de soins médicaux appropriés.

**L'Orient
LE JOUR**

le 22 octobre 2020
avec AFP

Quatre responsables locaux du parti prokurde HDP arrêtés

La police a arrêté jeudi dans le sud-est à majorité kurde de la Turquie quatre responsables du principal parti prokurde du pays, le HDP, ont indiqué des sources sécuritaires.

Les quatre personnes, arrêtées lors de raids policiers, sont les coprésidents du HDP à Diyarbakir, chef-lieu de la province éponyme, Hulya Alokmen Uyanik et Zeyyat Ceylan, et leurs homologues du district de Yenisehir, Remziye Siziçi et Kasim Kaya, selon les sour-



Des policiers turcs à Istanbul. Photo d'archives AFP

ces. Des bannières du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et des documents ont été saisis lors

de ces raids, a indiqué une source judiciaire parlant sous couvert d'anonymat.

Le pouvoir turc accuse HDP d'être une "vitrine politique" du PKK, chef de file de la guérilla kurde en Turquie depuis 1984 et classé organisation terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux. Le HDP, dont plusieurs responsables ont été arrêtés de-

puis trois ans, rejette ces accusations et se dit victime de répression en raison de sa farouche opposition au président turc.

Selahattin Demirtas, ancien dirigeant emblématique du HDP est détenu depuis novembre 2016 pour des accusations en lien avec le "terrorisme". Plusieurs maires prokurdes dans le sud-est de la Turquie ont été déchus de leur mandat et arrêtés ces derniers mois pour leurs liens présumés avec le PKK.



22 octobre 2020

L'OSDH dénonce les exactions continues des mercenaires pro-turcs dans la région occupée de Serêkaniyê

Le mécontentement populaire grandit dans la zone occupée de Serêkaniyê, au nord de la Syrie, où les groupes de mercenaires djihadistes contrôlés par la Turquie se livrent à des violations répétées des droits humains, rapporte l'Observatoire syrien des Droits de l'Homme.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a rapporté que les forces d'occupation turques et les factions alliées avaient pris d'assaut, mercredi 21 octobre, le village de Rihaniyah, dans la région occupée de Serêkaniyê (Ras al-Aïn), et ouvert le feu sur des voitures près du village, traquant des personnes recherchées.

Les habitants de Serêkaniyê, majoritairement kurdes, craignent des représailles après que



trois membres de factions soutenues par Ankara aient été tués dans la région par les Forces démocratiques syriennes (FDS), a indiqué l'OSDH.

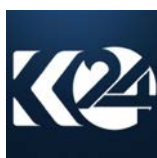
L'Observatoire syrien a fait état du mécontentement grandissant de la population locale, en réaction aux descentes violentes et répétées des forces d'occupation dans les maisons et aux confiscations de télép-

hones, leurs propriétaires étant accusés de "communiquer" avec les FDS et de "faciliter" leurs mouvements dans la région.

Les violations commises à l'encontre des personnes qui souhaitent atteindre la Turquie à partir des zones occupées se poursuivent, a indiqué l'OSDH qui a souligné qu'en revanche, des membres de factions sou-

tenues par la Turquie faisaient entrer clandestinement des personnes et certains matériaux en Turquie. Par ailleurs, selon des sources de l'Observatoire syrien, les membres des factions pro-turques détiennent des femmes de nationalités syrienne et non syrienne et demandent de grosses sommes d'argent en échange de leur libération.

L'OSDH rapporte en outre des tensions et affrontements permanents dans la région entre les différents groupes djihadistes soutenus par la Turquie. Il a indiqué à cet égard avoir suivi récemment la montée des tensions entre les factions "Sultan Murad", "Jaish al-Sharqiya" et "Suleiman Shah", en raison de désaccords relatifs au contrôle des points de passage et aux taxes imposées à la population.



October 23-2020
Halgurd Sherwani

COVID-19: Iraq records over 3,700 new infections in 24 hours

ERBIL (Kurdistan 24) – The Iraqi Ministry of Health and Environment on Friday announced that it had recorded over 3,700 new coronavirus infections and 48 deaths from the disease over the past 24 hours.

A ministry statement said that it had conducted 18,387 tests in the last 24 hours, making for a total of 2,724,328 tests since the beginning of the outbreak in Iraq.



Iraqi health care workers screen people's temperatures for fever, a symptom of COVID19. (Photo: AFP)

According to the latest health figures, the total number of infections in Iraq has reached 445,949, including 375,188 recoveries and 10,513 fatalities.

'Review health measures'

On Wednesday, the federal Integrity Commission called on the management of Baghdad International Airport to review the health measures that it is

taking at the facility to curb the spread of the disease.

The body warned "some of these measures" may be contributing to the spread of the virus, instead of reducing it.

The commission said in a statement that it had recorded a case, which, it suggested, airport officials had mishandled.

The authorities at the facility allowed a person who did not possess a health document showing that he was clear of the virus to interact with its staff. Such a document is mandated for all would-be travelers.

The number of infections is increasing on a daily basis in both Iraq as a whole and in the Kurdistan Region, as well. As of Friday, the autonomous re-

gion has recorded 67,184 cases since the start of the pandemic.

The commission also noted a fundamental shortcoming in health procedures at the airport.

"The competent authorities at the airport approve any health certificate for a PCR examination presented by incoming passengers, while other coun-

tries do not accept most of the tests conducted in Iraq," it said.

The body also recommended that the federal government take steps to create health examination centers at all airports and border crossings in order to detect the coronavirus and more effectively fight its spread.

Editing by Laurie Mylroie



Oct 24 2020

Turkey's Kurdish groups joining forces for Kurdistan alliance

Turkey's Kurdish political parties and NGOs in gathered in the country's majority-Kurdish southeastern Diyarbakir province on Saturday to discuss alliance options.

Ten parties and associations decided to join forces in a permanent Kurdistan alliance, left-wing pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) **said in a statement.**

"There had been some visits after the elections to do this, but today was the first time it was discussed openly and concretely to make the Kurdistan Alliance permanent," HDP Co-chair Mithat Sancar said after the meeting.

The groups will continue to work on concrete efforts to further the alliance, Sancar said.

National unity is an important issue for Kurds, because "the Kurdish people's existence as a nation is under threat," Sancar said.

"Kurds' national rights are denied recognition or constantly targeted. As such, political representatives of a people whose existence and



rights are under threat have an obligation to meet at a common line," he added.

The alliance has a potential to vastly contribute to democracy in Turkey, Sancar said. "A democratic transformation in Turkey does not seem possible without contribution from Kurds, as the experience to date shows."

Such a transformation in turn will encourage the advancement of democracy in the Middle East, the co-chair said.

"Let the world know that Kurds have united in politics," Turkey Kurdistan Democratic Party (PKK-

T) leader Mehmet Emîn Kardaş said.

The alliance draws strength from Rojava, Kardaş added, using the Kurdish word for the region in northern Syria where Syrian Kurds established a de facto autonomous zone after civil war broke out in 2011.

"Today's meeting is not for the sake of elections, but so we can work together for the national line," Kardaş said.

HDP, as the largest Kurdish party in Turkey, has supported Turkish opposition parties in recent years against the ruling Justice and Development Party (AKP), especially

in the 2019 local elections where the party urged its base to vote for opposition candidates, contributing to historic wins in Istanbul, Ankara and several other provinces.

Due to allegations of ties to terrorism, the opposition alliance made up of centre-left Republican People's Party (CHP) and centre-right Good Party (İYİP) has not officially included the HDP in the Cumhur ("People's") Alliance. But a grassroots movement has seen secular centrist voters support the HDP in recent elections so the party would be guaranteed to clear the high election threshold of 10 percent.



October 24-2020
Hiwa Shilani

COVID-19: KRG reports 860 new cases, re-opens border crossings with Iran and Turkey

ERBIL (Kurdistan 24) – The Kurdistan Region Health Ministry on Saturday reported 860 new coronavirus cases and 26 deaths due to the disease in the last 24 hours, as authorities announced the reopening of border crossings with neighboring Iran and Turkey.

A ministry statement mentioned that health workers had conducted 5,009 tests in the past 24 hours, with 860 returning positive. Of the total, 330 of the infections were in Erbil province, 137 in Sulaimani, 383 in Duhok, and 10 in Halabja.

According to the latest official figures, the Kurdistan Region has now recorded 68,044, including 39,661 recoveries and 2,289 deaths.

On Saturday, the regional Interior Ministry ordered the reopening of Kurdistan Region's border crossings with Turkey— Ibrahim Khalil—, and Iran, including Haji Omran, Bashmakh, and Parwezkhan. All entrants test for the virus before entry, the ministry noted.

A ministry of interior explained that “a test is conducted at the border crossings for people

coming to the region.” Border authorities would permit entry should they test negative and otherwise deny access to all except Iraqi nationals.

“As for foreign people who come to the region, they need an entry visa; they are not allowed to enter the region unless they have the electronic visa of the regional government or the government of Iraq.”

The ministry also extended a ban on gatherings, funerals, weddings, noting that the authorities would fine offenders two million Iraqi dinars.

The statement indicated that private sector establishments, their employees, and workers must adhere to wearing masks and apply preventive measures, warning violators of a fine of 150,000 IQD for each case.

The Interior Ministry also demanded the region's residents adhere to preventive measures, especially wearing masks and adhering to social distancing of at least 1.5 meters in public.

Editing by Khruşh Najari



24-10-2020
Viviyān Fetāh

Rojava clinic gives war injured patients new limbs and life

QAMISHLI, Kurdistan Region – In a clinic in northeastern Syria, known to Kurds as Rojava, health care workers and specialists are giving help to some of the thousands who have been injured in nearly a decade of conflict.

“We were trying to move our injured people when a Turkish rocket hit us. I felt that I lost one of my hands and fainted. I was unconscious for five days and then realized that I was hospitalized at Til Tamir hospital,” said Chakdar Reme.

The 20-year-old lost his left forearm during Turkey's Oper-



ation Peace Spring in Sari Kani (Ras al-Ain) in October 2019. He got a new limb at the Prosthetic Center.

Most of the center's patients are victims of wars and traffic accidents, but the center also treats people who have lost

limbs to disease or were born with congenital deformities.

But getting the materials needed is a challenge for the center supervised by the Kurdish Red Crescent. They depend on shipments trucked in from Damascus and delays are common.

“Sometimes they are confiscated and we are asked to pay money for their release. We do not know why this happens. Last time, it took us 5-6 months to receive the delivery,” said Rebaz Ali, head of the Prosthetic Center.

The fragility of Armenia's largest ethnic minority

Most of the 100,000 Yazidis from the former Soviet Union consider Armenia to be their homeland. But in Armenia itself, the community faces a crisis of survival as economic hardship and rural poverty drive them out of the country, writes Lemma Shehadi

On a hot and dry September morning, the descendants of three Yazidi villages from the Armavir region in Armenia met at a cemetery on a hill, on the outskirts of the town of Sardarapat. Every village has its own annual cemetery festival, which is pegged to the cattle feeding seasons. "We remember our dead every year as an act of giving wellness," said Sheikh Kenyas Sijaddin, a priest attending the festival.

Originally a religious minority from northern Iraq, Yazidis came to Armenia in the 19th and early 20th centuries. The origins of the monotheistic religion are disputed because it does not have a book and its sacred songs are passed on orally from generation to generation.

In Armenia, Yazidis living in compact settlements preserved the secrets of their ageless religion, while developing their own distinct culture and history. "We know songs that are long forgotten in Iraq," said Sheikh Tosun Shamsani, a priest from a nearby village in Armavir.

Over 300 people came to the cemetery on that day, many having travelled from Russia and Europe to visit the graves of their ancestors. "Armenia is our homeland. It is where our relatives are buried and we come to this cemetery every year to visit them," explained Katya Broian, an Armenian-born Yazidi who lives in St Petersburg.

Armenian Yazidi village's cemetery festival



We remember our dead every year as an act of giving wellness'
Lemma Shehadi

Broian's father is buried at the Sardarapat cemetery. She, her sisters, mother, grandmother and aunts travelled from Russia to bring white flowers and mourn at the foot of his grave. At the request of another family, the priest Sijaddin stood in front of a grave, his palms facing up to the sky as he recited prayers for the dead. For the occasion, he wore a grey suit and crocodile shoes with the initials of a famous French fashion brand. The men of the deceased's family each give him 1,000 drams (around £2). Older women, known as "bleeding hearts", extolled elegies to the dead, sometimes sung, sometimes spoken.

"I don't write or record anything, my words are spontaneous and they come from within," said Lucik Safarian, an Armenian-born elderly woman who now lives in Georgia.

"There is a deep respect for the bleeding hearts when they sing," said anthropologist Estelle Amy de la Breteque, who has documented the oral tradi-

tions of Yazidi villages in Armenia. "The women can raise their voices about the community's political or social issues, without any interruption from men."

But this event in Armenia may be among the last. "Every year, fewer people attend these ceremonies, because they live abroad," bemoaned villager Temur Akmoyan.

The question of how to preserve the community is complex and related to Armenia's own social and political struggles.

The World Bank estimates that 21.9 per cent of Armenians are unemployed. Just two years ago, one in four Armenians lived below the country's national poverty line; in 2004, it was one in two. Over one million Armenian migrants are estimated to be working in Russia, and Armenia's population of 2.9 million is on the decline. A war with Azerbaijan over the disputed territories of Nagorno-Karabakh was re-

ignited on 27 September, plunging Armenia into further uncertainty.

For the Yazidis of Armenia, these national issues are a threat to the dwindling community's survival. For Armenians, the departure of Yazidis would represent the erasure of the last trace of diversity in a country that is 98 per cent ethnic Armenian and Christian. Yazidis in Armenia number at just over 37,000 people, or 1.2 per cent of the Armenian population.

Behind the cemetery, on the other side of the hill, the Sardarapat Memorial commemorates an important battle for the city in 1918, which laid the foundations of modern-day Armenia. Like hundreds of thousands of Armenians, entire Yazidi villages were expelled from the Ottoman empire in 1915 by Constantinople authorities and their Kurdish Muslim mercenaries. In campaigns to defend the country's current borders, Yazidi battalions fought alongside the Armenians against the Ottoman armies.

Funeral musicians playing the *duduk*, an ancient Armenian flute.

The Yazidis preserve memories of their expulsion from contemporary eastern Turkey in their oral traditions. In a village in Armenia's Aparan region, the musician Savto Tamoyan sang one such epic lament. His voice carried through the wood and stone house, his words accompanied by two fellow musicians who played the *duduk*, an ancient Armenian flute.

KRSC Thwarts Sabotage Attacks against Local Officials, Foreign Diplomats: Statement

ERBIL — The Kurdistan Region Security Council (KRSC) on Monday revealed that it had prevented several security threats and sabotage attacks planned against local Kurdish officials and foreign diplomatic missions in Kurdistan Region.

According to an official statement by the KRSC, police, security forces, intelligence and counter-terrorism forces of Kurdistan Region had revealed and foiled at least three attacks by groups linked to the Kurdistan Workers' Party (PKK).

"Two specific sets of planned attacks, including one set by the PKK, were uncovered and prevented through the close coordination of the police, security, intelligence and counter-terrorism officials across the Kurdistan Region. Some of those responsible had ties to, and may have been directed by, individuals based outside Iraq, including in Europe," reads the statement.

The KRSC added that those who were the targets of the attacks have been informed and all necessary countermeasures and precautions have been taken to guarantee the safety of the diplomats and foreign businesspeople in the Kurdistan Region.

Despite several arrests in line with the operations, the Kurdistan Region Security Council has sought further assistance from the international law enforcement partners through Interpol, hoping that this will lead to additional arrests in due course.



"The first case involved at least 12 suspects with links to PKK, as well as a number of other persons of interest based in other countries, including in Europe. The suspects planned to attack a foreign diplomatic mission in Erbil; assassinate members of that foreign mission; and carry out attacks on private companies from that country operating in the Kurdistan Region. They also planned an attack on a major western brand in Kurdistan. The group was observed and then intercepted by the security forces, in an operation lasting over four months, saving numerous lives. Several arrests have been made, including two Syrian nationals. It is likely more arrests will follow. The suspects will be charged in due course under Article 1 of Law 21 (2003)," the statement revealed.

Furthermore, during a separate operation lasting for over one year, the Kurdistan Region security forces arrested eight

more people whom are all Iraqis.

The group had planned to assassinate a KRG governor and to carry out other acts of violence in the Kurdistan Region in general and in Duhok province in particular. The group had also planned to target government bodies and property through attacks to undermine national security and KRG's security services, the KRSC said, noting that formal charges under Article 1 of Law 21 (2003) will soon be laid against the individuals concerned.

"A third group has been intercepted as a result of an ongoing counter-intelligence operation lasting over a year. Seven suspects have been arrested under Article 1 of Law 21 (2003) by the police, who were operating with search and arrest warrants. All are Iraqi citizens and more arrests may follow. Intelligence gathered so far indicates that this

group was part of a network established several years ago to collect information on KRG's intelligence and military services, buildings and employees. The group also collected information as part of a plan to attack a senior intelligence official and a sitting judge. The group has shared information with other parties, including with PKK. We are briefing relevant foreign governments and intelligence services on this operation and the information we have uncovered."

The Kurdistan Region Security Council emphasized in its statement that these operations show both the ongoing threat to the peace and stability of the Kurdistan Region, and its security forces' effective response.

It reminded that the Kurdistan Region "will not tolerate any acts of violence against foreign diplomats or businesses in Kurdistan."



26/10/2020

5-km-long artwork pays homage to abused Iraq Kurd women

Sulaimaniyah (Iraq) (AFP)

Along a five-kilometre (three-mile) stretch of road in Sulaimaniyah, an Iraqi Kurdish artist on Monday unveiled a stitched collage of clothes from women survivors of domestic violence.

"Three months ago, I started collecting the clothes of women subjected to violence by their husbands and families throughout the region," Tara Abdallah, who stitched the artwork that has been strung up across the city, told AFP.

The visual artist had asked women survivors to donate a scrap of clothing that symbolised their trauma and sewed them together to create a giant, colourful patchwork.



An artwork by Iraqi visual artist Tara Abdallah hangs along a street in the city of Sulaimaniyah in northern Iraq's autonomous Kurdish region. Shwan MOHAMMED AFP

"I heard lots of stories about violence that women in our society endured in the course of my research... Every piece in this work has a story behind it," she said.

The UN regularly condemns "honour killings" of women in Iraqi Kurdistan, which promotes itself as progressive, over sexual conduct.

About 37.5 percent of Kurdish women aged between 15 and 49 are also forced to undergo female genital mutilation (FGM) in the autonomous Kurdistan region of northern Iraq, according to the United Nations.

The figure is less than one percent for women in the rest of Iraq.

Out of desperation, Iraqi Kurdish women often commit suicide to escape domestic violence or forced marriages.

Rights groups say domestic violence surged globally during the lockdown earlier this year to curb the coronavirus pandemic.

© 2020 AFP



Oct 27, 2020

Turkey looking to launch new offensive into northern Syria - PYD official

Turkey is preparing to launch new attacks in northern and eastern Syria, a leading official with the Syrian Kurdish Democratic Union Party (PYD), the political arm of the Syrian Democratic Forces (SDF), said on Monday.

Turkey is waiting on opportunity to start new offensive targeting Kurdish forces in the war-torn country and will resort to "special war methods, such as chaos, disorder and assassination," member of the PYD's Joint Presidency Body, Foza Yusif, told **Turkish Özgür Politika newspaper**.



The PYD, which **dominates the Kurdish-majority region in Syria's northeast**, is deemed to be a terrorist organisation by Turkey due to its links to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), an armed group that has been fighting for Kurd-

ish self rule in the country for almost four decades.

Turkey has launched **three military offensives into neighbouring Syria** since 2016 - Euphrates Shield in 2016, Olive Branch in 2018, and

Peace Spring in 2019 - targeting Kurdish forces in the north, which Ankara sees as a threat due to their alleged links to the PKK.

"War and crises will remain on the agenda (of the region) for two years," Yusif said.

"The autonomous administration of northeast Syria can now provide a political solution for the whole of Syria," she added. "As such, the powers that conduct politics on the ground in Syria must pay attention to this power, which rules over a region, where millions reside."

franceinfo: 26/10/2020

Boycott des produits français par la Turquie :

"Du point de vue économique, il faut quand même beaucoup relativiser le risque", estime Olivier Babeau, économiste

Olivier Babeau explique que la France réalise 67% de ses exportations vers l'Europe et seulement 3% vers le Proche et le Moyen-Orient.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a officiellement appelé lundi 26 octobre ses compatriotes à boycotter les produits français, après les tensions entre la France et la Turquie sur le traitement des musulmans de France. "Du point de vue économique, il faut quand même beaucoup relativiser le risque", a affirmé le même jour sur franceinfo l'économiste Olivier Babeau, président de l'Institut Sapiens. Cette déclaration intervient après les appels au boycott dans plusieurs pays du Moyen-Orient.

Olivier Babeau rappelle que "l'Union européenne et l'Europe hors Union européenne" représentent "67%" des exportations de la France. "Le Proche-Orient et le Moyen-Orient, c'est seulement 3%". Selon lui, "c'est évidemment une part assez faible de nos exportations, même si c'est l'une des rares zones excédentaires où les exportations sont supérieures à nos importati-



Le président turc Recep Tayyip Erdogan lors d'une conférence de presse, à Ankara, la capitale de la Turquie, le 24 août 2020. (ADEM ALTAN / AFP)

ons. Mais c'est quand même assez marginal". "La Turquie exporte plus qu'elle n'importe des produits français", souligne Olivier Babeau. "Si on imagine qu'on cesse toute relation commerciale, c'est la Turquie qui perd 2,7 milliards d'euros d'excédent commercial par rapport à la France. Donc c'est plutôt elle que cela générerait que nous, même si cela pose des problèmes aux entreprises qui sont touchées."

Cet appel au boycott est surtout une instrumentalisation politique d'Erdogan

Les entreprises françaises concernées sont celles de "la construction aéronautique, de l'automobile, un peu les produits chimiques, l'outillage et les machines", détaille l'écono-

miste. "Donc évidemment on ne peut pas dire que s'il y avait des relations commerciales qui s'arrêtaient, cela ne serait pas un problème pour les entreprises." Pour elles, "c'est une remise en cause de certains marchés qui, ici, sont conséquents". Mais pour l'instant, "il n'y a rien qui soit d'une ampleur qui pose problème".

Olivier Babeau estime en revanche que cet appel au boycott est "surtout une instrumentalisation politique" du président turc. "C'est une façon de montrer à ses propres habitants la façon dont on traite le reste du monde. C'est dans cet esprit qu'Erdogan a utilisé cet épisode terrible [l'assassinat de Samuel Paty] chez nous en France." Mais il assure qu'"au-delà des déclarations excessives et des tempêtes diplomatiques, il n'y a pas lieu de s'inquiéter. Économiquement, ça ne va pas très loin".

LE FIGARO

26-10-2020
Philippe Gélie

La politique de l'insulte

Parce que son islamisme politique exècre la laïcité française, le Frère musulman Recep Tayyip Erdogan prescrit à Emmanuel Macron « des examens de santé mentale ». Le niveau de l'injure donne envie de s'écrier avec Cyrano : « C'est un peu court jeune homme !... Mais d'esprit, vous n'en eûtes jamais un

atome... » L'Élysée rétorque que « l'outrance et la grossièreté ne sont pas une méthode ». Si, malheureusement. Dans une chronique titrée « La politique de l'insulte », l'académicien Georges Duhamel notait déjà le 14 octobre 1938 à la une du Figaro (il visait alors Hitler et Göring) que l'insulte a pour fonction de « frapper les multitudes et

exaspérer l'adversaire ». C'est pourquoi elle est un instrument de choix des populistes : d'un ministre du Brésilien Bolsonaro le traitant de « crétin opportuniste » à Donald Trump raillant sa « stupidité » de vouloir taxer les géants américains de l'internet, ils manifestent une étrange prédilection à se payer la tête du président français...

La volonté d'humiliation personnelle sert chez Erdogan un objectif politique : mobiliser les islamistes de tout poil contre la France, le pays qui dénonce avec le plus de force et de constance ses coups tordus en Syrie, en Libye, en Méditerranée orientale ou au Haut-Karabakh. Comme tous les autocrates en perte de vitesse, le président

turc éprouve sans cesse le besoin de créer de nouvelles crises pour détourner l'attention de ses propres échecs - économiques et démocratiques. Voilà donc notre pays et ses productions (y compris culturelles) boycottés

par des régimes dont aucun ne peut donner des leçons de tolérance religieuse ou politique. Cette inversion des culpabilités, après l'ignoble assassinat terroriste de l'enseignant Samuel Paty - qu'Erdogan semble cauti-

onner par son silence -, en dit plus long sur eux que sur nous.

L'insulte, chez les islamistes, est souvent une invitation à tuer. Devant cette intimidation, les démocraties occidentales doivent

serrer les rangs pour la défense de leurs valeurs, car aucune ne peut se croire à l'abri. Le drapeau bleu-blanc-rouge qu'on brûle ici n'est pas celui de la France, c'est celui de la liberté.

LE FIGARO

26-10-2020
Isabelle Lassserre

Nouvelle passe d'armes entre la France et la Turquie

Paris a rappelé son ambassadeur à Ankara après qu'Erdogan a mis en doute la «santé mentale» d'Emmanuel Macron. Dernier épisode d'un conflit qui s'aggrave.

C'est une nouvelle étape dans la dégradation des relations entre la France et la Turquie de Recep Tayyip Erdogan. Dans un geste diplomatique rare et fort, Emmanuel Macron a rappelé samedi son ambassadeur en Turquie pour protester contre les «propos inacceptables», mais aussi contre «l'outrance et la grossièreté» du président turc, qui a mis en cause sa «santé mentale». «Tout ce qu'on peut dire d'un chef d'État qui traite des millions de membres de communautés différentes de cette manière, c'est: allez d'abord faire des examens de santé mentale», avait affirmé Erdogan samedi dans un discours à la télévision. Il réagissait aux propos d'Emmanuel Macron qui avait promis que la France continuerait de défendre les caricatures de Mahomet. C'est la première fois dans l'histoire des relations entre les deux pays que le représentant de la diplomatie française est ainsi rappelé à Paris. Le président français a aussi regretté «l'absence de messages de condoléances et de soutien du président turc après l'assassinat de Samuel Paty».

Entre la France et la Turquie, les tensions sont vieilles et an-



Manifestation à Istanbul, le 25 octobre 2020. TOLGA BOZOGLU/ EPA/ MAXPPP

térieures à l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée. Les résistances françaises à l'entrée dans l'Europe de la Turquie et la loi de 2001 sur le génocide arménien par les Turcs ottomans, avaient braqué Ankara contre Paris. Mais depuis 2017, de nouveaux irritants et la politique néo-impériale d'Erdogan ont créé un fossé béant entre les deux pays. Profitant du retrait américain au Moyen-Orient, l'offensive turque dans le nord-ouest de la Syrie contre les forces kurdes YPG, alliées de la France et de ses partenaires de la coalition anti-Daech, a été mal vécue par Paris. Comme a été mal vécu

le changement de rapport de force provoqué par le soutien d'Ankara au Gouvernement d'union nationale (GNA) de Fayez al-Sarraj à Tripoli, alors que la France avait misé sur les forces du général Haftar, tout en essayant de favoriser une réconciliation entre les frères ennemis de la politique libyenne.

Chantage migratoire

À Paris, on observe que l'influence grandissante de la Turquie en Libye donne au président Erdogan, dont le pays est le verrou de l'Europe et qui exerce sur elle un chan-

tage permanent avec ses réfugiés syriens, un deuxième levier sur les mouvements migratoires. En 2019, les propos d'Emmanuel Macron dans *The Economist* sur la «mort cérébrale de l'Otan» ne visaient pas seulement les attaques de Donald Trump contre l'Alliance atlantique et son unilatéralisme. Ils pointaient aussi les provocations de la Turquie, pilier de l'organisation, contre ses partenaires, dont elle prend le contre-pied en Syrie, mais aussi en achetant un système de défense antimissile russe S400 incompatible avec l'Alliance. À l'époque déjà Recep Tayyip Erdogan avait affirmé que Macron lui-même était «en état de mort cérébrale».

En juin 2020, les relations ont subi une nouvelle dégradation à la suite d'un incident en Méditerranée orientale entre la frégate française Courbet, prise à partie par un navire turc alors qu'elle effectuait une mission de surveillance de l'Otan dans le cadre de l'embargo sur les armes à destination de la Libye. En quelques mois, la Turquie a fait de cette zone, où elle convoite de nouveaux gisements gaziers et multiplie les incursions dans les espaces

maritimes de la Grèce et de Chypre, un nouveau terrain d'affrontement.

Insultes et provocations

En septembre, le président français avait organisé la solidarité avec la Grèce et Chypre au sein du sommet des pays de la Méditerranée, Med 7. «Emmanuel Macron se présente comme le défenseur des frontières européennes et de la souveraineté face à l'assurance, si ce n'est l'agressivité, de la Turquie», écrit Bruno Tertrais, le directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique, dans une note pour World Politics Review. Depuis, le président turc multiplie les insultes et les provocations à l'égard d'Emmanuel Macron.

L'islam est aussi un sujet majeur. Depuis qu'il est arrivé au pouvoir, Emmanuel Macron s'inquiète de l'entrisme de l'islam religieux turc en France, auprès des communautés musulmanes. La Turquie, qui possède la moitié des 300 imams détachés par des pays étrangers et cherche à implanter des écoles turques en France, n'a pas apprécié les initiatives du gouvernement français pour mettre fin à cette influence. Il y a deux semaines, Er-

dogan a violemment réagi aux déclarations d'Emmanuel Macron sur le «séparatisme islamiste» et la nécessité de «structurer l'islam» en France. Les initiatives du président français contre l'islam politique après l'horrible assassinat de Conflans-Sainte-Honorine ont encore attisé la colère d'Erdoğan, qui se voit en défenseur de tous les musulmans. «Il y a une campagne islamiste contre la France. Elle est organisée, elle n'est pas le fait du hasard et les émetteurs sont très largement turcs», affirme-t-on à Paris.

Pour l'islamiste Recep Tayyip Erdoğan, la France est une cible de choix. Elle est le pays d'Europe qui abrite la plus grosse communauté musulmane. Elle défend sans relâche la laïcité. Et son président a pris la tête de la fronde antiturque. Il a mis en garde ses partenaires européens, les sensibilisant sur le risque posé par Erdoğan en Méditerranée orientale, en Libye et en Syrie, mais aussi, plus récemment, dans le conflit du Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. La division des tâches au sein du tandem franco-allemand, l'Allemagne jouant le rôle de négociateur et la France montrant ses muscles, a produit des ré-

sultats positifs. Les propos disruptifs du président à l'Otan ont aussi réveillé certains alliés. Mais jusqu'à quand?

La politique de l'autruche

Car depuis l'été, les membres de l'Alliance atlantique, dont l'animal fétiche est l'autruche, ont replongé la tête dans le sable. Le rapport exigé par la France après l'incident du Coubert a été enterré. Les Américains sont restés indifférents aux provocations turques. C'est la même chose au sein de l'Europe. Les pays d'Europe centrale et orientale, épargnés par l'islamisme radical, tiennent avant tout à préserver la solidité de l'Otan et à rester sous le parapluie sécuritaire américain, même perforé de trous béants. D'autres veulent ménager la Turquie par peur des représailles migratoires que pourraient leur faire subir Erdoğan. L'Allemagne hésite à élever le ton en raison de sa forte population d'origine turque. Résultat: les Vingt-Sept ont renoncé début octobre à Bruxelles à discuter d'éventuelles sanctions contre la Turquie, préférant jouer la carte de l'apaisement et renvoyant leur examen à décembre. Le président turc a compris le message et interprété la mollesse des États européens comme un

encouragement à poursuivre sa politique. Il a renvoyé les navires qu'il avait rappelés deux jours avant le Conseil européen au large de l'île grecque de Kastellorizo.

Ce nouveau dérapage d'Erdoğan, ajouté aux provocations quotidiennes vis-à-vis de ses alliés, changera-t-il la donne? Les États-Unis ont condamné le test des S400 et menacé Erdoğan de «conséquences graves». Le chef de la diplomatie européenne a dénoncé les propos «inacceptables» du président turc à l'encontre d'Emmanuel Macron et appelé Ankara à «cesser cette spirale dangereuse de confrontation». Même son de cloche chez la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen: «Si Ankara poursuit ses actions illégales, nous utiliserons tous les instruments à notre disposition.» Le prochain rendez-vous a été fixé au Conseil européen du mois de décembre. «Des exigences sont posées. Erdoğan a deux mois pour répondre. Des mesures devront être prises à la fin de cette année», a prévenu Emmanuel Macron. Mais l'issue du dossier turc dépendra aussi de l'élection américaine.

Le Monde

26-10-2020
Marie Jégo

Tayyip Erdoğan, attaque violemment Emmanuel Macron

Le président turc a multiplié, dimanche, les attaques contre son homologue français, provoquant le rappel de l'ambassadeur de France à Ankara. En voulant imposer la formation d'imams locaux, Paris contrarie la politique d'influence de la Turquie via la religion.

Insulter le président français, Emmanuel Macron, est décidément la nouvelle marotte du président turc, Recep Tayyip Erdoğan, actuellement en tournée dans les provinces du centre et de l'est de la Turquie pour rehausser son prestige.

Dimanche 25 octobre, dans un discours prononcé à Malatya, dans l'est du pays, [M. Erdoğan s'en est pris une nouvelle fois à son homologue français](#), qu'il soupçonne d'avoir un « problème » envers l'islam, et à qui il recommande « de subir des

examens médicaux ».

Réitérant ses doutes sur la santé mentale d'Emmanuel Macron, il a posé son diagnostic : « Il est obsédé par Erdoğan, jour et nuit. » La veille, il avait déjà préconisé « des exa-

mens de santé mentale » pour le président français. « Quel est le problème de cette personne qui s'appelle Macron avec les musulmans et l'islam ? », avait-il interrogé dans son discours à l'adresse des délégués de son Parti de la

justice et du développement (AKP, islamo-conservateur), à Kayseri, au centre de la Turquie.

[Jugeant ces propos « inacceptables », l'Elysée a décidé de rappeler son ambassadeur à Ankara pour consultation](#), un acte assez inédit dans les relations diplomatiques franco-turques. Un précédent avait eu lieu en 1901, quand Jean Antoine Ernest Constans, ambassadeur de France auprès de la Sublime Porte, avait été rappelé à Paris mais pour une tout autre raison, en l'occurrence une créance non payée. Dans le cas présent, la France a voulu envoyer un signal fort. « L'outrance et la grossièreté ne sont pas une méthode », a fait savoir la présidence française, exigeant du numéro un turc « qu'il change le cours de sa politique car elle est dangereuse à tous points de vue ».

« Islamophobie » et « fascisme » de la France

Par ailleurs, l'Elysée a déploré, dans son communiqué, « l'absence de toute marque officielle de condamnation ou de solidarité des autorités turques après l'attentat terroriste de Conflans-Sainte-Honorine », en référence à Samuel Paty, [l'enseignant décapité il y a une semaine par un islamiste fanatisé](#) pour avoir montré des caricatures du prophète Mahomet dans le cadre d'un cours sur la liberté d'expression. L'ambassadeur de Turquie en France a présenté ses condoléances, a assuré dimanche le ministère des affaires étrangères turc.

Ce drame est passé inaperçu en Turquie, où le récit officiel distillé par les médias s'articule autour de « l'islamophobie » et du « fascisme » de la France. « La France a récemment lancé une vaste chasse aux sorcières contre la communauté musulmane », écrit



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan (à droite), salue les membres de son parti, dans un stade, le 24 octobre à Kayseri (Turquie). PRESIDENCE DE TURQUIE via AP

dimanche le quotidien Sabah, le porte-voix du pouvoir, qui informe ses lecteurs de « la fermeture de nombreuses ONG et mosquées tandis que les agressions contre les musulmans ont atteint un pic ». L'Allemagne aussi est conspuée depuis que la police allemande a perquisitionné la mosquée Mevlana à Berlin, dont les dirigeants font l'objet d'une enquête pour corruption.

Ces derniers jours, une rumeur colportée par les réseaux sociaux a échauffé les esprits. Des municipalités françaises auraient projeté des caricatures du Prophète sur les murs de bâtiments d'Etat, « une provocation de plus », selon les internautes. Vendredi, des manifestants brandissant des drapeaux ouïgours ont protesté sur l'esplanade de l'université de Beyazit à Istanbul contre « la projection des caricatures du Prophète ». Dimanche, des réfugiés syriens se sont mobilisés à Istanbul, à Gaziantep, à Izmir, contre les caricatures du Prophète et son corollaire désigné, l'islamophobie.

Les relations franco-turques n'ont jamais été aussi délitées. La tension est montée graduellement au fil des mois entre les deux présidents, d'abord sur la

guerre en Libye, puis au sujet des explorations turques en Méditerranée orientale, et récemment à propos du soutien d'Ankara à l'Azerbaïdjan, reparti en guerre contre l'Arménie pour le contrôle du Haut-Karabakh. Dans tous ces dossiers de politique étrangère, le président turc joue les trublions, souffle sur les braises des vieilles rancœurs et des conflits mal éteints. Il y a aussi sa volonté de s'affirmer en défenseur mondial de l'islam sunnite et des musulmans opprimés.

Popularité en baisse

Faire du président français un parangon de l'islamophobie est un chiffon rouge qu'il aime agiter pour rehausser sa popularité urbi et orbi. Il en a besoin. Selon l'institut d'études de l'opinion Avrasya, si l'élection présidentielle, prévue pour juin 2023, devait se tenir ces jours-ci, M. Erdogan obtiendrait 38,7 % des voix, contre 41,9 % pour [Ekrem Imamoglu, le maire d'Istanbul, son principal rival](#). L'économie est en berne et le projet de révolution culturelle, cher au président, est un échec. Il l'a reconnu en inaugurant, vendredi 23 octobre, le campus de l'université Ibn Khaldoun à Istanbul. « Dans les domaines de l'éducation et de la culture,

nous n'avons pas réussi à faire avancer nos idées », a-t-il regretté. Sa déception s'est portée sur les journalistes. « Nos médias ne reflètent pas notre voix. »

Pourtant, la plupart des médias gouvernementaux relaient fidèlement la pensée du « Grand Homme », l'un des surnoms de M. Erdogan. Ils n'ont eu de cesse, ces derniers temps, de fustiger la France, un pays « colonialiste », « raciste », où les musulmans sont persécutés de la pire manière. Vue d'Ankara, cette persécution s'apparente « à la diabolisation des juifs européens dans les années 1920 », a expliqué, dimanche 25 octobre, sur son compte [Twitter](#), Fahrettin Altun, le directeur de la communication de la présidence turque, convaincu que « l'Europe est un endroit de plus en plus dangereux pour les musulmans ».

En filigrane, les autorités turques n'ont pas digéré le fait qu'Emmanuel Macron cherche à renforcer le contrôle des lieux de culte musulmans sur le sol français et décide, à cet effet, d'en finir avec les envois d'imams et de prêcheurs étrangers en France. La Turquie est le pays le plus investi dans la gestion de l'islam en France, puisqu'elle envoie, à elle seule, la moitié des 300 imams détachés de l'étranger. Elle craint de perdre son influence si la loi sur le renforcement de la laïcité en France est votée. L'Union des affaires culturelles turco-islamiques (Ditib), financée par Ankara pour faire rayonner l'islam turc à l'étranger, risque de perdre son fonds de commerce. Le discours du président français aux Mureaux (Yvelines), le 2 octobre, son allusion à « l'islam en crise », avait tout particulièrement ulcéré le président Erdogan, qui y avait décelé « de l'abus de pouvoir », un syndrome qu'il connaît bien.

Recep Tayyip Erdogan, le sultan pyromane

Editorial. Face à la diatribe du président turc contre son homologue français dans un contexte de tensions entre les deux pays sur plusieurs fronts géopolitiques, il est important que la solidarité envers Paris s'exprime.

Comme s'il n'avait pas assez de crises sur les bras, Recep Tayyip Erdogan vient d'en ajouter une autre. En critiquant violemment le président français, Emmanuel Macron, auquel il a recommandé, à deux reprises, samedi 24 octobre et dimanche 25, de faire examiner sa santé mentale, le chef de l'Etat turc a allumé un nouveau feu dans un paysage déjà passablement incandescent, en grande partie du fait de ses initiatives.

Les relations entre Paris et Ankara, tendues depuis plus d'un an en raison de divergences sur la Syrie et la Libye, où la Turquie est militairement impliquée, se sont détériorées ces derniers mois à propos de l'activité de la marine turque en Méditerranée orientale, notamment dans les eaux territoriales grecques et chypriotes. Aujourd'hui, ce sont la politique française de lutte contre l'islam radical et le discours du président Macron lors de l'hommage national à Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie décapité, le 16 octobre, par

un terroriste islamiste, qui sont dans le viseur du président Erdogan.

En réaction à la « grossièreté » de ce dernier, la France a rappelé son ambassadeur à Ankara pour consultation et M. Macron a réitéré sa position, dimanche soir : « Rien ne nous fera reculer, jamais », a-t-il insisté sur Twitter, alors que des appels au boycottage des produits français étaient lancés dans certains pays du Golfe.

Que cherche le président turc ? D'abord à multiplier les conflits à l'extérieur et à apparaître ainsi à ses concitoyens comme l'artisan d'une nouvelle puissance ottomane, alors que son économie va mal, que la monnaie turque, la livre, s'effondre et que son projet de révolution culturelle cale. Le seul niveau qui ne baisse pas est celui de la répression. Après la Syrie, la Libye, l'Irak et la Méditerranée orientale, la Turquie pousse maintenant ses pions dans le Caucase en épaulant l'Azerbaïdjan dans la guerre du Haut-Karabakh. Profitant de la passivité des Etats-Unis de

Donald Trump, qui n'a jamais fait mystère de sa sympathie pour l'autocrate turc, Ankara vient aussi de procéder à un test des missiles de défense aérienne S-400 qu'il a achetés à la Russie, en violation de toutes les pratiques de l'OTAN, dont la Turquie est membre.

En concurrence avec l'Arabie saoudite

Recep Tayyip Erdogan est également animé par la volonté d'apparaître comme le principal défenseur du monde musulman, en fustigeant le traitement dont l'islam fait l'objet dans les pays de l'Union européenne – tout en taisant celui dont les Ouïgours sont la cible en Chine. Il est en concurrence avec l'Arabie saoudite. Il n'ira pas jusqu'à appeler au boycottage des produits de France, mais il s'en prend à son président.

Enfin, cette nouvelle offensive du dirigeant turc trahit sa frustration à l'égard du projet de loi en préparation à Paris sur le séparatisme islamiste, qui devrait priver la Turquie de son

principal levier sur l'islam en France, celui des imams turcs et des professeurs de langue turcs dans les écoles publiques.

Il reste que la France, volontairement montée en première ligne en Méditerranée orientale, ne doit pas demeurer seule à affronter l'aventurisme du président turc. La solidarité avec Paris dans ce nouvel épisode, expressément formulée, dimanche, par les dirigeants des institutions de l'UE, est importante. Celle des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats-membres, notamment de l'Allemagne, serait également la bienvenue, de même que des prises de position plus fermes du secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, face aux dérives d'Ankara au sein de cette organisation.

Précision : Le président Erdogan a appelé mardi 27 octobre au boycottage des produits français. Cette annonce était postérieure à la publication de notre éditorial.



26 octobre 2020

Jérémy Berlioux, Correspondant à Istanbul —

Insultes d'Erdogan : entre Paris et Ankara, la diplomatie en carafe

Paris a rappelé « pour consultation » son ambassadeur en Turquie. Une réponse aux propos du président turc, qui invitait Emmanuel Macron à suivre des « soins mentaux » après la réponse de la France à l'attentat de Conflans.

Rien ne va plus entre la France et la Turquie. Samedi soir, le gouvernement français a décidé de rappeler « pour consultation » son ambassadeur en Turquie. Ce signal se veut une réponse forte aux propos tenus samedi par le président Erdogan. « Quel problème a cette

personne dénommée Macron avec les musulmans et l'islam ? Macron a besoin de soins au niveau mental », a-t-il déclaré.

Pour le pouvoir turc, les vellétés du gouvernement français de « structurer l'islam » et de lutter contre l'islamisme radical

équivalent à de l'islamophobie. Pour Paris, le timing de ces propos, juste après l'hommage rendu à Samuel Paty, et l'absence de condoléances de la part de la présidence turque ne passent pas. Dimanche, le Quai d'Orsay a dénoncé ces insultes, de même qu'une

«propagande haineuse et calomnieuse» qui viserait à «attiser la haine contre nous et en notre sein».

«Manipulation»

Si, en 2015, le Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, avait été dépêché à Paris après l'attentat à Charlie Hebdo, l'attitude du pouvoir est aujourd'hui bien différente. Après l'attentat de Conflans, nulle compassion dans la presse aux ordres d'Ankara. Certains sont allés jusqu'à avancer la thèse d'un complot orchestré contre les musulmans. Dimanche, Fahrettin Altun, le tout-puissant directeur de la communication présidentielle, écrivait sur Twitter que «l'Europe est un endroit de plus en plus dangereux pour les musulmans. La politique de la manipulation [dog-whistle politics en VO, ndlr] avec des caricatures injurieuses, des accusations de séparatisme contre les musulmans et des raids contre les mosquées n'a rien à voir avec la liberté d'expression».

L'offensive du gouvernement

français contre le «séparatisme islamiste» provoque aussi l'ire de Recep Tayyip Erdogan. Début octobre, il s'en était déjà pris à Emmanuel Macron pour ses propos sur l'islam «en crise». Au centre des tensions, on trouve les ressources engagées par la Turquie pour contrôler sa diaspora via des associations culturelles et politiques, et pour exercer une influence sur le culte musulman par le biais d'imams détachés et de financements. Un problème aussi source de tensions entre Ankara et plusieurs capitales européennes.

Ce regain de tensions s'inscrit aussi dans la longue dégradation des relations entre les deux pays. La Turquie dénonce depuis des années l'aide apportée par Paris aux forces kurdes en Syrie. Vu d'Ankara, Paris exige hypocritement de ses alliés une unité totale dans la lutte contre le jihadisme, mais soutient le pire ennemi de l'Etat turc, les groupes armés autonomistes kurdes. A cela s'ajoutent désormais les dossiers libyens, de la mer Méditerranée orientale et de la guerre au Haut-Karabakh. Pour la propagande tur-

que, la France est la marraine d'un «axe de malveillance» qui inclut l'Egypte, Israël, les Emirats arabes unis et la Grèce, ligüés contre la Turquie.

Les insultes proférées par Ankara à l'égard de ses voisins européens n'avaient pas suscité autant de réactions par le passé. Ce changement s'inscrit dans la stratégie de durcissement du ton de Paris face à une Turquie qui a fait du recours à la force armée un pilier de sa politique étrangère. Le gouvernement français tente de mobiliser les Européens en traçant des lignes rouges.

Gesticulations

Au-delà des conflits autour des intérêts contradictoires des deux pays dans la région, ce sont deux représentations qui s'opposent. Tandis que la Turquie est décriée comme «expansionniste», voire «impérialiste» en France, elle se perçoit quant à elle comme assiégée. Face aux accusations d'empiétements (réels) en mer Méditerranée orientale et en mer Egée, Ankara dénonce la présence à ses yeux illégitime de Paris dans la région.

La surenchère sécuritaire, voire raciste, de nombreux politiques et personnalités médiatiques en France ces dernières semaines entre en résonance directe avec la vision du monde dominante à Ankara. Les adeptes français du «choc des civilisations» et du fantasme de l'«invasion musulmane» ont leurs pendants en Turquie. A «l'islam sans gêne» de la droite française correspond l'«Occident croisé» des islamo-nationalistes turcs. Le régime d'Erdogan, qui se veut le défenseur des musulmans, joue à plein sur ce registre.

Mais force est de constater, à Istanbul, que les gesticulations des différentes parties et les invectives ne passionnent que les partisans inconditionnels du Président et les franges les plus nationalistes de l'opposition. Malgré le soutien en général d'une large partie de la population à la politique étrange d'Erdogan, d'autres sujets préoccupent davantage : l'épidémie de coronavirus et la crise économique qui s'annoncent longues et douloureuses.

Le Monde

Editorial
28/10/2020

En Syrie, tensions russo-turques à Idlib

Des groupes rebelles pro-Ankara ont attaqué des positions de l'armée syrienne après des frappes russes sur l'une de leurs bases.

En quelques heures, le front syrien d'Idlib, où sont engagées la Russie et la Turquie dans le nord-ouest de la Syrie, est redevenu incandescent. Des groupes rebelles soutenus par Ankara ont lancé une pluie de roquettes sur des positions de l'armée syrienne, mardi 27 octobre, en représailles au ciblage d'un camp d'entraînement, la veille, par l'aviation russe. Ces frappes, lundi, avaient fait des dizaines de morts dans les rangs des insurgés, et marqué l'escalade la plus violente depuis



Les funérailles de combattants tués lors d'une frappe aérienne dans la ville d'Idlib, en Syrie, le lundi 26 octobre 2020. AP

le mois de mars, lorsqu'une trêve est entrée en vigueur à Idlib, une région qui échappe au contrôle de Damas.

Cette montée des tensions intervient alors que les théâtres de friction se multiplient entre Moscou et Ankara : en Libye, mais aussi dans le Haut-Karabakh. La Turquie s'y est impliquée sur un terrain considéré comme un pré carré par la Russie, et elle est accusée d'y envoyer des combattants syriens à sa solde en soutien à l'Azerbaïdjan. Les deux pays sont des partenaires contraints dans le conflit syrien : Moscou est un pilier du régime de Bachar Al-Assad, tandis qu'Ankara

soutient divers groupes dans le nord de la Syrie, face au régime mais aussi face aux forces kurdes. Ces « parrains » antagonistes s'étaient entendus à Sotchi, en septembre 2018, sur la région d'Idlib, par un accord qui prévoyait la réouverture de deux axes routiers majeurs, la création d'une ceinture de sécurité autour d'Idlib et la mise au pas des groupes djihadistes dans la zone.

Avertissement sanglant

L'identité du groupe visé lundi, non loin de la frontière avec la Turquie, n'a rien d'anodin : il s'agit de Faylaq Al-Cham, une formation aux liens privilégiés avec Ankara. C'est la plus

grande des factions pro-turques, et elle est chargée de la sécurité des troupes de son mentor dans la zone d'Idlib. La frappe de lundi pourrait tenir de l'avertissement sanglant de Moscou à Ankara : redimensionner ses ambitions régionales face aux propres intentions russes. Mais elle s'inscrit aussi dans un climat de détérioration dans la zone d'Idlib. Cette région est dominée par des groupes insurgés et djihadistes, mais les autorités ont toujours réitéré leur détermination à reconquérir ce territoire, dont les forces pro-régime ont repris, depuis 2019, plusieurs portions, lors d'offensives meurtrières.

L'un des indices de la volatilité dans la région d'Idlib est le ret-

rait des forces turques, après qu'Ankara s'est aventuré dans l'arrière-cour russe du Caucase, de plusieurs points d'observation, encerclés par les forces pro-régime depuis plusieurs mois. « *Quatre des huit points tenus par Ankara ont déjà été évacués*, affirme Nawar Oliver, chercheur à Omran, un centre d'études stratégiques basé en Turquie et proche de l'opposition syrienne. *Ce retrait va probablement se poursuivre : les Turcs ne veulent pas que leurs soldats se retrouvent pris dans une opération militaire. D'autre part, les Russes reprochent aux Turcs d'avoir continué à envoyer des équipements lourds [armes et véhicules militaires]* » vers les points

d'observation. L'entraînement des factions syriennes pro-turques aurait également été renforcé au cours des derniers mois.

La trêve de mars avait permis de freiner une offensive des forces pro-régime. M. Oliver dit s'attendre, « *en l'absence d'une réponse turque directe, à une poursuite des attaques et raids [russes] dans la région d'Idlib, jusqu'à ce que l'environnement soit jugé plus convenable pour une opération terrestre par les forces pro-régime* ». Par le passé, Moscou et Ankara ont à plusieurs reprises trouvé une entente après des escalades meurtrières à Idlib.

MorningStar

October 26, 2020
Steve Sweeney

Kurdish students lead protests in defence of mother tongue in northern Syria

STUDENT refugees from the occupied Afrin region joined protests in northern Syria today against plans to stop lessons being taught in the Kurdish language, warning of attempts to eradicate their culture as part of education reforms.

Hundreds took part in the demonstrations in Shahba canton organised by the Afrin Democratic Education Committee in opposition to a demand made by the Kurdish National Council in Syria (Enks) to revert to the pre-2011 system.

This would see the scrapping of the Kurdish education system established in the semi-autonomous region known as Rojava in northern Syria, which is run along democratic lines with lessons taught in the Kurdish mother tongue.

Enks insists that schools in the region should use Syrian education material instead of teaching in Kurdish in a bid to aid intra-Kurdish unity talks.

But Afrin Democratic Education Committee spokesman Silan Ala said: "Thousands of students are receiving Kurdish language education today thanks to the sacrifices made so far. This is a legitimate right that cannot ever be denied."

Hundreds of students and their families are staying in the Berxwedan refugee camp in Shahba after being forced out of their homes during the Turkish invasion and occupation of Afrin that started in January 2018.

Turkish forces and their jihadist allies have occupied the region

since, with as many as 300,000, mainly Kurdish, people internally displaced.

Syrian Kurds have warned of an ethnic cleansing operation, with demographic changes being forced on the region. Classes in the region are now taught in the Turkish language and many fly the Turkish flag from their buildings.

Enks is sympathetic to neighbouring Iraq's Kurdistan Democratic Party (KDP), which is dominated by the influential Barzani clan, known for its close links to Turkish and US authorities.

Kurdish officials told the Morning Star during a recent visit to Iraqi Kurdistan that Enks was

being promoted in the region as an alternative to the Democratic Union Party (PYD), which is deemed to be politically close to the banned Kurdistan Workers Party (PKK).

US officials want to weaken the influence of the PKK in the region, in particular the ideology of its jailed leader Abdullah Ocalan, "democratic federalism." Forming the political model for the autonomous Kurdish region of Rojava, it has met hostility from the US.

Leading PYD official official Aldar Khalil said the "Kurdish language is our identity and existence," stressing the political importance of education in the mother tongue, which was one of the main gains of the Rojava revolution.



26-10-2020
Karwan Faidhi Dri

ISIS flags spotted at anti-France protests in Syria's Sari Kani

ERBIL, Kurdistan Region — The Islamic State (ISIS) group flag was spotted on Sunday at a protest in Syria's Sari Kani (Ras al-Ain), a town currently under the control of Turkey-backed jihadists, according to visuals circulating on social media.

A number of demonstrations took place across Syria and the Middle East this week, protesting French President Emmanuel Macron's recent comments on the right to mock religion following the beheading of a teacher who had shown his students caricatures of the Islamic Prophet Mohammed. Depictions of the prophet are prohibited under Islam, and offend many.

Pro-Turkey militia groups and jihadists in northern Syria arranged several protests in areas under their control, most notably in Sari Kani, Afrin and Idlib.

According to a number of photos and videos circulated on social media, several ISIS flags were spotted at the protests in



Protest in Sari Kani on Sunday, October 25, 2020. Photo: social media

Sari Kani. A poster at the same protest read, "with the help of Allah, we will cut the tongue that trades on the Prophet of Allah."

Sari Kani is a Kurdish city, invaded by Turkey and its Syrian proxies during the code-named Operation Peace Spring in October 2019. It was previously under the control of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF).

The protests, which took place in downtown Sari Kani, consisted of some hundred men and children. They also burnt the flag of France and shouted slogans against President Macron.

SDF General Commander Mazloum Abdi voiced his support for the French leader following the global backlash to his comments.

"French President Emmanuel

Macron helped protect Muslims from the Islamic State and played a major role in defeating the organization and protecting human values," tweeted the commander in French on Monday.

"By insulting him, [Turkish] President [Recep Tayyip] Erdogan, who supported the Islamic State, does not express the opinion of Muslims and the interests of the Islamic world, but rather uses the Muslim religion for his personal interests," he added in a separate tweet.

Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported that similar protests to those in Sari Kani also took place in SDF-controlled Deir ez-Zor, but were dispersed by the SDF.

ISIS controlled swaths of Syrian land between 2014 and 2019, but it was territorially defeated in March 2019 by the SDF with the support of the Global Coalition after its last bastion, Baghouz, was liberated.



26-10-2020
Holly Johnston

Human Rights Watch condemns 'bogus' charge against Osman Kavala

ERBIL, Kurdistan Region — Human Rights Watch (HRW) and the International Commission of Jurists have condemned a "bogus" new indictment against philanthropist and businessman Osman

Kavala, imprisoned in Turkey since 2017.

New charges brought against Kavala and US academic Henri Barkey earlier this month are "politically motivated and

bereft of legal credibility," according to a statement published Monday.

The new indictment accuses Kavala and US academic Henri Barkey of espionage and

"attempting to overthrow constitutional order of Turkey." The former is punishable by up to 20 years in prison, and the latter by life in prison without parole.

The first court hearing is scheduled for December 18.

The organisations said the new indictment shows Turkey's "blatant refusal" to abide by a European Court of Human Rights ruling which ordered Kavala's release in May, and puts him at risk of further human rights violations.

"The indictment recycles unsubstantiated accusations" and provides "no credible evidence," HRW said.

"The new case against Osman Kavala and Henri Barkey demonstrates the Turkish authorities' flagrant misuse of the



Osman Kavala. File photo: AA / D. Aydemir

courts for political ends and their fundamental disregard for the basic principles of criminal justice," said Hugh Williamson,

Europe and Central Asia director at Human Rights Watch.

Kavala was accused of fo-

menting the so-called Gezi Park protests in 2013, but when he was acquitted on those charges in February, he was immediately re-arrested over claims he was involved in the coup.

The Council of Europe called for [Kavala's release](#) in September.

"The Turkish authorities have until November 2020 to submit an action plan setting out the general measures to be taken to prevent similar violations of the human rights convention occurring in the future," it said.

LA CROIX

27-10-2020

Anne-Bénédicte Hoffner

Face à Macron, Erdogan choisit la surenchère verbale

Le président turc utilise le prétexte de la promesse d'Emmanuel Macron de ne « pas renoncer aux caricatures » pour déclencher une nouvelle vague de tensions avec L'Europe. Cette fois, il s'en prend explicitement au président français, avec l'espoir de l'isoler au sein de l'Union européenne et de faire oublier ses propres échecs.

Depuis la promesse d'Emmanuel Macron de ne « pas renoncer aux caricatures » après l'assassinat de Samuel Paty, le président turc ne cesse de le cibler.

En pourfendant l'« islamophobie de l'Occident », Recep Tayyip Erdogan cherche à faire oublier ses échecs et à isoler la France de ses alliés européens.

Pour outrancières qu'elles soient, ses déclarations trouvent un certain écho dans une partie du monde musulman et même auprès des Français musulmans.

À quoi joue Recep Tayyip Erdogan ? Les relations n'ont jamais été au beau fixe entre le président turc et Emmanuel Macron, mais une ligne rouge

a clairement été franchie ces derniers jours. Alors que, dans le monde musulman, les réseaux sociaux s'enflammaient autour d'appels au boycott des produits français en réponse à la promesse du président français, mercredi soir 21 octobre lors de l'hommage national rendu à Samuel Paty, de ne pas « renoncer aux caricatures », le dirigeant turc a laissé libre cours à son mépris et à son agressivité. « Tout ce qu'on peut dire d'un chef d'État qui traite des millions de membres de communautés religieuses différentes de cette manière, c'est : allez d'abord faire des examens de santé mentale », a-t-il lancé à la télévision.

Visiblement satisfait du résultat obtenu – le ministère français des affaires étrangères a rappelé son ambassadeur « pour consultations » et publié

un communiqué dénonçant « une propagande haineuse et calomnieuse contre la France », et même « des insultes directes contre le président de la République » – Recep Tayyip Erdogan a enfoncé le clou. Emmanuel Macron est « obsédé par Erdogan jour et nuit », a-t-il asséné. « C'est un cas, et en conséquence, il a vraiment besoin de subir des examens (mentaux) ».

Dans une énième provocation, il en a appelé aux dirigeants de l'UE, les suppliant, lundi 26 octobre, de mettre un terme à « la campagne de haine dirigée par Macron », et appelé les Turcs à boycotter « les marques françaises ».

Ce nouvel épisode s'inscrit, certes, dans un contexte de grandes tensions entre la

France et la Turquie. Depuis plusieurs mois, le président français appelle ses alliés européens à agir contre l'activisme turc en Méditerranée orientale, dans un Azerbaïdjan engagé dans une guerre de reconquête du Haut-Karabakh, ou en Libye, où Ankara pousse ses pions en profitant du gouvernement d'accord national.

Ce nouvel accès de fièvre n'étonne guère Marc Pierini, ancien ambassadeur européen en Turquie et en Syrie, chercheur auprès du centre Carnegie-Europe, qui y voit « plusieurs racines » : « la violence de la culture politique turque », dans laquelle ce type d'insulte n'est pas rare en période de campagne électorale, mais aussi le choix de plus en plus affirmé du président turc « d'un discours nationaliste, anti-

occidental et fondé sur la théorie du complot» (lire ci-dessous).

Cette fois, le président français est clairement visé. Pour les spécialistes de la région, le premier objectif est sans conteste de faire diversion au moment où les mauvaises nouvelles s'accumulent pour le président turc. D'abord sur le front économique: la livre turque a franchi un nouveau record face au dollar, ce week-end, au point qu'il faut plus de 8 livres turques pour obtenir 1 dollar. Dans le même temps, l'agence Moody's a dégradé à B2 la note de la dette turque, « la plaçant au même rang que l'Égypte », note Pierre Razoux, directeur académique de l'institut Fondation méditerranéenne d'études stratégiques. « Un véritable camouflet. »



Depuis plusieurs mois, le ton monte entre Emmanuel Macron et Recep Tayyip Erdogan. Denis / REA.

Sur le plan militaire, la situation n'est guère plus favorable. La Turquie vient d'accepter de retirer une partie de ses postes d'observation le long de la ligne de cessez-le-feu autour de la zone rebelle d'Idlib, dans le nord de la Syrie, et a même dû accepter d'évacuer l'un d'eux. « Sur les vidéos, on voit les soldats turcs encerclés par les Syriens et exfiltrés par les Russes. Des images humiliantes qui n'ont évidemment pas été diffusées en Turquie », rapporte Marc Pierini.

Cette « reculade face à Poutine », Marc Razoux la relie à « la fermeté de Moscou » sur le dossier du Caucase, et désormais la mobilisation iranienne à la frontière azérbaidjanaise. Quant au cessez-le-feu libyen et au compromis offert par l'UE en Méditerranée, ils sont loin d'offrir à l'homme fort d'Ankara les gains espérés...

Dans ce contexte difficile, l'intérêt de ces saillies est aussi de « personnaliser » le contentieux autour du président français. « L'objectif est de pousser l'exécutif français à la faute, de l'isoler davantage au sein de l'Otan, tout en divisant un peu

plus les Européens », estime Pierre Razoux. Avec une chancelière allemande déjà « pieds et poings liés » par la présence d'une importante communauté turque sur son sol et adepte de la bienveillance, réduire au silence Emmanuel Macron permettrait à Recep Tayyip Erdogan de sentir qu'il a les coudees franches.

Mais ce coup de poker n'a pas fonctionné. La riposte a offert, cette fois au moins, un front uni. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, le président du Conseil européen, Charles Michel, et le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, ont tous dénoncé sur Twitter des « propos intolérables » et appelé la Turquie à cesser « cette spirale dangereuse de confrontation », sous peine de se retrouver elle-même « isolée »... Même la prudente Angela Merkel est sortie de sa réserve pour fustiger « des déclarations diffamatoires » et « inacceptables ».

Signe que Paris est conscient du risque de personnalisation du conflit, Jean-Yves Le Drian, le ministre des affaires étrangères, puis sa porte-parole ont signé les communiqués répondant aux provocations turques. Non l'Élysée lui-même.

Enfin, comme à son habitude, c'est la corde de l'islam politique que Recep Tayyip Erdogan a choisi de faire vibrer, enfourchant son cheval de bataille préféré: celui d'une France « islamophobe », « persécutant » ses citoyens musulmans. « Il mobilise les foules islamistes acquises au dogme des Frères musulmans pour apparaître comme le héraut populiste de l'islam politique, face aux monarchies arabes », analyse Marc Razoux à propos des appels au boycott qui se sont répandus tout le week-end. « De leur côté, les monarches affaiblis, comme Mohammed VI au Maroc, Abdallah en Jordanie ou le nouvel émir au Koweït, laissent faire pour caresser dans le sens du poil leur opposition islamiste et acheter ainsi un peu de paix sociale. »

Toute la difficulté, pour le président français comme pour ses homologues européens, est de trouver la juste attitude face à une tactique tellement jusqu'au-boutiste qu'elle en devient irrationnelle. « Surfer sur les discours de Macron, diviser les Européens, d'accord. Mais comment la Turquie peut-elle imaginer s'en sortir en se coupant à ce point de l'Europe où est ancrée toute son économie? », s'interroge Marc Pierini.

Quelle conduite adopter avec un partenaire convaincu que la stratégie de tension permanente lui est politiquement plus profitable que le compromis? « Rester calme », répond l'ancien diplomate. « Ne pas tomber dans le piège de la provocation tout en maintenant une posture d'une grande fermeté, y compris sur le plan militaire », ajoute Pierre Razoux. Enfin, et surtout, « faire de la pédagogie » pour expliquer la réalité des mesures prises en France face à l'islamisme. Une tâche de très longue haleine.

La défense des Français musulmans « opprimés » séduit

Désirant asseoir sa stature régionale, le président turc a fait de la défense du monde sunnite et de la « lutte contre l'islamophobie » sa priorité.

« Une campagne de lynchage semblable à celle contre les Juifs d'Europe avant la Seconde Guerre mondiale est en train d'être menée contre les musulmans. » Dans une nouvelle diatribe télévisée lundi 26 octobre, sans aucune mesure, le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est posé en défenseur des musulmans sunnites « opprimés ». « L'hostilité contre l'islam et les musulmans se répand dans les sociétés comme une plaie. La montée de l'islamophobie en Occident s'apparente à une attaque totale contre le Coran et son prophète », a-t-il assuré. Et la liste de ses griefs est longue.

Outre les caricatures publiées par plusieurs médias français et auxquelles le président français a déclaré que la France « ne renoncera pas », le dirigeant turc a également fait allusion à une perquisition réalisée le 21 octobre à la mosquée Mevlana, à Berlin. Au cours de l'opération, certains policiers auraient marché sur les tapis de la mosquée avec leurs bottes. « J'en appelle à Merkel. Vous avez une liberté de religion : comment est-il possible que

plus de 100 policiers attaquent une mosquée pendant la prière du matin ? », a lancé le président turc avant d'appeler « le monde musulman » et « les dirigeants du monde entier » à « êtreindre les musulmans de France "opprimés" ».

Indéniablement, la « lutte contre l'islamophobie » fait recette pour un président turc obnubilé par le désir de durer. Elle lui permet de flatter son électorat islamo-nationaliste, mais aussi d'asseoir une position de puissance régionale, capable de tenir tête aux « grands », y compris à l'Arabie saoudite, protectrice traditionnelle du monde sunnite. Pour délirant qu'il soit, ce discours rencontre une oreille attentive dans une partie du monde musulman. Pour preuve : ces derniers jours, les courants proches des Frères musulmans ont relayé des appels au boycott des produits français au Qatar, au Koweït ou en Jordanie, mais aussi en France.

Dans l'Hexagone, Recep Tayyip Erdogan a bien entendu ses adeptes dans le réseau des 400 mosquées turques et appartenant soit à l'organisation Milli Görüs, soit au Comité de coordination

des musulmans turcs de France (CCMTF). Ce dernier est directement relié au bureau turco-islamique des affaires religieuses à Ankara. Mais ses appels du pied répétés lui valent également l'estime d'une partie des fidèles d'origine maghrébine. De même que certaines de ses prises de position jugées « courageuses » : la transformation de la basilique Sainte-Sophie en mosquée en juillet, ou la défense des Ouïghours victimes de la politique de sinisation au Xinjing (depuis, abandonnés en rase campagne après une visite en grande pompe du président turc à Pékin).

« Chaque jour, je reçois au minimum une dizaine de messages de musulmans de France me disant que la pression psychologique exercée sur eux en France devient invivable et qu'ils veulent quitter ce pays au plus tôt », assure sur Facebook Davut Paşa, le fondateur du groupe « Émigrer en Turquie ». « Français de souche, musulman » et lui-même « expatrié en Turquie », ce militant influent au sein de la communauté musulmane ironise sur les appels au calme diffusés par le président du Conseil français du

culte musulman, Mohammed Moussaoui. À plusieurs reprises, ce dernier a assuré que « les musulmans en France ne sont pas persécutés », et les a même appelés à « défendre l'intérêt » de leur pays contre les campagnes de boycott.

« Remarquez il n'a pas tort », répond Davut Paşa, dans son message abondamment applaudi et partagé. « On n'est pas persécutés. On est juste méprisés, discriminés, rabaisés, humiliés, exclus, matraqués en permanence par la classe politique, les médias. C'est pas pareil, les mots ont un sens. Complice de l'État dans sa politique néo-coloniale, Moussaoui semble être la réincarnation de ces rabbins qui disaient à leur fidèle de monter dans les trains en 42. »

Dans cette ambiance de sur-enchère, le porte-parole de la présidence turque Ibrahim Kalin a surpris en condamnant enfin et « vigoureusement l'assassinat monstrueux de Samuel Paty » dans un message Twitter. « Cet assassinat ne peut aucunement être justifié », a-t-il ajouté.

Un combat contre l'islamisme tout en choyant ses sponsors

Au Moyen-Orient, les dirigeants français se lient avec leurs homologues pour favoriser les entreprises hexagonales et affaiblir l'Iran et la Syrie.

Les dirigeants français affichent la volonté de lutter contre l'islamisme radical. Un objectif qui s'accommode mal d'une politique de longue date suivie par Paris : renforcer les liens avec les monarchies du Golfe, parmi les principales promotrices de l'islamisme. Ainsi, en 2007, quand Nicolas Sarkozy prend les rênes du pouvoir, le premier chef d'État arabe à être invité n'est pas franchement un partisan de la laïcité dont se targuent dans son camp politique ceux qui ciblent aujourd'hui les musulmans : l'émir du Qatar, Hamad Ben Khalifa Al Thani. Entre les deux pays, c'est une relation bien entendue. Quand ils n'appuient pas les Frères musulmans, les investisseurs qatariens placent leur fonds dans des entreprises ou clubs de sport français

ou dans l'immobilier parisien ; ils possèdent ainsi des immeubles sur les Champs-Élysées. Le Qatar est devenu au fil des années le 27^e client de la France, important pour 3,8 milliards d'euros de biens et services en 2019, notamment dans le secteur des transports.

Riyad envoie ses sbires tuer des journalistes qui usent trop de leur liberté d'expression

La crise syrienne a également été l'occasion d'une vision régionale commune : Doha s'est fait le bailleur de fonds d'une partie de l'opposition syrienne, notamment islamiste ; sous la présidence de François Hollande, Paris s'attachait à faire reconnaître cette opposition

syrienne comme seule légitime à représenter Damas dans les instances internationales.

Les dirigeants français multiplient les visites à Riyad, bien que les fondations saoudiennes financent le terrorisme islamiste, ou que ce pays envoie ses sbires tuer des journalistes qui, tel Jamal Khashoggi, usent trop de leur liberté d'expression. Avec Riyad, Paris a longtemps participé à instaurer un « cordon sanitaire » autour de l'Iran (mais a, depuis, changé d'attitude vis-à-vis de Téhéran), concurrent stratégique des deux capitales, notamment au Liban. L'Arabie saoudite est désormais le 2^e client de l'industrie militaire française, avec 11,3 milliards d'achats entre 2009 et 2018. En mai 2019, la ministre française des Armées était auditi-

onnée par la commission de la Défense. Interrogée sur le pourquoi des ventes d'armes à l'Arabie saoudite, pays impliqué dans la guerre au Yémen, elle répondait : « C'est parce que c'est indispensable à notre souveraineté : celle de la France d'abord ; et celle de l'Europe aussi, que ce gouvernement s'attache chaque jour à construire. » Mais pour quelles valeurs ?

Si le Quai d'Orsay emploie des mots durs contre le gouvernement turc – l'ambassadeur à Ankara a été rappelé à Paris à la suite des propos d'Erdogan –, il y a peu, il œuvrait avec ses partenaires européens à un accord avec Ankara pour que les réfugiés syriens restent en Turquie et ne rejoignent pas l'Union européenne.

Face à Erdogan, unanimité politique derrière Macron

Une rare union nationale s'est constituée autour du chef de l'État mis en cause par la Turquie, à l'exception notable de l'Insoumis Jean-Luc Mélenchon.

Elle sera finalement venue de l'étranger. L'union nationale, maintes fois invoquée, s'était jusque-là refusée à Emmanuel Macron. Qu'importent les crises qui ont jonché son quinquennat. Des « gilets jaunes » à la pandémie de coronavirus, en passant par les attaques terroristes... Jamais son opposition n'aura vé-

ritablement désarmé pour le soutenir. C'était sans compter les attaques essuyées ces derniers jours [par le chef de l'État venues du président turc Recep Tayyip Erdogan](#). Qui, dans une énième provocation, l'a accusé d'avoir un « problème » avec l'islam, jusqu'à lui prescrire des « examens de santé mentale ».

Quelque peu esseulé face à ces outrances sur la scène européenne, l'Élysée n'a, sur son sol, pas dénoncé ces « propos inacceptables » de façon solitaire. Le chef de l'État aura trouvé un soutien chez ses habitués contempteurs de la scène nationale. Première d'entre eux, Marine Le Pen. La présidente du Rassemblement

national (RN), jamais avare en flèches contre l'exécutif, a été parmi les plus critiques quant à la gestion gouvernementale de l'épidémie de Covid-19. [Au lendemain de l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine](#), elle aura la première balayée toute idée d'« union nationale ». Et pourtant. Invitée du « Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI », di-

manche, la députée du Pas-de-Calais a assuré: «Évidemment, face à cette attaque directe de Monsieur Erdogan, je défends le président de la République française.» Sur le plateau des «4 Vérités», sur France 2, ce lundi, le vice-président du RN, Jordan Bardella complète: face à ce «sultan islamiste, ce n'est pas Emmanuel Macron que j'approuve, mais le président de la République. Parce que c'est la France qui est attaquée».

Plus solidaires

Critiques envers le chef de l'État, y compris au lendemain de l'assassinat de Samuel Paty, les cadres du parti Les Républicains se seront montrés, cette fois, plus solidaires. «Il faut soutenir le chef de l'État, assure au Figaro le chef de la délégation LR au Parlement européen, François-Xavier Bellamy. Il ne s'agit pas tant d'un soutien politique, que d'un refus absolu de ce chantage d'Erdogan qui veut faire payer à Emmanuel Macron son opposition ferme à ses opérations de déstabilisation en Méditerranée.» Invité de l'émission dominicale de France 3, «Dimanche en politique», le chef des députés LR Damien Abad martelait également: «Ce sont des insultes intolérables à l'égard du président de la République. Notre rôle est bien de différencier l'intégriste du musulman, et de fait, Erdogan fait un amalgame volontaire pour encourager l'islamisme.»



Emmanuel Macron et Recep Tayyip Erdogan lors d'un sommet de l'Otan, le 12 juillet 2018, à Bruxelles. POOL New/REUTERS

Ce sont des insultes intolérables à l'égard du président de la République. Notre rôle est bien de différencier l'intégriste du musulman, et de fait, Erdogan fait un amalgame volontaire pour encourager l'islamisme.

Damien Abad

Même dans les rangs du Parti socialiste, c'est en bloc derrière le chef de l'État que l'on réagit aux propos du président turc. «M. Erdogan est coutumier de ces turpitudes, ripostait au micro de Sud Radio lundi le député socialiste des Landes Boris Vallaud. Il est dans une confusion des valeurs et des

sentiments. Ses basses invectives n'impressionnent personne!»

Sur Twitter, le secrétaire national du Parti communiste français, Fabien Roussel, surenchérit: «Le président Erdogan insulte la France et nos valeurs héritées de la Révolution française. Nous ne nous laisserons intimider par personne. Et encore moins par ceux qui bafoient, chez eux, les règles élémentaires de la démocratie et de la liberté d'expression.»

À cette rivalité de témoignages de soutien au chef de l'État et de charges contre les autorités

turques, un responsable politique a cependant préféré s'inscrire en faux: Jean-Luc Mélenchon. Invité de la matinale de France Inter, lundi matin, le chef de file de La France insoumise a refusé d'apporter son soutien à Emmanuel Macron: «Je l'ai fait à plusieurs reprises, je ne le ferai plus. Il a totalement perdu le contrôle de la situation, a-t-il cinglé. La France est abaissée, humiliée et ridiculisée. Quelle est la stratégie internationale de Macron? Que compte-t-il faire à part des tweets?» Une sortie qui n'aidera pas sa formation politique à se décoller l'étiquette d'«islamo-gauchiste» dont se plaint tant son fondateur.

LE FIGARO

27-10-2020
Par Alexia KEFALAS

La Grèce en quête d'appuis pour résister aux assauts turcs

Les raids menés dans l'univers virtuel se doublent d'interférences concrètes dans les espaces maritime et aérien grecs.

DEPUIS quelques mois déjà, les cyberattaques des «hackers» turcs envers des sites officiels grecs sont quotidiennes.

Presque toutes les institutions sont touchées par cette «méthode turque», de la Vouli (le Parlement), au site du mi-

nistère des Affaires étrangères en passant par le Centre de recherche de l'université de Crète et, même, les services

secrets.

Les pirates utilisent des signatures se référant à l'Empire ot-

toman telles que « Ayyıldız Tim » ou « Aslan Neferler Tim », et diffusent des images de héros, ou de vestiges, au son de chants nationalistes. Les hackers n'hésitent pas non plus à viser aussi les pages de réseaux sociaux des autorités hellènes avec ces mêmes slogans nationalistes. Tout cela contribue à créer un sentiment de harcèlement général et constant.

Les raids menés dans l'univers virtuel se doublent d'interférences concrètes dans les espaces maritime et aérien grecs. Ainsi, depuis le 27 novembre 2019, Ankara a signé avec Tripoli un accord - jugé illégal par les instances internationales - pour le tracé d'une zone économique exclusive (ZEE) entre la Libye et la Turquie, qui englobe certaines îles grecques parmi lesquelles la Crète, Kastellorizo et le sud de Rhodes. Largement dénoncé par Athènes et l'Union européenne, cet accord reste pourtant en vigueur. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'en prévaut en permanence pour envoyer ses navires de recherches en mer Égée, dont les fonds sont riches en hydrocarbures. « C'est la période de tension la

plus longue avec la Turquie dans l'histoire moderne. Et c'est de plus en plus risqué. À la rhétorique belliqueuse d'Ankara s'ajoutent les bâtiments de guerre turcs qui escortent, toutes les semaines, le navire de recherche Oruç Reis en menaçant l'espace maritime grec », souligne Angelos Syrigos, député conservateur de Nouvelle Démocratie et professeur de relations internationales.

Vendredi dernier, à la surprise générale, Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Otan, a annoncé que la Grèce et la Turquie s'étaient entendues pour cesser les exercices militaires les jours de fêtes nationales des deux pays. Mais l'équilibre est menacé tant Ankara multiplie les Navtex (demande d'exercice militaire naval) en mer Égée.

« Le gouvernement grec commence à perdre patience et réplique en réquisitionnant toute l'armée dans la région. Mais, pour le moment en tout cas, il se démène pour répondre diplomatiquement », observe Angelos Syrigos. Lundi, Sergueï Lavrov, le mi-

nistre russe des Affaires étrangères, se trouvait à Athènes pour 24 heures. Une visite remarquée, alors que les relations entre la Grèce et la Russie n'étaient pas au beau fixe depuis 2018, avec l'expulsion de deux diplomates russes de Grèce. « Mais Moscou en veut à Ankara pour son implication dans le conflit du Haut-Karabakh. Ankara soutient ouvertement l'Azerbaïdjan contre la Russie et l'Arménie. N'oublions pas que la Turquie, même si elle ne le reconnaît toujours pas, fut responsable de l'un des plus importants génocides du XXe siècle, celui des Arméniens. C'est comme si l'Allemagne soutenait un allié dans une guerre contre Israël », dénonce Angelos Syrigos.

La situation profiterait donc à Athènes, qui s'est empressé de recevoir chaleureusement le chef de la diplomatie russe. Ce dernier a d'ailleurs affirmé que la Grèce « avait tous droits d'utiliser les 12 miles marins d'espace maritime octroyés par la Convention internationale du droit de la mer de 1982 ». La Grèce est, en effet, le seul État au monde qui n'utilise que la moitié de cette étendue pour ne pas provoquer son

voisin turc. Mais le gouvernement de Kyriakos Mitsotakis pourrait durcir sa position. En attendant, il dénonce les violations de ses espaces maritime et aérien sur tous les tons et demande des sanctions contre Ankara auprès de ses partenaires européens.

« Erdogan sait que l'Union européenne ne se résoudra pas facilement à prendre des sanctions. Six pays, dont l'Allemagne et l'Espagne, qui ont des intérêts divers et spécifiques, rechignent. Il y a donc une forte responsabilité européenne dans ce dossier », souligne encore Angelos Syrigos.

Athènes ne baisse pas les bras. Le gouvernement Mitsotakis s'active pour concrétiser l'accord défense avec la France et achève les détails techniques pour recevoir au plus vite les 12 Rafale acquis auprès de l'armée de l'air française, ainsi que les six modèles neufs de l'avion de combat dont l'achat devrait être prochainement signé.



27-10-2020
Par Jérémie Berlioux

Boycott antifrçais : la Turquie au rayon surenchère

Après ses attaques outrancières contre Emmanuel Macron, Erdogan a appelé sa population à ne pas acheter les produits de l'Hexagone. Une rhétorique provocatrice s'inscrivant dans un bras de fer avec Paris qui dure depuis plusieurs mois.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, n'est ni un sultan ni un calife. C'est un opportuniste qui a fait de la polarisation son arme politique de prédilection. Son affrontement avec Emmanuel Macron n'échappe pas à la

règle. Après avoir questionné à deux reprises la santé mentale de ce dernier, le chef de l'Etat turc a rejoint lundi les nombreuses voix qui, à travers la région, appellent au boycott des produits français. « De la

même façon qu'ils disent "n'achetez pas de marques turques" en France, j'appelle mes citoyens à ne pas aider les marques françaises ou à ne pas les acheter », a-t-il déclaré.

« Est-ce qu'Emine Erdogan arrêtera d'arborer son sac Hermès ? » s'enquiert alors un journaliste de gauche un brin ennuyé par la controverse. Il fait référence aux critiques adressées à la femme du Prési-

dent pour avoir affiché son goût du luxe en pleine crise économique. Le journaliste, souhaitant garder l'anonymat, continue plus sérieusement. «*Ces appels aux musulmans et au boycott sont de la démagogie pure*, dit-il. *Les Européens n'ont toujours pas compris qu'Erdogan cherche le conflit en permanence et qu'ils sont sa cible la plus facile et évidente.*»

Réputation très surfaite

Aux yeux du chef de l'Etat turc et de ses alliés d'extrême droite, Macron est une cible facile. Dénoncer l'islamophobie du gouvernement français et

s'alarmer de la montée fulgurante du racisme dans l'espace public en France permet de rehausser à peu de frais la réputation très surfaite d'Erdogan comme défenseur de l'islam. Pourtant, pour l'instant, les foules conspuant Paris - et oubliant au passage la longue tradition satirique turque, parfois très laïcarde - ne rassemblent que quelques centaines de personnes. Seuls les organes de propagande et les convaincus s'acharnent.

Dans ce dialogue de sourds ponctué d'invectives, difficile de discerner les objectifs du président turc. Ses prises de position sur la défense de l'is-

lam sonnent d'autant plus faux que sa révolution conservatrice a échoué. Son parti n'a de cesse, depuis sa création il y a deux décennies, de siphonner les programmes et les idées des autres. Il n'a pas su ou pu imposer une patte idéologique islamiste au pays. Lui-même l'a reconnu la semaine dernière en déclarant que «*nous n'avons pas réussi à faire avancer nos idées* [dans l'éducation et la culture, ndlr]».

Crise économique

Toutefois, les prises de parole violentes et répétées du président turc sont autant de façons d'amener ses opposants sur

un terrain d'affrontement de son choix. Fini la stratégie de l'évitement telle que prônée par l'opposition, notamment par le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, l'an dernier. Le débat se radicalise. Les plus modérés sont rendus inaudibles, comme les demandes des classes populaires, touchées de plein fouet par la crise économique. En meeting dans un bourg d'Anatolie lundi, Erdogan a répliqué à des ouvriers lui disant qu'ils ne pouvaient plus se payer de pain : «*Cela me semble une exagération. Tenez, profitez de ce thé*», a conclu le raïs en distribuant des paquets d'herbes.



THE TIMES

October 27, 2020,
Anthony Loyd in Hasakah, Syria

Anthony Loyd: Burnt boy bears the scars of Kurdish betrayal by the West

Teenager's screams still haunt Syria a year after raid that nearly killed him

Under cloudless desert skies the burnt boy keeps to the shade of his basement home, hiding from the sun. Light and heat antagonise his wounds. He cannot go to school, nor even play with his friends after sunset, as sweat also irritates the scar tissue covering his ravaged body.

Instead, **Mohammed Hamid** is spending his teenage years sequestered in the shadows, seated near the cooling breeze of a fan, playing games on his mobile phone in which a boy on a motorbike escapes fireballs shot at him by a pursuing helicopter — and gets a second chance should he fail.

If the 14-year-old leaves home, then it is at dusk, to walk in the company of his father through Hasakah's streets, where he tries to ignore the shouts of



Mohammed Hamid needed seven skin grafts after an attack that may have involved phosphorus

children playing games he would love to join but cannot.

"I miss football and the other games I used to play with my friends," he said at his home in northern Syria last week, voice wistful at the realisation of a youth stolen by a capricious tweet, a plunging shell and a ball of fire. Once just a normal Kurdish boy, today he is an

emblem of cruel betrayal. "The doctors have said that if my burns and skin grafts can properly heal then I must avoid the sun, or anything that makes me sweat, for five years. Some days that seems a long time."

Mohammed Hamid was burnt one year ago, when he was set ablaze during the bombardment of the town of Ras al-Ain

by Turkish forces as they attacked and seized territory held by Syria's Kurds, America's principal ally in the fight against Islamic State. Days earlier President Trump had announced a surprise US withdrawal from Syria, in a tweet that exposed the Kurds to immediate Turkish attack.

I had seen the boy in a field hospital near the front only hours after the attack. **His burns** — stretching from his throat to his waist and moulding together the fingers of his left hand — were horrific. I will never forget his screams. Had he not been evacuated from Syria to France for treatment after the direct intervention of the British charity Save the Children and President Macron, Mohammed would certainly have died.

Now, seven skin grafts later,

we meet again. Since I last saw him, the teenager has become bleakly famous in northern Syria. Photographs and footage showing his flayed torso and face contorted in pain in the immediate aftermath of his burning were seen around the world, and are still regularly replayed by local TV stations.

When he returned to Syria after four months in a Paris military hospital, Mohammed found that his image had become synonymous not only with the savagery of the attack on Syria's Kurds, but also with the acute sense of betrayal the Kurds continue to feel towards the Americans who abandoned them. "I try not to think about the US troops who remain here," he said. "My family have been displaced from their homes by fighting three times in the past six years. We have survived so much, but can we survive another attack? War is our constant fear. Do the American soldiers guarantee us any protection against another Turkish offensive, or will they abandon us as they did before?"

Though accusations of betrayal were so acute even among senior Republicans that Mr Trump later stopped short of a full US withdrawal, leaving several hundred American troops in the northeast of Syria, the damage was done. In a matter of days in October last year more than 300,000 civilians fled their homes to escape the Turkish onslaught, code-named Operation Peace Spring, which involved a ground assault by Syrian Islamist militias, backed by Turkish airpower and artillery, on key Kurdish towns along Syria's border with Turkey.

As a symbol of betrayal and suffering, Mohammed Hamid was not alone. Three days after the offensive began fighters from one such militia, Ahrar al-Sharqiya, ambushed a vehicle containing a widely admired Kurdish woman politician,



Hevrin Khalaf. The 34-year-old politician was pulled alive from the car. When her body was later found she had been beaten, shot repeatedly, and partially scalped. The evidence against Ahrar al-Sharqiya, including video and tweeted photographs, was compelling. Yet the international response was muted and Turkey came under little pressure to put militia members on trial for Khalaf's murder.

"The murder of my daughter meant that human rights were worth nothing here in the eyes of people we had thought of as allies," Ms Khalaf's mother, Suad Mustafa, 63, told me last week. "Her murder was America's and Nato's shame. She was a woman, a politician, unarmed, carrying no knife or gun, killed in a terrible way. When it came to the Kurds, everyone talked proudly of us as allies who defeated Isis. Yet when we needed support from the Americans, they acted like they were blind and deaf."

The sudden abandonment by Mr Trump caused such shock and anger among the Syrian Kurds that their relationship with the US has never recovered. They no longer have any faith in their former allies, and are suspicious of what the US may do next, no matter who wins the presidential election. "After all this time we still don't

even understand what the US policy is here," said Aldar Khalil, a leading figure in the Kurdish-led self-administration in northern Syria who has met US military and State Department delegations on countless occasions.

"One of our greatest shocks was to realise that our rights mattered to no one, neither the US nor the UN," he added. "We still wish to have good relations with the West but in the wake of the Turkish operation we also realised that despite defeating Islamic State as the coalition's main ally we have been left standing alone."

The unusual nature of Mohammed Hamid's burns added to Kurds' sense of injustice. The scope and depth of the boy's injuries, which included third and fourth-degree burns, led to suggestions by doctors and weapons experts that he may have been burnt by white phosphorus, the use of which against residential areas is banned.

There were numerous other cases of strange burns among the Kurds injured in the offensive. Ten tissue samples were taken from burns casualties in Syria and stored in a hospital in Sulaymaniyah in Iraq, pending analysis. Western nations have refused to test the samples for white phosphorus, wary of further compromising Nato's

fractious relationship with Turkey. The UN also balked at becoming involved. Eventually, one sample was sent to a private Swiss clinic, where it tested positive for white phosphorus. No one seemed to care.

Mohammed's injuries are not only physical. His medical report from Paris notes "extreme psychological trauma" and as we sat talking on the floor of the small apartment he shares with his parents and five siblings, behind him the background television suddenly started playing clips from the Turkish offensive. In a perverse twist of circumstance footage of his burnt body suddenly appeared on the screen, as the terrible sound of his screams penetrated the room.

He was rendered speechless by the sound and for a moment a look of abject terror returned to his eyes. "It upsets me that I am famous for that," he said when he was finally able to speak again, "and that I cannot escape from what happened to me whenever I watch TV."

Eventually his father, Hamid, 37, a water lorry driver who works in the nearby refugee camp, spoke up.

"My son almost died, and was saved," he said. "Whatever our losses, however we were abandoned, that I even have him in front of my eyes still is something I thank God for."

- Russian airstrikes killed 78 rebels in Idlib province, the Syrian Observatory for Human Rights said. Another 90 were wounded in the attack yesterday on a training camp run by the Faylaq al-Sham faction, which is supported by Turkey. The rights group said it was the deadliest assault since a ceasefire was agreed in March.

L'aura perdue de Recep Tayyip Erdogan

Si les attaques du président turc contre Emmanuel Macron lui permettent d'occuper une fois de plus l'avant-scène internationale, elles trahissent aussi un affaiblissement dans son propre pays, confronté à une crise profonde.

Accroupi, la tête ceinte d'un chapeau de prière, le président turc Recep Tayyip Erdogan récite des versets du Coran dans la nef de Sainte-Sophie, la basilique byzantine d'Istanbul, [passée, à sa demande, du statut de musée à celui de mosquée](#).

Ce vendredi 24 juillet, le service est ensuite mené par Ali Erbas, le chef de la direction aux affaires religieuses (Diyamet). Celui-ci prêche sabre en main pour illustrer « le droit de l'épée » hérité de Mehmet II, le sultan ottoman qui prit la ville et la « Grande Eglise » aux Byzantins, en 1453. « Nous avons un nouveau message à transmettre au monde », avait averti le président quelques jours plus tôt.

Cette posture de défenseur de l'islam sunnite est celle qu'il affectionne le plus. Ce vendredi d'été, sa jubilation n'a pas de limites. Ne vient-il pas de réaliser son « plus grand rêve » de jeunesse, ramener son pays à ses racines islamiques ?

A l'extérieur de Sainte-Sophie, des centaines de milliers de fidèles, venus de toutes les régions de ce pays de plus de 83 millions d'habitants, laissent éclater leur joie, exhibant des affiches sur lesquelles le président trône aux côtés du « Conquérant » Mehmet II. La prochaine étape, promet-il, sera « la libération de la mosquée Al-Aqsa » à Jérusalem.

Contre-révolution politique et culturelle

Cela fait dix-sept ans que sa haute silhouette – 1,85 m sous la toise – écrase la vie politique nationale. Il a mis le pouvoir judiciaire à sa botte, décimé l'armée, déclaré la guerre à la société civile. Son but : imposer



Le président turc Recep Tayyip Erdogan, à Istanbul, en Turquie, le 7 août. MURAD SEZER / REUTERS

sa contre-révolution, politique et culturelle. Pour y parvenir, il a inondé de signes et de préceptes religieux l'espace public, les établissements d'enseignement, les institutions d'Etat, [où les confréries islamiques ont désormais pignon sur rue](#).

Bien décidé à rejeter l'héritage de Mustafa Kemal (1881-1938), dit « Atatürk », fondateur de la Turquie moderne, Recep Tayyip Erdogan veut en finir avec l'orientation pro-occidentale voulue par ce dernier dans les années 1920-1930. Les militants de son Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) critiquent à l'envi « la colonisation volontaire » du pays. Selon eux, la véritable identité turque a été trahie à l'époque de la fondation de la République, en 1923, au profit d'une assimilation de façade qui a fait du pays un vassal de l'Occident. « Fermer la parenthèse du kémalisme », tel est leur objectif.

Le rapport du président Erdogan à Atatürk est ambigu, et aide à mieux cerner le personnage. Respectueux du vainqueur de la

guerre de libération contre les puissances occidentales (1919-1922), il exècre le tombeur de l'Empire ottoman, le fossoyeur du califat.

Soucieux de continuité, il n'hésite pas, quand ça l'arrange, à se servir de la figure du « Père des Turcs ». Ne prononce-t-il pas certains de ses discours avec, en toile de fond, un poster géant d'Atatürk ? Durant la campagne électorale en vue des élections présidentielle et législatives du 24 juin 2018, une affiche était placardée partout dans Istanbul : on y voyait Erdogan aux côtés de Mustafa Kemal, tous deux avaient la même posture, la même moustache, les mêmes vêtements.

Si les élections, présidentielle et législatives, prévues pour juin 2023, étaient anticipées, le président turc n'en sortirait pas vainqueur

Mais de toutes les figures révérées par le leader turc, celle du sultan Mehmet II est sa préférée. Friand de mises en scène, il n'a aucun mal à s'identifier au « Conquérant ». Dans son es-

prit, ce thème de la « conquête » ne se limite d'ailleurs pas aux monuments d'Istanbul : il s'applique aussi aux visées expansionnistes turques.

D'où sa volonté, ces dernières années, d'imposer son ordre, en Syrie, en Libye, dans le nord de l'Irak. En Méditerranée orientale, son armée ne cesse d'attiser les tensions avec la Grèce et Chypre. Au sud du Caucase, arrière-cour de son homologue russe Vladimir Poutine, son nouvel allié, elle soutient l'Azerbaïdjan, le pays turcophone « frère », en guerre contre les séparatistes arméniens du Haut-Karabakh.

Jamais dans son histoire récente, hormis l'invasion du nord de Chypre en 1974, la Turquie n'a interféré à ce point dans les affaires de ses voisins. D'un « front » à l'autre, de nouvelles méthodes de guerre sont expérimentées. Recrutés par des sociétés paramilitaires privées, [des mercenaires syriens ont été déployés en Libye et au Haut-Karabakh](#). Au besoin, les réfugiés hébergés sur le sol turc sont utilisés comme outil de chantage, comme on l'a vu en mars de cette année, lorsque des milliers d'entre eux ont été lancés à l'assaut de la frontière terrestre avec la Grèce.

Démésure

Cette frénésie est le signe d'un ressentiment profond. Longtemps, la Turquie a été perçue comme une puissance pivot, un Etat géostratégique voué à être le « garde-fou » de l'OTAN contre le communisme du temps de la guerre froide, puis la passerelle énergétique vers l'Europe après la chute du mur de Berlin.

Le président ne veut plus de cette Turquie-là. Son jeu, sans doute risqué, consiste à tirer

parti de l'absence de stratégie de ses partenaires traditionnels, l'OTAN et l'Union européenne, à exploiter leurs faiblesses, leurs phobies, à commencer par celle du péril migratoire. Il entend réparer l'injustice du statu quo hérité de la première guerre mondiale, surtout l'accès contrarié de son pays à la Méditerranée et à la mer Egée.

Pour y parvenir, il ne craint pas de céder à la démesure. « *Notre mission est semblable à celle d'Abraham, de Moïse et de Mahomet* », déclarait-il ainsi, le 26 août, aux militants de son parti. Il en est convaincu, la Turquie a vocation à redevenir le chef de file du monde musulman sunnite. La nostalgie du califat, aboli en 1924 par Atatürk, taraude ses partisans, qui se sont mis à réclamer sa restauration au lendemain même de la conversion de Sainte-Sophie.

Il reste à savoir si sa prière du 24 juillet dans ce musée devenu mosquée n'est pas son chant du cygne. Affaibli en interne, isolé sur la scène internationale, le « *leader providentiel* » a perdu sa touche magique. Sa popularité s'étiole. Si les élections, présidentielle et législatives, prévues pour juin 2023, étaient anticipées, il n'en sortirait pas vainqueur. Selon Avrasya, un institut d'études de l'opinion, auteur d'une enquête publiée le

conquis Istanbul, tenue depuis vingt-cinq ans par les islamoc conservateurs. La perte de sa ville de naissance, dont il fut le maire de 1994 à 1998, fut pour lui un sérieux camouflet. Malgré l'assise solide de sa fonction – président, chef du gouvernement, de l'armée, du parti majoritaire, responsable de la politique monétaire, maître absolu de la politique étrangère –, il n'a jamais été aussi affaibli. Les piètres performances de l'économie, la répression accrue envers les Kurdes, les purges de la société civile, l'emballement de la pandémie de Covid-19 ont terni son image.

L'économie, talon d'Achille

La récente conversion de Sainte-Sophie ne l'aidera pas à se rétablir. « *Elle n'apportera aucun point de plus à l'AKP, estime Ozer Sencar, le directeur de la société de sondages Metropoll. Le plus souvent, ce sont les sujets économiques qui font chuter les politiciens en Turquie, ajoute-t-il. Les atteintes aux libertés ne comptent pas aux yeux de l'électorat.* »

De fait, l'économie est bien le talon d'Achille de Recep Tayyip Erdogan. Les promesses de prospérité se sont évanouies. Le chômage est en hausse (13 % de la population active en moyenne, 26 % chez les jeunes), la devise locale ne cesse de se déprécier (- 25 % par rapport au dollar depuis le début de 2020), les inves-

se heurte elle aussi à bien des difficultés. Sa principale ambition, « *favoriser l'émergence d'une génération pieuse* », est un fiasco. Déçue par la religion officielle, une partie de la population se revendique « *déiste* », c'est-à-dire qu'elle reconnaît l'existence de Dieu tout en rejetant les rituels et les dogmes. D'après un constat dressé en avril 2018 par le ministère de l'éducation, ce phénomène concerne essentiellement la jeunesse.

Sur la scène politique intérieure, la situation n'est guère plus brillante pour M. Erdogan. Son parti est en lambeaux. Depuis la défaite aux municipales, l'union sacrée autour du « *Grand Homme* » est mal en point. Ses anciens lieutenants, tels l'ex-premier ministre Ahmet Davutoglu ou l'ancien ministre de l'économie Ali Babacan, ont démissionné du parti pour se lancer en politique.

La posture du caïd de quartier

Reste donc le « *front* » international. A l'adresse de ses homologues étrangers, le numéro un turc n'a plus que l'invective à la bouche. Sa posture est celle d'un caïd de quartier, un *kabadayi*. Le président français, Emmanuel Macron, vient d'être invité à « *se faire soigner mentalement* », la chancelière allemande, Angela Merkel, s'est vu reprocher « *ses pratiques nazies* » en 2015. Vladimir Poutine, lui, est épargné.

En déclin, le « *Grand Turc* » a désormais jusqu'en 2023 pour se refaire une santé politique. En est-il capable ? L'homme en a vu d'autres, rappellent volontiers ses biographes. De fait, il suffit de revenir une vingtaine d'années en arrière pour mesurer sa capacité à rebondir.

Nous sommes en 1998. Maire d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan est condamné à cent vingt jours de prison pour avoir lu en public un poème religieux jugé subversif. Son mandat est invalidé. Le 26 mars 1999, les portes de la forteresse de Pinarhisar, à deux heures de route d'Istanbul, se referment sur lui. Ses détracteurs ont beau le juger fini, il va mettre à profit ces quatre mois de détention pour repartir sur de nouvelles bases.

Il faut dire que tout est fait pour adoucir sa détention. Avant son arrivée, ses proches ont aménagé sa cellule. De la moquette a été posée. Il dispose d'une table de travail, de fauteuils et d'un téléviseur. Ce passionné de football regarde parfois les matchs avec des membres de l'administration pénitentiaire. Sa popularité dépasse de loin les murs de la prison. Les visiteurs sont si nombreux qu'une permanence est bientôt ouverte dans une station-service toute proche afin de gérer les demandes d'entrevue.

Une image populaire

C'est pendant cette séquence carcérale qu'il va poser les bases de l'AKP. « *A partir d'aujourd'hui, l'époque où la politique était centrée sur une personne est terminée. Nous ne voulons plus de l'hégémonie d'un seul leader. On n'adulera plus personne. Une équipe dirigera le parti, l'ombre du chef ne s'y fera pas sentir. (...)* Nous allons instaurer la *démocratie participative et plurielle* », déclarera-t-il le 6 juillet 2001, peu avant le lancement officiel du parti. L'année suivante marque la fin de sa traversée du désert. Le succès de l'AKP aux législatives, avec 34 % des voix, le propulse alors au poste de premier ministre. De 2003 à 2013, il va s'imposer dans l'esprit d'une majorité de ses compatriotes comme celui qui leur a permis de bénéficier d'une forte croissance économique, le PIB ayant été multiplié par trois.

Le peuple d'Anatolie n'a alors aucun mal à se reconnaître dans ce fils d'un capitaine de bateau du quartier populaire de Kasimpasa, à Istanbul. C'est en cultivant sa proximité avec le Turc de la rue que « *Tayyip* », le gamin issu d'une famille pieuse et anti-laïque, a gravi une à une les marches du pouvoir.

Mais les années ont passé, et son modèle paraît à bout de souffle. Au-delà de ses esclandres sur la scène politique internationale, on se demande comment il va s'y prendre pour retrouver son aura perdue. « *Je suis comme vous* », a-t-il coutume de répéter à ses supporters depuis son palais à Ankara, d'une superficie de 200 000 mètres carrés. Faut-il le croire ?



Une écran géant affiche une photo du président turc Erdogan (à gauche) et de son homologue azerbaïdjanais Aliyev, à Ankara, le 21 octobre. ADEM ALTAN / AFP

2 octobre, son score serait de 38,7 % contre 41,9 % pour son principal rival, Ekrem Imamoglu, le maire républicain d'Istanbul. Les difficultés de M. Erdogan ont commencé aux élections municipales du printemps 2019, quand ce même Ekrem Imamoglu a

tissements étrangers se sont taris.

L'AKP, le parti de M. Erdogan, est en lambeaux. Depuis la défaite aux municipales, l'union sacrée autour du « Grand Homme » est mal en point
Sa volonté de changer la société



28-10-2020
Fuad Haghighi

Iranian Kurdish family dies after migrant boat sinks off French coast

ERBIL, Kurdistan Region — A family of five Iranian Kurds, including three children, died after a boat carrying nearly two dozen migrants capsized off the French coast while trying to reach England on Tuesday, family members confirmed to Rudaw on Wednesday.

Rasul Irranzahad, 35, Shewa Mohammed Panahi, 25, and their three children Anita, Armin and Artin aged nine, six, and one year old respectively, all perished in the tragedy.

There were believed to have been about 20 migrants on board, meaning more may still be missing, according to AFP.

Border police are now investigating the incident.

The Kurdish family was from Sardasht city, West Azerbaijan Province, Iran. They had been in France for more than one month and had left Iran due to difficult living conditions, according to Irranzahad's brothers.

"Rasul was a construction worker in Sardasht. Some-



Rasul Irranzahad and his children. Photo: submitted by family

times he was working in the garden and orchards. He dropped out of school in grade four," his brother Ali said, adding that he had to borrow money from his family members to pay for the trip.

"It was the third time that they had attempted to cross to the UK. Two times they wanted to cross via train and the last time they wanted to cross by boat," said another brother Khalil, who last spoke to his brother on Monday.

"We begged him to not try to

cross by boat. He insisted on going," Khalil added.

According to Khalil, they had initially reached Italy from Turkey via boat before ending up in France.

"He told me that there were giant sea waves. He said 'if I knew it was this dangerous, I would have never tried it'," Khalil said of his brother's journey to Italy.

Khalil said his brother had initially decided to stay in Germany or Switzerland, "but I do

not know why he changed his mind."

Reactions

"My thoughts are with the loved ones of those who tragically lost their lives in the Channel today," British Prime Minister Boris Johnson [tweeted](#) on Tuesday.

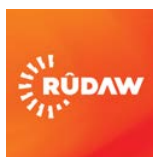
Johnson said the British government would "crack down on the ruthless criminal gangs who prey on vulnerable people by facilitating these dangerous journeys."

A growing number of migrants have tried to reach Britain across the perilous and busy shipping lane in recent months, with four deaths recorded in 2019 and seven so far this year, according to AFP.

NGO Save The Children has appealed to the French and British governments to provide "safe and legal routes for desperate families fleeing conflict, persecution and poverty."

The Channel "must not become a graveyard for children," it added.

Translation by Zhelwan Z Wali



28-10-2020
Mashala Dekak

Mother in Turkey teaches Kurdish language at home amid lack of formal lessons

ERBIL, Kurdistan Region — A Kurdish woman in Turkey's southeastern province of Diyarbakir (Amed) has begun teaching her children their mother tongue at home after

failed attempts to secure Kurdish lessons at school.

"My eldest son studies in the eighth grade. We requested Kurdish lessons at school but

this did not happen. They study in Turkish at school but there is no Kurdish," Leyla Sasmaz told Rudaw on Monday.

She now teaches Kurdish to her sons at home.

As part of a peace process between Turkey and the Kurdistan Workers' Party (PKK), in 2013 Ankara legally allowed schools to teach Kurdish lessons for two hours per week.

However, courses can only run if requested by at least 10 students – an obstacle to creating the classes, along with a lack of Kurdish teachers.

The classes are only available for fifth to eighth-grade students, and are not evaluated at the end of the year- discouraging some students from joining.

The government employs up to 40,000 teachers annually but only one or two are dedicated for Kurdish education.

Mam Wanda received a masters degree in the Kurdish language and hoped to to teach, but was unable to find work.

“Teachers hope that they can begin teaching [Kurdish] and



Leyla Sasmaz teaches her children. Photo: Rudaw

students hope to be taught their mother tongue by these teachers,” he told Rudaw.

Rawest, a Kurdish research center in Diyarbakir, conducted a [survey](#) in several Kurdish

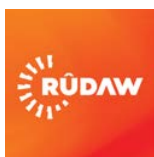
areas of southeastern Turkey in September 2019, to scope out the extent of Kurdish proficiency among the country’s 18-30 year olds. Of the 600 young Kurds surveyed, only 18 percent said they could speak,

read and write Kurdish. Less than half of respondents, 44 percent, said they were able to speak their mother tongue.

Sharafkhan Ciziri is the spokesperson for the cross-party Kurdish Language Platform. In an [interview](#) with Rudaw English in July, he blamed the government for exploiting the fact that they approved Kurdish lessons to say that they have granted Kurds greater linguistic rights.

“Parents have their shortcomings, but the main reason [for lack of Kurdish language engagement] is that the government is insincere in its efforts,” he said.

Additional reporting, translation by Karwan Faidhi Dri



28-10-2020
Karwan Faidhi Dri

Turkey’s Erdogan threatens fresh Rojava offensive amid renewed clashes

ERBIL, Kurdistan Region — Turkish President Recep Tayyip Erdogan warned Wednesday that he may order a fresh military operation against Kurdish-led forces in northern Syria if they do not withdraw from along the Syria-Turkey border. This comes as Turkey and its Syrian proxies renew fighting with the forces in Rojava.

“We see the presence of the terrorist organization in areas along our border that do not fall under our control, and its threat to our country is still growing despite all the promises we have given,” Erdogan told members of his Justice and Development Party (AKP) during a [meeting](#) at parliament, referring to the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF).

“Again, I repeat that if the promises are not fulfilled, we have legitimate cause to act whenever

we need to eliminate all terrorists from the areas we have identified.”

Turkey launched the code-named Operation Peace Spring against the US-backed SDF in northern Syria in October 2019, taking control of the towns of Sari Kani (Ras al-Ain) and Gire Spi (Tal Abyad). While off-and-on fighting continues, Turkey and its proxies have not made further advances after agreeing to deals with both Russia and the USA.

As per the deals, the SDF must abandon areas bordering Turkey, allowing for joint Russia-Turkey patrols. The SDF has claimed that their forces no longer exist on bordering areas - something confirmed by Russians. The Kurdish-led forces say that only the SDF’s administrative wing, the Autonomous Administration of North and

East Syria (NES) remains in areas like Kobane on the Turkish border, alongside “local” forces.

However, Turkey is seemingly not convinced and has made several threats to launch a new military operation.

The SDF has allowed regime forces to be deployed to areas bordering Turkish forces and their Syrian proxies.

Areas like Ain Issa, on the border of Gire Spi, have been frequently bombarded by Turkey and its Syrian proxies in this month, causing panic among residents.

Fearing another Turkish offensive, hundreds of families in Ain Issa reportedly leave their houses at night, sleeping in deserted areas they believe are

safer from Turkish bombardments.

“We use mattresses and blankets as beds. We used to keep them at our house but now we are keeping them in the vehicle and sleeping in deserted areas. We come back the next day. We do not take our belongings out of the truck. This is how we live,” said local resident Fadhil Ahmed told [Rudaw](#) last week.

Turkey has carried out three military operations against the SDF and its backbone, the People’s Protection Units (YPG), in northeast Syria (Rojava). Turkey regards the YPG as the Syrian offshoot of the Kurdistan Workers’ Party (PKK) - which is an armed group that has fought the Turkish state for decades for increased rights for Kurds in the country. Turkey has listed both the PKK and the YPG as terrorist organizations.

La Turquie d'Erdogan, ennemi diplomatique numéro un de la France et de Macron

Déjà fortement dégradés, les rapports franco-turcs sont au plus bas après les propos de Recep Tayyip Erdogan sur la "santé mentale" d'Emmanuel Macron. En représailles, Paris a rappelé son ambassadeur à Ankara.

Après les tensions en Méditerranée orientale, les divergences de vue sur la Libye, l'Otan ou les questions migratoires, l'affrontement entre Paris et Ankara se déplace maintenant sur le terrain religieux. Réagissant le 24 octobre aux propos d'Emmanuel Macron qui a promis après l'assassinat de Samuel Paty que la France continuerait de défendre les caricatures de Mahomet, Recep Tayyip Erdogan s'en est violemment pris au président français l'invitant à "faire des examens de santé mentale". Cette charge qui a provoqué le rappel immédiat par l'Élysée de l'ambassadeur français en Turquie a aussi pris une dimension économique avec l'appel au boycott des produits français lancé le 26 octobre par le président turc. "Tout comme en France certains disent 'n'achetez pas les marques turques', je m'adresse d'ici à ma nation: surtout ne prêtez pas attention aux marques françaises, ne les achetez pas", a-t-il défendu en ajoutant que "les musulmans d'Europe (sont) traités comme les juifs avant la Deuxième Guerre mondiale".

Ces déclarations très dures du dirigeant nationaliste turc à l'égard de la France ne sont pas nouvelles. Mi-août ce dernier avait qualifié la France de "caïd" après le déploiement de deux Rafale français ainsi que de la frégate La Fayette pour soutenir le gouvernement grec mis à mal par l'attitude agressive d'Ankara en Méditerranée orientale. "Le peuple français sait-il le prix qu'il devra payer à cause de ses dirigeants cupides et incompetents?" avait averti Recep Tayyip



Recep Tayyip Erdogan et Emmanuel Macron en 2018 POOL/ AFP/ ARCHIVES - LUDOVIC MARIN

Erdogan. "Lorsqu'il s'agit de combattre, nous n'hésitons pas à donner des martyrs (...). La question est la suivante: ceux qui s'érigent contre nous en Méditerranée et (au Proche-Orient) sont-ils prêts aux mêmes sacrifices? A nos ennemis, nous disons "chiche!" avait-il ajouté.

"Nationaliste soutenu par l'idéologie des Frères musulmans"

Selon plusieurs experts, ce comportement va-t-en-guerre du chef d'État turc au pouvoir depuis 2014 est tout sauf une surprise. "L'attitude d'Ankara est cohérente avec les démonstrations nationalistes exacerbées que l'on voit sous la présidence Erdogan, particulièrement depuis 2016" juge Bruno Tertrais, directeur adjoint à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS). Pascal Ausseur, directeur général de la Fondation Méditerranéenne d'études stratégiques (FMES), abonde: "Erdogan a un

projet bien défini en tête, motivé principalement par des raisons de politique intérieure (il vise 2023 et le centenaire de la République turque) qui l'oriente vers un nationalisme exacerbé soutenu par l'idéologie des Frères musulmans. Il sait où il va et finalement oblige les Européens à se demander s'ils savent où ils vont".

Ces échanges musclés entre Paris et Ankara interrogent effectivement l'unité européenne face à la Turquie. Mi-juin, après les manœuvres agressives d'un bâtiment turc envers la frégate française Courbet qui participait à une mission de l'Otan au large de la Libye, seuls huit pays européens avaient soutenu les protestations françaises au sein de l'Otan. A noter également, la discrétion de l'Allemagne sur le sujet, alors que Berlin assure pourtant la présidence tournante de l'UE. Mi-août, après le déploiement militaire français dans la région, l'Allemagne avait no-

tamment jugé que ces manœuvres "n'aidaient pas à la désescalade". Berlin, qui compte 2,5 millions de citoyens d'origine turque, craint notamment qu'Erdogan fasse du chantage migratoire en libérant les quatre millions de réfugiés syriens basés en Turquie. "Nous comprenons tout à fait les craintes allemandes, nous les partageons aussi, mais Erdogan est dans une telle fuite en avant, qu'il faut aussi lui montrer de la fermeté", confie-t-on au Quai d'Orsay. Un ancien diplomate français, précédemment en poste en Turquie, va plus loin. "Aujourd'hui, on peut dire que la Turquie est l'ennemi public numéro un de la France, dit-il. Sur presque tous les sujets, nous sommes en désaccord".

Malgré l'absence de position européenne commune vis-à-vis de la Turquie, les propos récents d'Erdogan concernant la "santé mentale" d'Emmanuel Macron ont toutefois été vivement condamnés. Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell a par exemple dénoncé des propos "inacceptables" et appelé Ankara à "cesser cette spirale dangereuse de confrontation. Dans le même sens, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a menacé la Turquie "d'utiliser tous les instruments à disposition" si elle continue dans cette voie. "Les dirigeants européens sont choqués par Erdogan et le font savoir, estime l'ex-diplomate cité plus haut. L'étape d'après, la plus significative, sera de le sanctionner. Et ce sera beaucoup plus difficile à instaurer".

Procès Cetin : à l'audience, le loup qui voulait se faire agneau

France Arménie était présent au Tribunal correctionnel de Bourg-en-Bresse pour assister au procès Cetin dont l'issue sera connue le 5 novembre prochain.

■ PAR SOSSÉ TOUMANIAN

Ce 17 septembre, Ahmet Cetin est à l'étroit dans sa veste de costume. Tout juste sorti de chez le barbier, il a manifestement l'intention de faire bonne impression mais rapidement perlent sur son front les premiers signes de son anxiété.

Il comparait pour les propos qu'il a tenus dans un live Instagram vu 13 432 fois le 24 juillet dernier, réalisé en marge du contre-rassemblement arménien qu'il est par ailleurs accusé d'avoir organisé à Décines lors de la manifestation pour la paix en Arménie. Il est plus particulièrement poursuivi pour les propos suivants qu'il y a prononcé : " *Que le gouvernement me donne 2 000€ et une arme et je ferai ce qu'il y a à faire, partout en France* ". Il fait profil bas, entouré de sa famille à laquelle il dit vouloir désormais se consacrer. Plus de provocations, plus de cris de haine.

À la barre, il s'embourbe dans des explications



Le Tribunal correctionnel de Bourg-en-Bresse

Rappel des faits

Le 24 juillet dernier, à l'appel du CDCA, environ 500 personnes sont rassemblées à Décines, place de la Libération, devant le mémorial du Génocide des Arméniens, pour apporter leur soutien à l'Arménie et défendre le droit des Arméniens à vivre en paix et en sécurité, alors que 10 jours auparavant, l'Arménie subissait plusieurs incursions de l'armée azerbaïdjanaise dans la région du Tavoush. La manifestation statique est familiale et pacifique. Elle accueille plusieurs parlementaires et élus locaux qui s'expriment tour à tour en faveur des droits du peuple arménien.

À quelques centaines de mètres de là, 50 à 100 jeunes Turcs ou Français d'origine turque, armés de barres à mine, de couteaux et de mortiers, sont rassemblés à l'initiative de Ahmet Cetin qui a appelé à cette manifestation via son compte Instagram 1francoturc.

Les contremanifestants turcs arpenteront l'avenue Jean-Jaurès en criant : " *Où sont les Arméniens ?* " et saccageront la vitrine d'un cordonnier situé sur leur passage qui affiche fièrement ses origines arméniennes sur sa devanture. Heureusement, les forces de police en nombre empêcheront que cette journée du 24 juillet se termine en lynchage et



La manifestation pacifiste des Arméniens place de la Libération le 24 juillet dernier



Ahmet Cetin qui harangue la centaine de contre-manifestants qu'il a réunis le 24 juillet dernier à Décines, faisant le signe des Loups gris

incompréhensibles, enchaînant contradictions et incongruités. Au cœur de sa défense, l'idée selon laquelle il souhaitait seulement expliquer à ses abonnés qu'il ne pouvait pas se charger d'organiser seul toutes les communautés turques en France, qu'il n'était justement pas payé pour le faire. Quand il est interrogé sur l'usage du terme "arme", il répond qu'il voulait coller à son image de mafieux, qu'il est obligé de parler "trash" pour se faire comprendre par ses 7 000 abonnés. Il tente de

minimiser son propos : "Je ne visais personne", "mes propos ne sont pas haineux", "c'est regrettable d'en arriver là". Il récuse même le fait de cibler la communauté arménienne sans pouvoir expliquer pourquoi un peu plus loin dans sa vidéo, il cite le cas de la ville de Marseille, où "les Arméniens vont manifester devant le Consulat de Turquie, parce qu'à Marseille, voilà, les Turcs sont en minorité. Ils ne peuvent rien faire parce qu'il y a trop de pro-PKK, il y a trop d'Arméniens là-bas".

Rien de très sérieux. Rien de très convaincant.

C'est d'ailleurs la Présidente qui sonnera le glas de ce petit jeu de dupe quand elle lui demandera : "Vous parlez bien des Arméniens lorsque vous dites : « Qu'on me donne 2 000€ et une arme et je ferai le travail ? ». "On sait bien ce qu'on peut faire avec une arme" ajoute-t-elle, et de compléter après un long silence, éloquent : "Et on n'a pas besoin d'une arme pour organiser une manifestation".

“ On sait bien ce qu'on peut faire avec une arme. ”

Alors non, il n'est pas si loin le temps où Ahmet Cetin brandissait le signe des Loups gris, avec son équipe de 50 à 100 jeunes Turcs ou d'origine turque, en arpentant les rues de Décines à la recherche des Arméniens.

Durant toute son audience, il n'a eu de cesse de vouloir cacher qui il était. Peine perdue. Car à seulement 23 ans, sa vie ne semble tourner qu'autour de ses activités communautaires turques. Il fréquente d'abord la mosquée Mili Gorus d'Oyonnax où il grandit, puis intègre le COJEP (Conseil pour la justice, l'égalité et la paix – voir encadré ci-après) dont il va rapidement présider la branche jeunesse. Lors des élections

quatre contremanifestants turcs seront placés en garde à vue à l'issue de cette manifestation.

Le même jour, Ahmet Cetin publie la vidéo pour laquelle il sera, quelques jours plus tard, placé en garde à vue et déféré devant un juge. Dans cette vidéo qu'il effacera mais qui sera reprise sur les réseaux sociaux du journal *Haiastan*, il appelle clairement ses abonnés situés un peu partout en France à suivre l'exemple qu'il a donné à Décines : "Que tout le monde s'occupe de sa ville", "à Lyon, nous on gère, on fait ce qu'il y a à faire. Sur Paris, sur Strasbourg, faites de même". Il sera poursuivi pour incitation à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes en raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, délit pénal pour lequel il encourait jusqu'à 1 an d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende.

Le CDCA représenté par Me Charles Consigny, a porté plainte contre Ahmet Cetin pour ces faits et s'est porté partie civile. Il a été rejoint dans sa démarche judiciaire par le CCAF et SOS Racisme, représentés par Me Tenel à l'audience, ainsi que par la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme), l'UEJF (Union des étudiants juifs de France) et l'association J'accuse. ■

ÉVÉNEMENT / ԻՐԱԴԱՐՁՈՒԹԻՒՆ



M^e Charles Consigny, avocat du CDCA, aux côtés de son président Jules Boyadjian

législatives de 2017, il portera l'étiquette du PEJ (Parti Égalité et Justice – voir également encadré) dans l'Ain et il aurait certainement porté une candidature en mars dernier s'il n'avait pas été condamné en 2018 à 3 ans d'inéligibilité pour non présentation de ses comptes de campagne.

Ahmet Cetin coche donc toutes les cases du parfait petit soldat d'Erdogan en diaspora, pur produit de cette nébuleuse que le nouveau sultan s'est efforcé de créer, en particulier en

“
Ahmet Cetin coche donc toutes les cases du parfait petit soldat d'Erdogan.”

Europe, depuis 10 ans, à grands coups de meetings et de messages de propagande sur les réseaux sociaux, en envoyant ses fonctionnaires détachés et en s'appuyant sur le réseau des Loups gris qui irrigue l'ensemble de

ces associations pour structurer et endoctriner les diasporas turques d'Europe.

Quand M^e Charles Consigny qui représente le CDCA à l'origine de la plainte, l'interrogera sur son appartenance aux Loups gris, il n'hésitera pas une seconde à répondre non. Mais malgré toute sa bonne volonté, le masque tombera. Lorsque M^e Charles Consigny s'avancera vers le prévenu et lui demandera : “*Le Génocide arménien a-t-il existé ?*”, il répondra du tac au tac : “*Je ne suis pas historien*”. Lorsque l'avocat du CDCA, tenace, insiste, l'accusé réitère. Mis face à ses tweets négationnistes qu'il a fait disparaître depuis, Ahmet Cetin provoque : “*Il fallait porter plainte*”. Quand enfin M^e Consigny lui demande ce qu'il pense du fait que la France ait reconnu le Génocide arménien, il répond : “*Je ne suis pas député*” et ajoute dans une incise pleine de sous-entendus complotistes : “*La France doit avoir ses raisons*”.

Les avocats des parties civiles ouvrent les conclusions et enfoncent le clou. Ils n'auront pas de mal à démonter la défense brouillonne de l'accusé. “*Monsieur Cetin est animé par une haine irrationnelle des Arméniens*” énoncera M^e Consigny. Ils rappelleront les faits du 24 juillet dernier, leur violence, leur caractère prémédité, la concomitance avec cette vidéo.

“
Monsieur Cetin est animé par une haine irrationnelle des Arméniens.”

M^e Tenel, l'avocat du CCAF et de SOS Racisme, apportera toute son expertise au débat. “*C'est un cas*

Les Loups gris

une organisation ultranationaliste qui irrigue le tissu associatif et politique turc en Europe

Organisation paramilitaire, mafieuse et ultranationaliste turque, les Loups gris apparaissent en Turquie au début des années 50. Ils sont affiliés au parti nationaliste turc MHP dont ils sont la face sombre. Accusés de trafics de drogue et d'organes pour financer leurs activités, les Loups gris, qui adoptent comme signe de ralliement le visage du loup qu'ils reconstituent avec leur main, index et auriculaire relevés, majeur, pouce et annulaire reliés, sont impliqués dans de très nombreux attentats en particulier contre la gauche et l'extrême-gauche turque mais aussi contre des minorités en Turquie parmi lesquelles les Kurdes, ou contre le Pape en 1981.

En Europe, ils tentent de structurer la

diaspora turque et de l'embrigader, en s'appuyant notamment sur le réseau de mosquées turques Milli Görüs (vision nationale) mais aussi sur l'association COJEP (Conseil pour la justice, l'égalité et la paix) créée dans les années 90 par Ali Gedikoglu, dont un spécialiste de la Turquie disait au *Figaro* en 2017 qu'il “*est issu du mouvement ultranationaliste des idéistes du MHP, plus connus sous la dénomination des Loups gris*”.

Ces mêmes individus sont impliqués en France dans la création en 2015 du Parti Égalité et Justice (PEJ) qui présentera une quarantaine de candidats lors des élections législatives de 2017 avant de disparaître l'année suivante. Parmi ces candidats, on compte Ahmet Cetin mais

aussi Yalcin Ayvali, candidat aux élections municipales de 2020 à Vénissieux qui fera son entrée au conseil municipal de la ville grâce au député Yves Blein qui fusionnera avec lui dans l'entre-deux-tours.

On ne dénombre plus les accointances et les connivences entre ces différentes associations politiques, sociales ou religieuses qui partagent leurs membres, leurs moyens matériels (le COJEP était par exemple propriétaire du site internet du PEJ) et surtout la même idéologie ultranationaliste, négationniste, raciste et haineuse à l'encontre de tous les opposants au pan turquisme d'Erdogan et notamment à l'encontre des intellectuels turcs, des Kurdes et bien évidemment des Arméniens. ■

d'école" osera-t-il. Il demandera non pas un jugement exemplaire mais une décision "empreinte de pédagogie", insistant sur la volonté de l'accusé non seulement d'inciter au passage à l'acte mais d'intimider les associations à l'origine de ces rassemblements pour qu'elles n'osent plus manifester. Me Consigny insistera sur l'obsession négationniste de l'accusé, à l'instar de "cet État qui continue de nier le Génocide arménien", et l'avocat du CDCA d'enchaîner, "et c'est à cet État que monsieur Cetin fait allégeance depuis des années, vidéos après vidéos".

Le Procureur de la République s'efforcera, lui, de démontrer le caractère manifestement prosélyte de cette vidéo : "Vous haranguez vos 7 000 abonnés" affirmera-t-il lorsqu'il reprendra les propos explicites d'Ahmet Cetin dans cette

“ Que chacun s’occupe de sa ville. ” fameuse vidéo : "Que chacun s'occupe de sa ville". Il requerra 6 mois de prison avec sursis, 2 000€ d'amende ainsi qu'une peine d'inéligibilité de cinq ans.

C'est au tour de l'avocate de la défense, Me Audineau, de prendre la parole. Elle tentera de minimiser les faits en dépeignant son client comme monsieur Tout-le-Monde, "pas un Loup gris", "pas un terroriste". Dans le public, debout, au fond de la salle d'audience, les quelques militants du CDCA et Décinois d'origine arménienne venus assister au procès, échangent des regards crispés, consternés, agacés. Mais Me Audineau en fait trop pour parvenir à se montrer convaincante. Car oui, Ahmet Cetin a manifestement menacé la communauté arménienne de France, oui, il a manifestement appelé au meurtre dans cette vidéo et même si les faits du 24 juillet à Décines n'étaient pas au cœur de ce procès, ils apportent forcément un éclairage tout particulier à ces propos puisque l'accusé ne s'est pas contenté de pro-

férer des menaces, il les a mises à exécution. Alors, il le dira à deux reprises, il regrette. S'il pouvait, il ne le referait pas. Mais c'est sans nul doute la déferlante médiatique et la nécessité de répondre de ses actes devant la justice qui motivent ses regrets car pas une seule fois, même après que Me Tenel le lui fera remarquer dans ses conclusions, il ne présentera d'excuses à ceux qu'il a pris pour cible et contre lesquels il a appelé ses abonnés à prendre les armes. Il ne le fera pas, car malgré ses dénégations et sa volonté de se démarquer d'un tissu associatif aussi embarrassant pour lui qu'embarrassé par cet éclairage médiatico-judiciaire, Ahmet Cetin n'est pas un agneau, il reste animé par cette haine profonde des Arméniens, comme le bon Loup – gris – qu'il n'a jamais cessé d'être. ■

Une autre plainte dont l'issue est encore inconnue...

En sus de la plainte pour incitation à la haine raciale et à la violence, le CDCA a également déposé plainte pour attroupement armé, visant cette fois les événements du 24 juillet à Décines.

Pour ces faits, Ahmet Cetin encourt au moins trois ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne savons toutefois pas quelles suites le Procureur de la République de Lyon en charge du dossier, entend donner à cette plainte. ■

duvaR.english
Turkey's own independent gazette

October 29 2020
Duvar English

Dozens of Turks storm Armenian neighborhoods, threaten residents in Lyon

Dozens of French-Turks on Oct. 28 stormed Armenian neighborhoods in Lyon, chanting Islamist and nationalist slogans. "Allahu Akbar!", which means God is Great, was among the slogans chanted by the mob of around 150 people who took to the streets in Décines, a commune in the vicinity of Lyon, as well as "Where are you the Armenians?", "Fuck Armenia, we will fuck you!" and "It's Turkey here!"

Dozens of French-Turks on Oct. 28 stormed Armenian neighborhoods in Lyon, chanting Islamist and nationalist slogans during a lockdown imposed by French President Emmanuel Macron.

"Allahu Akbar!", which means God is Great, was among the slogans chanted by the mob of around 150 people who took to the streets in Décines, a com-

mune in the vicinity of Lyon, as well as "Where are you the Armenians?", "Fuck Armenia, we will fuck you!" and "It's Turkey here!"

The mob was seen to be carrying Turkish flags.

Following the incident, regional authorities said that police dispersed the "illegal gathering that was organized by the

Turkish community to target the Armenian community."

"Peace and order was restored," it said early on Oct. 29.

The incident comes after a fight broke out between members of the Turkish and Armenian diasporas earlier on Oct. 28 amid a protest in de-

fense of Armenia in the clashes with Azerbaijan in Nagorno-Karabakh on a national highway connecting the French cities of Lyon and Valence. Injuries were reported.

Turkey is a staunch supporter of Azerbaijan and is said to have sent Syrian rebels to fight against Armenia.

Azerbaijani President Ilham Ali-

yev recently said that Baku is ready to use Turkish F-16s deployed in the country in case of a "foreign attack."

The pro-Azerbaijan sentiment is also running high in Turkey, with nationalist groups staging demonstrations in Armenian neighborhoods of Istanbul with Azeri flags.

In September, Ahmet Çetin, a 23-year-old French-Turk was tried in France for "inciting hatred" after publishing a video



on Instagram in which he asked the Turkish government "to provide him with a weapon and 2,000 euros" and that "he would do what is necessary across France."

Before the most recent clashes erupted on Sept. 27 between Baku and Yerevan, members of the Armenian diaspora staged a protest in Décines to voice their support for Nagorno-Karabakh in July when tensions between the countries were also running high.

During the said protest on July 24, Çetin led a counter-protest alongside other members of the Turkish diaspora which had turned violent.

Çetin, who was involved in the local Justice and Equality Party (PEJ), which some say is close to Turkey's ruling Justice and Development Party (AKP), was sentenced to a deferred prison sentence of five years, a 2,000 euro fine and is banned from being elected to a political post for a period of five years.

LA CROIX

29/10/2020
François d'Alançon

Otan : la Turquie plombe la crédibilité de l'Alliance

Alyse : Les contentieux se multiplient entre Ankara et plusieurs alliés. Ces divisions sapent la crédibilité de la défense collective.

C'est beaucoup plus qu'un malaise, un coin enfoncé dans la défense collective qui fonde l'Alliance atlantique depuis sa création en avril 1949. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a confirmé, vendredi 23 octobre, que son pays avait bien effectué un essai des missiles S-400, achetés à la Russie en dépit des mises en garde des alliés.

« Ces tests vont continuer », a affirmé le chef de l'État turc, bien décidé à poursuivre sa politique de « puissance du milieu », traitant en même temps avec la Russie, la Chine, l'Europe et les États-Unis. Sans résultat, le Pentagone a, une nouvelle fois, condamné la Turquie en menaçant Ankara de « conséquences graves ».

L'an dernier, les États-Unis ont suspendu la participation turque au programme de développement de l'avion de combat F-35, estimant que le système des S-400 permettrait d'en percer la technologie.



Du matériel militaire (missiles S-400) en provenance de Russie est déchargé à Ankara, le 12 juillet 2019. TURKISH DEFENCE MINISTRY HANDOUT/EPA / MAXPPP

Entorses à la solidarité entre alliés

Le test du système de missiles russes S-400 n'est que la dernière incartade en provenance d'Ankara. La Turquie a multiplié les entorses à la solidarité entre alliés, depuis son offensive contre les milices kurdes en 2019, jusqu'à ses activités en Méditerranée orientale, en passant par son engagement dans les conflits en Libye et au Haut-Karabagh.

Au sein même de l'Otan, Ankara a bloqué pendant plusieurs mois l'adoption du plan de défense des pays baltes et de la Pologne, sous prétexte d'obtenir la reconnaissance en tant qu'organisations terroristes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et de ses branches syriennes.

→ EXPLICATION. Pourquoi la Grèce s'arme contre la Turquie

Parallèlement, la puissance militaire turque continue à se renforcer grâce à des équipements produits par l'industrie de défense du pays. « Cette nouvelle capacité de projection de force renforce-t-elle ou affaiblit-elle l'Otan ? Aujourd'hui, personne n'en sait rien », note Marc Pierini, chercheur associé à Carnegie Europe et ancien ambassadeur de l'Union européenne en Turquie.

Confronté au « problème turc », le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg a négocié la mise en place d'un « mécanisme de déconfliction » entre Athènes et Ankara. La Turquie et la Grèce ont annulé des exercices militaires prévus cette semaine en Méditerranée mais, sur le fond, rien n'est réglé.

L'Otan pris en otage

« Erdogan tient en otage une Alliance qui se retrouve paralysée, en l'absence de leviers pour exercer une influence dans les conflits où la Turquie est enga-

gée », souligne Joylon Howorth, *Visiting Professor* à la Kennedy School of Government de l'université de Harvard.

Au siège de l'organisation, dans le nouveau bâtiment inauguré en mai 2017 en présence de Donald Trump, les stratèges s'interrogent sur la crédibilité d'une Alliance minée de l'intérieur par ses divisions. « *En cas de crise majeure en mer Noire ou à l'est de l'Europe, il y aurait un doute profond sur l'engagement de la*

Turquie », admet un diplomate.

→ LES FAITS. [L'Otan coincée entre la Turquie et la Grèce](#)

Paradoxe, Recep Tayyip Erdogan joue la carte russe au sein de l'Otan, alors même que la Turquie et la Russie ont des intérêts antagonistes en Syrie et en Libye. Dernier exemple, des frappes russes ont visé, lundi 26 octobre, le camp d'entraînement d'un groupe allié d'Ankara, dans le Nord-Ouest d'Idlib, tuant 78 de ses combat-

tants et en blessant plus de 90 autres, près de la frontière turque.

« *Cette situation ambiguë profite essentiellement à la Russie*, souligne Marc Pierini. *Avec la vente des S-400, Poutine a réussi un coup de maître en divisant l'Otan et en l'affaiblissant.* »

Fin mars 2020, Jens Stoltenberg a mis en place un groupe d'experts chargé de lui faire des recommandations pour

renforcer l'unité et le rôle politique de l'Otan. Faute de consensus entre alliés, les dix personnalités choisies, dont le Français Hubert Védrine, n'ont guère progressé.

« *Tout le monde attend le résultat des élections américaines* », analyse Joylon Howorth. « *Depuis la fin de la guerre froide, l'Alliance atlantique se cherche un rôle sans le trouver. La question turque n'a fait qu'exacerber ses difficultés à répondre à ce défi.* »

Le Monde

le 29 octobre 2020
Par Jean-Pierre Stroobants

La Turquie cherche à assurer la formation des gardes-côtes libyens

L'Union européenne a investi pour l'entraînement de ces officiers censés empêcher le flux des migrants vers l'Europe.

La Turquie a peut-être trouvé un nouveau moyen d'embarasser l'Union européenne et, en même temps, de jouer un rôle accru dans ce voisinage proche où, de la Syrie à Chypre et à la Libye, elle ambitionne d'imprimer sa marque. Dernier épisode en date : la tentative turque de prise de contrôle de la formation et de l'entraînement des gardes-côtes libyens, censés empêcher les flux de migrants vers l'Europe.

Cette formation était jusqu'ici un élément essentiel de la politique migratoire définie par l'Union européenne en 2016, à côté de l'accord signé avec Ankara pour la prise en charge de migrants et de réfugiés – avec, à la clé, la promesse de 6 milliards d'euros à des organisations humanitaires. Depuis une semaine, des messages émanant du ministère turc de la défense affirment qu'une formation est désormais dispensée aux soldats de la marine libyenne. Elle résulterait d'un accord conclu entre An-

kara et le gouvernement d'accord national (GAN) de Faïez Sarraj, appuyé par le régime turc.

La nouvelle reste sujette à caution – seules quelques images des débuts de l'opération ont été diffusées –, et elle n'est pas confirmée officiellement à Bruxelles, où l'embarras est toutefois évident. La formation européenne a d'abord été menée par l'opération militaire « Sophia » – ou Eunavfor Med – qui, de mai 2015 à

mars 2020, visait à refouler les migrants tentant de gagner le sol européen. L'opération « Irini » lui a succédé, avec la mission principale de faire respecter l'embargo sur les armes à destination de la Libye, mais aussi de combattre les réseaux de trafic de migrants.

Un nouveau levier pour Erdogan

Lancée à grand-peine, avec des moyens très limités, Irini devait aussi reprendre la for-

mation des gardes-côtes libyens. A condition, toutefois, d'obtenir l'accord du gouvernement de Tripoli. Celui-ci a renâclé, invoquant, selon la Commission de Bruxelles, « *des questions logistiques et opérationnelles* ».

Le site d'information *Bruxelles2*, spécialisé dans les questions de sécurité, [relevait en tout cas, le 25 octobre](#), que la coopération entre les gardes-côtes libyens et les Européens a été suspendue « *de façon quasi simultanée* », avec la signature des accords sur le plan maritime entre Tripoli et la Turquie.

Celle-ci s'assurerait ainsi un nouveau levier : en contrôlant les gardes-côtes, elle pourrait jouer sur les flux migratoires en Méditerranée et embarrasser une nouvelle fois les Européens, toujours à la merci d'un revirement du président Recep Tayyip Erdogan. En février, mécontent et désireux de renégocier son accord avec l'UE, il avait ouvert les frontières de son pays, entraînant l'afflux de quelque 20 000 demandeurs



Des garde-côtes libyens patrouillent lors d'une opération de sauvetage de migrants en Méditerranée, en 2016. ANDREAS SOLARO / AFP

d'asile sur les côtes grecques.

« Les discussions se poursuivent avec le gouvernement de Tripoli pour assurer la reprise des formations des gardes-côtes, assure au Monde une source diplomatique. C'est une priorité de l'Union et de ses Etats membres. » Le commentateur est également évasif à la Commission : « L'Union ne fait généralement pas de commentaires sur les demandes d'assistance des autorités libyennes en matière de formation à d'autres parties. En ce qui concerne la formation dans le cadre d'Irini, l'opération est en contact avec ses homologues au sein des gardes-côtes et de la marine libyens pour discuter de la manière de faire avancer cette question. »

La Turquie critique le cessez-le-feu libyen

L'UE, soucieuse au départ de renforcer les capacités de la marine libyenne, a financé des formations et la restauration de deux navires. Elle a dépensé jusqu'ici 57,2 millions d'euros. Elle assure, en revanche, n'avoir fourni aucun moyen naval dans le cadre des programmes qu'elle finance.

L'Union européenne a aussi consacré beaucoup de temps et d'énergie, depuis plusieurs années, à prouver son soutien aux autorités de Tripoli, même si celles-ci soupçonnaient des capitales – dont Paris – de soutenir discrètement son rival, le maréchal Khalifa Haftar, le chef de l'Armée nationale li-

byenne (ANL), appuyé par la Russie, l'Egypte et les Emirats arabes unis.

Les diplomates européens ont également toujours tenté, apparemment en vain, de contrer l'influence de la Turquie. Cette dernière a notamment signé avec M. Sarraj, en 2019, un accord de délimitation maritime pour revendiquer un plateau continental – le prolongement du continent sous la surface de l'eau – en Méditerranée orientale. C'est aussi le soutien d'Ankara et de combattants syriens proturcs qu'elle avait enrôlés qui a permis au gouvernement de Tripoli d'infliger une défaite militaire à M. Haftar, aux portes de la capitale, au printemps 2019.

Au-delà de l'affaire des gardes-côtes, c'est sa mise à l'écart au profit d'Ankara qui doit, aujourd'hui, inquiéter la diplomatie des Vingt-Sept. A Bruxelles, un expert du service d'action extérieure de l'UE souligne que l'accord de cessez-le-feu « complet et permanent » signé, vendredi 23 octobre, entre les camps libyens rivaux, a suscité la critique du président Erdogan, qui jugeait qu'il manquait de « crédibilité » et mettait en doute l'effectivité de l'arrêt des combats. Ce diplomate relève également le soutien de Tripoli au président turc dans sa récente querelle avec Emmanuel Macron. « C'est le signe inquiétant d'une influence croissante d'Erdogan », ajoute-t-il.



29-10-2020
Fazel Hawramy

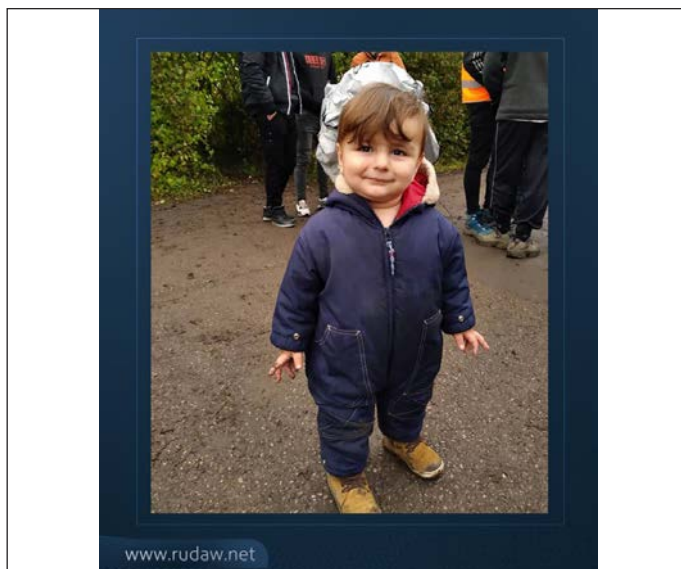
A Kurdish family's perilous journey from poverty in Iran to death in the cold waters on Britain's shores

ERBIL, Kurdistan Region – “Hello, hello, so you have managed to cross?” Rahim, calling from the port of Calais, excitedly sent a message to the mobile phone of a friend.

“Hello there, how are you, yes we are in London,” came the joking reply from Shiva Mohammad Panahi, mother of three. “What crossing?... We are in a camp.” Then her husband Rasul Iran Nejad chips in and says they are in a camp near the Belgian border.

Two days after this light-hearted conversation, Shiva, her husband, and their three children made an attempt to reach Britain in a polyester amateur fishing boat. The family drowned in the Channel on October 27.

Rahim, who agreed to speak to Rudaw English from the port of



One-year-old Artin drowned in the English Channel with his family trying to reach the UK from France on October 27, 2020. His body has not been found and French police believe it may not be recovered. His parents and two older siblings also died; their bodies are in a French morgue. Photo: provided by Rahim

Calais on the condition that his real identity is withheld, became

friends with the family one week before the tragedy. The family

and Rahim both came from Iran's Sardasht area and they quickly bonded.

Speaking to family and friends, Rudaw English has pieced together the journey of this young Kurdish family who travelled thousands of kilometers, dreaming of a better life, only to meet their death in the cold waters of the English Channel.

The family started their journey in late May, heading to Turkey on their way to Europe, according to Keyvan, a pseudonym for an immediate cousin who also asked his name be withheld. Keyvan, who lives in Sardasht, said he did not want to incur the wrath of the Iranian authorities in case they don't like what he says.

The father, Rasul, 35, was a construction worker and had little

formal education. Three years ago, the Iranian authorities shut vital border crossings with Iraq's Kurdistan Region, which was a source of income for thousands of families in the Sardasht area of West Azerbaijan province.

Rasul survived by doing manual labour, but as the country's economic situation declined, work became scarce. Rahim, meanwhile, barely finished primary school and was making a living carrying goods on his back across the mountains.

"The economic pressure is high on us. The currency has become worthless," Keyvan said from Iran. "The sanctions that America has imposed on the Iranian economy are the main reason. The economic sanctions have impacted every individual."

Rahim blames the clerical establishment for the misery the Iranian people have found themselves in, and not the United States. "The American sanctions are because of the Mullahs [the clerics], otherwise why would America impose sanctions?" he said.

He was one of an estimated 70,000 Iranian Kurds who trek in the mountainous border region carrying untaxed goods on their backs to make a living for their deprived families. Hundreds of them are killed or wounded every year as a result of direct shooting by border guards or the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), or they die in natural disasters and the harsh mountainous conditions.

Sardasht's economy has suffered under decades of marginalization of the Kurdish region by the central government and lack of meaningful investment, coupled with government corruption and mismanagement. The weak economy quickly deteriorated further under US-imposed sanctions. Life became unbearable for many young Kurds like Rahim and Rasul who dreamt of living with dignity somewhere else.

A search for work and a better life is driving recent migration of

Iranian Kurds to Western countries, who have fled in the tens of thousands over the past four decades, largely for political reasons.

It is not clear what triggered Rasul to think about leaving Iran last May, but his wife Shiva appeared to have a role in persuading him. "Two of her sisters and one brother live in Europe and I think she egged him on to leave," said his cousin Keyvan.

Rasul's family, including his brothers, was unhappy with the decision, but the 35-year-old laborer had made up his mind. He was determined to reach Europe at any cost. He sold his house and furniture for around 250 million tomans, just over 15,000 dollars, and borrowed another 500 million from friends and relatives, according to Keyvan.

"I am fed up when I think about this life, I can't bear it but I have no choice... I will go and leave my Kurdistan," Rasul sings a melancholic tune in a video filmed in the winter of 2019 and shared by his family. Around two dozen friends and relatives listen to him sing with his baby son Artin next to him and his other son Armin dancing. "Look at what happened to me because of poverty... I will go and leave my sweet city, I am about to leave my sweet city."

Rasul had a passport, but to save money he decided to cross the border into Turkey illegally, according to his cousin. "Traveling to Turkey officially costs around 25 million tomans for five people, but illegally he only paid around 10 million tomans. He was trying to save money for his trip," Keyvan told Rudaw English on Thursday. "I think he crossed the border in the Maku area into Turkey."

The closure of the borders because of the coronavirus pandemic may have also been a factor with Rasul's decision to make the crossing illegally.

In their first attempt, the family failed to cross the border and returned to Sardasht. Two weeks

later, they set off again and reached Istanbul in late July. They appear to have stayed in Turkey for a month before they embarked on a nine day journey across the sea to Italy.

"The journey from Turkey on a 13 meter long boat was pleasant," Rasul would tell his co-traveller Rahim in Calais in October. The sea had been calm. "When they got to Italy they were fingerprinted and quarantined for 15 days," Rahim said.

Rahim himself arrived in Italy from Turkey in July and by the time he reached Calais he had spent 8,000 euros as a single man paying smugglers along the way.

He has already paid another 2,500 pounds to a smuggler to cross the Channel. "People pay somewhere between 2,000 to 3,000 pounds to smugglers to cross to Britain, depending on how new the boat and its engine are," Rahim said, adding that most of the smugglers are Afghans with some Kurds among them. "For new boats with new engines, you pay 3,000 pounds. For an old boat with an old engine you pay 2,000 pounds."

Rahim believes it took the family two days to reach France from Italy and head to Calais where he met them around the 20th of October.

"It was Rasul's dream to reach Britain," said Rahim. "He could not stay in France because he would have been deported back to Italy due to his fingerprints."

Rahim stayed with the family in a camp, singing songs and playing games. "They wanted to go to Britain because they had fingerprints in Italy. They also had no money. All they had was 5,500 euros," Rahim recalled.

Rahim left the family and headed to the Jungle, a refugee camp in Calais that the French police have tried to clear several times. From the Jungle, migrants, including Arabs, Kurds, Iranians, and Africans, set off for the UK.

It is believed the family made multiple attempts to cross the Channel. They tried on Sunday, but failed. They tried again, fatefully, on Tuesday evening. The waves were high and the boat capsized, leaving at least seven people dead, including Shiva, Rasul, and their young family. Two other men, also from Sardasht, are missing and presumed dead in the waters.

The authorities in France and the UK have said they will crack-down on the smuggling routes and smugglers to stop the flow of migrants and avoid such tragedies.

Shiva's sister Shirin travelled from Switzerland to Calais on Thursday to identify the bodies. The bodies of Rasul, Shiva, and two of their children were in the morgue. French police believe the body of little Artin may never be found.

Their family in Sardasht are worried they may not be able to bring back the bodies and bury them in their birthplace. "We asked the French authorities and the Iranian authorities to help, but they said they could not help," Abubakr Irannejad, Rasul's paternal uncle, told Rudaw English via telephone from Sardasht. "We have been told that it would cost 1.2 billion tomans (close to \$43,000) just to bring them back to Turkey, but we don't have that kind of money."

The family is appealing for help to anyone who could offer any assistance in repatriating the bodies, the cousin Keyvan said.

For Rahim still in Calais, the death of his friends has not deterred him from trying to reach Britain's shores. "My mother has asked me not to go to Britain after the tragedy, but I will go to the UK. I am just waiting for the sea to be calmer. Now the waves are too high," he said. "I understand that seven people are dead, but I want to go to England and work."

Additional reporting by Fuad Haghghi

Erdogan, notre ennemi

Le président turc n'est pas notre « allié », comme on le lit parfois dans les communiqués diplomatiques. Erdogan est notre ennemi, sans doute le plus féroce du moment. Seule notre faiblesse et ses chantages, à l'immigration ou à la sécurité, peuvent expliquer que l'on tolère un faux « allié » aussi menaçant à l'intérieur d'une alliance comme l'Otan.

Le président turc finance des officines islamistes destinées à nous déstabiliser. Il n'envoie pas de condoléances quand un extrémiste décapite l'un de nos professeurs au nom de l'islam. Ou plutôt si, à sa manière. Il excite les officines visées par la loi sur le séparatisme, comme le CCIF, qu'il soutient et nourrit depuis des années.

C'est en Turquie et au Qatar que ces officines frénétiques trouvent les moyens de payer des avocats pour mener des campagnes qui visent à nous déchirer. Grâce à ces dictatures, à ce soft power islamiste, elles peuvent dénoncer la liberté d'expression, la laïcité ou la lutte contre le terrorisme comme étant de l'« islamophobie d'État ».

La Turquie et ses réseaux ont lancé le mot d'ordre qui demande que la France soit boycottée pour avoir remontré les caricatures, par solidarité, après la décapitation de M. Paty. Ses mercenaires djihadistes ont brûlé les premiers drapeaux français. Erdogan est allé jusqu'à menacer Emmanuel Macron, sur la « santé mentale » duquel il s'interroge. À sa façon, il désigne le président français comme un ennemi de l'islam. Au prix de le mettre en danger. Que penser de la santé mentale du président turc ?

Il dirige la plus grande prison à ciel ouvert pour journalistes et opposants. Paranoïaque et corrompu, il partage tous les travers des islamistes et des



dictateurs, des fanatiques et des mafieux. Ce n'est pas l'islam qu'il veut protéger par ces campagnes, ce sont ses intérêts ! S'approprier un axe de ressources en hydrocarbures depuis la Méditerranée. Pour avancer ses pions, il ne cesse d'exciter l'umma et de convoquer la nostalgie pour l'Empire ottoman, l'une des pires et des plus longues colonisations de l'histoire. Ce qui lui permet d'abuser du droit d'ingérence et même d'envahir d'autres pays, comme la Syrie et le Haut-Karabakh.

Erdogan a massacré nos alliés kurdes en Syrie. Erdogan attaque

maintenant nos alliés en Arménie. Il menace d'annexer des territoires grecs et agresse nos navires en Méditerranée. Il a remplacé Al Baghdadi en vérité. Erdogan se prend pour le nouveau calife de l'islam politique. Nous ne lui tiendrons pas tête avec de simples remontrances. De vraies mesures de rétorsion existent. Démanteler les officines qu'il manipule sur notre sol. Soutenir nos alliés kurdes. Reconnaître l'indépendance du Haut-Karabakh. Demander son exclusion de l'Otan. Car il faut le dire et le répéter : Erdogan n'est pas notre allié.

Caroline Fourest

COUNCIL *on* FOREIGN RELATIONS

30-10-2020

Article By Henri J. Barkey

How Erdogan Muscled Turkey to the Center of the World Stage

In the last decade, President Recep Tayyip Erdogan has shaped Turkey into a revisionist power that challenges not just its neighbors, but also allies such as France and the United States.

Currently, Turkey's military—NATO's largest after the U.S.—is actively involved in a number of theaters, including Syria, Iraq, the South Caucasus, Libya and the Eastern Mediterranean, with the intention to either steer the outcome of a dispute in its favor or alter the existing order. This behavior represents a radical change from Turkey's earlier predilection for a foreign policy that embraced the status quo and that mostly eschewed foreign adventures.

The chief engineer of this shift is Recep Tayyip Erdogan, first as Turkey's prime minister, from 2003 until 2014, and then as president. While the transformation of Turkish foreign policy under his leadership did not follow a linear trajectory, it was dominated by two overriding features: first, Erdogan's ambition to thrust Turkey, and by extension himself, into a global leadership role; and second, to always utilize Turkey's new activist foreign policy as a method to enhance the regime's domestic legitimacy and ensure its survival.

Erdogan and his Justice and Development Party, or AKP, first took power in the 2002 elections, capturing 34 percent of the vote. From the outset, they faced skepticism, if not outright hostility, from the country's secular elite and hard-line military leaders because of the Islamist leanings of the AKP's founders. The party's early years in power were thus marked by a conscious effort to



Turkish President Recep Tayyip Erdogan waves to members of his party during a parliamentary group meeting at the Grand National Assembly of Turkey. Adem Altan/AFP/Getty Images

improve human rights practices and press freedoms while encouraging a vibrant civil society, so as to gain acceptance in the West, especially in Europe, as a means of containing and gaining leverage over Turkey's powerful military establishment. This surge of democratization provided additional benefits. The blending of a democratic narrative with Islamic piety, demonstrating that Islam and democracy could coexist, captured the imagination of countless Middle Easterners, conferring on Turkey a measure of soft power it never before enjoyed.

Erdogan, however, would often rail against what he perceived to be an unjust world order. Ahmet Davutoglu, who was Erdogan's main foreign policy guru for many years before falling out and leaving the AKP last year, laid out a vision for Turkey as a "central power," destined to play an influential role in its region and beyond. Ultimately, Erdogan's vision

would culminate in his mantra that "the world is larger than five," a reference to the United Nations Security Council, which Erdogan wanted reformed to reflect the postwar diffusion of power around the globe. Unstated was the expectation that Turkey would assume its proper role as leader of a much-maligned Muslim world.

More From Our Experts

The real changes to Turkey's foreign policy started around 2010, some three years after the country's top military brass publicly challenged Erdogan by trying, and failing, to veto the ascension of the AKP's Abdullah Gul to the presidency—a humiliating ordeal that [forced the military out of politics](#). This allowed Erdogan to consolidate power at home by reconfiguring Turkey's institutions, eventually bringing them under his direct control and, with a hotly contested 2017 referendum, replacing the parliamen-

tary system with a presidential one that centralized all powers in his office. Civil society, from the press to universities and independent associations, was eviscerated; dissent was no longer countenanced.

As he was subduing the military and domestic critics, Erdogan's assertiveness in foreign policy took shape. His first foray was in 2009, when he upbraided Shimon Peres, then the prime minister of Israel, during a panel discussion at the World Economic Forum in Davos, before storming off the stage. The following year, he [linked up with Brazil](#) to try to preserve an agreement with Iran over its nuclear program, to the great annoyance of the Obama administration, which favored new sanctions on Iran at the time. A year later, he brought Turkey into the Syrian civil war by throwing his support fully behind the armed opposition to Bashar al-Assad, including jihadists. Turkey and the U.S. also clashed over the campaign against the Islamic State, as Erdogan refused Obama's entreaties to fight the militants, even though many of them had traversed through Turkish territory to join the conflict. Erdogan even ordered an invasion of northeastern Syria last year, attacking the same Kurdish forces that had been fighting the Islamic State alongside U.S. troops.

The World This Week

A weekly digest of the latest from CFR on the biggest foreign pol-

icy stories of the week, featuring briefs, opinions, and explainers. Every Friday.

More recently, Erdogan's behavior has assumed a far more revisionist stance. In Libya, Turkish drones and military advisers, not to mention thousands of Syrian militants recruited by Ankara to fight as mercenaries, succeeded in turning the tide of the battle in favor of the internationally recognized government in Tripoli. In the South Caucasus, Turkey was instrumental in planning and supporting Azerbaijan's assault on the disputed enclave of Nagorno-Karabakh. Just as in Libya, Turkish drones and Syrian mercenaries have played a critical role in the latest round of fighting between Azerbaijan and Armenia over Nagorno-Karabakh.

In the Eastern Mediterranean, Erdogan has forcibly challenged Greek and Cypriot sovereignty by sending seismic research vessels accompanied by the Turkish navy into their Exclusive Economic Zones in pursuit of hydrocarbon resources. Even when Erdogan agreed, under European pressure, to give negotiations with Greece a chance and thus avoid sanctions, he quickly reverted back to aggressive tactics by ordering the return of

the research vessels into the Aegean Sea, defying a Western consensus on the matter. Despite the inherent risks of his brinkmanship, Erdogan assumes that other NATO members would step in to defuse any crisis, calculating that he can in the meantime [advance his position](#) by changing the facts in the Mediterranean.

In all of these cases, the domestic response in Turkey has been fully supportive. Erdogan has been able to neutralize any opposition by appealing to Turkish voters' nationalist predisposition, while the largely domesticated press praises every one of his "successful" endeavors. The emerging narrative is one of Turkey's rightful return as a great power complete with government-produced videos linking the present to past Ottoman glories. French President Emmanuel Macron has described this as Turkey having ["fantasies about the past."](#)

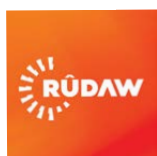
The most puzzling of Erdogan's foreign policy ventures has been his purchase of S-400 anti-aircraft missiles from Russia, despite vociferous opposition by NATO and the U.S. Fearful that Russian technicians would gain access to the advanced technology of the American-made F-

35 fighter jets in Turkey's fleet, the Pentagon and Congress repeatedly warned Erdogan that he risked losing Turkey's access to the F-35 jets and its place in the multinational consortium that was building them. Erdogan still went ahead with the \$2.4 billion purchase, forsaking billions of dollars in future export revenues from the F-35 program. While the S-400 system has yet to be formally deployed, Turkey recently [tested the missile system](#) for the first time, openly challenging Washington and risking the imposition of American sanctions.

The S-400 purchase conforms with Erdogan's pattern of conduct. He takes risks to push his own agenda, with the expectation that he will be insulated from any geopolitical turmoil because of Turkey's important role in NATO and the general reluctance by powers large and small to contest his moves. So far, it has worked. It also allows him to continuously dominate the news cycle at home where he gets portrayed as the courageous leader fighting for Turkey's national interests. At a time when the Turkish economy is suffering from mismanagement and problems related to coronavirus pandemic, this helps ensure Erdogan's survival.

That said, it would be wrong to attribute Turkey's foreign policy changes to domestic politics. Erdogan has gained international notoriety as an enfant terrible, becoming a leader whose whims and demands must be checked. In this sense, he has achieved what he had set out to do: transform Turkey and himself into consequential global actors. He has even entered Western political discourse, invariably mentioned, along with Russia's Vladimir Putin and China's Xi Jinping, as one of the three most visible leaders lodged on the world's authoritarian dais.

Erdogan is calculating and pragmatic when necessary, but, problematically for Western leaders, he is not done yet. There are no guardrails at home to rein him in—surrounded by sycophants, no one dares to contradict him. He will continue to push as long as he can, until he hits a roadblock. Even if sanctions or other obstacles force him to compromise on one issue—the S-400, for instance—he will quickly open another front somewhere else. Like all populist leaders, Erdogan takes the fight to others and always tries to stay a step ahead, compelling rivals and allies alike to remain on the defensive.



30-10-2020
Holly Johnston

Iraq 3rd in world for unpunished journalist killings: CPJ

ERBIL, Kurdistan Region — Impunity against journalists runs rife in Iraq, which has placed third in an index investigating unpunished journalist killings by the the Committee to Protect Journalists (CPJ). Iraq came third only to Somalia and Syria in the [2020 index](#) published on Wednesday,

which documents retaliatory media killings where killers roam free. "Somalia, Syria, Iraq, and South Sudan occupy the worst four spots on the list, in that order, as war and political instability perpetuate the cycle of violence and lawlessness," the organisation said.

A total of 21 unsolved murders were recorded in Iraq between September 2010 and September 2020, including the [killing](#) of cameraman Safaa Ghali, shot dead with Diljah reporter Ahmed Abdul Samad whilst covering protests in the southern port city of Basra last year.

Paramilitary groups are suspected to be behind Ghali's death, according to the CPJ.

"Incremental progress toward reducing the murders of journalists worldwide is fragile and could be thwarted by legal appeals and lack of political leadership," the CPJ said.

Four journalists and two media assistants have been **killed** in Iraq this year, according to Reporters without Borders.

Journalists across Iraq have been targeted since the outbreak of Iraq's protest movement in October 2019 across central and southern parts of the country. Scores have been arrested, kidnapped and shot dead since the demonstrations began.

Most at risk are those critical of Iran-backed factions accused

of killing protesters and attacking foreign missions and troops across the country.

Yussef Sattar, a journalist and activist was **killed** during protests in Baghdad in January.

An **arrest warrant** was issued for journalist Suadad al-Salhy on October 22 over a libel lawsuit after she published an exclusive report claiming that Iranian Supreme Leader Ali Khamenei was behind Iraqi

armed factions deciding to halt their attacks on US interests. Iraqi Prime Minister Mustafa al-Kadhimi has vowed on multiple occasions to bring to justice the killers of protesters to justice, but little has been done.

"Incremental progress toward reducing the murders of journalists worldwide is fragile and could be thwarted by legal appeals and lack of political leadership," the CPJ said.

Journalists in the Kurdistan Re-

gion are also at risk of arrest, imprisonment and death.

Kurdistan TV cameraman Arkan Sharifi was **stabbed to death** by masked men in the aftermath of the Kurdistan Region independence referendum in October 2017.

Journalist Guhdar Zebari was arrested in Akre this week and **taken to an unknown location** after receiving threatening messages, the CPJ reported.

Kurdistan au féminin 30.10.2020

Le Kurdistan à travers le regard féminin

L'Iran a exécuté 4 prisonniers dans la ville kurde d'Orumiyeh

IRAN / ROJHILAT – Le régime sanguinaire iranien a exécuté 4 prisonniers accusés de meurtre à Orumiyeh le jeudi 29 octobre 2020.

L'ONG des droits humains, Kurdistan Human Rights Network (KHRN) a obtenu des informations selon lesquelles Yasser Cheshmeh Anvar, Ali Malekzadeh et Zinolabedin Hosseinzadeh avaient été condamnés à mort en public il y a environ six ans pour le meurtre de cinq personnes à Orumiyeh, mais la condamnation à mort a été exécutée à la prison centrale d'Orumiyeh en raison de l'épidémie du coronavirus et de l'opposition du procureur d'Orumiyeh.

Un autre prisonnier exécuté était Musa Rahmani d'Orumiyeh qui a été condamné à mort il y a quelques années.

Ils ont été transférés avec un autre prisonnier nommé Mor-



teza Nouri du quartier des travaux forcés à l'isolement pour purger leur peine.

Morteza Nouri, qui a été transféré à l'isolement avec les quatre prisonniers hier pour purger sa peine, a été renvoyé dans la salle de travail après

avoir obtenu la clémence de la famille de la victime.

KHRN a publié un rapport sur la tentative de suicide d'Ali Malekzadeh hier soir. Le prisonnier a coupé la veine de sa main à l'isolement. Il a été renvoyé à l'isolement après avoir

été transféré dans un centre médical pour y être soigné. (Kurdistan Human Rights Network) En 2018, les Kurdes représentaient 28 % des personnes exécutées en Iran, alors qu'ils ne constituent qu'environ 10 % de la population.

Man arrested over deaths of Iranian Kurd family in Channel sinking

Iranian man held on suspicion of manslaughter following deaths of at least four people

An Iranian man has been held on suspicion of manslaughter following the deaths of four people, and the disappearance of a further three who are believed to have died, as they attempted to cross the Channel.

Iranian Kurds Rasul Iran Nezhad and his wife, Shiva Mohammad Panahi, both 35, and two of their children, Anita, nine, and Armin, six, [drowned on Tuesday](#) as they tried to reach Britain by boat after departing from near Dunkirk.

The family's third child, 15-month-old Artin, and two other adults are being treated as missing presumed dead by authorities.

The suspect was allegedly piloting the semi-rigid boat that capsized carrying 22 people from the Grande-Synthe migrant camp near Dunkirk, according to reports. The weather



Rasul Iran Nezhad (centre, holding Artin), Shiva Mohammad Panahi (bottom left) and children Anita, nine (top left), and Armin, six (right), who were attempting to cross to UK when boat capsized. Photograph: Aida Ghajar

and sea conditions at the time were "extremely unfavourable", according to coastguards, and the boat was carrying too many people.

The Dunkirk prosecutor Sébastien Piève said the suspect was arrested after statements from those who were rescued when the boat capsized.

"He told us he was just a migrant, but the information we have gathered against him, notably from 13 others who were interviewed, suggests that he is close to the smugglers and his claims do not stand up," Piève told reporters.

The man has been "*mis en examen*" – officially put under in-

vestigation, close to being charged under French law – for involuntary homicide, the endangering of others' lives and helping "illegals" as part of an organised gang, as well as criminal association.

He has been placed in provisional custody. If convicted, he faces 10 years in jail and deportation from [France](#) after serving his sentence.

The investigation is being handled by an investigating judge. Piève said the aim of police inquiries was to dismantle the smuggling network.

In the UK, the deaths have led to renewed calls for the government to abandon its hard-line approach to asylum seekers and expand or create safe and legal routes for people fleeing torture and death to travel to the UK and claim asylum.

Irak : deux explosions visent un gazoduc et un oléoduc

Les circonstances des deux événements, survenus à quelques jours d'intervalle, restent à déterminer, selon les autorités.

Une explosion d'origine indéterminée a visé, samedi 31 octobre, un gazoduc dans le sud de l'Irak, faisant deux morts. Cet événement intervient quelques jours après l'attaque, mercredi, contre un oléoduc qui a forcé la région du Kurdistan irakien à

interrompre ses exportations de pétrole, selon les autorités. L'explosion de mercredi, dans la province de Mouthanna, a « *tué deux enfants et blessé vingt-huit personnes* », a rapporté l'agence officielle irakienne INA. « *Une enquête est en cours pour en déterminer*

les causes », a-t-elle ajouté, citant le gouverneur Ahmed Manfi.

Vendredi soir, le gouvernement de la région autonome du Kurdistan (nord) a annoncé dans un communiqué avoir sus-

pendu ses exportations de brut après que des « *terroristes* » ont attaqué l'oléoduc traversant le Kurdistan pour rallier le port turc de Ceyhan.

Le communiqué ne précise pas si l'explosion a eu lieu sur son sol ou sur le sol turc et

n'accuse aucune partie en particulier.

Une des économies les plus dépendantes au pétrole du monde

L'oléoduc construit par les

Kurdes a une capacité de 600 000 barils par jour, mais l'exportation du pétrole sous contrôle kurde atteint actuellement en moyenne 300 000 barils quotidiens, en raison de réductions réclamées par l'Or-

ganisation des pays exportateurs de pétrole.

L'Irak, deuxième producteur du cartel, est l'une des économies les plus dépendantes à l'or noir du monde. Une interruption de

l'acheminement d'hydrocarbures par l'oléoduc menant à Ceyhan signifie un arrêt brutal des rentrées d'argent, dans un pays où plus de 90 % des recettes publiques viennent du pétrole.



MEDIAPART

31 OCT. 2020
PAR Michael Lowy

Journée Mondiale de Solidarité avec Kobané

La Confédération Démocratique du Rojava (Kurdistan Syrien) est à nouveau menacée par le régime Erdogan. D'où cet appel à une journée mondiale en solidarité avec Kobané, la vile libérée de Daesh par les révolutionnaires kurdes.

Avec la résistance héroïque contre l'invasion de Daesh à partir de l'automne 2014, Kobané est devenue le symbole de la lutte pour un monde libre. Dans cette petite ville kurde du nord de la Syrie collée à la frontière turque, la révolution du Rojava a remporté sa première victoire contre l'obscurantisme djihadiste.

Depuis lors, le modèle d'autonomie démocratique initié au Rojava s'est étendu dans de vastes zones du nord de la Syrie. Ce nouveau système de gouvernance basé sur la démocratie directe est aussi devenu une source d'inspiration pour les personnes et les mouvements qui, dans le monde entier, luttent pour un monde plus juste.

Mais la révolution du Rojava est aujourd'hui gravement menacée. Même si Daesh a été vaincu militairement dans le nord de la Syrie, son idéologie fasciste est loin d'avoir disparu, en particulier dans les territoires occupés par la Turquie.

Les mercenaires djihadistes installés par la Turquie dans les régions occupées d'Afrin, Serékaniyé, Girê Spî, continuent à terroriser la population. Pillages, exécutions sommaires, viols, tortures, tels sont les crimes de guerre quotidiennement commis par ces bandes criminelles pour mener à



bien le nettoyage ethnique voulu par Ankara.

Outre le nord de la Syrie, Erdogan mène des expéditions militaires dans plusieurs pays de la région. Cependant, après l'agression militaire au Sud-Kurdistan (nord de l'Irak) et les guerres par procuration menées en Libye et dans le Haut-Karabakh où ont été transférés des milliers de mercenaires syriens, le bellicisme turc se concentre à nouveau sur le Rojava. Depuis plusieurs jours, les forces turques et leurs supplétifs djihadistes tentent d'envahir la ville d'Ain Issa, au sud-est de Kobané. Jusqu'à présent, les attaques ont été repoussées par les forces locales. Mais des offensives plus massives sont à craindre dans les prochains jours et, par conséquent, une nouvelle catastrophe

humanitaire avec des massacres de civils et des milliers de personnes déplacées.

Le 1er novembre 2014, des mobilisations ont eu lieu partout dans le monde pour soutenir la résistance de Kobané contre Daesh. Depuis, des manifestations sont organisées chaque année pour commémorer cette résistance inouïe et soutenir la révolution sociale du Rojava.

En raison du contexte de confinement, nous sommes contraints d'annuler les événements prévus à l'occasion de cette journée. Cependant, le CDK-F invite chacune et chacun à poster des publications (images, vidéos,...) sur les réseaux sociaux, avec le hashtag #WorldKobaneDay, pour célé-

brer cette journée, soutenir Kobané et le Rojava, une occasion aussi de rendre hommage aux milliers de combattants kurdes tombés dans la lutte contre Daesh et à toutes les victimes de l'obscurantisme de quelque idéologie qu'il soit.

N'oublions pas que nos actions ici sont une grande source d'encouragement pour les femmes et les hommes du Rojava qui luttent au jour le jour pour construire la paix et la démocratie dans le brasier du Moyen-Orient et qui doivent faire face, dans le même temps, aux agressions turques et djihadistes.

**Le 1er novembre, disons STOP aux guerres d'invasion turques !
Le Rojava a lutté pour défendre.**

Iran: Coronavirus Update, Over 138,300 Deaths, October 31, 2020, 6:00 PM CEST

NUMBER OF VICTIMS (AS OF October 31, 2020, 6:00 PM CEST):

The People's Mojahedin Organization of Iran (PMOI / MEK) announced this afternoon, October 31, 2020, that

Coronavirus has taken the lives of more than 138,300 in 462 cities across Iran. The death toll in various provinces include: 33,531 in Tehran, 10,447 in Khorasan Razavi, 7,679 in Isfahan, 5,975 in Qom, 5,888 in Lorestan, 4,857

in East Azerbaijan, 8,253 in Khuzestan, 4,062 in West Azerbaijan, 3,835 in Alborz, 3,700 in Hamedan, 3,638 in Fars, 2,973 in Kermanshah, 2,304 in North Khorasan, 2,456 in Kurdistan, 2,210 in Kerman, 2,211 in Yazd, 2,082 in Central Prov-

ince, 1,300 in Zanjan, 1,139 in Ilam, 1,104 in South Khorasan, and 1,060 in Chaharmahal and Bakhtiari. This is in addition to reports obtained from other provinces.

The New York Times

Oct. 23, 2020
By Farnaz Fassihi

A #MeToo Awakening Stirs in Iran

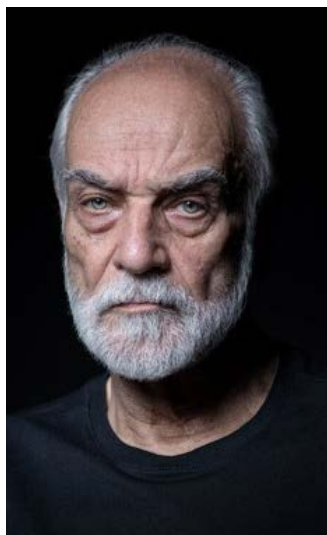
The #MeToo movement has hit a nerve among Iran's women. Now accusations against a politically connected celebrity artist are testing the movement in a sexually conservative society dominated by men.

Aydin Aghdashloo, an internationally acclaimed artist with ties to the ruling elite, faces accusations of sexual misconduct over a 30-year span. Farhad Irani

Three years into the global #MeToo movement, women who say they have been sexually assaulted are improbably going public in the Islamic Republic of Iran.

The movement's reach inside Iran gained momentum in late August after allegations aired on Iranian social media against more than 100 men, including a giant e-commerce company's former star manager, a prominent sociology professor and the owner of a popular bookstore.

But the highest-profile person to face such allegations so far is a nearly 80-year-old, internationally acclaimed artist with ties to the ruling elite. Thirteen women, in interviews with The New York Times, accused the artist, Aydin Aghdashloo, of sexual misconduct over a 30-



Aydin Aghdashloo, an internationally acclaimed artist with ties to the ruling elite, faces accusations of sexual misconduct over a 30-year span. Farhad Irani

year span. Most are former students, and some are journalists who have reported on art and culture.

The willingness by women who say they were victims to share their stories more openly is a groundbreaking shift in Iran's

conservative society, where discussing sex is culturally prohibited, sex outside marriage is illegal, and the burden of proof for victims of sexual crimes is onerous. A raped woman often gets the blame.

Mr. Aghdashloo declined requests for an interview but strenuously denied wrongdoing, and according to his lawyer has already taken legal action against one accuser. In a written statement provided to The Times, Mr. Aghdashloo described himself as an independent artist whose career was built on creative achievement.

"The allegations of sexual abuse against me are full of significant inaccuracies, mischaracterizations and fabrications," he wrote. "To be clear, I have always sought to treat people with respect and dignity and I have never abused, assaulted nor taken advantage of anyone."

Still, he wrote, "I am not a perfect man," and that if his be-

havior had offended or distressed anyone, "I deeply apologize."

How the authorities treat the perpetrators and victims of sexual misconduct has become a test of the #MeToo movement's durability in Iran, a country of more than 80 million.

Compared with the impact in the United States after the accusations against [Harvey Weinstein](#), the imprisoned Hollywood mogul, the fallout in Iran is only beginning to unfold. But there are signs that the male-controlled power structure in Iran has started to respond to accusations like those made against Mr. Aghdashloo.

Tehran's police chief announced on Oct. 12 that the bookstore owner, Keyvan Emamverdi, had confessed to raping 300 women, after 30 took the brave step of filing legal complaints. The police said he would be charged with "corruption on earth," a capital offense.

The e-commerce company Digikala opened an investigation into its former manager and apologized to female employees. Iran's sociology union expelled the accused professor and called for a zero-tolerance policy at universities. A painting by Mr. Aghdashloo was pulled from the cover of a famous literary collection, and at least three women have said they are considering legal action against him.

"This is a turning point for sexual abuse, the biggest taboo for women in Iran has been sex and sexual violence and abuse," said Elnaaz Mohammadi, a 33-year-old member of [Dideban Azar](#), or Abuse Watch, an education and advocacy group in Tehran.

Ms. Mohammadi said she had received complaints about Mr. Aghdashloo from "students who have left his classes distraught and crying," and that "all his denials have no value."

Paintings by Mr. Aghdashloo, a dual citizen of Canada, have been auctioned and displayed worldwide, and France [honored](#) him in 2016. Before the 1979 Islamic revolution he worked with the family of the shah to curate museums. He then moved into the circles of the revolution's ruling clerics, and he and his family have business links to the hierarchy.

Despite a few mentions in Iran's conservative media as a royalist and Western spy, Mr. Aghdashloo has generally received glowing coverage in state media, with no hint of any possible sexual abuse.

The Times found and interviewed former students of Mr. Aghdashloo's after an Iranian journalist now living in the United States, Sara Omatali, [posted on Twitter](#) Aug. 22 that he had sexually assaulted her in 2006 when she visited to interview him.

She wrote that he had greeted her while naked with a robe



Sara Omatali said that the artist Aydin Aghdashloo sexually assaulted her in 2006 when she interviewed him. Gabriella Demczuk for The New York Times

draped on his shoulder, forced a kiss and pressed his body on hers. Her account appeared to be the catalyst for others.

In telephone interviews, 45 people — including former students, a longtime teaching assistant, art gallery owners, actresses, a Tehran art agent



Solmaz Azhdari studied painting with Mr. Aghdashloo. Sandy Huffaker for The New York Times

and journalists covering art and culture in Iran — all said Mr. Aghdashloo's behavior toward young female students had been known in Iran's art circles.

Thirteen said they had been victims, including one who was 13 years old at the time. Many said they did not know each other. In each of these 13 instances, a family member, friend, or colleague recalled in separate interviews having been told about it. Nineteen described him as the

"Harvey Weinstein of Iran," elevating or destroying careers of women depending on their receptiveness to his advances.

One former student said he had offered her one of his paintings — worth \$100,000, the price of a small apartment in Tehran — if she slept with

him. Another said he had retaliated when she refused him, telling galleries to shun her artwork. Her career faltered.

"Aghdashloo's reputation was an open secret in the art world but nobody did anything about it," said Solmaz Azhdari, 32, who studied painting under him. She said she had witnessed him placing his hands between a young female student's legs in 2007 during a sketching class, as Ms. Azhdari stooped to retrieve a dropped pencil.

In telling their stories, some asked to be identified only by their first names — a reflection of the subject's sensitivity in a conservative society and their fear of Mr. Aghdashloo.

'I was terrified of what he could do to me or my career.'

Maryam, an art photographer, 49, said she had visited Mr. Aghdashloo in 2010, to collect two paintings from his basement studio for the gallery where she worked.

She said Mr. Aghdashloo had insisted she view his paintings of nude women, then forcibly kissed her and tore at her clothes. When she screamed, Maryam said, he covered her mouth with his hands; she pushed him away and fled, shouting, "You have no shame!"

Maryam said she quit her job, and on her mother's advice never publicized the encounter or contacted the police.

"I was terrified of what he could do to me and my career if I told anyone or brought charges," she said.

In his art classes, the former students said, he asked the women to sit on his lap when he reviewed their work, pressed against them while teaching, touched their bodies, made lewd comments and shared explicit details of a fascination with adolescent girls.

Mehrnaz, 54, said he made her sit on his lap and caressed her thighs. Atty, 30, said he had locked her in his office and forcibly kissed her. Another said he asked the color of her underwear as he touched her.

Afarin, a Tehran teacher, said she had been molested repeatedly 30 years ago, at age 13, by Mr. Aghdashloo, who would press his groin against her and touch her thighs while teaching painting technique. She had been too terrified to tell her parents, she said, and still avoids the street where Mr. Aghdashloo held class.

"I feel relieved that a man who has abused so many women and girls is finally being exposed," she said.

Laleh Sabouri, a 50-year-old actress and television star, took art lessons with Mr. Aghdashloo for two years. Days after Ms. Omatali's Twitter posting, Ms. Sabouri [tweeted](#) that most women were terrified of being alone with him and that accusations of rape would be "befitting." Mr. Aghdashloo's lawyer said he had taken legal action over that tweet, calling it "baseless."

One of Mr. Aghdashloo's teaching assistants, who helped manage his workshops for 12 years, said she had witnessed frequent misbehavior by him toward female students and that some had complained to her. She had confronted him and he replied that women should consider his affection a privilege, the assistant recalled. She ultimately resigned, she said, because he had assaulted her.

Ms. Omatali's account struck a nerve among Iranian female journalists. Several said the advice in newsrooms was that no woman should interview Mr. Aghdashloo alone.

Solmaz Naraghi, 42, an art and culture reporter, said Mr. Aghdashloo sexually harassed her repeatedly in public after she had rebuffed his advances during one such interview. Her former husband recalled her in tears at a gallery after an encounter with Mr. Aghdashloo.

His supporters have rallied to defend him, including former students who posted a letter on Instagram. His first wife, the Hollywood actress [Shoreh Aghdashloo](#), said he was "simply not capable of such



Maryam, in a self-portrait.

heinous acts." One former student, Mitra Zad, said she had seen "nothing but good things" from him.

A formidable figure who straddles art and politics

Mr. Aghdashloo's influence in Iran's art world seemed to only grow after the revolution. He often boasted about connections to government and religious officials and said he was invulnerable because of them, former students and the teaching assistant said — a description he rejected in his statement to The Times.

"I have always worked as an independent artist and, following the revolution, have earned my living not through credits and connections to the state but through my art," Mr. Aghdashloo wrote.

His students have included the daughter of Tehran's Friday Prayer imam and grandchildren of a founding cleric of the revolution. He has worked as a consultant, instructor, author and art appraiser for Astan Quds Razavi, a religious and economic conglomerate controlled by Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, which is under U.S. sanctions.

The former head of Astan is Iran's judiciary chief.

Mr. Aghdashloo's daughter married into a family that owns Part Sazan, a conglomerate with ties to state-owned enterprises in the oil, gas and automotive industries. The link to the company, which lists a senior member of the Islamic Revolutionary Guards Basij militia as chief executive and board member, has further strengthened his aura of impunity, a number of women said.

Anonymous allegations against Mr. Aghdashloo first surfaced in 2018 when an Iranian investigative journalist, Afshin Parvaresh, posted on Instagram that he had interviewed 21 women, including a minor, who said Mr. Aghdashloo had assaulted them. Mr. Parvaresh said he received violent threats. Mr. Aghdashloo's lawyer denied his client was responsible. Some Iranian women's rights activists say significant challenges hinder #MeToo cases. If an accuser fails to meet the high standard of proof for rape, she can then be accused of adultery.

"A woman who is a victim can quickly turn into a criminal if

she can't prove rape," said Shadi Sadr, a prominent Iranian lawyer and human rights advocate based in London. "When she testifies that there was sex, she is testifying against herself as well."

Still, more women are asking how to bring charges, said Leila Rahimi, a Tehran lawyer offering them free consultation and representation.

"You cannot hide this crime happening over and over in our society," Ms. Rahimi said. "Both for women and men, silence does not improve things."

Correction: Oct. 23, 2020

An earlier version of this article misidentified the position of Elnaaz Mohammadi at Abuse Watch, an education and advocacy group in Tehran. She is a member, not a co-founder. The article also imprecisely paraphrased what she said regarding the recipient of student complaints about Mr. Aghdashloo's behavior. Ms. Mohammadi said she had received the complaints, not the group.

Farnaz Fassihi is a freelance reporter with the International Desk based in New York. Before contracting with the Times, she was a senior writer and war correspondent for the Wall Street Journal for 17 years based in the Middle East. [@farnazfassihi](#)

A version of this article appears in print on **Oct. 23, 2020**, Section A, Page 1 of the New York edition with the headline: **#MeToo Awakens in Iran With Accusations Against Star Artist.**



October 31, 2020
By Karwan Faidhi Dri

Former Kirkuk governor Najmaldin Karim dies at 71

ERBIL, Kurdistan Region – Najmaldin Karim, ousted governor of Kirkuk province, died in Washington DC early Saturday after suffering a stroke. Karim was a fervent supporter of the Kurdistan independence referendum, a stance that cost him his job and forced him to flee Kirkuk.

In his will, Karim said “he wants to be buried in Kurdistan temporarily and then moved to Kirkuk when the city is free, secure, and under the control of the Peshmerga,” according to a [statement](#) from his office.

Born in Kirkuk in 1949, Karim moved to Mosul as a student to study medicine. He joined the Kurdish Peshmerga forces in 1972 and became the special physician of famed Kurdish leader Mullah Mustafa Barzani. Karim accompanied Barzani to the United States for medical treatment and later died.

Karim stayed in the US until 2009 when he returned to the Kurdistan Region. Three years later, he became governor of Kirkuk on the ticket of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

He raised the Kurdistan flag in the disputed city of Kirkuk, championed the 2017 Kurdistan independence referendum, and supported Kirkuk taking part in the vote. A month later, in October 2017, Iraqi troops and Iranian-backed paramilitary forces drove the Peshmerga out of Kirkuk and other disputed areas. Karim was removed from his post by Baghdad and a warrant was issued for his arrest. Karim fled to Erbil.



Kirkuk governor Najmaldin Karim, pictured days ahead of the September 2017 Kurdistan independence referendum, died on October 31, 2020, aged 71. File photo: Najmaldin Karim/Facebook

Karim [defended](#) his controversial decision to fly the Kurdish flag in Kirkuk, saying it would “strengthen brotherhood in Kirkuk, not jeopardize it” and he aspired to unify the many ethnic groups that live in the province and [contest local elections](#).

Prime Minister of the Kurdistan Regional Government Masrour Barzani said in a [statement](#) that Karim “played an important role in Kurdistan peoples’ struggle for freedom and introduced the Kurdish issue in diplomatic and academic centers in the world.”

He added that Karim had worked on strengthening co-existence in the multi-ethnic province of Kirkuk as its governor.

President Nechirvan Barzani said that both as a physician and a Peshmerga, Karim [contributed to Kurdish revolutions](#) of Aylul (September) and Gulan (May) against Iraqi government in the sixties and the seventies.

Elham Ahmad, President of the executive committee of the Syrian Democratic Council in northeastern Syria (Rojava), [described Karim](#) as a “great Kurdish leader.”

The co-chairs of Turkey’s pro-Kurdish Peoples’ Democratic Party (HDP), Pervin Buldan and Mithat Sancar, praised Karim’s leadership in multi-ethnic Kirkuk.

“Despite the existence of various voices and colours in Kirkuk, Najmaldin Karim managed to administer the

city, leaving a significant impact on co-existence among the nations and protecting the peace for all the components. His dream and objectives are the legacy of the Kurdish nation and the friends of Kurds,” read a [statement](#) from them.

The US Consulate General in Erbil extended condolences on Karim’s passing. “We share our deepest sympathies with Karim’s family, his friends, and the people of the Iraqi Kurdistan Region and Iraq,” it [stated](#).

Clarisse Pasztory, former head of the European Union’s liaison office in Erbil, [described](#) Karim as a “sly, compassionate, unyielding son of Kurdistan and champion for cohabitation in Kirkuk. His legacy preceded him, may he now RIP.”

Un homme de 63 ans tué par l'armée turque à Hakkari

Un homme de 63 ans a été tué par l'armée turque au cours d'une opération dans un village de Hakkari, au Nord-Kurdistan

Ali Dereli a été tué vendredi soir, lors d'une opération de l'armée turque à Awyan (Duranlar), un village du district de Yüksekova, dans la province kurde de Hakkari. Selon les informations de source locale, Dereli a perdu la vie à la suite de tirs de soldats participant à une opération militaire à 500 mètres de sa maison. Un cheval a également été tué suite à ces tirs.

Les habitants n'ayant pu accéder à la zone pour récupérer le corps de la victime, celui-ci est resté sur les lieux pendant six heures. Les proches de Dereli ont déclaré avoir été gazés par les forces de sécurité après les faits.



Ali Dereli, kurde de 63 ans, a été tué au cours d'une opération de l'armée turque dans la région de Hakkari

Les proches ont par ailleurs indiqué qu'un frère de la victime,

Abdulhalit Dereli, avait également été tué par l'armée turque en 1983.